



Immigration : Trump joue la tension en Californie

► Au quatrième jour des manifestations contre les opérations visant les migrants sans papiers, le ton monte entre le gouverneur démocrate, Gavin Newsom, et l'administration Trump

► Outre 2 000 gardes nationaux, 700 marines doivent être déployés pour assurer le maintien de l'ordre à Los Angeles

► Les Californiens assistent, impuissants, à la militarisation de leur environnement et à la description de la Cité des anges comme une ville « envahie », par les « criminels étrangers »

PAGES 2 À 4



La garde nationale de Californie devant un bâtiment fédéral, lors des manifestations à Los Angeles, le 9 juin. APU GOMES/AFP

M ÉDITORIAL
L'ESCALADE CALCULÉE DE LA MAISON BLANCHE

PAGE 30

Stephen Miller,
l'idéologue en chef
de l'exécutif

Gardien du temple identitaire, le chef adjoint de l'administration Trump est le conseiller le plus influent du président

PAGE 4

« Trump veut exercer son pouvoir sur les institutions-clés »

Pour le philosophe Michael Sandel, la vengeance est à l'origine de la soif de contrôle du président américain

PAGE 28

Energie
La géothermie profonde, solution testée pour assurer les besoins des data centers

PAGE 15

Violences
Quand des psy abusent de leurs patientes en situation de vulnérabilité

PAGES 12-13

Extrême droite
Le RN et ses alliés européens font bloc contre Bruxelles

Un an après leur percée aux élections européennes, le Rassemblement national et ses alliés continentaux, dont Viktor Orban et Matteo Salvini, se sont retrouvés, lundi, dans le Loiret, pour afficher leur unité contre les institutions européennes et leur soutien à Marine Le Pen

PAGE 8

Jeunesse
Comment la génération Z est influencée par le rapport au travail de ses parents

PAGE 20

Politique
Les débats sont ouverts autour de la pérennité de l'héritage du macronisme

PAGE 9

Protection des océans **Macron se félicite des avancées, les ONG restent prudentes**

C'EST AVEC enthousiasme qu'Emmanuel Macron a ouvert la Conférence des Nations unies sur l'océan. « C'est aujourd'hui une victoire que nous célébrons », a lancé le président de la République en introduction. A commen-

cer par le fait d'être parvenu à mobiliser, et ce, malgré l'absence de Donald Trump. Une cinquantaine de chefs d'Etat et de gouvernement ont fait le déplacement à Nice. Le principal acquis de cette première journée de conférence

est l'accélération du processus de ratification de l'accord sur la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité marine dans les eaux internationales. Une avancée insuffisante pour les ONG.

PAGE 14

Transports
La SNCF face au défi des TGV « privés »

A partir du 15 juin, Trenitalia proposera un TGV Paris-Marseille. Des projets privés de trains à grande vitesse sont envisagés sur d'autres lignes

PAGES 16-17

Cinéma
« Indomptables », le combat d'un flic camerounais

Thomas Ngijol, acteur et réalisateur, a mis beaucoup de sa propre histoire dans ce polar, mélange de mélodrame familial et d'enquête procédurale

PAGE 21

Une couverture de magazine Télérama intitulée "ART BRUT". La page est remplie de l'œuvre d'art brut d'Asco, une sculpture complexe et colorée qui ressemble à un animal ou une machine. Le titre "ART BRUT" est écrit en gros caractères au-dessus de la sculpture. En bas à droite, il y a une mention "AU GRAND PALAIS".

À retrouver sur boutique.telerama.fr
et dans les points de vente listés ici



Disparition
Sly Stone, génie du funk

Né Sylvester Stewart, Sly Stone, personnage iconoclaste et fondateur, dans les années 1960, du groupe multiracial Sly and the Family Stone, est mort à l'âge de 82 ans

PAGE 25

La Californie démocrate, cible de Trump

En plus de 2 000 gardes nationaux, Washington va déployer 700 marines pour maintenir l'ordre à Los Angeles

LOS ANGELES - envoyée spéciale

Entre Washington et la Californie, la guerre est déclarée. Outre 2 000 gardes nationaux, l'administration Trump a annoncé, lundi 9 juin, l'arrivée de 700 marines pour assurer le maintien de l'ordre à Los Angeles, une provocation supplémentaire aux yeux des autorités de l'Etat démocrate, pour qui rien ne justifie pareil déploiement, sinon «satisfaire le fantasme délirant d'un président aux penchants dictatoriaux», a déploré le gouverneur Gavin Newsom. Au quatrième jour des protestations à Los Angeles contre les rafles de l'administration Trump visant les migrants sans papiers, l'escalade semble inéluctable. La Californie est devenue le «ground zero» de l'affrontement entre le gouvernement fédéral et les Etats démocrates, notamment sur l'immigration. Tom Homan, le conseiller immigration de Donald Trump, est allé jusqu'à menacer de faire arrêter le gouverneur s'il s'interposait dans la mise en œuvre de la politique fédérale. Lundi, le président américain a applaudî l'idée. «Je le ferai si j'étais Tom», a-t-il dit, avant de qualifier Gavin Newsom de responsable «notoirement incomptent».

Le gouverneur a répondu sur le même ton au «dur à cuire» Tom Homan : «Viens me chercher. Arrête-moi. Finissons-en une fois pour toutes», a-t-il défié sur MSNBC. «Le Grand Old Party [Parti républicain] envoie une enfant de 4 ans à la mort sans le moindre soin. C'est écoeurant», a-t-il ajouté, en référence à Sofia, une fillette mexicaine de Bakersfield, au nord-est de Los Angeles, atteinte d'une maladie rare et menacée d'expulsion. La mesure a été annulée, a protesté la Maison Blanche, mais, à ce stade, Gavin Newsom ne s'embarrasse plus de fact-checking lui non plus.

Bastion progressiste, terreau de l'émergence du pouvoir latino, la Californie avait été relativement épargnée par la campagne d'expulsions de Donald Trump. L'offensive suscite une réaction d'une ampleur inédite dans le reste du pays. «Los Angeles est une ville d'immigrants, 50 % de la population est latino», a rappelé, lundi, Karen Bass, la maire démocrate de la ville, accusant le gouvernement fédéral de mettre de l'huile sur le feu. «Jeudi, il ne se passait rien. C'est le gouvernement fédéral qui a créé ce chaos.»

Les Californiens assistent impuissants à la militarisation de leur environnement et à la description de Los Angeles par le président et ses alliés comme une cité «envahie», «occupée» par les «criminels étrangers». Un test, pensent-ils, de la prise de contrôle qui attend les autres villes «sanctuaires», où les sans-papiers vivaient dans une relative sécurité. «Notre ville ne devrait pas servir de cobaye, a dénoncé Karen Bass. Savez-vous ce que fait la garde nationale? Elle garde deux bâtiments, en tout et pour tout. Et il faudrait en plus des marines? En trois jours, la moitié de Downtown LA a été transfigurée, sillonnée par les véhicules de police des multiples unités désormais mobilisées. Plusieurs centaines de membres de la garde nationale californienne – sur les 2 000 annoncés – ont été dé-



Manifestation contre les arrestations de migrants, à Los Angeles (Californie), le 9 juin. SPENCER PLATT/GTY IMAGES VIA AFP

ployés au mépris des autorités locales, un phénomène inédit depuis 1965. A l'époque, le président Lyndon Johnson avait réquisitionné la garde, en Alabama, mais le but était tout autre : il s'agissait de protéger la manifestation conduite par Martin Luther King des attaques des ségrégationnistes blancs.

«LA LIGNE ROUGE A ÉTÉ FRANCHIE»

Lundi, Gavin Newsom a engagé des poursuites contre le gouvernement fédéral pour «atteinte à la souveraineté de l'Etat». Le procureur général, Rob Bonta, a fait valoir que l'administration Trump a utilisé une section du code des Etats-Unis («12406») qui ne peut être invoquée qu'en cas d'invasion, de rébellion ou d'incapacité des forces régulières à faire appliquer la loi. «La ligne rouge a été franchie», a déclaré le gouverneur.

Les élus californiens ont appelé la population à éviter de faire le jeu de l'extrême droite, ravie d'exhiber, comme dimanche, les photos de manifestants arborant le drapeau mexicain sur fond de robot-taxi Waymo en flammes (la firme a suspendu ses véhicules, lundi). L'opposition n'a pas de mal à convoquer la mémoire des «L.A. riots», les émeutes qui ont marqué l'histoire de la mégapole : du

«JEUDI 5 JUIN, IL NE SE PASSAIT RIEN. C'EST LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL QUI A CRÉÉ CE CHAOS»

KAREN BASS
maire démocrate
de Los Angeles

soulèvement du quartier de Watts, en 1965, éruption de la colère noire contre les violences policières, aux incidents de 1992 consécutifs à l'acquittement des policiers ayant tabassé l'automobiliste Rodney King.

A plusieurs reprises, le gouverneur a imploré les protestataires de «ne pas mordre à l'hameçon» agité par Trump. Mais les autorités californiennes sont sur la corde raide. Sommées d'assurer le maintien de l'ordre face à «l'insurrection», elles se doivent de montrer qu'elles n'ont pas besoin des troupes fédérales, au risque de s'engager dans une spirale de répression devant des manifestants, dont certains venus pour en découdre. Lors d'une conférence de presse, le chef de la police de Los Angeles, Jim McDonnell, a assuré qu'il avait mobilisé des renforts et que les auteurs d'actes de vandalisme seraient sévèrement réprimés. «Les agitateurs téméraires qui profitent du chaos provoqué par Trump devront répondre de leurs actes», a signifié le gouverneur. «Restez calmes.»

Gavin Newsom a lui-même du mal à se ressourcer. Au très trumpiste sénateur de l'Alabama, Tommy Tuberville, qui dénonçait son inaptitude à maintenir l'ordre et réclamait son arrestation, il a asséné que le taux

d'homicides, en Alabama, est trois fois supérieur à celui de la Californie. «Cantonner-toi au football, bro [brother]», a-t-il posté sur X.

Gavin Newsom estime avoir fait beaucoup de concessions. Depuis le 20 janvier, il a invité sur son podcast les figures MAGA («Make America Great Again») les plus radicales, au risque de se faire vouer à l'exil politique par ses amis démocrates. Il s'est efforcé de ne pas attaquer de front l'hôte de la Maison Blanche, ne serait-ce que pour sécuriser l'aide fédérale aux victimes des catastrophiques incendies de début janvier. Il s'est prononcé contre l'intégration des sportifs transgenres dans les compétitions féminines, mais n'a pas pu empêcher la participation – et la victoire – d'une athlète transgenre de 16 ans, fin mai, dans un championnat scolaire, malgré la menace de Trump de priver la Californie de 8 milliards de dollars (7 milliards d'euros) de financements fédéraux.

«ABUS DE POUVOIR»

Sur l'immigration, il n'emploie jamais le terme de «sanctuaire» pour définir la politique migratoire de la Californie. Samedi encore, il a téléphoné au président pendant quarante-cinq minutes pour tenter de le dissuader d'envoyer la garde nationale. Sans succès. Le divorce n'a fait que s'accentuer. Fin mai, Gavin Newsom a laissé éclater sa colère quand les républicains s'en sont pris à son objectif de parvenir à 100 % de véhicules électriques ou hybrides en 2035, à la faveur d'une manœuvre, non illégale mais rarissime dans la république des bonnes manières qu'était le Congrès. Les sénateurs républicains ont en effet associé à une mesure budgétaire la révocation de l'exception californienne en matière de normes de pollution atmosphérique. Gavin Newsom a déploré que le vote du Congrès «ruine les poumons» des enfants californiens et «cède le terrain des véhicules électriques à la Chine».

En janvier, l'Assemblée de Californie avait mis de côté 25 millions de dollars dans le budget de l'Etat pour financer la «résistance» contre les mesures imposées par Washington. Elle a déjà dépensé 5 millions. Le procès intenté par l'Etat contre le déploiement de la garde nationale est le 2^e en moins de six mois. «L'abus de pouvoir commis par Trump est une menace réelle pour notre démocratie», a estimé Gavin Newsom. Les trois branches du gouvernement sont en train de disparaître sous nos yeux.» ■

CORINE LESNES

Les syndicats en première ligne pour défendre les migrants

DANS LE CENTRE de Los Angeles, la mobilisation semble chaque jour monter davantage contre les raids de la police de l'immigration et le déploiement de la garde nationale. «C'est notre ville, ce sont nos rues», explique Elizabeth Strater, vice-présidente du syndicat des ouvriers agricoles United Farm Workers. On ne va pas laisser faire sans réagir.»

Les syndicalistes manifestaient, lundi 9 juin, aux pieds de la mairie de Los Angeles, sous les jacarandas de Grand Park. Ils étaient plus d'un millier, aux couleurs de leurs organisations respectives. Violet pour les membres de l'Union internationale des employés des services (SEIU), le puissant syndicat des services. Jaune pour celui des travailleurs de l'alimentation et du commerce. Dans la foule, les panneaux hostiles au «dictateur qui kidnappe les papas et les mamans» ou à la United States Immigration and

Customs Enforcement (ICE), la police de l'immigration. «Arrêtez les raids!», «Nous sommes tous des migrants».

Principale revendication : obtenir la libération de David Huerta, le chef du SEIU pour la Californie, une figure importante de la scène californienne. Agé de 58 ans, ancien agent d'entretien, le syndicaliste a été arrêté, vendredi, devant l'entrepôt d'une entreprise de vêtements soupçonnée d'employer des immigrés en situation irrégulière, où la police était venue perquisitionner. La justice lui reproche d'avoir fait obstruction à l'opération. Une vidéo le montre poussé à terre par un agent. Il a été légèrement blessé.

L'administration Trump ignorait-elle qui il était? A-t-elle voulu montrer, une nouvelle fois, que «nul n'est au-dessus de la loi fédérale»? L'incarcération de David Huerta a contribué au déclenchement des protesta-

tions désormais quotidiennes devant le centre de détention, dans Downtown LA. Elle a aussi suscité l'émotion des élus nationaux. En même temps qu'à Los Angeles, des manifestations ont eu lieu, lundi, à Washington, à Boston et à San Francisco pour réclamer sa libération.

Facteur d'intégration

En début d'après-midi, David Huerta a été remis en liberté sous caution, mais il reste poursuivi pour complot empêchant l'action de la police fédérale. Un agent en civil a affirmé l'avoir vu consulter son téléphone et envoyer des messages, alors que des manifestants essayaient de tourner en rond devant la grille pour perturber les entrées.

Pour Elizabeth Strater, il n'est pas surprenant que la mobilisation soit importante. «En Californie, on ne s'attaque pas au mouvement ouvrier», dit-elle. Les syndicats sont un facteur

important d'intégration pour les Latinos. Ils offrent des bourses d'études aux enfants, des aides judiciaires, voire des possibilités de régularisation aux sans-papiers. «Est-ce que Trump se rend compte que les membres de la garde nationale qu'il a mobilisés sont, eux aussi, les enfants d'agents d'entretien ou d'ouvriers agricoles?», interroge la responsable.

Le Golden State est aussi l'Etat qui compte le plus grand nombre de sans-papiers, notamment dans la Vallée centrale, où plus de la moitié des travailleurs agricoles sont sans statut légal. Elizabeth Strater se moque des propos des partisans du président, qui prétendent «libérer» la Californie de ses «criminels» sans papiers. «Un Américain sur 35 habite dans le comté de Los Angeles, souligne-t-elle. Et ils veulent nous libérer? Mais l'Amérique, c'est nous!» ■

C. LS (LOS ANGELES, ENVOYÉE SPÉCIALE)

Trump exploite les heurts pour durcir sa politique

La Maison Blanche met en scène le récit d'une traque de clandestins contrariée par des démocrates laxistes

WASHINGTON - correspondant

Une surréaction calculée et prémeditée, juridiquement contestable, aux conséquences imprévisibles : ainsi se résume le recours à la garde nationale par Donald Trump, dans la soirée du 7 juin, face à des scènes de violences urbaines très localisées, apparues dans deux villes de l'agglomération de Los Angeles (Californie). Cette décision controversée, qui permet au président de court-circuiter le gouverneur démocrate, Gavin Newsom, a entraîné, dès dimanche, le déploiement sur place de 300 premiers soldats pour protéger de façon préventive des bâtiments fédéraux.

D'abord pacifiques, puis émaillés de quelques heurts, plusieurs rassemblements ont eu lieu en ville et sur l'autoroute 101, dans une atmosphère de tension accrue. Le récit recherché par la Maison Blanche était posé : l'ordre fédéral contre le chaos, la traque des clandestins contrariée par des élus démocrates laxistes et des émeutiers extrémistes. «*Ils crachent, on frappe*», a résumé Donald Trump. La formule lapidaire voulait marquer une sévérité. Elle disait aussi, en creux, à quel point la menace réelle était grossie, dans la chambre d'écho des réseaux sociaux, malgré les images de quelques taxis Waymo sans chauffeur incendiés et couverts de graffitis.

La veille, des affrontements avaient eu lieu dans deux villes situées en périphérie de Los Angeles, Paramount et Compton, en raison de la multiplication des opérations coup de poing menées par les policiers de l'ICE, l'agence chargée du contrôle des frontières et de l'immigration. Une loi de 1878, le Posse Comitatus Act, interdit, en principe, l'utilisation de soldats sur le plan intérieur, pour des missions dévolues à la police. Mais une exception antérieure existe, l'Insurrection Act (1807). Si la loi fédérale ne peut plus être appliquée dans la pratique, en raison d'un défi sécuritaire et politique grave lancé à l'autorité du gouvernement, alors l'intervention de l'armée peut se justifier. Or rien, dans les événements de ces derniers jours à Los Angeles, ne relève de ce cadre d'exception.

Pour l'heure, Donald Trump s'est gardé d'invoquer ce texte de 1807. Mais il n'exclut pas de faire appel aux marines, dont un bataillon de 700 hommes était mobilisé lundi. Quelle serait la barre qualificative ? «*La barre sera ce que j'en pense*, a répondu le président. Si nous voyons un danger pour notre pays et nos citoyens, nous serons très, très forts en termes de loi et d'ordre.»

La préméditation de Donald Trump et de ses conseillers ne fait aucun doute. Dès avril 2024, dans un entretien au magazine *Time*, le candidat républicain justifiait la mobilisation de la garde nationale contre l'immigration illégale, aux frontières comme à l'intérieur du pays. Ce serait illégal en vertu du Posse Comitatus Act, rétorquaient les journalistes. «*Eh bien, ce ne sont pas des civils*, lâchait Donald Trump, au sujet des clandestins. *Ce sont des gens qui ne sont pas légalement dans notre pays. Une invasion comme aucun pays n'en a probablement vu un jour.*»

Le milliardaire n'a pas toujours manifesté le même entrain pour défendre l'intégrité du pays et ses institutions. Le 6 janvier 2021, alors que des milliers de manifestants donnaient l'assaut au bâti-

ment du Capitole pour empêcher la certification de l'élection présidentielle, Donald Trump n'avait pas demandé l'intervention de la garde nationale. Il en avait ensuite tenu pour responsable la speaker démocrate de la Chambre des représentants, Nancy Pelosi, élue de Californie. En revanche, l'ancien secrétaire à la défense, Mark Esper, avait raconté dans ses mémoires que Donald Trump, en 2020, s'était enquis auprès de l'état-major s'il était possible de tirer dans les jambes des manifestants, lors des protestations ayant suivi la mort de George Floyd.

Depuis des jours, à Los Angeles, la pression de la police fédérale ne cessait de monter, avec des interpellations de clandestins en plein jour. Paramount est une cité ouvrière essentiellement peuplée de migrants hispaniques, employés notamment dans l'industrie hôtelière et la restauration. Samedi, en face d'un magasin de bricolage Home Depot, des agents de l'ICE ont été signalés, provoquant un rassemblement. Les réseaux sociaux ont diffusé la nouvelle à grande vitesse, tandis que les incidents débutaient : grenades assourdissantes et gaz lacrymogène du côté de la police, jets de pierre et d'autres objets du côté des manifestants. Une voiture a été incendiée, du matériel urbain détérioré.

Le décret présidentiel prévoit le déploiement de 2000 membres de la garde nationale de Californie pendant au moins soixante jours. Les juristes s'interrogent sur la marge de manœuvre des effectifs rassemblés à Los Angeles. Ont-ils le droit de répondre à des émeutiers ? De les interpeller ?

Objectif : 3000 expulsés par jour

Publié ce week-end, un sondage CBS News/YouGov révélait que 54 % de la population soutient la campagne d'expulsion menée par l'administration. Mais le périmètre de cette campagne n'est jamais clairement défini par les autorités. Il fut d'abord question des criminels clandestins endurcis. Mais il semble à présent ne plus y avoir de graduation, pour remplir l'objectif de 3000 expulsés par jour, fixé par l'administration. Cette question est devenue particulièrement polarisée. Selon ce sondage, 82 % des démocrates et 51 % des indépendants désapprouvent la ligne suivie, applaudie, en revanche, par 93 % des républicains.

Dans un message sur son réseau Truth Social, dans la nuit de samedi à dimanche, Donald Trump félicitait déjà les soldats de la garde nationale pour leur intervention, alors qu'ils n'étaient pas encore déployés. «*Ces manifestations d'extrême gauche, par des instigateurs et des fauteurs de troubles souvent payés, ne seront pas tolérées. (...) A partir de maintenant, on ne sera plus autorisé à porter des masques lors de manifestations.*»

Cette escalade tombe particulièrement bien sur un plan politique pour Donald Trump, qui a subi l'onde de choc de sa séparation avec Elon Musk. Cette crise sécuritaire attisée permet aussi de mettre la pression sur les sénateurs républicains qui traînent les pieds, au sujet du «Big Beautiful Bill». Ce train de dépenses essentiel pour la Maison Blanche, renforçant, entre autres, les moyens de la sécurité intérieure, a passé l'épreuve de la Chambre des représentants. Mais un nombre menaçant de sénateurs conservateurs pensent, comme Elon Musk, que ce projet de loi est bien trop dépensier. A la lumière des événements de Los Angeles, l'exécutif leur demandera de choisir : être du côté

de l'ordre ou du côté des émeutiers. Du président ou des élus extrémistes et laxistes.

L'appel à l'armée n'a guère de sens, sauf si l'on tient compte de la logique choisie par l'administration en matière migratoire. Cette logique repose sur une militarisation partielle de cette politique, pour organiser la plus vaste campagne d'expulsion de clandestins de l'histoire américaine, conformément à la promesse de campagne de Donald Trump, qui parle, sans justification, de 21 millions de clandestins dans le pays.

Pour cela, la Maison Blanche a d'abord privilégié des symboles, comme l'utilisation très onéreuse d'appareils militaires pour mener des vols de reconduite. Elle a aussi

DÈS AVRIL 2024, LE CANDIDAT RÉPUBLICAIN JUSTIFIAIT LA MOBILISATION DE LA GARDE NATIONALE CONTRE L'IMMIGRATION ILLÉGALE

annoncé l'utilisation – très limitée à ce jour – de la base de Guantanamo (Cuba), symbole de la lutte antiterroriste sans fin, comme centre de rétention. Elle a également appuyé sa campagne sur un texte poussiéreux, l'*Alien Enemies*

Act (1798), qui donne au gouvernement le droit d'expulser, sans recours, les ressortissants d'un pays en guerre avec les Etats-Unis ou favorisant une invasion dans ce pays. Sa dernière utilisation remonte à la seconde guerre mondiale, lorsque des dizaines de milliers de Japonais avaient été emprisonnés sans procès.

La «fabrication d'une crise»

Le gouverneur de Californie, Gavin Newsom, a mis en cause la «*fabrication d'une crise*», estimant que Donald Trump «espère plus de chaos pour pouvoir justifier plus de répression, plus de peur et plus de contrôle». Mais l'administration n'a pas fini d'exploiter ces événements, à la fois pour punir

les élus démocrates et la Californie en général, et pour l'exemple. Dans le Wisconsin, la juge Hannah Dugan a été arrêtée et poursuivie pour avoir permis à un sans-papiers de se dérober à son interpellation par des agents de l'immigration, à l'intérieur même de l'enceinte du tribunal. Le 9 mai, c'est le maire de Newark (New Jersey), Ras Baraka, qui avait été interpellé devant le centre de rétention de Delaney Hall, alors qu'il demandait à connaître les conditions de détention de migrants arrêtés. Le piège est classique dans le trumpisme comme dans tout mouvement autoritaire. La contestation de la ligne suivie est, par définition, illégitime. Et répréhensible. ■

PIOTR SMOLAR

The advertisement features two smiling men, Johan Bonnet and Matthieu Batteur, the founders of Colissimo. The background shows a blurred image of a warehouse or delivery truck. The text reads: "FIRS DE CÉLÉBRER LES 30 ANS DU E-COMMERCE AVEC COLISSIMO". It also mentions "Véritable révolution dans les habitudes de consommation, l'e-commerce souffle en 2025 ses 30 bougies. Engagé sur une trajectoire « zéro émission nette »⁽¹⁾, Colissimo est le partenaire de confiance des marques soucieuses d'une consommation plus responsable. Quoi de mieux pour les Petits Culottés, la marque de couches 100 % made in France⁽²⁾, qu'une livraison plus respectueuse de l'environnement ?". Logos for Colissimo, Les Petits Culottés, and La French Couche are included. At the bottom, there's a logo for La Poste Solutions Business.

POLITIQUE MIGRATOIRE DES ÉTATS-UNIS



Stephen Miller, chef de cabinet adjoint de la Maison Blanche, avec des journalistes, à Washington, le 28 avril.

MARK SCHIEFELBEIN/AP

adopter au Congrès. Il est une sorte de *consigliere*, toujours prêt à bondir pour défendre son patron. Lorsque le conseiller à la sécurité nationale, Mike Waltz, a été remercié, début mai, la rumeur d'une promotion de Stephen Miller a circulé. Donald Trump a écarté cette idée. «*Je pense qu'indirectement, d'une certaine façon, il a déjà ce boulot*», a dit le président sur la chaîne NewsNation, situant même son conseiller «au sommet du mat totemique».

Quand le magazine *The Atlantic* a révélé les échanges d'un groupe de hauts responsables sur la messagerie Signal, auquel un journaliste avait été associé par mégarde, l'autorité de Stephen Miller est apparue, hors caméras et micros. Le 15 mars, le groupe discutait de la campagne de frappes sur le point d'être déclenchées contre les houthistes au Yémen. J.D. Vance, exprimait ses réserves, suggérant de retarder l'opération d'un mois. Stephen Miller a rapidement étouffé le débat interne. «*Tel que je l'ai entendu, le président a été clair. Feu vert, mais nous ferons bientôt sa voie à l'Egypte et à l'Europe ce que nous attendons en retour.*»

Autoradicalisation
Stephen Miller est un compagnon de route de la première heure pour Donald Trump. Lors du premier mandat de ce dernier, il rédigeait ses discours et assurait le suivi du dossier migratoire. On lui a attribué la responsabilité des séparations de force entre les enfants nés aux Etats-Unis et les parents en situation irrégulière, expulsés. Son parcours témoigne d'une forme époustouflante d'autoradicalisation, jusqu'à incarner l'ultranationalisme blanc.

Né en 1985, Stephen Miller a grandi à Santa Monica, en Californie, terre libérale par excellence. Dans son lycée, il était déjà fasciné par les personnages conservateurs transgressifs, comme le présentateur radio Rush Limbaugh ou celui qui deviendra un mentor: David Horowitz, croisé anti-migrants, qu'il convia à intervenir dans son établissement. Sa détestation du consensus libéral s'est développée dès cette époque. Stephen Miller a aussi compris le pouvoir de la haine et de la provocation. Il a poursuivi sur cette voie lorsqu'il fréquentait la prestigieuse université Duke (Caroline du Nord).

Cela a été un choc pour son entourage. Les deux branches de sa famille étaient originaires de la zone de résidence réservée aux juifs dans l'ouest de la Russie tsariste. Neuropsychologue à la retraite, l'un de ses oncles, David Glosner, avait publié une tribune émouvante dans le magazine *Potico*, en 2018, soulignant la trahison de ces origines. «*J'ai observé avec consternation et une horreur grandissante la façon dont mon neveu, homme éduqué bien conscient de son héritage, est devenu l'architecte de politiques migratoires qui renient les fondements mêmes de l'existence de notre famille dans ce pays*», écrivait-il.

Stephen Miller, lui, jouit de son pouvoir sans précédent. Son épouse, Kate Miller, a été la porte-parole du département de l'efficacité gouvernementale (DOGE), auprès d'Elon Musk. Le milliardaire a formellement quitté la Maison Blanche, mais elle va continuer à travailler à ses côtés, suscitant ainsi de fortes spéculations sur la supposée détestation entre les deux hommes. Les Miller se sont mariés en 2020 à Washington. La cérémonie a eu lieu au Trump International Hotel. ■

PIOTR SMOLAR

Stephen Miller, l'idéologue en chef de la Maison Blanche

Pourfendeur du « racisme anti-Blancs », le chef adjoint de la Maison Blanche veut purger la société des migrants illégaux, qu'il associe à des criminels

PORTRAIT

WASHINGTON - correspondant

Il ne parle pas, il crie. Ainsi s'exprime Stephen Miller, dont la brutalité fait la réputation. Le conseiller le plus influent de Donald Trump, chef adjoint de l'administration, ne peut s'en empêcher. «*Un haineux de classe mondiale*», a lâché à son sujet, sur X, un journaliste de la chaîne ABC, Terry Moran, immédiatement suspendu par sa direction, dimanche 8 juin. Le vice-président, J.D. Vance, a accouru au secours du conseiller, en assurant sur le même réseau qu'il était «*motivé par l'amour du pays*».

Drôle d'amour, et drôle de pays, vu comme un champ de bataille. «*Nous reprenons l'Amérique*», jurait Stephen Miller ce week-end, en réponse aux images éparses d'émeutiers à Los Angeles. Un détail semblait l'obséder: la présence d'un drapeau mexicain, tenu par un homme à moto. «*Regardez tous ces drapeaux étrangers. Los Angeles est un territoire occupé*», écrivait-il, dimanche soir.

Populisme identitaire

Le 1^{er} mai, lors de l'un de ses rares passages en salle de presse à la Maison Blanche, Stephen Miller, 39ans, le regard noir, ne tenait pas en place. Il s'apprétait à saturer les journalistes de ses formules définitives. L'idéologue en chef, venu des franges xénophobes de la droite nationaliste, s'exprime sans notes. Il célébrait ce jour-là les initiatives de Donald Trump pour combattre «*la culture communiste "woke"* cancérigène qui détruisait notre pays, nous conduisant à croire que les hommes sont des femmes, que les femmes sont des hommes, que la discrimination raciale [contre les Blancs] est bonne, que le mérite est mauvais, et que la sûreté et la sécurité physique importent moins que les sentiments des idéologues libéraux». La référence au cancer témoigne de

l'affrontement sans merci dans lequel l'orateur s'épanouit: les patriotes contre les traîtres, l'ordre contre le chaos.

De façon caricaturale, Stephen Miller a décrit une Amérique en perdition sous Joe Biden, coupable de «*trahison honteuse*» des travailleurs. Les incidents de Los Angeles lui offrent le cadre de ses fantasmes: la guerre civilisationnelle faisant de la figure de l'étranger une infection. Les démocrates peuvent s'en vouloir: en abandonnant la question migratoire et en négligeant l'impact de l'inflation, ils ont offert un terrain favorable à ce populisme identitaire.

Lorsqu'un élus républicain cherche à transmettre un message au président, sans avoir de lien personnel avec lui, il compose le numéro de Stephen Miller. Tandis que la cheffe de l'administration, Susie Wiles, veille à l'organisation la plus fluide possible, acceptant les impulsions et les improvisations du président, Stephen Miller est un faux numéro deux: il est le gardien du temple identitaire qu'il a largement contribué à bâtir.

«*Stephen Miller est un allié fantastique pour le président, un conseiller de confiance et un leader à part entière*», explique au *Monde* Jason Miller (sans lien de parenté), autre conseiller de longue date de Donald Trump. Il comprend le président comme ils sont peu à le faire, surtout en ce qui concerne la frontière et l'arrêt de l'immigration

illégale. Il transforme ses idées en mesures politiques.»

Fin 2020, Stephen Miller a participé à la tentative de renversement du résultat électoral, en promouvant de fausses listes de grands électeurs. Pendant les quatre années de la présidence Biden, il a préparé sa revanche, en lien avec des experts conservateurs, à la tête de sa propre organisation, America First Legal. Le conseiller n'avait alors que les plateaux télévisés pour exprimer sa hargne contre la gauche. Quand la victoire électorale de Donald Trump s'est dessinée, Stephen Miller préparait déjà l'onde de choc: des décrets présidentiels en rafale, prévus dès les premières heures de Trump II, visant non seulement à tourner la page Biden, mais à mener une entreprise révolutionnaire.

Formules incendiaires

Sur le plan institutionnel, il s'agissait d'étendre au maximum les limites du pouvoir exécutif, en anticipant la confrontation avec les juges fédéraux, dont les plus récalcitrants sont présentés comme des «communistes». Sur le plan idéologique, le dessein consiste à renverser l'évolution du pays depuis les années 1960. De changer le visage de l'Amérique, rien de moins. D'imposer un enseignement patriotique de l'histoire, de détruire un fantasme «*racisme anti-Blancs*», de faire une chasse impitoyable au wokisme et à la promo-

STEPHEN MILLER CÉLÈBRE LE COMBAT DE TRUMP CONTRE «LA CULTURE COMMUNISTE "WOKE" CANCÉRIGÈNE QUI DÉTRUIT LE PAYS»

tion des minorités, au sein de l'Etat fédéral, dans les écoles et les universités, et jusqu'aux entreprises privées.

Mais l'ambition suprême de Stephen Miller demeure de purger la société des migrants illégaux, qu'il déshumanise et associe de façon systématique à des criminels. On estime leur nombre à environ 11 millions, mais la Maison Blanche évoque toujours, sans preuves, celui de 21 millions. Tous les moyens de coercition sont justifiés, aux yeux du chef adjoint de l'administration, pour mener cette entreprise à bien, y compris en mobilisant l'armée ou en invoquant l'Alien Enemy Act de 1798, qui permet à un président en temps de guerre d'expulser sans formalités les participants à une invasion étrangère.

Cette législation poussièreuse a offert à l'administration le vernis juridique pour envoyer en prison, au Salvador, des membres allégués du groupe criminel vénézuélien Tren de Aragua. Le 4 juin, Donald Trump a renoué avec le «travel ban», l'interdiction complète du territoire américain aux ressortissants de 12 pays. Mais il faut que la répression se traduise en chiffres et en images.

Selon le site *Axios*, Stephen Miller et la secrétaire à la sécurité intérieure, Kristi Noem, ont demandé récemment aux agents de l'ICE – l'agence chargée de l'immigration et des postes frontières – d'arrêter 3 000 clandestins par jour (contre 400 en moyenne, en février et mars). Le conseiller se

nourrit de cette menace d'une submersion, justification de tous les expédients utilisés. C'est ainsi qu'il a annoncé, le 9 mai, à la consternation de tous les juristes, que l'*habeas corpus* pouvait être suspendu «*lors d'une période d'invasion*» – soit la possibilité donnée à chaque personne arrêtée et poursuivie, qu'elle soit américaine ou non, de défendre ses droits.

«*L'argument de l'invasion va à l'encontre de leur propre récit selon lequel les frontières sont sous contrôle*», note l'avocat Muzaffar Chishti, expert au sein de l'organisation Migration Policy Institute. *Dans le même temps, ils disent vouloir suspendre l'*habeas corpus*, à moins que les juges n'agissent de façon correcte. Si ce n'est pas une menace de type mafieux, je ne sais pas ce qui en serait une.*»

Le conseiller reste un orateur redoutable, un manieur de formules incendiaires. A neuf jours de l'élection présidentielle de novembre, Stephen Miller était l'un des intervenants sur la scène du mythique Madison Square Garden, à New York, pour le plus grand meeting de campagne. «*Qui va se dresser et dire les cartels dehors, les migrants criminels dehors, les gangs dehors, l'Amérique est pour les Américains et les Américaines uniquement? Un homme, mesdames et messieurs, et cet homme a pris une balle pour vous.*» Pour marquer les 100 premiers jours de sa présidence, lors d'un rassemblement à Warren (Michigan) fin avril, Donald Trump a fait monter sur scène l'homme au crâne rasé. «*J'aime ce gars. Il n'y a personne de plus malin et de plus dur que Stephen Miller.*» En retour, celui-ci a salué «*le plus grand président de l'histoire américaine*».

Dans ce second mandat, l'autorité de Stephen Miller dépasse largement la seule thématique migratoire, à l'image de son engagement en défense du «*Big Beautiful Bill*», le train de dépenses que la Maison Blanche essaie de faire

Le Mexique s'inquiète du sort de ses ressortissants aux États-Unis

La présidente du Mexique, Claudia Sheinbaum, a condamné, lundi 9 juin, les violences perpétrées lors des manifestations contre la politique migratoire de Donald Trump à Los Angeles. «*Les Mexicains qui vivent aux Etats-Unis sont des travailleurs honnêtes; la majorité a la citoyenneté américaine ou une résidence légale. Nous lançons un appel respectueux, mais très ferme, aux autorités américaines pour qu'ils soient traités dignement*», a-t-elle déclaré. Quarante-deux Mexicains ont été arrêtés lors d'opérations musclées de la police fédérale ayant visé les étrangers, a déclaré le ministre des affaires étrangères mexicain, Juan Ramon de la Fuente.

Dans le monde, l'intégrité des élections menacée

Selon un rapport publié lundi, 40 % des scrutins nationaux organisés en 2024 ont été contestés

MALMÖ (SUÈDE) -
correspondante régionale

Quelle meilleure occasion que la «super-année électorale» de 2024 pour tester la résilience d'un des piliers fondamentaux de la démocratie? Cette année-là, 4,1 milliards de personnes dans le monde étaient appelées aux urnes, soit la moitié des habitants de la planète. Quelque 1,6 milliard d'électeurs ont pu exprimer leur voix lors de 74 élections nationales. Sans surprise, dans un contexte où de nombreux indicateurs pointent vers un déclin de la démocratie, l'analyse du déroulement de ces scrutins confirme la tendance.

«Jamais les élections n'ont été confrontées à un ensemble de défis aussi complexes et redoutables qu'aujourd'hui, qu'il s'agisse de campagnes de désinformation, de perturbations dues à des

phénomènes climatiques extrêmes ou de déni pur et simple des résultats électoraux», observe Kevin Casas-Zamora, le secrétaire général de l'Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale (IDEA), en introduction d'un rapport publié lundi 9 juin, à la veille de l'ouverture d'une conférence internationale sur l'intégrité des élections, qui se tiendra à Stockholm, du 10 au 12 juin.

«Désinformation agressive»

Dans ce rapport, l'IDEA commence par rappeler qu'un électeur sur trois vit dans un pays où la qualité des élections s'est dégradée entre 2019 et 2024. Dans ce contexte, environ 40 % des votes nationaux, organisés dans 63 pays en 2024 ont fait l'objet «d'une forme ou d'une autre de contestation de la crédibilité du résultat, allant du boycott au rejet du résultat par certains partis politiques».

Le rapport alerte sur la violence, en marge des élections, avec des attaques visant des candidats dans plusieurs pays

sition politique ou la communauté internationale».

Autre sujet d'inquiétude: l'adoption de réformes électorales, en Géorgie ou en Tunisie, par exemple, juste avant la convocation d'élections, avec l'objectif de «consolider le pouvoir en place». Ces réformes s'inscrivent dans un mouvement plus large, ayant pour but de «réduire les garanties de contrôle démocratique, que ce soit en visant les médias, la société civile, l'opposition

duo, réélu pour un troisième mandat en juillet 2024, et contesté par l'opposition, n'a pas pu être confirmé.

L'IDEA alerte aussi sur la violence qui s'est manifestée, en marge des élections, dans de nombreux pays, avec des attaques visant des candidats en Mongolie, en Slovaquie, en Afrique du Sud, en Corée du Sud ou aux Etats-Unis; mais aussi des heurts entre les militants de différents partis en Inde et des menaces contre les agents électoraux, au Ghana, à Madagascar et aux Etats-Unis.

Attaques contre les candidats

Observée dans 28 pays, la violence contre les femmes est un problème en soi. Au Mexique, les candidates ont été victimes «de manière disproportionnée de menaces et d'attaques armées, s'étendant souvent à leurs enfants et à leur famille», rapporte l'IDEA. Et alors que la représenta-

tion des femmes, au niveau parlementaire, a augmenté dans 22 pays, elle décline dans 27 autres. Par ailleurs, en 2024, seulement cinq candidates ont remporté des élections présidentielles, organisées dans 33 pays.

Le rapport, enfin, s'intéresse à l'impact des «risques naturels» sur les élections et rapporte que 15 pays ont été touchés «par des catastrophes météorologiques, hydrologiques, climatologiques ou géophysiques» pendant les périodes électorales. Des phénomènes – inondations, vagues de chaleur, tempêtes tropicales – dont l'IDEA souligne qu'ils devraient augmenter en intensité et en fréquence, en raison du changement climatique, nécessitant que «les décideurs politiques et les responsables de l'organisation des élections prennent en compte l'adaptation au climat dans leur planification électorale».

ANNE-FRANÇOISE HIVERT

Référendums en Italie : l'opposition à Meloni essuie un revers

Seuls 30 % des électeurs ont voté, dimanche et lundi, alors qu'il en fallait plus de 50% pour que le résultat soit pris en compte

ROME - correspondant

L'Italie progressiste avait une occasion de se battre. L'échec est patent. Alors que la législature qui a vu arriver à la présidence du conseil la figure d'extrême droite Giorgia Meloni est entrée dans sa seconde moitié, sans que le socle électoral de la coalition se soit érodé, les principales forces d'opposition ont perdu leur pari. Lundi 9 juin, à la fermeture des bureaux de vote ouverts la veille, les référendums d'initiative populaire sur le droit du travail et l'accès à la citoyenneté, voulus par l'opposition, n'ont pas réuni suffisamment de votants pour que leurs résultats soient validés, le taux de participation étant resté bien inférieur au quorum, fixé à 50 % des inscrits plus 1 voix. A la sortie des urnes, la participation pour l'ensemble des scrutins plafonnait à moins de 30,6 %.

Les Italiens étaient invités à s'exprimer sur cinq questions. Trois d'entre elles visaient à revenir sur des mesures législatives ayant retiré des garanties aux employés en cas de licenciement ou ayant facilité, pour les employeurs, l'usage des contrats à durée déterminée. Un autre référendum renforçait les responsabilités des entreprises donneuses d'ordre en cas d'accident du travail dans le cadre de sous-traitance, une problématique récurrente en Italie.

Le oui l'a largement emporté sur ces questions liées au travail, avec des résultats qui, bien qu'oscillant entre 87,1 % et 88,8 % des voix, resteront sans effet faute de participation. Mais le référendum le plus attendu et le plus débattu a donné lieu à un score bien plus modeste. Portant sur les modalités d'accès à la citoyenneté, il devait ouvrir la voie au passage à cinq années de séjour régulier nécessaires à une demande de naturalisation, contre dix aujourd'hui. Seuls 60 % des votants se sont prononcés en faveur de cette évolution.

«C'est une défaite claire pour l'opposition qui, en plus d'échouer à rassembler les électeurs, s'est montrée divisée», analyse Lorenzo Pregliasco, fondateur de l'institut de

sondages YouTrend. Si le front était large, il s'est avéré confus : le Parti démocrate (centre gauche) défendait le oui aux cinq questions mais comptait en interne des voix centristes dissidentes sur celles liées au droit du travail, sur lesquelles s'est en revanche singulièrement impliquée la Confédération générale italienne du travail, le principal syndicat (gauche) du pays. Les antisystèmes du Mouvement 5 étoiles n'avaient pas donné de consigne sur la question portant sur la citoyenneté.

La droite nationaliste confortée
Ce thème avait surgi de nouveau après les Jeux olympiques de Paris 2024. L'Italie se découvrait une nouvelle fois, à travers les histoires familiales de ses champions, un pays divers où des communautés d'origine étrangère étaient désormais inséparables du corps national, malgré des conditions d'accès à la nationalité restrictives.

Les résultats de lundi ont de quoi congeler ces débats à moyen terme, confortant la droite nationaliste. «L'écart entre les scores du oui sur les questions sociales et sur la citoyenneté montre que, quand les thèmes identitaires sont en jeu, même l'électorat de gauche se montre prudent», explique Lorenzo Pregliasco, qui souligne que le poids de l'abstention aux référendums est le corollaire d'une crise profonde, la participation n'ayant été que de 64 % aux législatives de 2022. Exception faite d'un scrutin de 2011, aucun référendum d'initiative populaire organisé en Italie n'a jamais atteint le quorum.

Ce scrutin, sans lendemain a fourni un succès à peu de frais aux forces d'extrême droite et de droite du gouvernement Meloni. Fratelli d'Italia, le parti de la présidente du conseil, qui avait déclaré qu'elle se rendrait dans son bureau de vote mais ne placerait pas de bulletin dans l'urne, a choisi un message élémentaire. Sur son compte Instagram, la formation d'extrême droite a fait publier une photographie des principaux leaders de l'opposition, accompagnée de cette mention : «Vous avez perdu.» En lettres capitales. ■

ALLAN KAVAL



Des sièges confortables avec plein de place pour les jambes.

 eurostar

A Gaza, l'Aïd-el-Kébir sous les bombes israéliennes

Entre jeudi 5 et lundi 9 juin, 250 habitants de l'enclave ont été tués, selon le ministère de la santé local

Sur une page de cahier dont il a publié la photo sur X, le poète gazaoui en exil Mousab Abu Toha a tracé cinq arbres généalogiques – cinq foyers au sein d'une même famille élargie, les Khader. Trente-six personnes en tout. Toutes ont été tuées vendredi 6 juin, le premier jour de l'Aïd-el-Kébir, la fête la plus importante du calendrier musulman. Une bombe israélienne a pulvérisé leur immeuble familial de cinq étages dans la ville de Jabaliya, au nord de la ville de Gaza.

Ne figurent pas sur l'arbre une poignée de survivants, absents au moment du bombardement de l'immeuble, dont le journaliste indépendant Abdelrahim Khader, sorti dans la matinée. Le jeune photographe de 23 ans a filmé les décombres gris de son foyer alors qu'il se ruait vers les gravats. Sur la vidéo, on l'entend hurler : « *Maman, papa ! Est-ce que quelqu'un est en vie ? Maman, papa, Moustapha, Karim, répondez, quelqu'un !* »

Le quartier était sous le coup d'un ordre d'évacuation – 82 % de la bande de Gaza est aujourd'hui en zone militaire ou à évacuer. Cinq corps ont été extraits des décombres, ainsi que des « *kilos de chair* » qui correspondaient à deux autres corps démembrés, rapporte Abdelrahim Khader, joint depuis Gaza par téléphone.

Attaques indiscriminées

Le père d'Abdelrahim, Mohamed Ismaïl Khader, était un ingénieur agricole qui voyageait régulièrement à l'étranger pour son travail. Son épouse, Siham, et cinq de leurs enfants ont été tués avec lui. L'un des oncles, Ramzi Khader, âgé de 47 ans, travaillait avec le Programme des Nations unies pour le développement depuis vingt et un ans, selon un communiqué de l'organisation. Sa femme Ahlam, une enseignante, et six de leurs sept enfants ont également été tués – deux d'entre eux étaient médecins. Un autre oncle, Abdellatif Khader, était radiologue, son épouse, Faten, infirmière, ils ont péri avec six fils et filles. Une autre tante, Ayeda Khader, était médecin, et Elham, dont le mari a survécu, était enseignante. Leurs six enfants ont aussi été tués.

L'armée israélienne a mis en doute le bilan, sans donner plus de

Aux frappes s'ajoute la faim, sans perspective de répit, car les négociations sont au point mort

détails au *Monde* – Israël interdit toujours l'accès de Gaza aux journalistes étrangers. Les militaires disent avoir identifié plusieurs Palestiniens « qui constituaient une menace » et bombardé l'immeuble où les hommes sont entrés.

L'armée a pris des mesures pour « réduire le risque de porter atteinte à des civils, dont l'utilisation de munitions de précision, la surveillance aérienne », a indiqué l'un des porte-parole de l'armée, le lieutenant-colonel Nadav Shoshani sur X. Cet argument, utilisé dans les communiqués de l'armée israélienne, occulte le fait que depuis des mois, des attaques indiscriminées visent des lieux où sont concentrés des civils à Gaza : hôpitaux, écoles transformées en centre pour les déplacés, cuisines communautaires, camps de tentes...

Depuis le 7 octobre 2023, plus de 54 900 Palestiniens ont été tués à Gaza selon le ministère de la santé local dont les chiffres sont jugés fiables par l'ONU. En novembre 2024, celui-ci avait recensé 1 410 familles complètement rayées de l'état civil, soit 5 444 personnes, et 3 463 autres familles qui n'avaient plus qu'un seul membre encore en vie. Dans Gaza dévastée, difficile de garder le compte des bombardements et des morts – une partie des corps restent enfouis sous les décombres, les secouristes manquant de matériel d'excavation. Dans l'extrême nord de l'enclave (Beit Lahia, Beit Hanoun et Jabaliya), les hôpitaux sont tous hors service après l'évacuation, le 3 juin, de l'hôpital indonésien. Certaines zones sont inaccessible.

Entre jeudi 6 juin à midi et lundi 9 juin à midi, les hôpitaux de l'enclave ont reçu 250 corps et plus de 1 080 blessés, selon les statistiques publiées par le ministère de la santé. Dans la ville de Gaza, « à



Une Palestinienne extraites des décombres d'une maison, après une frappe israélienne, à Jabaliya, le 9 juin. BASHAR TALEB/AFP

l'hôpital baptiste d'Al-Ahli, pour le deuxième jour de la fête du sacrifice, les seuls bruits sont ceux des sirènes d'ambulance et les cris des blessés », écrivait sur X le chirurgien Hussam Hammouda, samedi. Vers 8 heures, la chaîne qatarie Al-Jazira rapportait que 15 morts avaient été conduits à l'hôpital Nasser dans le sud de Gaza et sept à Al-Shifa, dans la ville de Gaza. Deux heures plus tard, le bilan était monté à 34 morts, dont sept tués dans une frappe israélienne sur une maison de déplacés à l'ouest de la ville de Gaza.

Dans cette même ville, dans une autre attaque qui aurait fait au moins 15 morts selon la défense civile palestinienne, l'armée et les services de renseignement israéliens ont annoncé avoir tué le chef des Brigades des moudjahidin, Asad Abou Sharia – son organisation a depuis confirmé sa mort. Il est accusé par Israël de s'être infiltré dans « *le kibbutz Nir Oz, où il*

fut l'un des principaux instigateurs du massacre et a été directement impliqué dans l'enlèvement et l'assassinat de Shiri, Ariel et Kfir Bibas », une mère et ses deux enfants, âgés de 4 ans et 8 mois lors de leur kidnapping le 7-Octobre, a indiqué l'armée israélienne. Les corps des Bibas ont été rapatriés pendant la trêve, en février.

Situation désespérée

Israël affirme qu'Asad Abou Sharia était également le commanditaire de l'enlèvement de deux autres otages israéliens, Gad Haggai et Judi Lynn Weinstein, ainsi que de Nattapong Pinta, un ressortissant thaïlandais dont le corps a été rapatrié de Gaza lors d'une opération israélienne, samedi matin. Selon les Israéliens, les Brigades des moudjahidin détiennent toujours un autre otage étranger. Ce mouvement, né dans la foulée de la prise de contrôle de Gaza par le Hamas en 2007, est indépendant

du groupe islamiste et de son allié le Jihad islamique.

Aux bombes s'ajoute la faim, sans perspective de répit, car les négociations sont au point mort. « *Nous sommes très abattus, décrit Mohammed Daher au Monde. C'est la quatrième Aïd sous les bombes [il y a deux fêtes de l'Aïd par an, l'Aïd-El-Kébir et l'Aïd-El-Fitr, qui marque la fin du ramadan] et la situation est plus désespérée que jamais* ». Le jeune homme de 24 ans, qui vit depuis deux mois sous une tente dans le nord de Gaza, a enfin réussi à acheter un sac de farine – 25 kg – pour les célébrations. Il l'a payé 350 dollars (un peu plus de 300 euros).

Fin mai, plus de 2 700 enfants de moins de 5 ans étaient diagnostiqués en état de malnutrition aiguë à Gaza, selon les Nations unies. Israël entend remplacer l'ONU et les ONG internationales dans la gestion de l'aide humanitaire par une officine parnassée par les Etats-

Unis qui opère en étroite collaboration avec l'armée israélienne, baptisée Gaza Humanitarian Foundation (GHF). Depuis la fin du mois de mai, 127 Palestiniens ont été tués alors qu'ils se rendaient dans des centres de distribution d'aide de la GHF, selon le ministère de la santé local, dont 14 lundi matin. L'armée israélienne a reconnu des tirs de sommation, indiquant que l'endroit était déclaré « zone active de combat ».

GHF, qui a brièvement interrompu ses opérations mercredi et une bonne partie de jeudi, avait de nouveau fermé ses portes samedi, invoquant des « menaces directes » du Hamas contre ses employés. Elle a rouvert dimanche, puis à nouveau fermé lundi. Ses points de distribution ne sont implantés que dans le sud et le centre de Gaza, ce qui contribue aux déplacements forcés des Palestiniens du nord de l'enclave. ■

CLOTHILDE MRAFFKO

Nucléaire : Européens et Américains mettent Téhéran sous pression

L'Agence internationale de l'énergie atomique s'apprête à condamner le régime iranien pour ses activités d'enrichissement d'uranium

Rafaël Grossi pèse chacun de ses mots. Mais ce lundi 9 juin, les griefs à l'encontre de l'Iran et de ses activités suspectes d'enrichissement d'uranium sont si lourds que le directeur de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) ne peut masquer la tension qui plane à Vienne. Le dernier rapport de l'AIEA parle de lui-même. Accablant. « *L'Agence ne peut ignorer le stockage de plus de 400 kilos d'uranium hautement enrichi* », dénonce M. Grossi devant les gouverneurs des 35 pays de l'AIEA réunis en conseil, appelant l'Iran « à coopérer pleinement et efficacement » avec son organisation. « *Nous n'avons pas reçu les éléments pour dire : "Tout est en ordre"* », avait-il expliqué lors d'une conférence de presse dans la matinée.

Après avoir écouté le directeur et épaulé ses rapports, le conseil des gouverneurs devrait adopter, a priori mercredi, une résolution condamnant les multiples violations par l'Iran du traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP), ainsi que le non-

respect des engagements pris il y a dix ans pour encadrer son programme nucléaire. Selon différentes sources diplomatiques, il est clair que l'Iran « triche », ne respectant pas l'accord signé en 2015, le Plan d'action global commun (JCPOA en anglais), dénoncé unilatéralement par Donald Trump en 2018. Téhéran continue d'augmenter sa production d'uranium enrichi sans pouvoir rassurer la communauté internationale sur ses fins civiles et pacifiques, jugent les experts.

Si l'Iran prenait la décision de réenrichir à 90 % les 400 kilos d'uranium stockés sur son sol (aujourd'hui enrichis à 60 %), il pourrait potentiellement fabriquer dix bombes nucléaires, décryptent les analystes. Le temps de « breakout », qui mesure la durée nécessaire pour avoir assez de matière fissile afin de fabriquer une bombe, est désormais estimé à trois jours, contre plus d'un an lors de la signature du JCPOA. Il pourrait ensuite s'écouler deux ans, voire deux ans et demi, avant que l'Iran soit en mesure de disposer d'une arme nucléaire mili-

tairement utilisable. « *C'est très court en réalité* », s'inquiète un spécialiste.

« *Dans trois sites [à Varamin, Marivan et Turquzabad], il y a des traces d'uranium anthropogène enrichi. L'uranium n'arrive pas seul. Il y a des équipements, des appareils pour le traiter, etc. Nos questions sont très simples. S'il y a eu des équipements, où sont-ils ?* », interroge M. Grossi. L'agence a par ailleurs la preuve que l'Iran s'est procuré des documents confidentiels de l'AIEA, confirmant une information du *Wall Street Journal* datant de 2022. Ces documents, diffusés auprès de hauts responsables iraniens, ont pu aider le régime à dissimuler des travaux antérieurs.

Ligne rouge

Le projet de résolution, débattu ces jours-ci, a été préparé en concertation étroite entre les pays européens signataires du « deal » nucléaire, France, Royaume-Uni, Allemagne, tandis que les tractations sur le nucléaire iranien engagées entre Téhéran et Washington, sans la participation des

« La condamnation peut donner lieu à des négociations »

SANAM VAKIL
du cercle de réflexion
Chatham House

Européens – qui redoutent un accord précipité –, sont laborieuses. Cinq cycles de discussions ont déjà eu lieu depuis avril. Les négociations butent sur la question de l'enrichissement : à ce stade, les Etats-Unis refusent à Téhéran tout enrichissement d'uranium, même pour un usage civil. Une ligne rouge pour l'Iran qui fait de cette prérogative une question de fierté nationale.

Sans doute la situation aurait-elle été différente si un accord entre les émissaires de Donald Trump et ceux de la République islamique d'Iran avait semblé proche. Il aurait alors été délicat de pointer du doigt Téhéran en ce

moment critique. Aujourd'hui, cette condamnation, redoutée par l'Iran, a beau n'avoir qu'une dimension politique, elle est perçue par ses promoteurs comme le moyen de faire bouger Téhéran. « *La condamnation peut accentuer les tensions entre les Etats-Unis et l'Iran, mais elle peut aussi donner lieu à une diplomatie renouvelée et à des négociations* », appuie Sanam Vakil, directrice du programme Moyen-Orient et Afrique du Nord à Chatham House, un cercle de réflexion londonien.

D'éventuelles frappes israéliennes sur les infrastructures nucléaires seraient, en revanche, contre-productives, avertit M. Grossi. « *Une frappe pourrait potentiellement avoir un effet amalgamant, renforçant la détermination de l'Iran – je le dis clairement – à se doter de l'arme nucléaire ou à se retirer du traité sur la non-prolifération des armes nucléaires* », souligne le directeur de l'AIEA dans un entretien au *Jerusalem Post*. « *Le programme est vaste et profond. Et quand je dis "profond", je le pense. Nombre de ces installations sont extrêmement*

bien protégées. Les perturber nécessiterait une force écrasante et dévastatrice », ajoute-t-il.

Dès dimanche, Téhéran a prévu qu'il pourrait réduire sa coopération avec l'agence si une résolution lui étant défavorable était adoptée. « *Il est certain que l'AIEA ne doit pas s'attendre à ce que l'Iran poursuive sa coopération large et amicale* », a déclaré, dimanche, Behrouz Kamalvandi, porte-parole de l'Organisation iranienne de l'énergie atomique.

Lundi, l'Iran a annoncé qu'il soumettra prochainement aux Etats-Unis sa propre proposition pour un potentiel accord sur son programme nucléaire. Dans la soirée, le bureau du premier ministre israélien a indiqué que Donald Trump avait assuré à Benjamin Nétanyahou avoir fait une « offre raisonnable » à l'Iran, annonçant une nouvelle réunion de négociations dès jeudi. L'Iran a ensuite précisé que les discussions auraient plutôt lieu dimanche 15 juin. ■

CLAIRE GATINOIS,
GHAZAL GOLSHIRI
ET PHILIPPE RICARD

En Ukraine, la «double peine» de Viktoria Krykounova

Cette ex-employée d'une caisse de retraite de sa ville, occupée par les Russes, encourt sept ans de prison

KIEV - correspondant

Parmi les dates que Viktoria Krykounova peut citer, il y a le 14 août 2023. Une journée entamée à l'aube, un an après qu'elle eut fui l'occupation russe dans sa ville d'origine, dans l'est de l'Ukraine, pour trouver refuge dans la banlieue de Kiev. Il est 7 heures, ce lundi-là, quand la vie de cette femme de 37 ans bascule. Elle et son mari, Ivan, sont en train de s'habiller. Leur petit garçon, Vlad, dort dans sa chambre. On frappe à la porte d'entrée : sept hommes du service de sécurité ukrainien, le SBU. «*Viktoria Krykounova, vous êtes sous le coup d'une enquête criminelle pour avoir collaboré avec les occupants, nous avons un mandat de perquisition pour votre appartement.*» L'appartement est retourné, l'ordinateur fouillé, les téléphones portables confisqués.

«*Je n'avais pas l'impression de représenter une menace pour mon pays, confie-t-elle, le 24 mai, presque deux ans plus tard. Je me suis comportée calmement et j'ai dit toute la vérité.*» A savoir que quand elle vivait dans sa ville occupée de Svatove, qui comptait 20 000 habitants avant la guerre, elle a travaillé pour une caisse de retraite chargée de distribuer les pensions désormais financées par la Russie dans le seul objectif, insiste-t-elle, de survivre.

Depuis son arrestation, qui a été suivie de l'ouverture de son procès, Viktoria peut vivre en liberté car elle a payé une caution. Elle vit désormais à Iripine, près de Kiev, et travaille à la mairie, où elle est chargée des archives. Le reste du temps est consacré à sa défense.

Viktoria n'est pas la seule concernée par ce type d'accusation. Depuis le début de la guerre, le pays enquête sans relâche sur ses trahisons, qu'ils soient considérés comme des collaborateurs dans les zones occupées ou comme des

espions et des agitateurs dans le reste de l'Ukraine. Tous ces cas répondent à des articles du code pénal. Rien que pour l'article 111-1, chargé de réprimer les «activités de collaboration» – celui en vertu duquel Viktoria est accusée –, plus de 10 000 procédures ont été ouvertes, et environ 2 500 jugements rendus, en majorité par contumace. Les peines varient selon les huit alinéas de l'article et peuvent aller jusqu'à la perpétuité.

Pour Viktoria, il s'agit du 5^e alinéa, le plus courant, qui englobe les personnes ayant occupé volontairement des postes liés à l'administration de l'occupant russe, comme des agents subalternes, des secouristes ou des enseignants. Le 19 mai, le procureur a requis sept années d'emprisonnement contre elle, ainsi que la confiscation de tous ses biens et l'interdiction de travailler dans les institutions gouvernementales et locales pendant quinze ans.

Un moyen de survivre

L'application de l'article 111-1 est au cœur des critiques des organisations de défense des droits de l'homme, qui rappellent que les «vrais collaborateurs» doivent être condamnés mais reprochent au texte de ne pas faire une distinction claire entre la coopération fondée sur les convictions et la collaboration forcée ou motivée par la survie. «*La Cour suprême elle-même a reconnu que le simple fait d'occuper un poste suffit à être déclaré coupable*», explique Onysia Syniuk, analyste juridique au Centre des droits de l'homme ukrainien Zmina, dans un entretien à Radio Liberty. «*Elle ne prend pas en compte l'intention profonde de l'accusé, les objectifs de sa décision et les actes qu'il a accomplis.*»

Le problème tient à la période à laquelle le texte a été voté : dans les premières semaines de l'invasion, alors que les autorités voulaient envoyer un signal fort aux habi-



Viktoria Krykounova,
à Iripine (Ukraine),
où elle vit désormais,
le 25 mai. VIRGINIE NGUYEN
HOANG/HUMA POUR «LE MONDE»

tants des zones attaquées. Une époque où les violences perpétrées par les forces occupantes contre les populations locales n'étaient pas encore documentées. Or «*la première action des occupants a été de tenter de persuader les civils de coopérer afin d'exercer leur autorité*», rappelle Onysia Syniuk, citant de nombreux cas de détention et de torture.

Pour une partie des populations restées en zone occupée, travailler est essentiellement un moyen de survivre. C'est là toute la défense de Viktoria Krykounova, dont le village d'origine a été pris par les Russes le 8 mars 2022. La zone s'est retrouvée du jour au lendemain sans réseaux Internet et mobiles. Les occupants ont installé des checkpoints pour quadriller les rues, fracassant parfois les portes des maisons pour voler, fouiller

L'Ukraine enquête sans relâche sur ceux qu'elle considère comme des collaborateurs dans les zones occupées

les lieux à la recherche d'éventuels militaires ukrainiens ou d'opposants à Moscou.

Avec le début de l'occupation, ce sont aussi «*toutes les entreprises, institutions et organisations ukrainiennes qui ont cessé leurs activités*», explique Viktoria, qui perd alors son travail dans un centre

pour l'emploi, de même que son mari, sapeur-pompier. Ils n'ont pas d'économies et doivent prendre soin de leur fils et de leurs parents, malades pour certains. Les distributeurs automatiques ne fonctionnent plus. C'est par une ex-colleque que Viktoria finit par rejoindre une caisse de retraite de Svatove, reprise par l'administration occupante pour distribuer des pensions financées par la Russie aux habitants. Elle n'est chargée que de la paperasse, y travaille quarante-cinq jours. «*J'avais besoin d'argent*, reconnaît-elle. Tout ce que nous avons fait, c'est aider la population à survivre. Au sein du centre, nous espérons tous que notre armée viendrait nous libérer.»

Les mois ont passé. Fin août 2022, avec le peu d'argent gagné, elle et sa famille décident de partir. «*Je voulais que mon fils vive dans*

son pays et qu'il parle l'ukrainien», explique-t-elle. Le 24 août, ils sont cinq à prendre la route avec ses beaux-parents, pour la Russie, qu'ils traversent pour atteindre l'Estonie. Le 17 septembre, ils repassent les frontières de l'Ukraine pour s'installer dans la banlieue de Kiev, chez des amis eux aussi originaires de Svatove. Viktoria et son époux ont fini par trouver un travail et un appartement.

Vlad, 11 ans aujourd'hui, va à l'école de la ville. Depuis que le SBU a frappé chez elle en août 2023, Viktoria ressasse ses traumatismes, incapable de se reconstruire tant que plane la menace d'une condamnation. Les audiences se tiennent à distance depuis que la juridiction de sa région d'origine a été délocalisée à Pavlohrad, dans l'Est. Elle n'a pas à se rendre sur place. Nul ne sait combien de temps durera le procès.

«Des gens qui ont tout perdu»

Pour évoquer le cas de sa cliente, Anna Kozmenko parle de «*double peine*» : «*Ces gens ont tout perdu pendant l'occupation et se retrouvent poursuivis par leur propre gouvernement*», déplore l'avocate. Si elle espère obtenir l'acquittement de Viktoria et créer un précédent, elle reconnaît les difficultés, tenant d'abord à l'état d'esprit d'une société en guerre. Elle reçoit parfois sur les réseaux sociaux des messages de juges lui exprimant leur soutien. L'un d'eux lui a toutefois dit que sa cause était perdue d'avance «*parce que la société n'est pas prête et que le système ne le permettra pas*».

Depuis l'entrée en vigueur de l'article 111-1, une dizaine de propositions de loi pour le modifier ont été enregistrées au Parlement. Aucune n'a été défendue par les députés en raison d'un «*manque de volonté politique*», explique Anna Kozmenko. C'est un sujet tabou, ils ne veulent pas y toucher. L'avocate considère que le maintien de cet article ne peut que renforcer le gouffre entre les millions d'Ukrainiens vivant ou ayant vécu en territoire occupé et les autres. «*Je sais que des gens refusent de revenir en Ukraine car elles craignent d'être arrêtées*», affirme-t-elle.

Viktoria discute parfois avec ses parents restés en territoire occupé. Ils parlent peu car ils craignent pour leur sécurité. Elle-même espère refaire sa vie à Kiev. Elle a refusé la proposition d'une juge «compréhensive», qui lui a proposé de quitter l'Ukraine avec son fils. «*Je traverse toutes ces difficultés parce que je ne veux pas briser ma famille, quitter mon mari [les hommes de 18 à 60 ans ne peuvent pas quitter le territoire sous la loi martiale]*», explique-t-elle. Parfois, j'ai envie d'abandonner. Mais je comprends que, si je pars, jamais je ne pourrai rentrer.» ■

THOMAS D'ISTRIA

Corée du Sud : l'extrême droite s'attaque à l'école

Les cours révisionnistes dispensés par une organisation ultraconservatrice ont poussé la nouvelle administration à lancer une enquête

SÉOUL - envoyé spécial

Illustration du profond clivage idéologique qui divise la Corée du Sud, le mandat du nouveau président, le progressiste Lee Jae-myung, commence par le scandale de l'entrisme dans les écoles de l'organisation d'extrême droite Rhee Park School.

Le Parti démocrate (PD) de M. Lee a appelé, samedi 7 juin, à «faire toute la lumière» sur cette organisation au cœur de la nouvelle droite évangélique et anti-communiste, créée en 2017 et dont le nom, la Rhee Syngman – Park Chung-hee School, est celui des deux dictateurs qui ont dirigé la Corée du Sud de 1948 à 1979. Pour le PD, il s'agit de comprendre comment elle «a tenté de manipuler l'opinion et d'endoctriner les enfants avec une propagande extrémiste». Une audition du ministre de l'éducation sortant, le conser-

vateur Lee Ju-ho, est prévue le 11 juin à l'Assemblée nationale.

Le scandale a éclaté le 30 mai. Le média d'investigation Newstapa, a révélé la présence d'intervenants liés à l'association dans plusieurs écoles de Séoul. Parmi eux, Yang Ju-young, la belle-fille du controversé pasteur Jeon Kwang-hoon, qui fut à la pointe du combat pour défendre le président conservateur, Yoon Suk-yeol, destitué pour sa déclaration de loi martiale du 3 décembre 2024.

Un «monde malade»

Dans son cours, Mme Yang a diffusé une vidéo de la dirigeante de Rhee Park School, ancienne fonctionnaire des postes, Son Hyo-sook, qui énonce doctement : «*Ici, nous apprenons l'histoire coréenne sous le slogan : "Si vous voulez protéger la liberté, étudiez Rhee Syngman et Park Chung-hee."*» Puis Mme Yang explique qu'«à travers les rêves

que Dieu nous a donnés, nous avons appris comment guérir un monde malade à cause de l'avortement et de l'homosexualité».

Un élève passé entre ses mains dit avoir appris que «*l'histoire enseignée à l'école [classique] est fausse*» et qu'il a «*aimé découvrir Rhee et Park*». D'autres parents témoignent que leur enfant a demandé : «*C'est vrai que les îlots Dokdo sont japonais?*» De quoi faire bondir la plupart des Coréens, ces îlots, situés dans la mer du Japon, se trouvant au cœur d'un contentieux territorial entre la Corée et le Japon, qu'ils appellent Takeshima.

L'entrée de Rhee Park School dans les écoles s'est faite grâce à la mise en place par le pouvoir conservateur, en mars 2024, du programme Neulbom. Ce cadre permet aux élèves de rester dans les établissements en dehors des heures de cours et de suivre

gratuitement des enseignements complémentaires ou de rattrapage. Le système est pratique pour les parents qui travaillent, et pour ceux qui ne peuvent payer les *hagwons*, les cours privés réputés indispensables pour réussir dans la très compétitive éducation sud-coréenne.

«Endoctrinement»

Rhee Park School a obtenu un agrément du ministère de l'éducation. La directrice de l'école Rhee Park School, Mme Son, a été nommée à la commission consultative sur les politiques éducatives. L'association a aussi passé un accord avec la très sérieuse Université nationale d'éducation de Séoul. Elle a alors pu fournir des intervenants pour le programme Neulbom dans au moins dix écoles de Séoul. L'université affirme ne pas avoir eu connaissance du contenu de ces enseignements.

Outre ses activités éducatives, Rhee Park School aurait mis en place, à l'approche de l'élection présidentielle du 3 juin, une «*armée de commentateurs*» chargée de multiplier les messages favorables au candidat du Parti du pouvoir populaire (PPP, conservateur), Kim Moon-soo.

Six organisations, dont le Syndicat national des enseignants, ont porté plainte, le 4 juin, accusant l'administration conservatrice sorte de complicité. «*L'ex-président Yoon et ses proches ont fermé les yeux, facilité ces agissements et investi des fonds publics pour développer le système Neulbom. L'endoctrinement d'enfants à une idéologie d'extrême droite antidémocratique est une maltraitance*». Le ministère de l'éducation a démis Mme Son de ses fonctions.

L'affaire révèle le clivage profond entre gauche et droite sur l'histoire du pays. Pour le camp pro-

gressiste, le moment fondateur du pays remonte au mouvement du 1^{er} mars 1919 de mobilisation contre la colonisation japonaise (1910-1945) et de la création du gouvernement provisoire coréen à Shanghai. La gauche sud-coréenne se considère comme l'héritière de la résistance aux Nippons.

Pour les conservateurs, la Corée du Sud est née de l'avènement de Rhee Syngman, en 1948. «*Pour eux, les trente-six années de domination coloniale ont été bénéfiques au développement du pays. Ils considèrent que le 15 août 1945 n'est pas le jour où les Coréens ont retrouvé leur indépendance grâce à leurs propres efforts*», ce qui revient à nier le rôle de la résistance à l'occupant japonais, observe Kim Jun-hyuk, historien devenu député démocrate. Au contraire, dit-il, «*ce jour est celui où le Japon s'est rendu sous la pression américaine*». ■

PHILIPPE MESMER

L'extrême droite européenne en soutien au RN

Les alliés du Rassemblement national ont multiplié les discours racistes et europhobes, lundi, dans le Loiret

MONTARGIS, MORMANT-SUR-VERNINSON (LOIRET) - envoyé spécial

On a connu réveil de lundi de Pentecôte plus tranquille en gare de Montargis (Loiret). Fouille de sacs systématiques, sirènes hurlantes et, sortant du train matinal en provenance de Paris, la cause de cette ambiance paranoïaque : des cadres de l'extrême droite endimanchés côtoyant des députés de La France insoumise (LFI) et des militants de la gauche antiraciste. Lundi 9 juin dans le Loiret, l'extrême droite se remonte le moral en célébrant sa progression électorale d'il y a un an, à l'occasion des élections européennes ; et la gauche locale, associative et partisane teste sa force de résistance à l'emprise du Rassemblement national (RN) sur son territoire. Les forces de l'ordre craignent des heurts qui n'auront pas lieu.

Inexistant il y a quelques années dans le département, le RN a acquis 38 % des voix au premier tour des élections législatives de 2024... avant de voir le front républicain freiner son ascension. Il compte un député, Thomas Ménagé, un rallié du camp souverainiste devenu un cadre précieux du parti. Dans sa circonscription, le RN a trouvé un champ à louer, à quelques kilomètres au sud de Montargis, y a convié ses alliés Viktor Orban (premier ministre hongrois), Matteo Salvini (vice-président du conseil des ministres italien) ou Santiago Abascal (leader du parti espagnol Vox), et rameuté, avec moults cars des fédérations environnantes, plus de 5000 militants, selon son estimation. L'objectif : rappeler à ses partisans que le 9 juin 2024, le RN obtenait le meilleur score électoral de son histoire, succès invisibilisé par la dissolution de l'Assemblée nationale annoncée dans la foulée.

Exaltation

Apprenant cette réunion il y a un mois, les organisations locales de gauche organisent leurs forces, assez insensibles aux querelles qui sapent leur unité à Paris. Militants antifascistes, collectif de défense des services publics, syndicats de salariés, partis du Nouveau Front populaire (NFP) : ils montent à la hâte une manifestation matinale, suivie de tables rondes sur l'extrême droite dans le grand parc de Montargis, mis à disposition par le maire (Les Républicains), Benoît Digeon, pas mécontent d'embarrasser son adversaire RN local, Thomas Ménagé. Succès inattendu : des figures nationales se pressent, dont plusieurs parlementaires, ainsi que Sophie Binet et Marylise Léon, dirigeantes respectives de la CGT et de la CFDT. Le



Les leaders du Rassemblement national, Marine Le Pen et Jordan Bardella, à Mormant-sur-Vernisson (Loiret), le 9 juin. CYRIL BITTON/DIVERGENCE POUR « LE MONDE »

cortège, local en grande partie, rassemble près de 1500 personnes, chiffre digne d'une manifestation contre la réforme des retraites.

« Cela dit que la lutte antiraciste est un ferment de mobilisation extrêmement fort dans notre peuple », juge Bruno Nottin (Parti communiste français), chef de file de l'opposition à Montargis. Il reconnaît, toutefois, que la dynamique n'est pas dans son sens : les affiches sont vite recouvertes, ici, par celles du RN, et la parole raciste se libère dans la sous-préfecture du Loiret, selon lui. Comme pour convoquer l'hégémonie culturelle d'antan, le cortège avance au son du *Chant des partisans* et d'un slogan : « Ma France, c'est celle de Jean Ferrat, pas celle de Bardella ! »

La France de Bardella, telle que lui-même la décrit à quelques kilomètres de là, est celle qu'il ne connaît guère, lui l'enfant ballotté entre la Seine-Saint-Denis et le périurbain aisé du Val-d'Oise. Elle ressemble à une image générée par intelligence artificielle et réunit des clochers d'église, des champs et des « ruelles silencieuses

de nos villages ». Dans son discours de clôture, le président du RN imagine ces grandes terres cultivables en « centre géographique et moral de la France », cite Jeanne d'Arc et l'écrivain Charles Péguy (1873-1914), encense dans un début de discours aux accents maurassiens « la terre paysanne, laborieuse et profondément française ».

C'est un discours entamé avec peine tant la foule hurle son nom, dans une exaltation qui tranche avec la discréption des mêmes militants durant le discours précédent, celui de Marine Le Pen. A la différence de tous les orateurs précédents, soucieux de faire bloc avec celle qui fut leur cheffe de file, Jordan Bardella n'a aucun mot de soutien pour sa mentor, rendue inélégible par l'affaire des assistants européens du Front national et présumée innocente – elle a fait appel. Il a, en revanche, une pensée pour le ministre de l'intérieur, Bruno Retailleau, réclamant sa démission pour le « désastre sécuritaire non anticipé » après la victoire du Paris Saint-Germain en Ligue des champions, le 31 mai.

En réaction, les organisations locales de gauche ont organisé une manifestation au succès inattendu

Tout l'après-midi, les lépénistes n'ont rien pu manquer des obsessions de leurs alliés, notamment la défense de la « famille traditionnelle » et la crainte d'une mise en minorité de la population blanche sur le sol européen. Les discours ponctués d'allusion au « grand remplacement » se succèdent, y compris dans sa dimension complotiste, dans la bouche de Viktor Orban : « Ce qui se passe ce n'est pas une migration, c'est un échange organisé de population pour remplacer le socle culturel de l'Europe. »

L'Estonien Martin Helme, aux thèses proches du suprémacisme blanc, a lancé : « Vous ne pouvez

pas avoir de France sans que les Français en soient la population dominante. (...) Pour être nationaliste français, il faut que la France soit dans vos os. Et que les os de vos ancêtres soient en France. » Interrogé par *Le Monde* sur l'ancienneté nécessaire dans un pays pour être digne d'en être citoyen, il répond « trois ou quatre générations ». Son parti, le Parti populaire conservateur d'Estonie (EKRE), assume encore être partisan de la « remigration », qu'il décrit comme l'organisation de l'expulsion d'immigrés en situation légale en Europe. « La France est dans un état terrible », juge-t-il, à l'unisson d'autres orateurs. La veille, sur ses réseaux sociaux, Viktor Orban avait décrit Montargis comme une ville livrée à la criminalité et aux migrants, loin de la réalité de la sous-préfecture du Loiret.

Un « pacte avec le diable »

C'est toutefois l'Union européenne qui est, la première, l'objet de l'ire du RN et de ses alliés. Agonie d'injures, décrite comme un « empire » aux penchants dic-

toriaux par Marine Le Pen, elle finance pourtant ce meeting organisé par le parti dont le RN est membre – Les Patriotes pour l'Europe. Il dispose d'une allocation pouvant aller jusqu'à 5,4 millions d'euros en 2025, de quoi faciliter la diffusion des théories europhobes avec lesquelles Marine Le Pen renoue ce 9 juin, loin de l'institutionnalisation progressive du groupe de Jordan Bardella au Parlement européen.

La députée du Pas-de-Calais décrit le pacte asile et immigration – dénoncé à gauche pour son intransigeance avec les réfugiés, à l'extrême droite pour son laxisme – comme un « pacte avec le diable, un pacte de submersion migratoire, un pacte de dilution démographique, un pacte de disparition culturelle de l'Europe ». Là aussi, l'allusion au « grand remplacement » est limpide. Une confirmation que, comme le dit Marine Le Pen, « ce groupe est uni comme les doigts de la main, uni par une vision commune de la vie et du monde ». ■

CLÉMENT GUILLOU

Bateau pour Gaza : LFI se mobilise pour soutenir Rima Hassan

La France insoumise s'est réunie, lundi soir, pour s'inquiéter du sort des militants présents sur le voilier arraisonné par l'armée israélienne

Briser le blocus israélien, tel était l'objectif de l'équipage du voilier *Madleen*, dont l'aventure a été stoppée au large de la bande de Gaza. Les 12 militants pro-palestiniens à son bord, parmi lesquels la Suédoise Greta Thunberg et l'eurodéputée française La France insoumise (LFI) Rima Hassan, acheminaient de l'aide humanitaire à destination de Gaza. Dans la nuit du dimanche 8 au lundi 9 juin, le bateau a été intercepté à quelque 31 miles nautiques (57 kilomètres) de l'enclave palestinienne par les commandos marine israéliens, avant d'être dérouté au port d'Ashdod.

Lundi, les 12 activistes, dont six sont français, ont été remis aux mains de la police israélienne. Le ministre français des affaires étrangères, Jean-Noël Barrot, a déclaré, mardi, que la protection consulaire avait pu être exercée dans la nuit auprès des Français présents à bord du navire *Madleen*. « Un de nos compatriotes a choisi de signer le formulaire israélien acceptant son expulsion », précise-t-il. Il devrait regagner la France dès aujourd'hui. » « Les cinq autres ont décliné et leur éventuelle expulsion aura lieu après décision du juge israélien dans les prochains jours », ajoute le ministre.

Si la mission humanitaire a échoué, l'opération de communication des activistes, elle, est un succès. D'autant plus pour Mme Hassan, à la proue de la bataille médiatique depuis le départ d'Italie du bateau, huit jours plus tôt. A intervalles réguliers, elle informait de l'avancée de l'expédition. Une dramatisation qui aura été largement relayée sur les réseaux sociaux.

Interpeller Emmanuel Macron
C'est tout LFI qui s'est mise en branle pour soutenir sa collègue, avec un objectif en tête : interpeller Emmanuel Macron et les diri-

geants européens. Après l'interception du bateau par les autorités israéliennes, les élus « insoumis » ont redoublé d'effort pour pousser le chef de l'Etat et le ministère des affaires étrangères à réagir, les accusant, dans un premier temps, d'un « silence complice ». Un peu plus tard dans la journée, l'Elysée a annoncé que M. Macron a demandé le rapatriement des ressortissants dans les plus brefs délais, dénonçant comme un « scandale » le blocus humanitaire à Gaza.

A Paris et dans plusieurs villes de France, des rassemblements en soutien au *Madleen* ont été organisés lundi soir. Devant une

foule compacte, place de la République, à Paris, le leader de LFI, Jean-Luc Mélenchon, entouré de députés « insoumis », a protesté contre l'interception du bateau. « Un acte de piraterie », a-t-il dénoncé. « Nous ne vous demandons pas poliment de nous rendre notre députée, nous vous ordonnons de respecter le droit », a-t-il intimé au premier ministre israélien, Benjamin Nétanyahou, réclamant la levée du siège de Gaza et la reconnaissance immédiate de l'Etat de Palestine par la France.

« Gloire à la lutte, gloire à Rima ! », a-t-il appuyé. En vingt-quatre heures, ils ont fait davantage que des dizaines de gouvernements et d'armées qui restent les deux pieds dans les mêmes chaussures. »

Alors que M. Mélenchon quitte la scène, la députée (LFI) de Paris Sophia Chikirou scandait, elle, « From the river to the sea » (« de la rivière à la mer »). Un slogan né des revendications de l'Organisation de libération de la Palestine, en 1964, réclamant la création d'un Etat unique qui s'étendrait de la Méditerranée au Jourdain, à rebours de la position officielle de LFI. Le mouvement, pour tenter de résoudre le conflit, dit défendre la coexistence de deux Etats. ■

OLIVIER PÉROU

Un front républicain toujours plus fracturé

Un an après la dissolution de l'Assemblée, une partie du centre et de la droite se tourne vers un « front anti-LFI »

Il y a des disparités plus marquantes que d'autres. Un an après la dissolution de l'Assemblée nationale, le 9 juin 2024, et le second tour des législatives anticipées, le 7 juillet 2024, la traduction politique du front républicain demeure introuvable. A l'époque, une mobilisation électorale inédite contre l'extrême droite s'était formée en quelques jours sous l'impulsion des partis du bloc central et du Nouveau Front populaire (NFP), avec 210 retraits de candidats au second tour (130 du NFP et 80 d'Ensemble), pour empêcher l'accession au pouvoir du Rassemblement national (RN) et de ses alliés.

L'absence de majorité à l'Assemblée a conféré à cet élan électoral contre l'extrême droite un mandat politique aux yeux de nombreux électeurs. Beaucoup ont cru que cette chambre morcelée en trois blocs équivalents suffirait à convaincre les partis de s'engager dans un travail de coalition pour assurer la gouvernabilité du pays. « Le front républicain de 2024 portait une promesse d'union républicaine. Les électeurs ont été déçus que ça n'ait pas lieu », affirme le député (divers centre) d'Eure-et-Loir Harold Huwart. Le front républicain n'était « ni un choix de gouvernement ni de direction de l'action publique, car faire barrage au RN, ça ne fait pas un programme », explique Bruno Cautrès, chercheur au Centre de recherches politiques de Sciences Po (Cevipof).

Cet échec incombe inévitablement aux partis politiques. Le 7 juillet 2024, à peine les résultats du second tour proclamés, la gauche, sous l'autorité de Jean-Luc Mélenchon, et la coalition présidentielle emmenée par Gabriel Attal ont renoncé à tout dialogue constructif. Arrivée en tête du scrutin, la première a revendiqué la victoire, estimant que la radicalité du programme du NFP était insoluble dans le compromis. La seconde, qui a bénéficié à plein du front républicain, a très vite redébolié la gauche melenchoniste en un « extrême » tout aussi inapte à gouverner que le RN. Une manière de s'arroger la victoire, alors que la défaite du camp présidentiel était indéniable ce soir-là.

Tout accaparés à l'affirmation de leurs stratégies électorales



L'Assemblée nationale, à Paris, le 27 mai. JULIEN MUGUET POUR « LE MONDE »

pour la présidentielle de 2027, ces blocs, pourtant consolidés avec l'aide du barrage républicain, ont donné du grain à moudre à l'extrême droite et à sa rhétorique victimitaire. Le RN a eu beau jeu ensuite de dénoncer le « vol » de sa victoire du premier tour face à l'incapacité de ses adversaires à proposer une alternative.

Choix cornélien

Dans leur entreprise d'autosabotage, ces partis ont été aidés par Emmanuel Macron. Le chef de l'Etat n'a jamais vu d'un très bon œil ce front républicain incluant La France insoumise (LFI). « Le front républicain, Macron l'a porté en 2024, mais moins fort qu'Attal », reconnaît-on aujourd'hui dans l'entourage du président de la République. Emmanuel Macron « voulait du cas par cas. Car il y avait des cas particuliers. C'était délicat d'aller soutenir certains candidats LFI qui tiennent des propos antisémites », justifie-t-on aujourd'hui à l'Elysée.

Emmanuel Macron n'a jamais vu d'un très bon œil ce barrage républicain incluant La France insoumise

Une partie du premier cercle d'Emmanuel Macron estimait, à ce titre, qu'une accession du RN au pouvoir pouvait s'avérer un moindre mal. Telle une expérience cathartique, la France aurait été confrontée à l'amateurisme du RN, ce qui aurait mécaniquement engendré le désredit du parti de Jordan Bardella aux yeux de ses électeurs, toujours plus nombreux. « Le front républicain, qui n'était qu'une coalition de circonstance, a totalement faussé le résultat des législatives, considère le chef de file des

sénateurs macronistes, François Patriat. Il a forcé les Français à faire un choix cornélien: voter pour des candidats dont ils ne voulaient pas. »

En recevant les partis à l'Elysée durant l'été 2024 avec pour mot d'ordre la constitution d'*« un gouvernement non censurable »*, M. Macron a lui-même contribué à cette absence de débouchés pour les électeurs du front républicain. « Les partis politiques de gouvernement ne doivent pas oublier les circonstances exceptionnelles d'élection de leurs députés au second tour des législatives. Ce vote les oblige », sermonnait-il, le 27 août, en annonçant son refus de nommer un candidat du NFP à Matignon.

Pourtant, lorsqu'il nomme Michel Barnier premier ministre, le 5 septembre 2024, le chef de l'Etat propulse le parti Les Républicains (LR) aux responsabilités, alors que celui-ci a refusé de participer au front républicain et ne dispose que de 47 députés,

sur 577, à l'Assemblée nationale. La nomination de M. Barnier s'inscrit dans cette « tactique privilégiée par Emmanuel Macron, qui croit [en 2022, alors qu'il n'a qu'une majorité relative] qu'une addition de débauchages individuels vaut mieux qu'une coalition », écrit l'ancien négociateur du Brexit dans son dernier ouvrage, *« Ce que j'ai appris de vous. Chroniques pour demain* (Calmann-Lévy, 300 pages, 22,50 euros).

« Outrances »

Depuis un an, le paysage politique cherche une ligne directrice. Gouvernant sans programme, les partis du bloc central s'opposent entre eux mais aussi à LR, qui tente de cannibaliser le gouvernement, par l'activisme du ministre de l'intérieur, Bruno Retailleau. Au fil des mois et des convulsions du monde politique, qui mèneront à la chute du gouvernement de Michel Barnier, le 4 décembre 2024, le NFP se fracture, lui aussi, socia-

listes et « insoumis » se déchirant sur la question de l'antisémitisme et de la censure. Un dirigeant socialiste rapporte ainsi ce conseil formulé par l'ancien premier ministre Lionel Jospin (1997-2002), quant à la tentation de faire tomber le gouvernement de François Bayrou sur le budget 2026 et ses 40 milliards d'euros d'économies : « *Laissez-leur faire le sale boulot et préparez-vous pour 2027.* »

Mais la droite et l'extrême droite bénéficient d'ici là des turpitudes de la gauche et du bloc central. Après le « ni RN ni LFI », une partie du centre et la droite sont désormais tentées par le « front anti-LFI ». « *Est-ce que vous voyez Horizons, LR, le MoDem, l'UDI [Union des démocrates et indépendants] participer à un front républicain avec LFI, qui s'est disqualifiée par ses outrances?* », défend le président du groupe Union centriste au Sénat, Hervé Marseille. « *Comment voulez-vous après que l'on appelle à voter pour des gens qui, dès le lendemain des élections, ont expliqué que le pire du pire, c'était LFI?* », rétorque Eric Coquerel, le président « insoumis » de la commission des finances à l'Assemblée nationale.

L'autre revers de ce front républicain inopérant est visible dans l'hémicycle du Palais-Bourbon. « *Aujourd'hui, le RN est une des composantes de toutes les majorités qui se dégagent au Parlement. Ils votent la plupart des textes soutenus par le gouvernement. Tout le monde a fini par s'y habituer depuis la loi sur l'immigration* », regrette le député (non inscrit) de la Vienne Sacha Houlié, ancien macroniste.

Le 8 juin, dans un entretien au *Journal du dimanche*, Marine Le Pen s'est ainsi félicitée des « votes obtenus (...) à l'Assemblée nationale, sur les ZFE [zones à faibles émissions] ou les normes infligées à nos agriculteurs», « de vraies victoires » pour la présidente du groupe RN à l'Assemblée, « convaincu qu'elles en annoncent d'autres, plus décisives encore ». De son côté, Emmanuel Macron jure qu'il ne convoquera pas de nouvelles élections législatives, alors qu'il retrouvera son pouvoir de dissolution au lendemain du 7 juillet. ■

MARIAMA DARAMÉ

Avec la présidentielle de 2027, la fin du macronisme en question

En mai, la porte-parole du gouvernement, Sophie Primas, a ouvert involontairement le débat sur le legs du président de la République

L'euphorie peut être mauvaise conseillère. Le 20 mai, deux jours après l'écrasante victoire de Bruno Retailleau à la tête du parti Les Républicains (LR), la porte-parole du gouvernement, Sophie Primas (LR), affirme que « le macronisme, probablement, trouvera une fin dans les mois qui viennent, avec la fin du deuxième quinquennat du président [de la République, Emmanuel] Macron », provoquant l'indignation des macronistes les plus zélés.

A l'issue du conseil des ministres suivant, l'ancienne sénatrice LR des Yvelines, embarrassée, sollicite un aparté avec le chef de l'Etat. Elle ne voulait pas dire que le macronisme vivait ses derniers jours, explique-t-elle, mais simplement rappeler que son héritage ne pourrait pas se représenter en 2027, ce qui poserait la question de savoir « comment on rebâtira la suite ». Emmanuel Macron se montre magnanime : « Il faut juste faire attention aux équilibres au sein du gouvernement. »

La question est désormais sur la table, alors que le quinquennat

semble déjà toucher à sa fin : le macronisme survivra-t-il à Emmanuel Macron ? En 2017, ce dernier est élu « par effraction », comme il l'a lui-même analysé, profitant, à l'époque, de l'effacement du Parti socialiste (PS) et du discrédit du candidat LR François Fillon, cerné par les affaires. Il a vu, durant le quinquennat de François Hollande, comment la diversité des expressions pouvait mener une famille politique à sa perte. Aussi empêchera-t-il soigneusement En marche !, créé en avril 2016, de devenir un vrai parti, avec des débats en son sein et un processus démocratique pour choisir ses candidats. Emmanuel Macron se vit comme un entrepreneur de la politique, refusant tout appareil susceptible d'entraver sa liberté de mouvement et de décision.

Instrument de conquête du pouvoir au service d'un homme, En marche ! n'a donc jamais eu pour fonction d'arbitrer entre les idées ou les ambitions des uns et des autres, comme un parti politique dit « normal ». Emmanuel Macron devrait laisser derrière lui un espace

dociles de ses lieutenants pour le diriger. Aucun travail doctrinal n'y a été entrepris, alors qu'on peine encore, huit ans après, à définir les contours du macronisme. Lorsque Christophe Castaner, délégué général de La République en marche (LRM), propose, en 2018, de réformer les droits de succession, il se fait séchement rabrouer par le président de la République.

Un « élément très nouveau »

Le travail d'implantation dans les « territoires » à l'occasion des élections intermédiaires est un échec. Le lancement en grande pompe, en novembre 2021, d'Ensemble citoyens !, regroupant LRM, le MoDem, Horizons, Agir, Territoires de progrès et En commun, a accouché d'une souris. L'unique objectif était, il est vrai, de rassembler ces différentes boutiques derrière la candidature d'Emmanuel Macron, le temps de la campagne présidentielle de 2022.

Aussi, après dix ans de leadership, Emmanuel Macron devrait laisser derrière lui un espace

« Les errements doctrinaux du macronisme rendent sa pérennité improbable »

GILLES LE GENDRE
ancien député macroniste

politique en déshérence. « Ses prédecesseurs étaient issus d'appareils politiques, le Parti socialiste, l'UMP, il y avait des héritages, quelque chose à transmettre, rappelle la politiste Anne Muxel, directrice déléguée du Cevipof. Avec Emmanuel Macron, finalement, il n'y a rien. C'est un élément très nouveau dans l'histoire politique de notre pays. »

À la tête de Renaissance, Gabriel Attal, plutôt qu'endorser le legs macronien, tente, aujourd'hui, de créer son propre profil politique. Edouard Philippe, qui a créé son parti, Horizons, se garde, lui aussi, de reprendre le flambeau du ma-

cronisme. « *Le macronisme, c'est Macron, évacue le président de l'Union des démocrates et indépendants (UDI), Hervé Marseille. Ça tient à l'homme, à sa pensée, à son action et à sa projection dans le futur.* » L'ancien président du groupe LRM Gilles Le Gendre (2018-2020) est plus sévère : « *Les errements doctrinaux du macronisme rendent sa pérennité improbable. Mais une chose est sûre : pour revivre, il devra changer de nom. La marque a trop souffert !* »

Si le macronisme ne survit pas à Emmanuel Macron, le clivage droite-gauche ne devrait pas resurgir pour autant. Le centre pourrait perdurer au contraire, dans un paysage politique marqué par la tripartition. « *C'est la tripartition qui a entraîné le macronisme et non l'inverse* », souligne, à cet égard, l'ancien député (MoDem) des Hauts-de-Seine Jean-Louis Bourlanges.

Reste à savoir si un candidat issu de l'espace central, quel qu'il soit, pourra se hisser au second tour de l'élection présidentielle en 2027. « *Si l'extrême gauche de Mélenchon est forte en 2027 et si l'ex-*

trême droite est également forte, cela redonnera de la force à l'espace central, qui bénéficie du rejet des extrêmes », raisonne Jean-Yves Dormagen, président de l'institut de sondage Cluster17. En revanche, « *pris en tenailles entre une candidature sociale-démocrate comme celle de Glucksmann, par exemple, et une droite conservatrice solide de type Retailleau, la situation sera très compliquée pour un candidat issu du centre* », complète le sondeur.

« *Idéologiquement et sociologiquement, le macronisme survivra à son patron* », veut tout de même croire M. Bourlanges, voyant dans le macronisme « *la permanence du giscardisme, libéral, pro-européen, attaché à l'autorité de l'Etat et au libéralisme culturel* ». Tandis que l'irréductible thuriféraire d'Emmanuel Macron, François Patriat, chef de file des sénateurs macronistes, annonce que « *le macronisme commencera le jour où Macron quittera l'Elysée* ». L'élu de Côte-d'Or lancera dans l'instant sur les réseaux sociaux #Macron2032, prévoit-il. ■

NATHALIE SEGAUNES

Ecole inclusive : un nouveau dispositif en test

En Eure-et-Loir ont été créés des pôles d'appui à la scolarité, associant enseignants et secteur médico-social

REPORTAGE

BILLANCELLES, TREMBLAY-LES-VILLAGES (EURE-ET-LOIR) - envoyée spéciale

Dans la cour ensoleillée de l'école de Billancelles, en Eure-et-Loir, début juin, c'est la récréation. Tom s'amuse avec ses copains. « [Mais] tout à l'heure, il a fait une bataille de postillons, j'ai dû nettoyer les autres enfants. Parfois, il se jette sur eux. Pour l'instant, il n'est pas mis à l'écart, mais il est très impulsif », explique sa maîtresse, Laure Bonheur. Dans sa classe de CP-CE1, il distrait les autres élèves en se glissant par terre, fait des bruits de bouche, peine à se concentrer sur les apprentissages. Ces troubles du comportement, déjà repérés l'année précédente, se sont accentués, au point que l'enseignante a fait appel en janvier au pôle d'appui à la scolarité (PAS), un dispositif associant l'éducation nationale et le secteur médico-social, instauré à la rentrée dans ce département, et que le gouvernement compte généraliser.

Antony Dietsch, enseignant spécialisé coordonnateur du PAS, et Colette Champignon, éducatrice spécialisée, sont venus plusieurs fois en classe observer Tom et proposer des solutions : un coussin à picots qui l'aide à rester assis, des fidgets (objets sensoriels à manipuler ou à mâcher), et une liste de tâches devant lui, que l'enseignante surligne dès qu'il s'est mis au travail. « Il est plus posé, il vient demander son fluo quand il a fait un exercice, reconnaît Mme Bonheur. Le PAS m'a apporté un gros soutien moral, on culpabilise beaucoup quand on a des difficultés qui nous dépassent. » Pour le coordonnateur du PAS, d'autres actions sont encore à envisager. « On n'a pas encore travaillé sur les interactions. On proposerait bien un projet d'autorégulation à tout le groupe d'élèves. On pourrait aussi faire la classe différemment en bougeant, en faisant du chant... » Au-delà de la classe, M. Dietsch accompagne aussi la famille de Tom. « Le diagnostic n'est pas de notre ressort, mais on peut faciliter les prises de contact pour des rendez-vous. »

Le PAS peut également s'appuyer sur une équipe mobile de professionnels du médico-social. Une éducatrice spécialiste des « comportements-défis » a été recrutée : ces réactions d'élèves (agressivité, automutilation, fuite...) sont le motif le plus fréquent d'appel dans les deux PAS du territoire, qui couvre le nord-ouest du département. Le dispositif est sollicité à 67 % par les enseignants, le tiers restant provenant des familles, avec une augmentation au fil de l'année, par l'effet du bouche-à-



Dans la classe de CP-CE1 de l'école de Billancelles (Eure-et-Loir), le 2 juin. PHOTOS : CAMILLE MILLERAND/DIVERGENCE POUR « LE MONDE »

oreille. Sur 56 interventions dans le territoire, plus de 80 % concernaient l'école primaire, de la maternelle au CM2. Les enseignants rencontrés par *Le Monde* en Eure-et-Loir saluent la réactivité du dispositif face à un éventail de situations. Dans l'école de Tremblay-les-Villages, qui accueille 280 élèves, le PAS a ainsi été sollicité pour un élève de petite section, mais aussi pour une cohorte de CP-CE1. « Il y a eu quatre saisines dans la classe, mais aussi des difficultés sur le reste des élèves, explique Morgane Heuzé-Marchand, coordinatrice de l'autre PAS du territoire. Avec les enseignants, on réfléchit à des travaux collectifs. »

On accompagne

Selon le ministère de l'éducation nationale, les pôles d'appui à la scolarité sont destinés aux élèves à « besoins éducatifs particuliers ». Ils proposent des adaptations de premier niveau rapidement, sans attendre une reconnaissance formelle de trouble ou de handicap, et aiguillent sur les multiples dispositifs existants. « On explicite les acronymes, le rôle de chacun, on accompagne les familles dans l'administratif et le cheminement personnel d'acceptation des difficultés de leur enfant, sans juger », décrit Mme Heuzé-Marchand. Elle peut aider à constituer le dossier – long et complexe – auprès de la maison départementale des personnes



Morgane Heuzé-Marchand, coordinatrice d'un pôle d'appui à la scolarité, à Tremblay-les-Villages (Eure-et-Loir), le 2 juin.

handicapées, seule habilitée à notifier un accompagnant d'élèves en situation de handicap (AESh). Mais ce n'est pas systématique.

Les PAS agissent aussi dans des cas de troubles « dys » (dyslexie, dyspraxie, dysorthographie...), de phobie scolaire ou de répercussions de problèmes familiaux. Sur 630 saisines dans le département, seules 80 ont débouché sur un projet personnalisé de scola-

rité, destiné aux élèves handicapés. La Fédération de conseil des parents d'élèves locale salue l'idée des PAS et l'accompagnement « réactif, humain », mais alerte sur les risques « d'évaluer le handicap par du personnel de l'éducation nationale et non pas des médecins » ou de constater des refus de demande d'AESH.

Jusqu'à présent, les AESh, essentiellement des femmes, étaient la

réponse centrale de l'éducation nationale pour compenser le handicap et rendre l'école « inclusive ». En Eure-et-Loir, elles accompagnent 1494 élèves (pour 1614 notifications), de manière individuelle ou mutualisée, parfois au sein de deux ou trois établissements. Leur coordination et leur formation sont aussi gérées par les PAS, voués à remplacer les pôles inclusifs d'accompagnement

En 2024, 100 pôles ont été lancés dans quatre départements. La mesure devrait être généralisée en 2027

localisés, dispositif national décrié réduit à un outil de gestion de la pénurie de personnel. Mais l'objectif du nouveau dispositif est également d'améliorer l'accessibilité de l'école à tous les élèves.

Difficultés de recrutement

« Hier, on avait des classes homogènes car si un enfant était différent, il était orienté vers d'autres structures, comme les instituts médico-éducatifs. Aujourd'hui, tous se retrouvent en classe. Il y a aussi d'autres difficultés de type santé mentale, et l'idée est que l'enseignant soit épaulé dans la gestion de ces situations », explique Vincent Moreau, président de PEP28, une des associations qui gèrent des dispositifs d'accompagnement médico-éducatifs permettant aux enfants handicapés d'être accueillis dans les écoles de secteur. Les débuts du PAS ont été compliqués par des difficultés de recrutement, surtout dans les territoires ruraux, déjà en manque de personnel dans les structures, ce qui a suscité la crainte de « déshabiller l'un pour habiller l'autre ». En mai, seuls 30 des 36 postes créés avaient été pourvus.

Faire travailler ensemble éducation nationale et médico-social a parfois posé des problèmes d'organisation matérielle, de rapports hiérarchiques ou de rythmes de travail. « Les enseignants du premier degré ont besoin de temps sans élève, pour échanger avec les collègues du PAS et les parents, ou préparer des aménagements pédagogiques. Sinon, on le fait sur notre temps perso », défend Clémentine Ingold, représentante du FSU-SNUipp d'Eure-et-Loir. Elle déplore aussi le manque de retours sur le nouveau dispositif, appelé à s'étendre rapidement.

En 2024, 100 PAS ont été lancés dans quatre départements : l'Eure-et-Loir, l'Aisne, la Côte-d'Or et le Var. A la rentrée 2025, près de 500 doivent être mis en œuvre dans de nouveaux territoires. La ministre de l'éducation nationale a fait adopter, par amendement à une proposition de loi sur l'école inclusive, la généralisation du dispositif à la rentrée 2027. Le texte doit être examiné le 19 juin au Sénat. ■

ANNE-AËL DURAND

Mobilisation pour défendre les centres communaux d'action sociale

Dans le cadre des mesures de simplification de l'action des collectivités, le gouvernement souhaite rendre ces structures facultatives

L'Union nationale des centres communaux d'action sociale (Uncas) appela ses membres à se mobiliser, mardi 10 juin, contre le projet de rendre facultatifs, dans les communes de plus de 1500 habitants, ces établissements publics qui accompagnent les personnes en difficulté, handicapées, âgées... « On veut éviter que le gouvernement dépose un amendement au Sénat, mardi ou mercredi, ou qu'il agisse plus tard », explique Luc Carvounas, maire socialiste d'Alfortville (Val-de-Marne) et président de l'Uncas.

La mesure a été annoncée par François Rebsamen, ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation, dans le cadre

de son plan de simplification de l'action des collectivités, le 28 avril. « Elle avait été identifiée par Boris Ravignon [maire divers droite de Charleville-Mézières], dans son rapport sur le coût du millefeuille administratif, remis en 2024], et correspond à une demande d'élus, car un CCAS est lourd en termes de gestion. Les conseils municipaux qui jugent nécessaire de le garder pourront le garder, et les autres pourront internaliser l'action sociale », fait-on valoir au ministère.

Ce projet, qui pourrait toucher les quelque 14 500 CCAS, qui ont remplacé, en 1986, les bureaux d'aide sociale, a d'emblée été contesté. Sur la forme, parce que « l'Uncas et les autres organisations d'élus n'ont été ni demandées

ni consultées à ce sujet », déplore M. Carvounas. Et sur le fond : « Cela ouvre la voie à des politiques sociales low-cost et à une baisse de l'accès aux droits pour les personnes en difficulté, alors que la précarité augmente, y compris parmi ceux qui travaillent », critique-t-il.

Proposition dangereuse

Dix sénateurs socialistes ont écrit le 28 mai à M. Rebsamen, qui fut sénateur socialiste de Côte-d'Or de 2008 à 2014, pour s'inquiéter d'un « recul grave ». Leur président de groupe, Patrick Kanner, précise au *Monde* : « C'est un contresens historique que de supprimer ces instances héritées de la Révolution française, qui seconcent les municipalités en accordant aux associa-

tions un rôle délibératif. » « Cette proposition est incohérente, contre-productive, dangereuse et préjudiciable à tous », assènent des élus et des associations d'élus (France Urbaine, Villes de France, Association des petites villes de France, Association des maires d'Ile-de-France, Association des maires ruraux de France) dans une tribune publiée le 6 juin par *Ouest-France*. Ils ajoutent que « municipaliser les CCAS reviendrait à réintégrer 126 000 agents ou encore à assurer la gestion directe des Ehpad, des crèches ou des services d'aide à domicile ».

Jean-Paul Carteret, maire (sans étiquette) de Lavoncourt (Haute-Saône) et vice-président de l'Association des maires ruraux de

France, estime le risque de disparition de CCAS réel : « La loi NOTRe [Nouvelle organisation territoriale de la République] de 2015 les rendait optionnels dans les communes de moins de 1500 habitants, et beaucoup de maires les ont supprimés, pour ne pas avoir à gérer un budget séparé. » Lui se félicite en revanche de contribuer à un centre intercommunal d'action sociale « qui gère un foyer logement pour les personnes âgées, organise le portage des repas... ».

L'Uncas craint que le gouvernement tente de légitimer sans attendre, en déposant un amendement à la proposition de loi « Renforcer et sécuriser le pouvoir préfectoral de dérogation », prévoit M. Carvounas. Il a reçu l'assurance de rencontrer M. Rebsamen « d'ici à l'été ». ■

CLAIRE ANÉ

L'ultradroite devant la justice pour terrorisme

Seize personnes d'Action des forces opérationnelles sont appelées à comparaître, à partir de mardi. Elles projetaient des attaques contre des musulmans

A l'heure où il est beaucoup question de terrorisme d'ultradroite avec la mise en examen, le 5 juin, de Christophe Belgembe pour «assassinat et tentative d'assassinat en relation avec une entreprise terroriste, en raison de la race, de l'éthnie, de la nation ou de la religion» à Puget-sur-Argens (Var), le dossier jugé, à partir du mardi 10 juin, par le tribunal judiciaire de Paris est le plus gros de ce type de menace terroriste. Le plus important par le nombre de personnes jugées, pas forcément par les faits visés, dans la mesure où aucun passage à l'acte n'a eu lieu et où le Parquet national antiterroriste a demandé que les prévenus soient renvoyés devant la 16^e chambre du tribunal correctionnel et non pas les assises. Mais il illustre bien l'obsession antisulmane de l'ultradroite française.

Seize personnes, treize hommes et trois femmes, sont appelées à comparaître sous l'accusation de participation «à un groupement formé ou une entente établie en vue de la préparation d'actes de terrorisme, notamment des attaques indiscriminées à l'encontre de membres de la communauté musulmane».

Leur groupe clandestin, baptisé «Action des forces opérationnelles» (AFO), est une émanation de l'association Volontaires pour la France (VPF), fondée sous l'égide du général Antoine Martinez et de l'homme politique Yvan Blot, ancien eurodéputé (1989-1999) du Front national, pour «combattre l'islamisation du pays et la confiscation du pouvoir populaire» à la suite des attentats de 2015. Lassés du légalisme affiché par VPF, Guy S. et Dominique C. créaient, à l'été 2017, le groupe AFO, conçu initialement comme la branche armée de VPF, avant de faire sécession à l'automne de la même année, emmenant des dizaines de membres avec eux. Les services de renseignement ont évalué les effectifs d'AFO à une cinquantaine de personnes au maximum.

«Citoyens-soldats»
Obsédés par le «grand remplacement» et la «guerre civile» à venir entre les musulmans et le reste de la société, ils décident de prendre les devants, conformément au credo accélérationniste en vogue dans la sphère d'ultradroite. Les membres d'AFO ne sont pas de jeunes zonards néonazis, mais plutôt des personnes d'âge mûr, proches de la retraite ou ayant déjà

cessé leur activité, insérées socialement et comptant un nombre important d'ex-membres des forces de l'ordre, dont un ancien militaire, un réserviste, un ex-sous-officier. Le groupuscule compte également plusieurs tireurs sportifs inscrits dans des clubs de tir. Nombre de membres du groupuscule se disent aussi attirés par la thématique survivaliste.

La structuration d'AFO s'inspire de l'armée avec un découpage du territoire en zones et un classement des membres selon leur fonction. Les «blancs» ne sont pas destinés à passer à l'action, mais à fournir une aide logistique. Les «gris» sont des formateurs et peuvent appuyer des actions. Les «noirs», une dizaine de personnes, sont les opéra-

tionnels, ils sont clandestins et inconnus des autres.

Tous les responsables et les membres d'AFO sont incités à prendre un pseudonyme (Richelieu pour Guy S., le chef du groupe, Attila pour l'une des femmes, etc.) et à créer un compte sur Proton Mail, une messagerie cryptée. Afin de recruter, AFO a mis en ligne un site Internet, Guerredefrance.fr, sur lequel un onglet proposait aux «citoyens-soldats» de participer militairement à «la guerre qui se profile sur le territoire métropolitain». Sont désignés comme ennemis les «tenants du système islamique», les «Africains subsahariens même d'origine et de culture catholique», les «gauchistes», les «droits-de-l'homme», etc.

Stage de confection d'explosifs

Repéré par la direction générale de la sécurité intérieure, le groupuscule est rapidement mis sous surveillance. Il fait même l'objet d'une infiltration. Un agent sous couverture, se faisant prénommer Jacques, prend contact avec le groupe sur le site Guerredefrance.fr en juin 2018. Il rencontre vite deux membres sous pseudonyme de la section Ile-de-France qui lui exposent leur stratégie: prendre le prétexte d'un attentat islamiste pour «tuer 200 imams radicalisés» ou, à défaut, des personnalités comme l'islamologue suisse Tariq Ramadan, dans le but de susciter une réaction de la communauté musulmane et de «forcer l'Etat à choisir son camp».

Le 14 juin 2018, une information judiciaire est ouverte. Deux jours plus tard, «Jacques» participe à une réunion à Ambleville, dans le Val-d'Oise. Onze personnes sont présentes. Le projet de tuer des imams est à nouveau évoqué, mais, faute de préparation, il est ajourné. Deux membres, Phi-

lippe C. et Daniel R., apparaissent particulièrement déterminés à tuer. Un autre projet est exposé: l'empoisonnement à la bromadiolone – un pesticide et raticide – de produits halal vendus dans des supermarchés de quartiers à forte densité de population musulmane. Un repérage est convenu en juillet et un test sur un animal en août afin d'être prêt, dès la rentrée de septembre, en cas d'attaque djihadiste. A la même réunion, un inventaire de l'arsenal à la disposition du groupe est présenté: trois pistolets, un pistolet semi-automatique et une dizaine de grenades artisanales confectionnées à partir de tuyaux de plomberie et de TATP, un explosif souvent utilisé par les djihadistes.

Un stage de confection d'explosifs artisanaux est proposé aux participants par Daniel R., ex-militaire, et un test des explosifs organisé près de Chablis (Yonne). Lors d'une rencontre ultérieure, un autre projet est envisagé: remonter à scooter une file de véhicules dans un embouteillage en jetant des grenades artisanales «dans les voitures des Arabes».

Le 23 juin 2018, Philippe C. et Daniel R., passablement alcoolisés, sont interpellés lors d'un dîner avec l'agent infiltré. Les autres membres d'AFO sont arrêtés dans les heures et jours suivants, dont une femme en possession d'une liste de mosquées en Ile-de-France. Parmi les originalités du dossier, on trouve, au sein des seize individus renvoyés en procès, un homme vivant avec une femme d'origine tunisienne et un diplomate du ministère des affaires étrangères, passé par la direction du renseignement militaire et en poste en Amérique latine au moment de son interpellation. Son pseudonyme était Cortes. ■

CHRISTOPHE AYAD

JUSTICE Chantage à la sextape: le maire de Saint-Etienne sera jugé en septembre

La justice a ordonné, vendredi 6 juin, un procès contre le maire de Saint-Etienne, Gaël Perdriau (ex-Les Républicains), accusé d'avoir fait chanter son premier adjoint avec une vidéo intime. Près de trois ans après la révélation de cette affaire, il est renvoyé devant le tribunal correctionnel pour «chantage, soustraction, détournement de fonds publics par un dépositaire de l'autorité publique et participation à une association de malfaiteurs», un délit puni d'au moins cinq ans de prison. Sous réserve de recours, le procès se tiendra entre le 22 et le 26 septembre, a précisé le procureur de Lyon. – (AFP)

Le suspect de l'assassinat d'un mineur à Dax mis en examen

Un adolescent de 16 ans, soupçonné d'avoir tué un jeune de 17 ans à Dax (Landes), a été mis en examen, dimanche, pour assassinat et placé en détention provisoire. La victime a succombé à plusieurs coups de couteau portés au thorax, le 31 mai, en marge des célébrations de la victoire du Paris Saint-Germain en finale de la Ligue des champions. Elle avait un «contentieux préexistant» avec le suspect, a affirmé la procureure de Mont-de-Marsan, précisant que ce dernier, «défavorablement connu des services de police et de la justice, notamment pour des faits de port d'arme», faisait l'objet d'une notice rouge d'Interpol, selon une source proche de l'enquête. – (AFP)

The advertisement features a black and white photograph of a Peugeot 208 GT 210 ch driving on a road. In the background, a racing car is shown on a track. The Peugeot lion logo is in the top left, and the 24 hours of Le Mans logo is in the top right. Text includes "PEUGEOT 24 JOURS CHRONO", "PORTES OUVERTES DU 12 AU 16 JUIN⁽¹⁾", "OFFRES EXCEPTIONNELLES JUSQU'AU 24 JUIN", "JUSQU'À 5 000 € + 8 ANS DE GARANTIE OFFERTS⁽²⁾", and "A 0g CO₂/km". A fuel efficiency chart shows levels A through G. Small print at the bottom details terms and conditions for the offer.

PEUGEOT RECOMMANDÉ TotalEnergies consommation mixte WLTP (l/100 km) : 0

(1) Dans le réseau Peugeot participant. (2) Soit 5 000€ d'aides à la commande pour E-5008 GT 210 ch neuf. Offre réservée aux particuliers non cumulable jusqu'au 24/06/25 dans le réseau PEUGEOT participant. Modèle présenté : E-208 GT 136ch avec options : 4 300€ d'avantage client dont 800€ de remise et 3 500€ de primes à la commande. (3) Peugeot Care : 2 ans de garantie constructeur et jusqu'à 6 ans de garantie additionnelle activée à chaque entretien prévu au plan d'entretien effectué dans le réseau Peugeot participant valable jusqu'à l'entretien suivant dans la double limite de 8 ans et 160000km (au 1er des 2 termes atteints). Conditions sur Peugeot.fr. Automobile PEUGEOT 552 144 503 RCS Versailles.

Au quotidien, prenez les transports en commun. #SeDéplacerMoinsPolluer

VIOLENCES SEXISTES ET SEXUELLES

Quand des psys abusent de leurs patientes

Après des mois d'investigation, « Le Monde » a recensé des dizaines d'affaires de femmes qui disent avoir été victimes de professionnels de la santé mentale, alors qu'elles étaient en situation de grande vulnérabilité

ENQUÊTE

Comme pour se donner de la force, Laure (elle a souhaité rester anonyme, comme toutes les personnes citées par leur prénom) est venue à notre rendez-vous un soir d'hiver avec une myriade de documents administratifs, journal de bord d'une femme dont l'existence a été percutée dans la petite enfance. Au-dessus de la pile, une plainte : celle qu'elle a déposée en mars 2023 contre son psychiatre pour « viols sur majeur ».

Son « suivi » débute en 2015. Conseillée par sa médecin généraliste, la mère de famille consulte ce praticien d'Asnières-sur-Seine (Hauts-de-Seine) pour se départir d'une relation toxique et destructrice. Elle va, selon son récit, en subir une autre, pendant six ans. L'histoire démarre avec des discussions sur la notion de transfert – que le médecin définit comme l'attachement affectif, voire amoureux, d'un patient envers son thérapeute. Puis elle dérive, avec des câlins dans le bureau du soignant, pour se terminer avec un tube de vaseline dans la salle d'attente pour que Laure se prépare à être sodomisée.

Le Monde a recensé, avec le concours d'avocats, de praticiens et de collectifs contre les violences sexistes et sexuelles, des dizaines d'affaires de femmes victimes de professionnels de la santé mentale dans des abus de pouvoir étales sur plusieurs années, alors qu'elles étaient en situation de grande vulnérabilité.

Ces affaires, que le monde des soins psychiques a théorisées sous le terme de « transgression avec passage à l'acte sexuel », ont parfois des suites judiciaires. Elles ont donné lieu à des condamnations avec des mots plus concrets : agressions sexuelles et viols. Elles résonnent avec les grands débats qui ont envahi les prétoires avec #MeToo : qu'est-ce que le consentement, l'absence d'un non vaut-il un oui, une personne qui dispose d'un ascendant, d'une position dominante, ne doit-elle pas particulièrement veiller à ne pas en abuser ?

A la faveur de la crise sanitaire et de la succession des attentats terroristes, le monde de la santé mentale a vu fleurer une kyrielle de professions aux titres autoattribués, parfois sibyllins et contradictoires. « Onirologue », « psychopraticien », « praticien psychochorporel », « praticien en psychologie »...

Plusieurs cas récents, en raison de la notoriété des mis en cause, ont été abondamment relayés. Le médiatique psychanalyste Gérard Miller, qui utilisait notamment l'hypnose comme mode opératoire de ses agissements, a été accusé d'agressions sexuelles et de viols par près d'une centaine de femmes. A ce jour, il n'a pas encore été entendu ni mis en examen par la justice. En mars, Franceinfo révélait les accusations d'agressions sexuelles et de viols commis par le « psychosociologue » Jacques Salomé, auteur de best-sellers vendus à des dizaines de milliers d'exemplaires – *Le Monde* a recueilli plusieurs témoignages le concernant. En avril, le psychiatre marseillais Marc Adida a été condamné à douze ans de prison pour des viols répétés

sur trois de ses jeunes patientes et pour une agression sexuelle.

Comme Laure, toutes les femmes interrogées par *Le Monde* décrivent un dévoilement de la notion de transfert durant leur suivi. Lorsqu'il est manié à mauvais escient, ce concept psychanalytique, qui ne fait pas l'unanimité chez les spécialistes, normalise, voire encourage, une dépendance affective qui n'a pas lieu d'être. C'est sur ce terreau que prospèrent les abus.

Dès son premier rendez-vous, Laure raconte avoir ressenti un « transfert puissant ». Elle met plusieurs mois à le confier. Le psychiatre, qui facture 95 euros la séance, évoque alors une « calinothérapie », soit des accolades de quelques minutes. Puis le praticien suggère un « calin plus long », allongé sur le divan. L'homme enlève sa chemise. « Il me caresse le dos, le cou, la tête, tout. C'est un relâchement pour moi qui n'ai jamais reçu d'étreinte de mes parents. »

« SITUATIONS D'EMPRISE »

Lors du confinement, au printemps 2020, il lui demande si elle peut avoir un orgasme. « Peut-être », répond la patiente, âgée de 49 ans, qui souffre d'un « tableau psycho-traumatique complexe ». Les mains du praticien s'attardent sur ses hanches. Elle « cède », dit-elle, croyant en l'amour réciproque de son psychiatre. Dans le même temps, le soignant étire la durée des séances et augmente la régularité des rendez-vous, toujours tarifés. « J'accepte tout, les fellations, lui gober les couilles », reconnaît aujourd'hui Laure, les yeux baissés.

« La vulnérabilité des patientes est un terreau pour les situations d'emprise et d'agressions », souligne Laurence Joseph.

Selon cette psychanalyste et psychologue clinicienne, l'enceinte thérapeutique constitue un « cheval de Troie » pour les agresseurs. « Freud disait qu'il y a une dangerosité du transfert, on manie l'explosif, car on manie l'intimité », ajoute Monique Lauret, autrice des *Accidents du transfert* (Champ social), un ouvrage pionnier publié en 2006, la même année que celui de Louise de Urtubey *Si l'analyste passe à l'acte* (Presses universitaires de France). « Un analyste n'a pas à jouir d'un patient de quelque manière que ce soit », insiste la psychiatre, psychanalyste et membre de la Société de psychanalyse freudienne.

« Je ne savais pas dire non, je n'ai pas appris », confie Laure, qui s'excuse de tout et s'exprime à voix basse. Dans ma petite tête, alors que j'ai tellement manqué d'amour, se mêlent une joie immense d'être enfin aimée et un sentiment de malaise que je n'arrive pas bien à décrire. » « Il me disait de n'en parler à personne », ajoute Laure, mettant au jour une dynamique immuable : la honte se drape de silence.

Comme souvent dans les histoires marquées par le sceau du secret, la parole se libère quand l'événement prend fin. « Au fil du temps, je ne fais plus l'objet d'attentions, je suis de plus en plus mal », résume Laure, qui, comme d'autres patientes interrogées, entretient un sentiment de culpabilité tenace, persuadée qu'elle l'a « cherché ». Elle finit par en parler à un collègue de travail, puis à sa médecin généraliste, « catastro-



SERGIO AQUINDO

phée ». A cette période, elle est en arrêt maladie. Son corps lâche.

Le 17 mars 2023, Laure pousse la porte du commissariat de Gennevilliers (Hauts-de-Seine). Au terme de l'enquête, l'officier de police judiciaire lui laisse entendre que « [s]es poursuites n'ont aucune chance d'aboutir, notamment parce qu'[elle a] répondu à ses textos ». Elle décide alors de se faire accompagner par une avocate, Marie-Agnès Perruche. « L'officier a déclaré à ma cliente que l'échange de messages témoignait d'une relation amoureuse entre adultes qui ne pouvait donc donner lieu à des poursuites pénales », s'indigne-t-elle, déplorant l'« absence de prise en considération par les policiers et juges du déséquilibre intrinsèque à la relation patient-médecin ». « On parle pourtant de relations sexuelles ayant exclusivement eu lieu au sein du cabinet, dans le cadre de consultations, accessoirement remboursées par la Sécurité so-

ciale », ajoute l'avocate, qui a déposé une nouvelle plainte, le 11 avril, avec constitution de partie civile pour « agressions sexuelles et viols commis par une personne abusant de l'autorité que lui confère sa fonction ».

« TU ES MA PATIENTE PRÉFÉRÉE »

Chez les victimes qui finissent par prendre la parole, un événement fait souvent office de prise de conscience. Parfois, c'est la découverte que le praticien se comporte de la même manière avec d'autres femmes. Cassandra (le prénom a été changé) raconte avoir « réalisé l'emprise » de son psychiatre en découvrant qu'elle « n'était pas la seule » : « Toutes les pièces du puzzle se sont assemblées. » En mars 2022, elle n'a que 16 ans lorsqu'elle est hospitalisée à temps complet dans une clinique psychiatrique pour des troubles du comportement alimentaire et un trouble borderline depuis la

« Anatomie d'une prédateur », le livre sur l'affaire Miller

LEURS ENQUÊTES, parues dans le magazine *Elle* en 2024, sont à la source de ce qu'il est désormais convenu d'appeler l'*« affaire Gérard Miller »*. Journalistes pour l'hebdomadaire, Alice Augustin et Cécile Ollivier reviennent sur cette histoire effarante dans un livre efficace et synthétique, *Anatomie d'une prédateur* (Robert Laffont, 216 pages, 19 euros).

Pas de nouvelles révélations majeures dans l'ouvrage, mais toujours plus de témoignages – dont celui, par exemple, de la comédienne Marianne Denicourt – contre le médiatique psychanalyste, accusé d'agressions sexuelles ou de viols par un nombre stupéfiant de femmes. Selon les autrices, 90 personnes l'ont mis en cause et 10 ont déposé plainte. Les faits dénoncés s'étalent de 1988 à 2020, avec une concentration particulière entre 2000 et 2004.

Comme souvent dans ces affaires de grande ampleur, la plupart des femmes décrivent un « mode opératoire » bien huilé : l'invitation dans la superbe maison parisienne de la célébrité, le tour du propriétaire, la

proposition d'une initiation soi-disant ludique à l'hypnose, l'endormissement des résistances et, en fin de compte, l'agissement dénoncé...

Ancien directeur du département de psychanalyse à l'université Paris-VIII, Gérard Miller est devenu une figure majeure de la discipline grâce à la télévision, où cette bête de plateau brillait par son intelligence, sa culture, son engagement à gauche. Le livre montre comment le personnage jouait de cette position d'autorité morale et scientifique pour inspirer confiance à celles qui s'en disent victimes.

En février 2024, le parquet de Paris a ouvert une enquête préliminaire pour l'affaire, toujours en cours. Le 3 avril 2025, une semaine avant la sortie du livre qui le « décrit de fait comme coupable » selon lui, Gérard Miller a déploré n'avoir été « ni entendu ni même convoqué » dans ce cadre. « Le respect dû à ma présomption d'innocence est allégralement bafoué et je ne peux me défendre », a-t-il regretté. ■

JÉRÔME LEFILLIATRE



préadolescence. «On ne dirait pas un médecin», se dit Cassandre après sa première rencontre avec le psychiatre chargé de la suivre. Elle décrit un homme tactile, familiier et blagueur. Les visites inopinées se multiplient, jusqu'à cinq fois par jour, le médecin s'épanche auprès de sa patiente. La suite de son suivi sera jalonnée de déclarations d'affection, allant de «tu es ma patiente préférée», en passant par des «tu m'as trop manqué», jusqu'à des «je t'aime».

Le praticien, qui n'a pas répondu à nos sollicitations, a été licencié en mai 2023. Malgré deux signalements réalisés par la direction auprès de l'ordre des médecins et du procureur de Lille, il a retrouvé un poste dans la région. Alors qu'une première plainte pour viol a été classée sans suite, Marine Marbach, l'avocate d'une deuxième jeune femme qui souhaite rester anonyme, déclare qu'une nouvelle plainte avec constitution de partie civile est en cours de préparation. Elle souligne la difficulté à faire aboutir ces dossiers, où la notion de consentement est quasi systématiquement opposée par les acteurs de la chaîne judiciaire.

Pour l'heure, l'avocate se concentre sur la plainte déposée devant l'ordre des médecins. Une procédure est en cours d'instruction par la chambre disciplinaire de première instance des Hauts-de-France. Mme Marbach est parvenue à rassembler les témoignages de quatre femmes, dont Cassandre, toutes à la lisière de la majorité, dénonçant des faits analogues contre le même soignant.

«Au début, ces histoires se bâtent sur le terreau de la confiance», constate Sandie Boudin. Cette avocate a défendu plusieurs victimes de Maurice Moulay, un psychologue spécialiste de la «psychothérapie corporelle», condamné en 1996, 2009, 2014 et 2018 pour «viols commis par une personne abusant de l'autorité que lui confère sa fonction en récidive» sur une dizaine de patientes. «Comment voir le mal avec celui qui est bien-

veillant?», interroge Mme Boudin, décrivant un climat enjôleur qui brouille les radars. «Les patients arrivent toujours avec une demande d'amour, notre tâche est de la questionner, sans y répondre», rappelle Emmanuelle Chervet, présidente de la Société psychanalytique de Paris.

Alice a des yeux bleu piscine qui semblent perpétuellement au bord des larmes. Son histoire avec son analyste ressemble à d'autres, mais elle a une particularité : elle l'a consignée noir sur blanc dans son journal. Elle a noté une «caresse sur la joue pour mettre fin à une séance», une «main sur la hanche», un «compliment sur une tenue», une «remarque sur [son] apparence sexy». Elle évoque un relâchement progressif du cadre : des séances annulées, d'autres écourtées par des livraisons. Elle dénonce aujourd'hui «une cure qui n'allait pas dans le sens de [sa] guérison, mais de ses fantasmes à lui».

«FAUX CONSENTEMENT»

Le 18 novembre 2022, elle confie son «amour de transfert» à son psychanalyste. Il l'embrasse dans le cou, puis lui propose une autre séance de fin de journée, avant de se dédire et de lui donner rendez-vous au bar de l'Hôtel Crowne Plaza, place de la République, à Paris. Sur cette rencontre, les versions divergent. Contacté par *Le Monde*, le praticien assure «avoir pris le temps de parler de [lui], car elle ne savait rien de [sa] vie». La patiente décrit, au contraire, un homme présent, qui avait réservé une chambre d'hôtel sans même lui demander son avis. Ils ont une relation sexuelle le soir même. Si elle assure que «deux autres séances ont eu lieu à la suite de cette transgression», lui affirme «avoir mis fin à l'analyse le jour du dévoilement de ses sentiments».

Selon Karin Teepe, psychologue clinicienne spécialisée dans le traumatisme, qui travaille pour la Maison des femmes, un service hospitalier installé à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis) prenant en charge des

L'HISTOIRE DE LA PSYCHANALYSE EST MARQUÉE PAR DES RELATIONS INTIMES ENTRE ANALYSTES ET PATIENTS, CRÉANT UN IMAGINAIRE PROPICE AUX ABUS

femmes victimes de violences, un tel mécanisme d'emprise conduit à un «faux consentement» de la victime. «J'ai une érection parce que vous avez du désir pour moi», s'est ainsi entendu dire Eléonore (le prénom a été changé), lors d'une consultation chez son «psychanalyste onirologue», un homme en âge d'être son grand-père. «Par ses allusions incestuelles et libidinales, il s'est invité dans mon intimité», résume-t-elle, mettant en lumière un constat dressé par d'autres : une approche sexuelle sur tous les sujets abordés lors du suivi.

L'histoire de la psychanalyse est marquée par des relations intimes entre analystes et patients, créant un imaginaire propice aux abus. Sandor Ferenczi (1873-1933), disciple de Sigmund Freud (1856-1939), proposait à certaines de ses patientes de l'embrasser. Il finit par épouser l'une d'elles. Pendant plus de dix ans, Carl Gustav Jung (1875-1961) a entretenu une liaison avec sa patiente Sabina Spielrein, dont l'histoire a été romantisée dans le film *A Dangerous Method*, de David Cronenberg (2011). Catherine Millet, psychanalyste et autrice de *La Vie avec Lacan* (Gallimard, 2016), vécut plusieurs années avec le célèbre analyste français, tout en poursuivant sa cure avec lui.

Troubles alimentaires, maladies corporelles, dépression, insomnie, tentatives de suicide font partie du spectre des répercussions physiques, psychiques et somatiques constaté par l'ensemble des praticiens dans des cas d'agressions sexuelles et de viols, notamment quand ils ont été infligés par des professionnels de la santé mentale. «Ces transgressions ne font que fixer les traumatismes antérieurs, les scellant quelquefois de manière définitive», alerte Patrick De Neuter, docteur en psychologie, psychanalyste et professeur émérite en psychopathologie.

De nombreuses victimes ne reprennent jamais le chemin d'un cabinet de psy. «Il faut surmonter la honte d'avoir été abusée, accepter d'en parler», constate Monique Lauret, qui a suivi «une dizaine de patientes victimes de passages à l'acte sexuel dans le cadre de leur analyse». Dans le livre *The Intimate Hour. Love and Sex in Psychotherapy* («l'heure intime : amour et sexe en psychothérapie», Houghton Mifflin, 1997, non traduit), l'Américaine Susan Baur estime que 5 % à 10 % des professionnels de la sphère des soins psychiques sont passés à l'acte au moins une fois – et 90 % des «transgresseurs» sont des hommes. Son ouvrage, réédité en 2017 et qui comprend 300 affaires de «transgressions», a permis une prise de conscience aboutissant à de nombreux procès pour viols et agressions sexuelles aux Etats-Unis.

En France, les procès concernant ces affaires restent rares. Cassandre le reconnaît sans détour : elle est «trop fragile» pour envisager des poursuites. «Je sais que je ne survivrai pas s'il nie tout en bloc en disant que je suis folle», confie l'étudiante en licence de psychologie. Elle s'est toutefois rendue avec son éducatrice au commissariat de Lille pour déposer une main courante lui garantissant l'anonymat.

D'après les avocats qui suivent ces dossiers, seule une dimension sérielle de ces agressions donne lieu à des poursuites au pénal. En 2013, l'avocat Yann Prevost est parvenu à faire condamner le neuropsychiatre François Bonnel, accusé d'agressions sexuelles et de viols par six femmes. L'avocat dresse un constat amer sur la judiciarisation de ces affaires : selon lui, «les juges ne veulent pas criminaliser ces relations sexuelles». Il suffirait pourtant, pense-t-il, «que les magistrats disent : "Quand on est dans une clinique thérapeutique, la relation intime n'a pas lieu d'être"».

Lorsque la justice pénale ou correctionnelle ne parvient pas à qualifier les faits, le conseil de l'ordre des médecins prend parfois le relais, pour les psychiatres. Si les notions de viol et d'agression sexuelle sont des termes pénaux, ils constituent également des infractions devant la juridiction disciplinaire ordinaire. Plusieurs articles du code de déontologie de l'ordre des médecins permettent de condamner ces atteintes sexuelles, en prononçant des sanctions pouvant aller du blâme à la radiation.

Selon Christine Louis-Vahdat, gynécologue obstétricienne, membre de la section éthique et déontologie et de la commission

nationale des plaintes au sein de l'ordre des médecins, 15 radiations ont été prononcées en 2022 pour «connotation sexuelle du soignant avec le patient». Des psychiatres font partie des médecins radiés, affirme la médecin, sans pouvoir apporter de statistiques précises sur cette seule profession. Cette expression implique «aussi bien ce qu'un juge pénal pourrait qualifier de viol ou d'agression sexuelle, qu'une attitude inappropriée sans passage à l'acte, de type réflexion sexiste, position de rendez-vous, drague, etc.», détaille la gynécologue.

Une commission nationale des plaintes a été créée au sein de l'ordre, début 2023, pour répondre aux critiques liées au manque de transmission et d'harmonisation des sanctions sur le plan national. «Nous sommes très vigilants, mais on ne peut pas éviter les trous dans la raquette face à des pervers délinquants qui ont souvent un temps d'avance», juge Christine Louis-Vahdat.

Pour tous les praticiens qui ne dépendent pas de l'ordre des médecins, les mailles du filet sont encore plus lâches. Les psychologues ne sont soumis à aucun ordre. Sur les 19 sociétés de psychanalyse, cinq ont mis en place des comités déontologiques chargés de prononcer des sanctions au terme d'enquêtes internes. Ces sanctions peuvent aller jusqu'à la radiation – ce qui n'empêche pas le psychanalyste d'intégrer une autre instance moins regardante sur les situations d'abus.

Confrontée au témoignage d'Alice, l'Association lacanienne internationale a évacué l'affaire, en évoquant une «*histoire entre deux adultes consentants*», refusant d'intervenir en l'absence de plainte déposée. Avant de renvoyer l'éventualité d'une sanction dans les mains de la justice. «Comme tout milieu qui a vécu dans la splendeur, ils sont tétanisés à l'idée que la moindre affaire se retourne contre eux», constate Elisabeth Roudinesco, qui décrit le mouvement #MeToo comme un «grand choc nécessaire». L'historienne de la psychanalyse évoque notamment la «crainte d'une ingérence de l'Etat dans ce milieu, dont le mot d'ordre est la liberté».

«PERSONNE N'EST INFALLIBLE»

Les praticiens accusés qui ont accepté de répondre au *Monde* se retranchent derrière le consentement des patientes. «Notre histoire est celle d'une analyse qui s'arrête et d'une histoire d'amour qui commence», estime l'ancien analyste d'Alice, qui décrit une «relation consentie et discutée». Il considère comme une «vengeance» les accusations de son ancienne patiente, qu'il confie avoir «quittée brutalement».

D'autres professionnels de la santé mentale interrogés par *Le Monde* présentent, eux, comme «inévitables» les «transgressions». «Personne n'est infallible, nous sommes faibles face à la tentation», affirme au *Monde* le praticien d'Eléonore, qui reconnaît avoir «merdouillé» quelques fois «sans que cela ne soit un gros pluriel». L'homme fait l'objet de plusieurs commentaires réprobateurs sur Internet. Il reconnaît une «forme d'emprise» de sa part sur certaines patientes, tout en considérant que cette dynamique est à l'œuvre «dans toutes les histoires d'amour».

Celui qui se dit davantage «*victime de femmes au transfert incontrôlable*» assure toutefois avoir repris une thérapie pour questionner ses manquements. A la suite de notre entretien, le septuagénaire a présenté ses excuses à plusieurs patientes. «Je n'avais pas conscience d'être sorti du cadre, je n'en suis pas fier», commente le «psychotérapeute, psychanalyste, onirologue», qui reconnaît «ne pas être toujours dans les clous déontologiques».

Dans plusieurs mémoires adressés à l'ordre des médecins, que *Le Monde* a pu consulter, l'ancien psychiatre de Laure, qui a pris sa retraite récemment, a reconnu la majorité des faits, mais pas leur qualification comme agressions sexuelles et viols. Le praticien, qui n'a pas répondu à nos sollicitations, se définit dans ce courrier comme un «*homme passerelle*», dont l'objectif était de redonner confiance à sa patiente dans son rapport aux hommes. La procédure devant l'ordre des médecins suit son cours devant la chambre disciplinaire de première instance d'Ile-de-France en vue d'une radiation. ■

CÉCILE BOUANCHAUD

Les modestes débuts du sommet sur l'océan

Emmanuel Macron s'est félicité de la présence d'une soixantaine de chefs d'Etat et de gouvernement à Nice

NICE - envoyée spéciale

Emmanuel Macron a ouvert la Conférence des Nations unies sur l'océan en fanfare, lundi 9 juin. « C'est aujourd'hui une victoire que nous célébrons », a lancé le président de la République, en introduction. A commencer par le fait d'être parvenu à mobiliser, malgré le contexte international fragmenté : une soixantaine de chefs d'Etat et de gouvernement ont fait le déplacement à Nice, bien plus que lors de la deuxième édition, en 2022, de ce sommet onusien. Ce rendez-vous est un marqueur fort pour l'Elysée : c'est le premier de cette ampleur en France depuis la Conférence des parties (COP) de Paris de 2015 sur le climat.

Face à la centaine de délégations internationales présentes, le chef de l'Etat, qui tente de se positionner comme l'un des « champions » en matière de protection de l'océan, a insisté : « Notre mobilisation est indispensable. » Si, à la différence d'une COP, la Conférence des Nations unies sur l'océan n'est pas le lieu de négociation d'un accord, l'Elysée espère toutefois que de nombreux engagements seront pris par les Etats participants tout au long de la semaine. Il escompte également que les discussions niçoises feront avancer certaines négociations internationales en cours, comme la question de la pollution plastique.

Dès le début de la journée de lundi, les chefs d'Etat et de gouvernement ont martelé leurs ambitions. « Nous devons multiplier nos efforts », a par exemple déclaré la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen. Il n'y a toutefois pas eu de surprises majeures dans les déclarations tenues à la tribune. Le principal acquis de cette première journée de conférence, mis en avant par M. Macron, repose sur l'accélération du processus de ratification de l'accord sur la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité marine dans les eaux internationales.

Un « raz de marée d'espoir »

Aussi appelé « traité sur la haute mer », ce texte adopté en 2023, après plusieurs décennies de négociation, permettra notamment de créer des aires marines protégées dans les eaux internationales. Si cet accord n'a pas de lien direct avec la Conférence des Nations unies sur l'océan, Emmanuel Macron avait érigé en « pre-



Emmanuel Macron, lors de la Conférence des Nations unies sur l'océan, à Nice, le 9 juin. LAURENT CIPRIANI/POOL VIA REUTERS

mier objectif » l'atteinte, à Nice, du palier de 60 ratifications nécessaires à son entrée en vigueur. Il a failli être réalisé : 18 pays ont finalisé leur procédure de ratification, lundi 9 juin, selon l'ONU. Cela porte à 49 le total de pays à avoir terminé le processus à cette date. D'autres devraient suivre dans les prochains jours.

Emmanuel Macron a, par ailleurs, évoqué « une quinzaine [de procédures] qui sont en cours avec déjà une date sûre, une quinzaine qui sont en cours et qui se feront d'ici la fin de l'année ». Cette « vague » est « un raz de marée d'espoir », se réjouit Rebecca Hubbard, directrice de la coalition d'organisations non gouvernementales (ONG) High Seas Alliance.

Le nombre d'Etats à s'être engagés sur la question de l'exploitation des grands fonds marins, encore mal connus mais convoités pour les minéraux rares qu'ils abritent, est bien plus modeste. Une

trentaine d'entre eux défendaient jusqu'à présent un moratoire ou une « pause de précaution », voire une interdiction, comme la France. Quatre pays ont fait de nouvelles annonces en la matière. Le sujet est devenu d'autant plus brûlant que Donald Trump a enjoigné, fin avril, à son administration d'accélérer les procédures d'examen et de délivrance des permis d'exploitation commerciale de ces fonds dans les eaux internationales. Leur régulation dépend en principe des discussions multilatérales menées au sein de l'Autorité internationale des fonds marins.

Le président américain n'est pas présent à Nice. En son absence, plusieurs Etats participants ont rappelé leur attachement au multilatéralisme et ont critiqué Donald Trump, de manière plus ou moins directe. Emmanuel Macron a, lui, affirmé que « les abysses ne sont pas à

« Les grands fonds marins ne peuvent pas devenir un Far West »

ANTONIO GUTERRES
secrétaire général des Nations unies

vendre, pas plus que le Groenland n'est à prendre ». « Les grands fonds ne peuvent pas devenir un Far West », a pour sa part estimé Antonio Guterres, le secrétaire général des Nations unies.

L'opposition à l'exploitation minière des fonds marins fait partie des dossiers sur lesquels il y a « une forme d'élan », note Pierre CANNET, directeur des politiques publiques de l'ONG ClientEarth.

Il y a également des annonces qui ont été faites », concernant la pro-

tection de certaines zones marines, relève l'observateur. « Avant Nice, nous étions à 8 % d'aires marines protégées dans les zones économiques exclusives de tous les Etats du monde. Nous arriverons à environ 12 % », a clamé Emmanuel Macron lors d'une conférence de presse. Reste à confirmer l'effectivité de ces mesures alors que « beaucoup de choses se jouent dans la pleine application du droit, les financements et les moyens de contrôle », souligne Pierre CANNET.

Manque d'ambition

La question du chalutage de fond, une technique de pêche critiquée pour son impact sur le fond de l'océan, a également été abordée par plusieurs délégations. Le Royaume-Uni prévoit, par exemple, d'étendre la surface de ces aires marines protégées concernées par l'interdiction de cette technique. Qu'en est-il des

ambitions françaises en la matière ? Présentée dimanche par la ministre de la transition écologique, de la mer et de la pêche, Agnès Pannier-Runacher, la « stratégie de protection des fonds marins » propose de placer sous le statut de « protection forte » quelque « 4 % des eaux françaises hexagonales, contre 0,1 % aujourd'hui » dont seront bannis les chalutiers de fond.

Plusieurs ONG dénoncent, plus globalement, un manque d'ambition gouvernementale et l'absence de réelle nouveauté. Bloom déplore ainsi une cartographie recoupant « des zones déjà interdites au chalutage de fond ». « La France vient de rater une opportunité (...), là où le président a pourtant fait preuve de volontarisme sur les sujets internationaux », a estimé, dans un communiqué, François Chartier, chargé de campagne océan à Greenpeace. ■

LÉA SANCHEZ

Les pistes de L214 pour diviser par deux le nombre d'animaux tués

L'association présente dans un rapport 20 mesures pour réduire fortement la consommation de viande et de poisson en France

Habituée des vidéos coups de poing, souvent tournées en caméra cachée, l'association de défense des animaux L214 a changé de registre en publiant, mardi 10 juin, un travail de prospective proposant 20 mesures pour réduire de moitié le nombre d'animaux abattus ou pêchés en 2030, afin de descendre à 600 millions d'animaux terrestres et 3,5 milliards d'animaux aquatiques chaque année en France. Si l'association ne masque pas son souhait à terme d'une société où toute forme d'exploitation animale serait abolie, elle se veut pragmatique et propose cet objectif intermédiaire pour 2030, qu'elle décrit comme « consensuel et atteignable à moyen terme ». Un tel cap est en effet aligné avec les enjeux climatiques – tous les scé-

narios de neutralité carbone prévoient une baisse du nombre d'animaux élevés –, sanitaires, les Français consommant beaucoup plus de viande que recommandé et de protection de la biodiversité.

« Avec nos enquêtes, on est parvenus à obtenir quelques petites victoires », note Brigitte Gothière, cofondatrice et directrice de L214, comme le recul des cages dans la production d'œufs, passé à moins de 25 % aujourd'hui, ou l'interdiction partielle du broyage des poussins. Les conditions de vie de ces animaux sont un peu moins mauvaises, mais globalement, le nombre d'animaux tués continue d'augmenter en France. Avec ce rapport, on a voulu présenter un programme cohérent. »

Le rapport de L214 cite de nombreux travaux scientifiques à l'ap-

pui de sa démonstration tels que ceux de l'Institut du développement durable et des relations internationales, de l'association Solagro ou encore du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC).

Réorientation des subventions

Dans toutes les études prospectives sur le climat ou la transition du système agricole, une baisse des cheptels et de la consommation de viande fait figure de condition indispensable, avec des variations dans les ordres de grandeur. Mais l'association se démarque de ces scénarios, dans lesquels la question du bien-être animal entre rarement en ligne de compte, en plaçant l'intérêt des animaux au cœur de sa démarche. L214 met ainsi en garde contre le risque de

fausses bonnes idées, comme le report de consommation de la viande rouge, la plus impactante pour le climat, vers la viande de volaille, dont la consommation explose depuis plusieurs années.

Le poulet est certes moins émetteur de gaz à effet de serre que le bœuf, mais les volailles issues d'élevages intensifs qui alimentent en masse les nuggets et cordons-bleus connaissent parmi les pires conditions d'existence : une vie de quelques semaines seulement en bâtiment fermé, dans des espaces à la densité maximale, des souches sélectionnées pour leur croissance rapide, entraînant problèmes osseux et pathologies...

Parmi les mesures présentées, L214 défend un moratoire sur les élevages intensifs, « où les animaux ne sortent pas à l'extérieur »,

selon Brigitte Gothière, et un plan de sortie et d'accompagnement des éleveurs. En parallèle, L214 propose une réorientation des subventions pour développer les légumes et les légumineuses.

Sur l'offre, l'association rappelle que la grande distribution, comme l'ont montré de récentes enquêtes, continue de promouvoir massivement la consommation de viande à bas prix, utilisée comme produit d'appel. L214 défend de son côté une présentation équitable dans les linéaires des produits d'origine végétale et suggère que dans les plats préparés, au moins une option végétale soit moins chère que l'équivalent contenant viande ou poisson.

Enfin, l'association insiste sur les actions à mener sur les « récits », en régulant notamment la publi-

cité. « On entend encore des discours arrêtés sur les régimes sans viande et on vante un modèle d'élevage paysan en France qui n'est pas la majorité », argumente Brigitte Gothière. On oublie que huit animaux abattus sur dix proviennent d'élevages intensifs et que ce modèle détruit l'emploi, un élevage intensif nécessitant 6 à 7 fois moins d'emplois qu'un élevage plein air. »

Le rapport est publié dans un contexte où la baisse des cheptels est considérée comme taboue par une partie des responsables politiques. Le gouvernement a mis en consultation en avril un projet de Stratégie nationale pour l'alimentation, la nutrition et le climat, dans lequel aucun objectif chiffré n'a été inclus pour la consommation de viande. ■

MATHILDE GÉRARD

Energie : les data centers rêvent de géothermie profonde

Face à des besoins exponentiels, l'industrie du numérique mise sur cette source d'énergie dont le caractère vert est sujet à caution

ENQUÊTE

A quelques kilomètres seulement de Las Vegas (Etats-Unis), une forte- resse blanche sans fenêtres s'étend le long de la Warm Springs Road. Voici Google Henderson, l'un des data centers exploités par le géant de la tech américaine dans le Nevada. En apparence, rien d'extravagant : un centre de stockage des données parmi d'autres, ces infrastructures hébergeant les milliers de serveurs indispensables à l'architecture numérique mondiale. Pourtant, le bâtiment possède une particularité. Pour assurer son importante consommation électrique, il recourt en partie à la géothermie profonde, une source d'énergie renouvelable encore peu exploitée.

Le principe ? Forer le sol sur des centaines voire des milliers de mètres pour utiliser la chaleur du sous-sol. Car si le procédé est déjà éprouvé depuis longtemps pour chauffer des habitations individuelles, les évolutions technologiques de l'Enhanced Geothermal System permettent désormais de creuser des puits jusqu'à 8 000 mètres et de fournir de l'électricité, en injectant dans ces profondeurs de l'eau remontant ensuite à la surface sous forme de vapeur convertie en énergie électrique par des turbines.

Fruit d'une collaboration entre Google et Fervo, jeune champion de cette géothermie nouvelle génération, le projet, lancé en 2021, reste expérimental. «A l'origine, notre partenariat avec Fervo était une expérimentation pilote, ajoutant une capacité de 5 à 6 mégawatts [MW] à l'alimentation électrique de nos data centers au Nevada. Mais, face au succès, nous prévoyons d'augmenter cette capacité de près de 115 MW», commente Maud Texier, ex-directrice du programme de décarbonation de Google, responsable de l'électrification des data centers de la multinationale en Europe, en Afrique et au Moyen-Orient, qui voit dans cette technologie un réservoir massif d'énergie bas-carbone.

Un contexte peu flatteur

La firme de Mountain View (Californie) n'est pas seule sur le créneau. En mai 2024, Microsoft et le fonds d'investissement émirati G42 annonçaient le financement au Kenya d'un immense centre de données alimenté par géothermie. En août 2024, Meta concluait un accord avec la start-up texane Sage Geosystems pour une capacité de 150 MW d'électricité destinée à alimenter ses data centers d'ici à 2027.

Dans un rapport publié en mars et depuis repris par tous les promoteurs de la géothermie profonde, le cabinet de recherche indépendant Rhodium se permettait une conclusion très optimiste : la technologie pourrait satisfaire près de deux tiers de la demande électrique des data centers d'ici à 2030. Un enthousiasme en partie porté par les progrès permettant un temps d'exploitation estimé entre vingt et soixante ans et la levée d'un obstacle géologique majeur. «La

chaleur n'est pas accessible à la même profondeur en fonction des territoires, et la géothermie profonde a longtemps été réservée à une poignée de pays aux conditions géologiques favorables, comme les Etats-Unis, l'Indonésie. Aujourd'hui, on peut creuser suffisamment profond pour libérer un potentiel géothermique un peu partout sur Terre», avance Drew Nelson, vice-président de Project InnerSpace, une ONG qui milite pour le développement de la géothermie profonde.

En réalité, l'engouement du numérique pour la chaleur souterraine s'ancre dans un contexte peu flatteur. La construction de data centers toujours plus grands et puissants s'accélère, portée par les besoins énormes de puissance de calcul des modèles d'intelligence artificielle (IA) génératives. Difficile d'obtenir des estimations précises dans cette industrie qui cultive l'opacité, mais, selon le cabinet de recherche privé ABI Research, le nombre de centres de données pourrait passer de 6 111 à la fin de l'année 2025 à plus de 8 300 en 2030, principalement en Asie-Pacifique, en Europe et en Amérique du Nord.

Surtout, les centres de données les plus massifs et les plus gourmands baptisés «hyperscalers» continueront de croître, passant de 567 à 738 au cours de la même période. Or, ce développement fulgurant s'accompagne d'une consommation électrique tout aussi importante, qui pourrait atteindre 3 % de la demande mondiale d'ici à 2030 (contre 1,5 % aujourd'hui), selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE). Comment satisfaire cet appétit ? Pour l'heure, l'une des réponses apportées par les champions de la tech contribue à accroître le réchauffement climatique : le recours aux centrales thermiques à gaz et au charbon. Et si elle explore d'autres options, à l'image du nucléaire, la tech aimerait voir dans la géothermie une solution miracle pour respecter ses objectifs de décarbonation.

«Le potentiel de la géothermie est évident, mais ses capacités opérationnelles ne sont pas celles requises par les data centers, prévient Peter Freed, responsable pendant dix ans de la stratégie énergétique de Meta, désormais directeur du cabinet de conseil spécialisé Near Horizon. Aujourd'hui, les projets géothermiques les plus ambitieux, et il y en a peu, annoncent des capacités de 150 MW. Les nouveaux data centers, eux, annoncent des capacités étendues [plus précisément des besoins en puissance]

La consommation électrique des centres de données pourrait atteindre 3 % de la demande mondiale d'ici à 2030



«La géothermie est une technologie prometteuse, mais elle ne sera jamais qu'une solution marginale»

THEO ALVES DA COSTA
coprésident de Data for Good

ne sera jamais qu'une solution marginale, estime Theo Alves Da Costa, coprésident de l'association spécialisée sur les enjeux sociaux et environnementaux de la technologie Data for Good. La vraie problématique, c'est celle de la rapidité de l'expansion des data centers et de la pollution de facto qu'elle entraîne. Pour cet ingénieur en IA, le sujet est, aussi, démocratique. «Ce qui se joue derrière cette course à de nouvelles sources d'énergie, c'est une volonté des géants de la tech de produire

une électricité en contournant le compteur électrique, c'est-à-dire directement pour leurs propres intérêts.» En mars 2024, on apprenait ainsi l'installation d'un data center d'Amazon Web Services dans l'enceinte même de la centrale nucléaire de Susquehanna, en Pennsylvanie. Une décision actuellement contestée par les autorités américaines, mais révélatrice d'une orientation stratégique de plus en plus assumée par l'industrie. ■

QUENTIN LE VAN

ON N'OUBLIE PAS QU'ILS SONT BÉNÉVOLES

LES SAUVETEURS EN MER SONT LÀ POUR VOUS
24H/24, 365 JOURS PAR AN.

SNSM
SAUVETEURS EN MER

200
ANS DU SAUVETAGE EN MER

DEPUIS 200 ANS ET POUR LONGTEMPS, DONNER À TERRE C'EST SAUVER EN MER.
FAITES UN DON SUR [SNSM.ORG](https://snsm.org)

Pour la SNCF, c'est certain, d'ici à 2030, 70 rames concurrentes circuleront sur les lignes à grande vitesse (LGV) les plus rentables. Attendue par les détracteurs de la compagnie ferroviaire nationale, redoutée par les défenseurs de feu son monopole, la concurrence est arrivée sur le rail français à pas feutrés sous la forme d'un train à livrée rouge, le Frecciarossa (« flèche rouge ») de la compagnie italienne Trenitalia, qui relie Paris à Lyon depuis 2020. Ils desserviront à partir du dimanche 15 juin Marseille depuis la capitale.

Même si la concurrence atteint désormais la cité phocéenne, elle demeure soutenable pour les 360 rames de TGV exploitées par SNCF Voyageurs, la filiale de l'entreprise historique qui les fait rouler. Mais qu'en sera-t-il demain si d'autres entreprises parviennent à se tailler la part du lion du juteux marché de la très grande vitesse qui « n'est pas un service public » et ne bénéficie d'aucune subvention, comme aime à le rappeler le patron de la SNCF, Jean-Pierre Farandou ?

Le sujet inquiète à tous les étages de l'entreprise, agite les syndicats et a même été abordé par les ministres de tutelle qui se succèdent. Plus qu'une simple perte de parts de marché, c'est tout l'équilibre financier de la grande vitesse française, et en fine le financement du réseau dans son ensemble qui sera au mieux perturbé, au pire menacé.

Depuis 2020, le marché de la grande vitesse est libre. Dans ce service librement organisé (SLO), n'importe qui peut (en théorie) faire rouler un train sur les rails que gère SNCF Réseau, la filiale chargée de l'infrastructure ferroviaire. Seules les lignes où roulent les TGV sont en SLO. Les autres sont progressivement ouvertes à la concurrence, mais selon un modèle diamétralement opposé. C'est l'Etat (pour les Intercités) et les régions (pour les TER) qui délèguent – ou délègueront d'ici à 2033 – par appel d'offres, ces lignes aux entreprises capables d'assurer ce service dit « conventionné ».

D'un point de vue économique, toutes les gares TGV ne se valent pas. A gros trait, explique-t-on à la SNCF, un tiers des dessertes ne sont pas rentables, un tiers sont à peu près à l'équilibre et seul un tiers d'entre elles sont bénéficiaires. Cette péréquation assure l'équilibre financier – et les bénéfices considérables – d'un réseau que les décideurs politiques n'ont pas voulu limiter aux stricts critères de la grande vitesse.

«DESSERTES POLITIQUES»

« Certaines dessertes sont contraires au modèle TGV, dont le but est de concurrencer l'avion, pas de faire le cabotage entre petites villes proches. A moins de 400 km, un trajet en TGV ne peut pas être rentable », observe Gilles Savary, ancien député socialiste de la Gironde et coanimateur de l'atelier sur le ferroviaire de la conférence de financement des infrastructures de transport – qui doit rendre ses conclusions en juillet au premier ministre, sur ce point et sur beaucoup d'autres.

Elles sont d'autant moins rentables que « la SNCF est prisonnière du modèle du train très capacitaires à deux étages, un matériel très onéreux peu adapté aux dessertes moins denses », note Michel Neugnot, élu (Parti socialiste) de Bourgogne-Franche-Comté et responsable de la commission transports et mobilité de l'association Régions de France.

Ces dessertes d'« aménagement du territoire », selon l'expression consacrée, sont en réalité des « dessertes politiques », selon Gilles Savary. Les collectivités locales ont participé, à des degrés divers, au financement du réseau et « ont obtenu en contrepartie d'avoir des gares TGV sur leur territoire », rappelle David Valence, élu Parti radical du Grand-Est et président du Conseil d'orientation des infrastructures. Parmi elles figurent les villes d'arrêt intermédiaire sur des grands axes comme Angoulême entre Paris et Bordeaux, ou Le Creusot (Saône-et-Loire), à mi-chemin entre Paris et Lyon, dont la desserte n'est pas économiquement justifiée.

Certaines lignes sont fragiles, car dans le dernier tronçon, le TGV circule sur le réseau classique et non plus sur une LGV (par exemple, les lignes qui desservent Grenoble, Brest ou Quimper). Ultime cas de figure, les trajets « intersecteurs » (comprendre : qui ne passent pas par Paris) souffrent d'un taux de remplissage trop bas pour être profitables, comme la liaison Marseille-Lille.

« La France est le seul pays où le TGV dessert 200 gares. Nous sommes très fiers de ce modèle de TGV à la française, mais pendant combien de temps va-t-on pouvoir l'assumer ? », s'inquiète Christophe Fanichet, PDG de SNCF



TGV : les équilibres ferroviaires ébranlés par la concurrence

La SNCF estime que 70 rames rivales silloneront les lignes à grande vitesse françaises en 2030. Le sujet inquiète à tous les étages de l'opérateur historique

Voyageurs. « La SNCF parle beaucoup de ce problème, mais ce qui est frappant, c'est qu'elle a bien du mal à chiffrer l'ampleur des pertes », remarque David Valence. Selon plusieurs sources, cette mission de service public assumée de fait par la SNCF coûterait 200 millions à 300 millions d'euros à l'entreprise chaque année. Ce que ne dément pas le patron de SNCF Voyageurs qui se borne à donner une estimation à « plusieurs centaines de millions d'euros ».

Et voilà que, dans cet édifice complexe et fragile, arrive la concurrence avec sa propre logique. A l'instar de Trenitalia, ceux qui espèrent pénétrer le marché français le feront sur les lignes rentables pour d'évidentes raisons économiques. Les Italiens ont attaqué le marché à l'est, à proximité de leur base arrière en Italie, où ils maintiennent leurs trains. Les Espagnols sont arrivés par le sud jusqu'à Marseille et Lyon et souhaiteraient aller, eux aussi, jusqu'à Paris – une stratégie contrariée par des déconvenues dans l'homologation de leurs trains.

A l'ouest, vers Bordeaux, Rennes et Nantes, un nouvel entrant est attendu en 2028 avec le projet Proxima, mené par une ancienne la SNCF, Rachel Picard. D'autres sont sur les rangs avec un modèle différent, comme Kevin Speed ou Le Train, qui ne prévoient pas seulement de grandes enjambées ultrarentables entre grandes villes. Ils pourraient, observe M. Neugnot, « adopter un modèle différent, avec des trains moins capacitairement, qui pourraient leur donner une certaine souplesse pour desservir les zones moins denses ».

TOUTES LES GARES TGV NE SE VALENT PAS. À GROS TRAIT, UN TIERS DES DESSERTES NE SONT PAS RENTABLES, UN TIERS SONT À L'ÉQUILIBRE ET UN TIERS SONT BÉNÉFICIAIRES

Le marché de la grande vitesse n'est pas forcément un jeu à somme nulle. Rien n'indique que la SNCF devra limiter ses circulations pour faire place à la concurrence, car le réseau est sous-exploité. « Les capacités disponibles sont significatives et nous travaillons encore à les augmenter », notamment sur le très emprunté axe Paris-Lyon, confirme Matthieu Chabanel, le patron de SNCF Réseau.

A la différence de son homologue de SNCF Voyageurs, il voit « la concurrence arriver d'un œil positif, car [ses] recettes sont liées au nombre de trains en circulation » qui s'acquittent d'un péage pour emprunter le réseau et dont les concurrents sont partiellement exonérés les trois premières années d'exploitation d'une ligne. Un optimisme que tempère toutefois Marc Ivaldi, président de l'Association française d'économie des transports : « Il n'est pas possible d'augmenter le nombre de sillons [les créneaux de circulation] indéfiniment et il n'y aura pas forcément assez de voyageurs pour remplir les nouveaux trains. »

ÉVITER LA DÉCRÉPITUDE

Cette offre nouvelle trouvera-t-elle son public au-delà de la clientèle actuelle ? Oui, soutiennent les concurrents, qui ont bien en tête que le marché est en forte croissance depuis l'après-Covid (14 % de voyageurs dans les TGV en plus en cinq ans). « Nous voulons faire voyager ceux qui ne le peuvent pas car les trains sont complets. Les 15 % de voyageurs qui restent à quai suffiront à remplir les 12 trains que nous avons commandés [au constructeur Alstom]. Notre ambition n'est pas de prendre

des voyageurs à la SNCF », explique un porte-parole du projet Proxima. C'est également ce que confiait Trenitalia au *Monde* en mars. Et ce sont aussi les mots... de la SNCF quand elle défend sa stratégie d'extension en Italie.

« Nos concurrents promettent d'emporter les voyageurs en plus. Mais moins de profitabilité pour SNCF Voyageurs, c'est un défi pour tout le système, pour les dessertes d'aménagement du territoire, comme pour l'entretien du réseau », redoute Christophe Fanichet, le patron de SNCF Voyageurs. Dans un scénario noir – qui n'apparaît pas comme le plus probable, selon de nombreux observateurs du secteur –, la SNCF ne serait plus capable de financer ces dessertes déficitaires. Pire, elle verrait ses bénéfices fondre alors que ceux-ci (1,6 milliard d'euros en 2024) abondent un « fonds de concours » destiné à régénérer le réseau ferroviaire. Et ce alors qu'il manquera à l'horizon 2028 1,5 milliard d'euros par an pour éviter sa décrépitude.

Fait rare, la direction, les syndicats et les ministres de tutelle s'accordent sur ce point. « La SNCF ne doit pas porter un sac à dos lourd en assumant seule les dessertes d'aménagement du territoire. Les règles du jeu doivent être les mêmes pour tous », selon François Durovray, éphémère ministre des transports (septembre à décembre 2024), qui fut l'un des premiers responsables politiques à s'émuvoir de ce problème.

Son successeur, Philippe Tabarot – qui n'a pas souhaité répondre au *Monde* – a lui aussi soulevé la question. « La concurrence n'est ni libre ni non faussée. Si on ne demande pas aux

Eurostar répond à ses futurs rivaux par un plan de croissance

De nombreux opérateurs, dont Virgin et Trenitalia, ont annoncé vouloir lancer des liaisons transmanche ces cinq prochaines années

La fin du monopole se profile pour Eurostar. Seul opérateur ferroviaire de transport de passagers à relier Londres au continent européen depuis l'ouverture du tunnel sous la Manche en 1994, la compagnie britannique détenue par la SNCF (55,75 %), la Caisse de dépôt et placement du Québec (19,31 %), la Société nationale des chemins de fer belges (18,5 %) et le fonds d'investissement américain Federated Hermes Infrastructure (6,44 %) risque fort à l'avenir de devoir croiser le fer avec les concurrents.

Depuis mi-mars, plusieurs opérateurs ont annoncé leur volonté d'entrer sur ce juteux marché de 11,5 millions de passagers en 2024, composé des lignes reliant Londres à Paris, Bruxelles et Amsterdam. C'est le cas du groupe britannique Virgin, propriété du milliardaire Richard Branson, qui compte réunir 700 millions de livres (830 millions d'euros) pour acheter 12 trains et desservir Paris et Bruxelles au départ de Londres en 2029. Mais aussi de Gemini Trains, une société anglaise créée par plusieurs personnalités du transport ferroviaire britannique et français, qui ambitionne de lancer Londres-Paris et Paris-Bruxelles, en 2029 également, avec «une dizaine de trains», selon Francis Nakache, ancien de Transdev et membre de la direction de la société.

Figure sur les rangs également la compagnie italienne Trenitalia, qui a annoncé, le 8 avril, prévoir 1 milliard d'euros d'investissements pour relier dans un premier temps Paris à Londres. Un projet qui pourrait passer, selon la maison mère de Trenitalia, Gruppo FS, par un partenariat avec l'espagnol Evolyn, lequel avait déjà manifesté son intérêt pour le transmanche en 2023. Enfin la néerlandaise Heuro s'était déclarée fin 2023 intéressée par la ligne Amsterdam-Londres, mais n'a plus communiqué depuis.

Deuxième solution : contraindre les opérateurs entrants à effectuer certaines dessertes en contrepartie d'un accès aux lignes rentables. Ce qui n'est pas évident à imposer alors que des projets sont lancés. «Si on changeait les règles du jeu, il n'est pas certain que les investisseurs resteraient dans un projet qui exige une forme de stabilité», redoute-t-on chez Proxima, qui a levé 1 milliard d'euros.

concurrents de faire la même chose, on tue le modèle économique du TGV», redoute Olivier Armand, secrétaire fédéral de l'UNSA-Ferroviaire qui estime, au diapason des autres syndicats du groupe, qu'il s'agit là d'une «distorsion de concurrence».

Plusieurs solutions sont esquissées pour sauver les dessertes d'aménagement du territoire. Premièrement, moduler les péages ferroviaires, qui représentent environ 40 % du prix d'un billet, un record en Europe, qui permet à la grande vitesse de fonctionner sans subvention. Plus élevés sur les lignes rentables, amoindris ailleurs, ils pourraient inciter les entrants à aller là où ce n'est pas économiquement évident aujourd'hui.

Deuxième solution : contraindre les opérateurs entrants à effectuer certaines dessertes en contrepartie d'un accès aux lignes rentables. Ce qui n'est pas évident à imposer alors que des projets sont lancés. «Si on changeait les règles du jeu, il n'est pas certain que les investisseurs resteraient dans un projet qui exige une forme de stabilité», redoute-t-on chez Proxima, qui a levé 1 milliard d'euros.

UN «PARADOXE»

Dernière possibilité, que l'Etat ou les régions mettent la main au portefeuille. «Puisqu'on ne reviendra pas en arrière, il faut subventionner les dessertes d'aménagement du territoire. C'est une mission de service public qui doit être rétribuée. C'est un paradoxe, en ouvrant un marché, on va obliger l'Etat à verser des subventions publiques!», s'indigne Fabien Villedieu de SUD-Rail. C'est un modèle qui existe déjà à la marge, notamment en Bretagne où, en vertu d'une convention entre la SNCF et la région, les «bouts de ligne» où les TGV roulent sur le réseau classique sont financés par des fonds publics.

«La pire des situations serait de laisser la SNCF s'en débrouiller toute seule», prévient David Valence. Il estime, comme plusieurs observateurs du monde ferroviaire, que le «moment de vérité» viendra quand la SNCF devra renouveler le matériel pour ces lignes. Sans garantie, engagera-t-elle des centaines de millions d'euros d'investissement pour des dessertes qu'elle ne pourra pas rentabiliser? Dans la négative, prévient-il, «ce serait la mort de ces lignes sans le dire». ■

JONATHAN PARIENTÉ

Un train Trenitalia en gare de Lyon Part-Dieu, le 21 mai.
FRANÇOIS GUENET/DIVERGENCE

Cet emballage n'est pas lié, comme en France, à une obligation réglementaire d'ouvrir ce marché, mais à la conjonction de plusieurs conditions opérationnelles nécessaires à l'arrivée de nouveaux acteurs. La première est une hausse de la capacité du tunnel de 400 à 1000 trains par jour, rendue possible par l'installation d'un nouveau système électrique depuis 2023, qui pourra même grimper à 1200 dans les années 2030, une fois intégré le système européen de gestion du trafic ferroviaire. La deuxième est une réduction drastique de dix à cinq ans du «time to market», le temps incompressible pour tout nouvel acteur entre la décision de lancer une ligne et le début des opérations. Jusqu'ici dissuasif pour de nouveaux entrants, il permet aux actionnaires d'espérer un retour sur investissement plus rapide.

«Les spécificités des trains circulant dans le tunnel ont été alignées sur la réglementation européenne (à l'exception de celle sur la résistance au feu), puis intégrées par les constructeurs de matériel roulant dès la conception des trains pour éviter aux compagnies ferroviaires de devoir apporter la modification après leur achat de trains», explique Julie Caro, directrice du développement de Getlink (ex-Eurotunnel), gestionnaire du tunnel sous la Manche.

Capacité des infrastructures

Enfin, s'ajoute à ces éléments la possibilité d'accéder au centre de maintenance londonien de Temple Mills, loué par Eurostar à l'Etat britannique, indispensable pour tout nouvel entrant. Le 31 mars, l'Office Rail and Road, le régulateur du secteur ferroviaire outre-Manche, a, en effet, déclaré que ce site pouvait traiter davantage de trains. Jeudi 5 juin, il a demandé à tous les candidats de lui détailler leurs projets, afin d'en juger la pertinence et de préparer l'attribution de la capacité disponible.

L'ARRIVÉE DE NOUVEAUX ENTRANTS POURRAIT ENTRAÎNER UNE BAISSE DES TARIFS DE 30 % ET UN TRIPLEMENT DU TRAFIC AU COURS DES QUINZE ANNÉES À VENIR

L'opération s'annonce complexe. Non seulement parce que Temple Mills ne pourra pas accueillir tous les candidats, même si, selon le régulateur, le site peut encore augmenter son activité moyennant des gains de productivité. Mais aussi parce qu'Eurostar prévoit une très forte croissance.

«Nous allons commander cette année 50 trains pour un montant de 2 milliards d'euros», explique Gwendoline Cazenave, directrice générale d'Eurostar. «Ils seront livrés à partir du début des années 2030 et permettront d'augmenter notre capacité en sièges de 35 % d'ici à la fin de la prochaine décennie.» A cette échéance, en tenant compte de la sortie de la flotte des rames les plus anciennes, Eurostar comptera 67 trains, contre 51 aujourd'hui, pour couvrir son réseau transmanche et continental hérité de sa fusion avec Thalys en 2022.

Sur l'axe Paris-Londres, l'entreprise table sur 2 millions de passagers supplémentaires, a-t-elle indiqué, mardi 10 juin, dans un communiqué présentant les résultats financiers 2024 du groupe. Avec un bénéfice (avant intérêts, impôts, dépréciation et amortissement) de 346 millions d'euros pour un chiffre d'affaires de 2 milliards d'euros, ces résultats confirment la bonne santé d'Eurostar, qui, en a profité pour annoncer l'ouverture de deux nouvelles liaisons transmanche à partir de 2030, Londres-Cologne et Lon-

dres-Genève. L'idée de faire de la place à Temple Mills n'est pas forcément vue d'un bon œil du côté d'Eurostar, qui compte d'autres sites de maintenance à Paris et à Bruxelles.

«Il y a plein d'autres endroits à Londres où l'on pourrait installer des dépôts, à East London ou Hashford par exemple», fait valoir Gwendoline Cazenave, en rappelant qu'Eurostar avait investi plus de 100 millions d'euros à Temple Mills et y emploie 450 personnes. Pour Francis Nakache en revanche, «rien ne justifie que la croissance d'Eurostar soit prioritaire pour l'attribution des capacités».

La bataille de Temple Mills met en lumière l'enjeu crucial de la capacité des infrastructures, autant pour la maintenance que pour les gares et les «sillons», ces précieux créneaux horaires d'utilisation des lignes ferroviaires. Si des projets d'augmentation de la capacité d'accueil sont bien avancés à la gare londonienne de Saint-Pancras et à la gare du Nord à Paris – pour 2029 –, et si de nouveaux sillons ont déjà été étudiés, la question de l'allocation de la capacité reste posée. «Il faut un cadre stable et de long terme qui définit les règles du jeu pour permettre à tous les opérateurs de se développer (...) et précise la priorité à donner entre les trains internationaux et les trains domestiques», ajoute Gwendoline Cazenave.

Eurostar joue gros. Selon une étude de London Saint-Pancras Highspeed, l'exploitant de la ligne ferroviaire reliant Londres à l'Europe via le tunnel, l'arrivée de nouveaux entrants pourrait entraîner une baisse des tarifs de 30 % et un triplement du trafic au cours des quinze prochaines années, à 35 millions de passagers. Un argument de poids pour les partisans de la concurrence, alors que les prix et la rentabilité d'Eurostar sont régulièrement pointés outre-Manche. ■

FABRICE GLISZCZYNSKI

Trains régionaux : l'arrivée de nouveaux entrants se concrétise, le 29 juin, à Marseille

Le premier TER à ne pas être siglé «SNCF» roulera à la fin du mois entre Marseille et Nice

Le Marseille-Nice de 5 h 57, dimanche 29 juin, sera le premier TER exploité par une entreprise ferroviaire privée. Ce premier lot a été attribué par la région Sud à Transdev aux dépens de la SNCF. L'entreprise franco-allemande est loin d'être une inconnue dans le monde des transports : elle est opératrice de nombreuses lignes urbaines de bus et de tramways en France et fait rouler des trains un peu partout dans le monde, en Allemagne, en Suède ou en Nouvelle-Zélande. Pourtant, elle joue gros sur ces 158 kilomètres de ligne le long de la côte méditerranéenne, tant les attentes de la région sont grandes.

«Quand nous avons été élus [en 2015], nous avions le plus mauvais réseau ferré de France, 20 % des trains en retard et 12 % de trains annulés. Et ça me coûtait de l'argent. Il faut désormais que les trains soient à l'heure, des pénalités financières sont prévues pour vous le rappeler», prévenait Renaud Muselier, président de la

région, lorsque les premiers des 16 nouveaux trains commandés pour l'occasion ont été présentés gare de Marseille, le 19 mai.

Lors de son discours devant l'état-major de Transdev, Renaud Muselier a rappelé que la libéralisation de la ligne n'avait pas été une mince affaire. Depuis 2018, les régions peuvent ouvrir à la concurrence les lignes de TER qu'elles gèrent. Marseille-Nice a été la première, une dizaine d'autres ont suivi et un premier cycle de délégations de service public (DSP) devra avoir été achevé en 2033 avec l'ouverture du marché pour les TER des régions Bretagne et Occitanie, qui ont décidé de conserver le monopole de la SNCF aussi longtemps que le permet la loi.

Dans un jeu où elle ne peut que perdre, la SNCF a pour stratégie de systématiquement tenter de conserver sa place. Avec un certain succès, dont on se dit plutôt satisfait à la direction de l'entreprise. Sur les dix lots déjà attribués par

les régions, la SNCF en a remporté sept, dont l'Ouest niçois attribué le 16 mai par la région Bourgogne-Franche-Comté. Seules trois lignes ont pour le moment échappé à l'entreprise historique : Marseille-Nice et Nancy-Contrexéville dans la région Grand-Est attribuées à Transdev, et le tram T12-T13 en Ile-de-France, remporté par la RATP.

Augmenter la cadence

Les régions ont profité de ces appels d'offres pour augmenter la cadence des trains. Sur le Marseille-Nice, la fréquence des liaisons doublera. Avec des trains neufs et une desserte multipliée par deux, Transdev fera mieux que la SNCF, préviennent les syndicats de la maison, vent debout contre l'ouverture du marché.

«Quoi que l'on pense de l'ouverture à la concurrence, elle a obligé les régions à réfléchir à ce qu'elles veulent vraiment et contraint la SNCF à produire le meilleur service au meilleur prix», rapporte une

source régionale familière des dossiers d'appel d'offres. «On bascule d'un monde où la SNCF était responsable de tout, à un monde où il y a beaucoup d'acteurs, dont la région. Nous passons d'opérateur subi, à opérateur choisi», résume le patron de SNCF Voyageurs, Christophe Fanichet.

Quels que soient les bénéficiaires des DSP à venir, ce sera un énorme changement de plus pour les cheminots de la SNCF. Quand une entreprise perd un marché, tous les salariés concernés sont automatiquement transférés vers celle qui l'a gagné. Ainsi, Transdev accueille une trentaine d'anciens de la SNCF. Et quand c'est la SNCF qui gagne, les salariés sont transférés vers une filiale ad hoc spécialement créée par l'entreprise publique pour répondre à l'appel d'offres, comme Sud Azur, qui exploitera l'Etoile de Nice. Au grand dam de nombreux cheminots qui voient, impuissants, l'unité de l'entreprise historique s'étioler. ■

JO. P.



PERTES & PROFITS | COMMUNICATION

PAR ISABELLE CHAPERON

La pub, secouée comme un Orangina

Toupie, grand huit, flipper, pendant cinquante ans les créatifs s'en sont donné à cœur joie pour mettre en scène des bouteilles d'Orangina dans les situations les plus mouvementées, afin que les consommateurs se souviennent de bien mélanger la pulpe du soda. Désormais, c'est l'industrie de la publicité elle-même qui est secouée en tous sens, entre consolidation, concurrence des Gafam (Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft) et irruption de l'intelligence artificielle (IA).

Derrière victime en date, Mark Read, 58 ans, directeur général de WPP, l'ancien numéro un mondial de la communication, détrôné en 2024 par le français Publicis en attendant la finalisation de la fusion entre les américains Omnicom et IPG au second semestre. Lundi 9 juin, le groupe britannique a fait savoir que M. Read quitterait le groupe en décembre. De quoi clarifier les débats juste avant le Festival Cannes Lions, la grande-messe de la pub qui s'ouvre lundi 16 juin.

Positions mouvantes

M. Read avait pris les rênes de WPP en septembre 2018, alors que son leader historique, Martin Sorrell, était débarqué par le conseil d'administration pour «mauvais comportement». Le nouveau patron s'était attaché à mettre de l'ordre dans un groupe construit à coups d'acquisitions. Mais, depuis un pic en

février 2022, le cours de Bourse de WPP a été divisé par deux, sanctionnant une croissance en berne. Dans le même temps, l'action Publicis a grimpé de 50 %.

Alors que WPP ne voit pas ses revenus augmenter en 2025, Arthur Sadoun, le PDG de Publicis, anticipe «une croissance comprise entre 4 % et 5 % en 2025, malgré le contexte incertain». Pourquoi une telle confiance quand le premier budget que les marques coupent par gros temps est précisément la pub? Après dix ans d'efforts et 12 milliards de dollars (10,53 milliards d'euros) d'investissement, notamment dans les spécialistes de données Epsilon et Lotame, Publicis assure disposer d'une technologie capable de lier investissements marketings et résultats commerciaux: en clair, un Heineken ou un Axa sera moins tenté de tailler dans ces dépenses s'il sait combien ça lui rapporte.

Avec 25 000 ingénieurs sur 100 000 collaborateurs, la firme créée en 1926 par Marcel Bleustein-Blanchet veut rivaliser avec Meta ou Google qui dominent le marché publicitaire numérique, Meta cherchant même à concurrencer les agences sur la pub classique. Alors que l'IA n'en est qu'à ses balbutiements, les positions restent mouvantes. Assistant dimanche à la victoire renversante de Carlos Alcaraz face à Jannik Sinner à Roland-Garros, Arthur Sadoun a pu s'en convaincre. ■

En Pologne, une galaxie de médias ultraconservateurs

L'ESSOR DES MÉDIAS RÉACTIONNAIRES EN EUROPE 6/9 Une grande variété de titres et de sites entretient des accointances avec les partis d'extrême droite

VARSOVIE - correspondance

L'élection présidentielle qui vient de s'achever en Pologne (les 18 mai et 1^{er} juin) et qui a abouti à la victoire du candidat nationaliste Karol Nawrocki l'a encore montré: la Pologne est un pays qui vote à 80 % à droite, dont à peine à 30 % pour la droite modérée. Le premier tour du scrutin a vu une poussée inédite d'une droite très extrême, à 21 %, et un score d'environ 30 % pour un nationalisme qui passe pour «conservateur» à Varsovie, mais qui dans les faits reste bien plus radical, sur le fond comme sur la forme, que le Rassemblement national français.

Autant dire que, dans ce contexte, l'offre de médias réactionnaires est grande. Ils sont nombreux, divisés en clans, plus ou moins en concurrence, chacun au service d'un courant de la droite dure. Ils se sont multipliés ces quinze dernières années, avec la montée des vagues populistes et ont bénéficié d'avantages financiers considérables, venant de l'Etat, durant les huit années de gouvernement (2015-2023) du parti nationaliste Droit et justice (PiS). Le magazine *Press* estime cette manne à 1,36 milliard de zlotys (318 millions d'euros), essentiellement à travers les publicités

des entreprises publiques, mais aussi de subventions directes.

Qu'ils fassent partie de la myriade des médias ultra-catholiques ou de la catégorie des «snipers politiques» nationalistes (ils ont pour but de démolir ceux qu'ils considèrent comme leurs ennemis), ces publications se caractérisent par la critique virulente de l'Union européenne, ainsi que par une rhétorique anti-immigration, anti-LGBT et climatosceptique. Ils ne se contentent pas de véhiculer leurs idéologies, mais ont tous en commun une tendance à la création de narrations alternatives, où les faits ont une importance relative. Manipulations grossières, «unes» aux photomontages scabreux, langage de haine et incitation à la violence, ouvrant la voie à tous les excès.

Violence sans équivalent

Il y a tout d'abord les porte-parole officiels du parti de Jaroslaw Kaczynski, le tout-puissant patron du PiS. Ce sont les frères Michał et Jacek Karnowski, et leur hebdomadaire *Sięci* («les toiles»). Une publication utile pour décrypter la ligne officielle du parti dans toutes ses subtilités, ses stratégies de communication, ses angles d'attaques vis-à-vis des adversaires. Durant les années PiS, leur modeste entreprise s'est enrichie au point de lancer, en 2017, une chaîne d'information en continu. Parmi ses unes célèbres figure un photomontage montrant l'ex-première ministre libérale Ewa Kopacz (2014-2015) en burqa, tenant dans ses mains des charges d'explosifs, titré «[Elle] nous organise un enfer sur ordre de Berlin», dans le contexte de la crise migratoire de 2015.

En bonne place sur l'échiquier réactionnaire, on trouve ensuite l'organisation du journaliste d'extrême droite Tomasz Sakiewicz, déclinée autour de l'hebdomadaire *Gazeta Polska*, sa variante en format quotidien, son influent site internet *Niezależna* («l'indépendante»), et sa chaîne d'information en continu TV Republika. Cette dernière est devenue, à l'oc-

Enfin, reste l'empire médiatique ultra-catholique du prêtre Tadeusz Rydzyk, concentré autour de Radio Maryja («radio Maria»),

Les publications se caractérisent par la critique virulente de l'UE, une rhétorique anti-immigration, anti-LGBT et climatosceptique

casion de la dernière présidentielle, la deuxième chaîne du pays, avec 7 % de part d'audience.

Il faut dire que l'entreprise a récupéré l'essentiel des «journalistes» des médias publics de l'époque du PiS, qui étaient durant huit années des canaux de propagande gouvernementale, d'une violence sans équivalent au sein de l'Union européenne (UE). La ligne éditoriale des médias de Tomasz Sakiewicz est considérée comme encore plus radicale sur le fond, et plus agressive sur la forme, que celle des frères Karnowski.

Gazeta Polska a par ailleurs été le fer de lance de la propagation de la théorie complotiste selon laquelle la catastrophe aérienne de Smolensk, dans laquelle a péri en 2010 le président Lech Kaczynski (frère jumeau de l'actuel patron du PiS) et d'autres responsables polonais – une véritable catastrophe nationale – était un complot fomenté par le Kremlin, avec la complicité des politiques libéraux polonais, l'actuel premier ministre Donald Tusk en tête. Cet événement fut le début de la polarisation profonde du débat public polonais, qui n'a cessé de se creuser. Autre particularité de *Gazeta Polska*: les «clubs» dont le journal dispose à travers toute la Pologne et à l'étranger, chez les Polonais de l'émigration, une sorte de société civile qui constitue l'électorat le plus fidèle et le plus radicalisé du PiS.

Comme le souligne Andrzej Skwarcz, rédacteur en chef du magazine *Press*, «le point commun entre ces médias est leur coopération ouverte avec le PiS ou d'autres partis de la droite dure. Certains politiques en sont même copropriétaires. Leurs journalistes ne respectent aucun standard éthique. Tout en se disant anti-Russes, ces médias, hostiles à l'UE ou à l'Ukraine, font par leur narration le jeu du Kremlin». ■

JAKUB IWANIUK

Prochain article Aux Pays-Bas, la chaîne ON! est soutenue par des dirigeants d'extrême droite

gramme du groupe, afin d'écartier les profils les plus militants. Il a d'abord limogé les principaux promoteurs du projet de télévision. Puis en mai, il s'est défaît de dirigeants de la Cadena SER, la radio la plus écoutée d'Espagne.

Ces derniers mois, Pepa Bueno était tombée en disgrâce auprès du président de Prisa, pour avoir publié une interview d'un des responsables du projet de TNT, et avoir résisté aux consignes éditoriales qui lui étaient données. Son licenciement intervint malgré une amélioration des chiffres d'*El País*. En quatre ans, le nombre d'abonnés est passé de près de 110 000 à plus de 420 000.

Cinq éditions ont été lancées en Colombie, au Chili, en Argentine et aux Etats-Unis en espagnol et en anglais. Et de grandes enquêtes ont mis au jour l'ampleur de la pédocriminalité dans l'Eglise espagnole. Cependant, le journal a aussi été critiqué pour son militantisme en faveur du gouvernement de gauche mené par Pedro Sanchez, alors que plusieurs enquêtes visent son entourage. ■

SANDRINE MOREL

Le Monde

Cet été, embarquez pour des vacances ludiques et culturelles !

Des monuments, en passant par la gastronomie, la faune ou l'art, testez vos connaissances sur le patrimoine français à travers près de 120 jeux et quiz, et des anecdotes aussi passionnantes que captivantes !

Apprenez en vous amusant !

Le Monde CAHIER DE VACANCES ADULTES

JOUEZ AVEC LES TRÉSORS CULTURELS DE FRANCE

120 JEUX ET QUIZ

Chez votre marchand de journaux et sur lemonde.fr/boutique

La directrice d'« El País » limogée

Une bataille au sein du groupe Prisa oppose le financier Joseph Oughourlian aux actionnaires proches du gouvernement socialiste

MADRID - correspondante

La directrice du quotidien espagnol *El País* est la dernière victime de la bataille actionnariale qui se déroule au sein du conseil d'administration du groupe de médias Prisa (actionnaire minoritaire de la holding propriétaire du Groupe Le Monde). Le 4 juin, Pepa Bueno, 61 ans, qui occupait ce poste depuis 2021, a été limogée sans explication, si ce n'est l'ouverture d'une nouvelle étape au sein du quotidien espagnol. «Pepa quitte *El País* avec plus de 400 000 abonnés et six éditions en Amérique. Son mandat a été clé pour consolider le changement stratégique du journal», a annoncé le conseil d'administration, présidé par le financier français Joseph Oughourlian, premier actionnaire par le biais de son fonds d'investissement, Amber Capital, avec 29,9 %.

Seule femme à diriger un grand journal en Espagne, elle a été remplacée par le directeur des éditions américaines d'*El País*, Jan Martinez Ahrens, 59 ans. «Son expérience en Amérique est essen-

tuelle pour récupérer l'importance de notre journal dans ces temps où le contexte géostratégique mondial marque l'actualité», a commenté M. Oughourlian. Pour la presse conservatrice espagnole, il ne fait pas de doute que le licenciement de Pepa Bueno est un nouvel avertissement lancé par le président de Prisa aux actionnaires, proches du gouvernement socialiste. Pour l'heure, sans succès.

Rassemblés au sein d'un véhicule financier, Global Alconaba, leur objectif est de garantir sur le long terme l'orientation de gauche du groupe, en cas de retour de la droite au pouvoir, et de créer une chaîne de télévision sur la TNT d'information progressiste avant les législatives de 2027. Des ambitions qui vont à l'encontre des priorités de M. Oughourlian, désireux d'assainir le groupe, plombé par les dettes, avant de le vendre.

Face à ces «rebelles», en mars, le financier a resserré son contrôle sur Prisa en se faisant nommer président d'*El País* et en bouleversant en profondeur l'organi-

Dans les villes chinoises, le gouffre financier des métros

Le coût des chantiers géants puis les frais de fonctionnement colossaux ont lesté les finances de nombreuses municipalités

PÉKIN - correspondance

Ces derniers jours, la presse économique et plusieurs observateurs chinois ont découvert, médusés, le niveau d'endettement de 28 compagnies de métro chinoises : 4300 milliards de yuans (525 millions d'euros). Immaculées, climatisées, automatisées, ces infrastructures offrent un mode de transport aussi pratique que prestigieux pour les villes qui s'en emparent. Mais leur coût de fonctionnement s'avère exorbitant. Sur les 55 villes chinoises disposant d'un réseau de métro, 28 ont rendu publics leurs résultats d'exploitation pour l'année 2024.

On y apprend, par exemple, que la compagnie du métro de Shenzhen, le plus fréquenté du pays derrière celui de Shanghai avec des pics journaliers de 11,8 millions de passagers, affiche une perte quotidienne de 100 millions de yuans. En 2024, le déficit de l'entreprise, qui appartient à la municipalité, a atteint 33,46 milliards de yuans, a rapporté, la 28 mai, le média économique en ligne *Zhigu Qushi*.

Autre exemple avec le métro de Foshan (Guangdong). L'entreprise a généré 586 millions de yuans en billetterie et reçu 2 milliards de yuans de subventions publiques, mais elle a dépensé 2,7 milliards de yuans et terminé l'année dans le rouge. A Chongqing, les charges en personnel représentent la moitié du coût total de fonctionnement (énergie, main-

nance...). La sécurité est aussi un poste de dépense majeur : une station de métro chinoise fonctionnant comme une gare ou un aéroport, avec des passagers et leurs sacs scannés dès l'entrée, sans parler des vigiles pléthoriques patrouillant sur les quais et dans les rames.

En 2018, anticipant des dérapages, le Conseil d'Etat avait interdit aux villes de moins de 3 millions d'habitants ou celles dont le produit industriel brut est inférieur à 300 milliards de yuans de se lancer dans l'aventure grisante du métro. Puis, à partir de 2021, les mesures de restrictions se sont étendues aux grandes villes : aucune nouvelle ligne autorisée, sauf pour celles déjà équipées d'un réseau et assez riches pour l agrandir.

Pannes intempestives

A l'image des lignes de train à grande vitesse, déployées à présent sur 48 000 kilomètres à travers la Chine, le métro s'est déployé en à peine deux décennies, au diapason de son urbanisation effrénée. Jusqu'à l'an 2000, seules quatre villes chinoises disposaient d'un métro. Et seule Pékin proposait plusieurs lignes. Depuis, la capitale s'est largement étalée pour disposer à présent de sept périphériques et de 29 lignes de métro (contre 16 à Paris). En moyenne, un adulte pékinois parcourt 22 kilomètres par jour entre son logement et son lieu de travail.

Comme pour le train, cette frénésie de chantiers pharaoniques a généré du travail à foison, de la croissance mesurable et attiré

En moyenne, un adulte pékinois parcourt 22 kilomètres par jour entre son logement et son lieu de travail

d'importantes subventions du gouvernement central, surtout lorsqu'elles concernaient les provinces les moins développées.

Mais un kilomètre de métro chinois coûte entre 500 millions et 600 millions de yuans, rappelle le média en ligne *Zhigu Qushi*, soit 6 à 7 fois plus cher qu'une ligne de train à grande vitesse, ce que ni les subventions publiques, ni le prix du ticket – toujours moins de 1 euro – ne semblent en mesure d'amortir. C'est la raison pour laquelle Pékin rabote la longueur de ses nouvelles lignes en construction. Ou que Chongqing s'apprête à augmenter très fortement le prix du billet, resté à 2 yuans seulement durant vingt ans.

Partout, les compagnies de métro se savent aux prémices d'une cure d'amaigrissement. Et ce ne sont pas les seules car ces difficultés financières touchent aussi les exploitants de tramways. La ville de Tianshui, dans le Gansu, dispose d'un tramway depuis cinq ans, mais a annulé en janvier 2024 son plan de construction de 19 nouvelles stations, bien incapable de financer les ponts et

tunnels pour passer sous ou au-dessus de plusieurs cours d'eau.

Et en mai 2024, la ville de Zhuhai (Guangdong) s'est résolue à démanteler son réseau de tramways après sa mise à l'arrêt en 2021. La cause d'une telle débâcle : une fréquentation 20 fois inférieure aux prévisions officielles et des pannes intempestives de son réseau électrique enterré, plombant les dépenses d'entretien.

Cet empilement de déconvenues n'est pas seulement le résultat d'onéreux chantiers ou de maigres recettes mais aussi de stratégies risquées. Quand des entreprises publiques de construction ont creusé ces lignes de métro, elles ont acheté des droits d'usage de terrain avant l'annonce de la construction pour les céder au prix fort, à des promoteurs immobiliers, juste après.

A Shenzhen, le constructeur et opérateur du métro est même allé au-delà, en devenant l'actionnaire principal, en 2016, de Vanke, le deuxième promoteur du pays. Mais, à partir de 2020, la crise immobilière met à mal cette stratégie. Résultat, à Foshan, la ligne 3 contourne un quartier de 500 000 habitants pour mieux desservir, en périphérie, des chantiers de construction inachevés. Et à Ningbo, une ligne a pour terminus une vaste friche agricole. A Shenzhen, la compagnie de métro s'est résignée à renflouer Vanke à hauteur de 14,9 milliards de yuans, en incluant une dernière rallonge de 3 milliards ce lundi 9 juin, selon Yicai Global. ■

JORDAN POUILLE

A la conférence des développeurs d'Apple, l'IA avance au ralenti

La firme à la pomme n'a livré aucune information sur la date de livraison de l'assistant Siri amélioré qu'elle avait évoqué en 2024

C'est une fenêtre ouverte sur les innovations logicielles qui équiperaient les iPhone, iPad et Mac dans l'année à venir. La conférence mondiale des développeurs (WWDC), diffusée lundi 9 juin sur Internet, s'est ouverte sur l'image de synthèse d'une formule 1 tournant à haute vitesse sur le toit du siège d'Apple, une immense boucle de verre et d'acier implantée au cœur de la Silicon Valley, en Californie.

Une manière de célébrer l'arrivée dans les salles de cinéma, le 25 juin, du film *F1*, produit par Apple, avec Brad Pitt dans le rôle principal. Une façon aussi de poser une atmosphère de vitesse et de performance avant d'embarquer sur la course à l'intelligence artificielle (IA) dans laquelle la marque a engagé ses appareils depuis un an – même si Apple a mis un coup de frein début mars en admettant que la fonction la plus spectaculaire d'Apple Intelligence, son assistant personnel Siri dopé à l'IA, serait retardée au moins jusqu'à 2026.

De ce nouveau Siri, théoriquement capable de comprendre et épauler beaucoup plus efficacement ses usagers, il ne fut question à aucun moment lundi. A la décharge d'Apple, tous les Gafam (Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft) sont engagés dans la même course aux IA capables d'effectuer des tâches complexes à la place de leurs usagers, et toutes progressent lentement.

Apple s'est contenté de présenter des outils sous l'IA moins ambitieux. Les principaux : une fonction de recherche visuelle sera proposée lorsqu'on prendra une capture d'écran ; un outil de traduction automatique sera disponible lorsqu'on enverra un message textuel, lorsqu'on passera un coup de fil, un appel en visiophonie, ou même pour comprendre des paroles de chansons affichées dans Apple Music – avec une efficacité restant à déterminer. L'outil de génération visuelle Image Playground progressera lui aussi : il sera bientôt connecté à ChatGPT, permettant de créer des images plus réalistes que celles qui étaient générées jusqu'à présent, ou d'imaginer des émoticônes plus personnalisées.

Raffinement des iPad

Cette année, les promesses les plus intrigantes de la WWDC n'étaient donc pas estampillées « IA ». La principale ciblait les iPad : dans quelques mois, il deviendra possible de rapetisser ou d'agrandir leurs fenêtres librement comme celles d'un Mac, et d'y faire apparaître les trois petits boutons classiques rouges, jaunes et verts, qui permettent de fermer, réduire, ou agrandir ces fenêtres. Voir d'afficher en haut de l'écran un menu textuel ressemblant beaucoup à celui d'un ordinateur. Bref, les iPad se rapprocheront de l'ergonomie des MacBook sans pour autant devenir aussi complexes à manier,

puisque ces raffinements resteront partiellement dissimulés.

Plus intriguant : sur les Mac, la recherche Spotlight s'enrichira d'automatismes permettant, selon Apple, de mener certaines tâches fréquentes plus rapidement. En tapant deux lettres, on pourra appeler une tâche précise – rédiger un message par exemple – puis embrayer, dans ce cas, en précisant un contact et taper un message, sans quitter la fenêtre de recherche.

Un autre changement devrait sauter aux yeux : les menus des tablettes, smartphones et ordinateurs d'Apple seront rafraîchis. Désormais transparents, leurs barres et les boutons flotteront au-dessus des applications. Ils seront cerclés d'un petit rebord évoquant la tranche d'un objet en verre. Selon Apple, il s'agit du premier gros changement graphique depuis iOS 7, le logiciel des iPhone annoncé il y a onze ans.

Parmi les petites nouveautés, on pourra donner un léger effet 3D aux photos capturées en deux dimensions, ou utiliser son iPhone comme micro. Une partie de ces innovations sera disponible d'ici à octobre avec la mise à jour du logiciel des iPad, iPhone et Mac. Le système d'exploitation des iPhone, iOS 18, ne s'appellera pas iOS 19, mais iOS 26, une nouvelle numérotation reprenant les deux derniers chiffres de l'année 2026, qui a le mérite d'être claire et élégante. ■

NICOLAS SIX

La relance de la papeterie Chapelle-Darblay reçoit le soutien décisif de l'Etat

Le repreneur, le canadien Fibre Excellence, appuyé par Veolia, devrait pouvoir lever les fonds privés qui lui manquent

Une « magnifique victoire », preuve que « la lutte syndicale paie », a salué la CGT, qui soutient le projet depuis cinq ans

La route est encore longue jusqu'à la reprise de l'activité de la papeterie Chapelle-Darblay à Grand-Couronne (Seine-Maritime), mais ses soutiens veulent croire qu'une « étape-clé » vient enfin d'être franchie.

Après des mois de lobbying de la CGT et des collectivités locales, et un ultimatum de l'industriel Fibre Excellence menaçant de jeter l'éponge d'ici au mardi 10 juin,

l'Etat s'est finalement engagé par écrit à soutenir financièrement ce

projet emblématique à plus d'un titre, lors d'une énième réunion à

Bercy, vendredi 6 juin.

Une « magnifique victoire », preuve que « la lutte syndicale paie », a salué la CGT dans un communiqué, rappelant « le temps qu'il aura fallu pour éviter la destruction de ce fleuron industriel » : « 2096 jours, soit 5 ans, 8 mois et 26 jours ».

Le projet est en effet porté depuis l'origine par les représentants CGT de l'usine, seuls rescapés de la fermeture du site annoncée fin 2019 par son propriétaire UPM (228 licenciements). L'usine nonagénaire qui produit alors du papier 100% recyclé à partir de 480 000 tonnes de déchets de papier par an – l'équivalent de ce que rejettent 24 millions d'habitants – n'est pas jugée assez compétitive, et la demande de papier journal décline.

Droit de préemption

Alors qu'un consortium d'acheteurs propose une reconversion dans l'hydrogène vert, la CGT bâtit un plan alternatif et en fait le projet phare de son alliance « Plus jamais ça » avec les organisations Attac et Greenpeace, pour une réindustrialisation respectueuse de l'environnement.

Il reçoit rapidement le soutien des collectivités locales, puis de 80 maires de grandes villes, dont Anne Hidalgo et Edouard Philippe et bientôt celui du premier ministre Jean Castex. A l'automne 2021, alors que la papeterie est sur le point d'être vendue au projet hydrogène, la métropole Rouen-Normandie fait barrage en usant de son droit de préemption. Un geste inédit qui « marquera l'histoire sociale et juridique », loue la CGT.

Porté par Veolia, géant du déchet, et par le canadien Fibre Excellence, leader de la production de pâte à papier marchande en France, ce projet créateur de 170 à 185 emplois directs, prévoit la conversion du site à la production de papier pour ondulé pour emballages carton à partir de papier recyclé, ainsi que la refonte de la chaufferie biomasse.

Depuis, si tous les feux verts administratifs ont été obtenus, le financement n'est toujours pas bouclé. Selon les dernières évaluations, il faudrait 281 millions d'euros à Fibre Excellence – qui a déjà investi près de 24 millions d'euros pour le rachat du site et son maintien en l'état – pour le faire aboutir. Or, son niveau de fonds propres n'est pas suffisant pour lever de la dette privée. Raison pour laquelle ces soutiens ont

Certains pointent le risque de saturation du marché du carton d'emballage, deux concurrents étant implantés en France

« Ça commence à bien faire, ça fait des années qu'on nous balade d'un premier ministre à un autre, d'un ministre de l'industrie à un autre. A chaque fois, on a une réunion avec un nouveau conseiller tout beau tout gentil, et on doit réexpliquer le dossier, mais, nous, ça fait cinq ans qu'on est mobilisés ! On est en « absurde ! », s'indigne alors à ses côtés le président de la métropole Rouen-Normandie, Nicolas Mayer-Rossignol (Parti socialiste), menaçant même d'une enquête parlementaire « sur les raisons d'une telle procrastination ».

Modalités encore à définir

Bipfrance a refusé de commenter, mais certains pointent le risque de saturation du marché du carton d'emballage, deux concurrents étant implantés en France, ou encore le manque de main-d'œuvre. Vendredi, c'est en tout cas directement l'Etat qui a confirmé son appui financier dans un courrier : 24,9 millions d'euros en subventions diverses par le biais d'appels à projets et 27 millions « sous forme de fonds propres ou quasi-fonds propres », selon des modalités encore à définir. Pour la CGT, c'est une « entrée au capital ». « Sans cet engagement, tout pouvait s'arrêter mardi », résume, soulagé, Julien Sénaclé, ancien secrétaire CGT du comité social et économique du site.

Ce soutien reste « conditionné à la levée de fonds privés que doit désormais engager Fibre Excellence », précise cependant Bercy. L'entreprise s'est refusée à tout commentaire. « A Chapelle-Darblay, c'est tout un symbole industriel qui peut renaître », a d'ailleurs réagi prudemment le ministre de l'Industrie, Marc Ferracci, sur LinkedIn. « En 2022, la promesse de soutien de Castex n'était pas formalisée. Maintenant que l'on a un engagement écrit, je n'ai plus aucune inquiétude », assure Cyril Biffaud. « C'est une histoire avec tellement de rebondissements, qu'on reste toujours prudent, confie Nicolas Mayer-Rossignol. Mais un verrou énorme est levé. » ■

ALINE LECLERC

Le rapport au travail se construit dès l'enfance

Spectatrice des difficultés professionnelles des parents, la génération Z oscille entre reproduction et rejet

ENQUÊTE

Mathéo n'a pas encore mis les pieds dans un bureau qu'il est déjà désempêché du travail. Adolescent, il observe sa mère rentrer du boulot, année après année, toujours plus accablée. «Elle a été pendant plus de vingt ans à La Poste. Elle a toujours travaillé très dur pour pouvoir évoluer, partant sans qualification. Mais elle a vu son travail perdre son sens», raconte le jeune homme (qui a demandé à garder l'anonymat), aujourd'hui âgé de 25 ans et résidant en Bretagne. Dans un contexte de rationalisation des services publics, elle subit «des changements de postes forcés, des objectifs chiffrés inatteignables, des tensions grandissantes avec la clientèle», relate Mathéo, qui a vu ces difficultés peser sur le moral de sa mère.

De ce premier aperçu, lui est restée la conviction que le «monde du travail est un piège», résume-t-il. J'ai bien constaté que les efforts qu'on peut faire, comme salarié, se heurtent à des murs». A l'heure où Mathéo fait désormais son entrée sur le marché de l'emploi, après des études en médiation culturelle, il peine à se projeter dans un horizon professionnel serein. «Surtout que j'ai déjà l'impression de suivre, j'ai enchaîné les stages et j'ai encore dû me contenter d'un contrat ultraprécaire, en service civique. Quand je pense à l'avenir, c'est l'incertitude», témoigne-t-il. Pour lui, pas de doute : il est plus raisonnable de «trouver du sens ailleurs que dans la vie professionnelle».

C'est dans l'intimité des foyers que le rapport au travail commence souvent à se forger, dès l'enfance. La façon dont les parents parlent de leur emploi, les valeurs ou attentes qu'ils transmettent influencent les trajectoires embrassées par leurs enfants. Même quand cela n'est pas exprimé à l'oral, constate la psychologue Isabelle Méténier, autrice d'*Histoire personnelle, destinée professionnelle* (Dervy, 2016) : «Les non-dits et les affects qui traversent la famille jouent un rôle central dans la manière dont l'enfant investira plus tard le travail.»

Refuser les échelons

Gabrielle (qui souhaite rester anonyme), 29 ans, a grandi avec l'idée que travailler dur est la condition de l'émancipation. Issus de meilleurs ouvriers paupérisés, ses parents se sont élevés socialement et économiquement en devenant petits commerçants, boulanger puis buralistes en Ille-et-Vilaine. Enfant, elle les voit consacrer sept jours sur sept et douze heures par jour à leur vie professionnelle. «J'avais beaucoup d'admiration, ils avaient tellement donné pour sortir de la galère.» Elle met tôt la main à la pâte, aidant après l'école dans le commerce familial.

«Mes parents m'ont appris qu'il faut pouvoir se débrouiller seule, ne jamais dépendre de quelqu'un, décrit-elle. Pendant mes études, j'ai tenu à travailler à côté. C'était une grande fierté de recevoir mes premiers salaires.» Si Gabrielle n'a pas souhaité se lancer dans le commerce comme ses parents, elle poursuit leur modèle de la-beur. Cadre dans une association consacrée au handicap, à Paris, elle ne compte pas ses heures : «Même quand je suis malade, je refuse d'être en arrêt!»

Chez les jeunes générations dont les parents se sont extraits de leur classe sociale d'origine ou sont passés par des parcours de migration, des «loyautés invisibles» sont souvent à l'œuvre, observe Isabelle Méténier. «L'enfant se sent régulièrement le devoir d'honorer les efforts de ses parents. Il s'agit d'être loyal en réalisant soi-même ce que le parent n'a pas été en droit ou en capacité de faire, ou en poursui-



FRED PÉAULT

«L'enfant se sent le devoir d'honorer les efforts de ses parents en réalisant soi-même ce qu'ils n'ont pas pu faire»

ISABELLE MÉTÉNIER
psychologue

vant son parcours d'ascension sociale», détaille-t-elle.

Petite, Mathilde Billotte observe avec fascination la passion de ses parents pour leurs postes dans le médico-social. C'est par le travail, comprend-elle alors, qu'on peut espérer laisser une empreinte. Alors qu'ils enchaînent les heures supplémentaires bénévoles pour des projets engagés auprès de jeunes et de personnes handicapées, elle a «vite compris qu'ils faisaient des métiers importants pour la société, et [elle] ne leur en a jamais voulu d'être peu à la maison. Cela l'a beaucoup inspirée».

A 27 ans, cette graphiste a fait une croix sur les grandes agences prestigieuses et les contrats très rémunérateurs avec des marques, où elle a senti ne «pas avoir d'impact positif sur le collectif». «Je travaille en free-lance maintenant, surtout pour des associations, et je me dégage du temps bénévole de création pour des initiatives engagées», explique Mathilde. Je ne roule pas sur l'or, mais c'est cette priorité qui m'a été transmise.»

A cette nuance près : contrairement à ses parents, elle s'astreint à couper, notamment pendant les vacances. «Leur passage à la retraite a coïncidé avec mon arrivée sur le marché de l'emploi. Je les ai vus s'ennuyer profondément et même sombrer quand le travail a disparu», confie-t-elle. Cela m'a beaucoup inquiétée. Depuis, je veux m'assurer d'avoir des loisirs hors du travail.»

«Mes parents m'ont appris qu'il faut pouvoir se débrouiller seule, ne jamais dépendre de quelqu'un, décrit-elle. Pendant mes études, j'ai tenu à travailler à côté. C'était une grande fierté de recevoir mes premiers salaires.» Si Gabrielle n'a pas souhaité se lancer dans le commerce comme ses parents, elle poursuit leur modèle de la-beur. Cadre dans une association consacrée au handicap, à Paris, elle ne compte pas ses heures : «Même quand je suis malade, je refuse d'être en arrêt!»

Chez les jeunes générations dont les parents se sont extraits de leur classe sociale d'origine ou sont passés par des parcours de migration, des «loyautés invisibles» sont souvent à l'œuvre, observe Isabelle Méténier. «L'enfant se sent régulièrement le devoir d'honorer les efforts de ses parents. Il s'agit d'être loyal en réalisant soi-même ce que le parent n'a pas été en droit ou en capacité de faire, ou en poursui-

La jeune génération tire des leçons de ce qu'elle a observé chez ses parents. Pauline (qui préfère faire son nom de famille) a mis un point d'honneur à s'économiser après avoir vu son père, commercial, s'user au travail. «Il a tout donné à sa carrière au point que, petite, je ne le visualisais qu'en costume cravate. Il a fini par faire un gros burn-out et une dépression qui a duré six ans. Je ne veux pas reproduire ce modèle», assure cette chargée de communication de 31 ans. Si elle se plaît dans son travail, la toulousaine a décidé qu'il ne serait pas «central» dans sa vie. Jusqu'à refuser de monter les échelons dans son entreprise.

Quand le père d'Enora (le prénom a été modifié) arrive à la retraite, après avoir travaillé toute sa vie d'arrache-pied dans un ministère, il est en mauvaise santé et se retrouve sans cercle intime – ses connaissances étaient toutes liées à sa vie professionnelle. Adolescent, elle observe avec effroi les conséquences à retardement de son surinvestissement au travail : «Il n'avait jamais pris le temps de prendre soin de lui, de faire du sport.» Il décède quelques années après. «Pour moi, c'était un contre-modèle. A quoi bon travailler autant?», s'exclame la jeune femme de 27 ans. Elle s'était juré de ne pas en faire autant. Et pourtant... «Je me rends compte que, malgré moi, j'en prends la voie», constate celle qui est devenue diplomate après des études

de sciences politiques. Alors qu'elle se perd dans un travail trop chronophage à songe, et qu'elle commence à expérimenter des troubles digestifs liés au stress, Enora cherche activement à se reconvertis, loin du chemin tracé par son père.

Stabilité remise en cause

Cette jeune génération a été aux premières loges pour constater l'impact, dans sa famille, d'une «dégradation des conditions de travail» qui s'est opérée ces dernières décennies, note la sociologue Danièle Linhart. «Au dîner, les enfants entendent les plaintes des adultes, précise-t-elle. Ils voient bien leur époussetage, générée par un contexte de changement permanent : le logiciel constamment modifié, les remaniements élaborés d'en haut, le soutien collectif qui disparaît avec une individualisation croissante, leur sentiment d'impuissance. Voir ses parents à la dérive rend difficile de se projeter avec confiance.»

Hanna (son prénom a été modifié) a été marquée par la manière dont sa mère, salariée dans le marketing, a été malmenée par son entreprise. «Les outils technologiques de la profession évoluent, ma mère non formée a petit à petit été mise de côté. Elle en a beaucoup souffert jusqu'à être en arrêt maladie, puis être contrainte de partir», raconte la Nantaise de 26 ans. Cette expérience m'a beaucoup touchée, car le monde de ma

Se placer en rupture par rapport au modèle parental peut aussi créer des tensions dans les familles

mère s'est écroulé lorsqu'elle a quitté cette entreprise dans laquelle elle était restée presque la moitié de sa vie.» Pour toute une génération, l'assurance de bénéficier à terme d'une stabilité et de récompenses pour les efforts fournis au travail a pris du plomb dans l'aile.

Hanna dit n'avoir «jamais cru à la sécurité de l'emploi». Jeune avocate, elle veut se préserver, essayant de construire un rapport le plus «détaché» possible au travail. Dans ses recherches d'emploi, elle se tourne vers de petits cabinets, où le rapport lui semble «plus humain» que dans les «grosses structures», comme celle qu'a connue sa mère. Irrémédiablement attirée par le secteur du droit du travail, elle se demande si cela n'est pas lié à son histoire familiale.

Se placer en rupture par rapport au modèle parental peut toutefois créer des tensions dans les familles.

Perrine, 26 ans, a vite rejeté le schéma observé chez son père et sa mère, tous deux militaires, très investis dans leur travail et attachés à la verticalité de l'armée. «Leurs relations professionnelles étaient très hiérarchisées et autoritaires, avec cette idée qu'on se tait devant son supérieur car "c'est le chef". J'ai toujours trouvé ça pas vraiment sain. J'ai recherché en priorité des relations plus horizontales et une vision collaborative, lunaire pour eux», explique cette responsable de projets culturels, qui travaille dans une association. Lors des réunions familiales, les discussions qui tournent autour du travail et de ses valeurs virent souvent au vinaigre. «C'est désormais un sujet qu'on évite», regrette Perrine. D'autant plus que la jeune femme a décidé de démissionner pour voyager un an à l'étranger avec son copain, et vivre de petits boulot.

Une audace qui a fini par interroger sa mère. «Depuis qu'elle a pris sa retraite de l'armée et a dû retrouver de l'emploi dans le privé, elle a eu du mal à définir sa place au bureau», raconte Perrine. Elle n'osait rien dire ni réclamer, même pas un jour de télétravail. Elle s'en est remise à nous, ses filles, pour quelques conseils. Depuis, elle est plus affirmée et elle nous a dit que de nous entendre lui avait ouvert un champ des possibles, sur d'autres formes d'être au travail.» Parfois, ce sont les enfants qui inspirent leurs parents. ■

ALICE RAYBAUD

L'accompagnement à l'orientation des jeunes : une affaire très genrée

QUAND ARRIVE LE MOMENT de choisir sa voie, au collège puis au lycée, les centres d'orientation, professeurs principaux, conseillers et même maintenant coachs sont des acteurs bien identifiés. Mais ce n'est pas dans le bureau feutré de ces professionnels que se jouent en premier lieu les destinées étudiantes et professionnelles. Les conseillers les plus influents concernant l'orientation des jeunes restent invariablement les parents. Selon une étude de décembre 2018 menée par le Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie, ils sont le principal interlocuteur pour 52 % des 18-25 ans, très loin devant le professeur principal (10 %). Enfin, «ils»? Ce sont avant tout les mères qui mènent ce travail de conseiller et de guide, de plus en plus fastidieux à mesure que les possibles concernant les études se complexifient.

C'est ce que relève la récente étude de l'Institut Montaigne sur les aspirations de 16-30 ans, publiée en avril : la mère est la personne dont les jeunes disent qu'elle les aide le plus dans leurs choix d'avenir. Ce sont 71 % de l'ensemble des jeunes interrogés qui disent ainsi avoir été accompagnés par leur mère pour prendre des

décisions, dont 37 % ayant été «beaucoup» aidés par celle-ci. Le second conseiller s'appelle Internet, à 69 %, puis seulement vient un trio composé du père, des amis et des professeurs (entre 56 % et 58 %).

Des «métiers de femmes»

Rien de très étonnant quand on sait que, selon l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee), les femmes prennent encore en charge 65 % des tâches éducatives (et 71 % des tâches domestiques) dans les foyers – une réalité qui n'a guère évolué en vingt-cinq ans, note l'institut, malgré une imprégnation plus grande des enjeux d'égalité dans la société. L'accompagnement à l'orientation est donc une affaire genrée, et à plus d'un titre. De gros écarts apparaissent aussi entre garçons et filles dans l'intensité de l'aide reçue de la part de leur famille. Selon l'enquête de l'Institut Montaigne, les pères en particulier, mais aussi les mères, ont tendance à plus s'impliquer pour leurs fils.

C'était déjà ce que tendait à montrer, en 2006, une étude menée sur l'aide à la scolarité par les économistes Marie Gouyon et Sophie Guérin, publiée dans la re-

vue *Economie et statistique* : on y apprend que les mères passent plus de temps à suivre les devoirs de leurs garçons (en moyenne 13,3 heures par mois contre 12 heures avec leurs filles). Elles se montrent aussi plus exigeantes avec ces premiers. D'après l'Institut Montaigne, les jeunes filles déclarent aussi moins que les jeunes garçons recevoir de l'aide de leurs professeurs (55 % contre 60 %). Elles sont alors davantage contraintes de devoir chercher seules les informations relatives à leur orientation.

Quand les parents s'impliquent, les conseils donnés sont également grevés par ces enjeux de genre, de manière souvent inconsciente. Plus d'une femme sur trois étudiant dans des domaines scientifiques ou techniques a ainsi été découragée de faire ce choix. Et pour plus d'un tiers, c'était leur famille qui a tenté de leur faire changer d'avis, soulignait l'enquête Gender scan étudiants 2024, réalisée par le cabinet d'étude Global Contact. Sous prétexte, dans de nombreux cas, qu'il ne s'agirait pas de «métiers de femmes». Des réflexes encore figés. ■

A.R.A.

« Je ne voulais pas d'un film d'immigration »

Thomas Ngijol a trouvé la source d'« Indomptables » dans un documentaire de Mosco Levi Boucault

ENTRETIEN

Né dans le 12^e arrondissement à Paris, Thomas Ngijol, animateur à Bonneuil-sur-Marne (Val-de-Marne), grimpe petit à petit les échelons de la reconnaissance à compter des années 2000. Après une formation au Théâtre de la Main-d'Or à Paris, il est intégré au Jamel Comedy Club par le producteur et réalisateur Kader Aoun et devient stand-up. Il est comédien et réalisateur, enfin, de comédies, notamment aux côtés de Fabrice Eboué, avec lequel il coréalise et interprète son premier long-métrage, *Case départ* (2011), qui est à la fois *Les Visiteurs* (Jean-Marie Poiré, 1993) à l'envers et une fable comique sur l'esclavage. Deux comédies en demie-teinte comme auteur à part entière – *Fastlife* (2014) et *Black Snake* (2018) – jettent étonnamment, à 46 ans, Thomas Ngijol sur le terrain du polar. Voici donc *Indomptables*, polar psychanalytique situé au Cameroun, dans lequel l'acteur interprète un commissaire de police à la vie familiale compliquée, sur la piste d'un tueur de flic. Cela s'appelle une réussite.

Venu de la scène comique, vous passez pour la première fois au registre dramatique avec « Indomptables ». A quoi attribuez-vous ce changement de registre ?

A quelque chose qui existait chez moi sans doute depuis longtemps et qui était viscéral. Ce film, c'était ça et rien d'autre. Je suis à un moment de ma vie, du rapport à mon histoire, du rapport à mes enfants, où j'éprouve le besoin de me confronter à des questions intimes. C'était déjà un peu le cas dans mon dernier spectacle /L'Œil du tigre, 2023/, et j'avais envie de continuer. Cela touche à des choses, comme le rapport au père, qui ne sont sans doute pas tout à fait réglées.

Cela passe ici par l'adaptation d'un documentaire de ce formidabil documentariste qu'est Mosco Levi Boucault, « Un crime à Abidjan », qui date de 1997. Quand l'avez-vous découvert ?

J'ai vu le film quand il a été diffusé sur Arte, il y a bientôt trente ans. Ne me demandez pas pourquoi, j'avais 19 ans à l'époque, je n'étais pas un spectateur de la chaîne, mais je sais que j'ai été scotché. C'était à la fois loin et près de moi. Quand je découvre ce personnage de commissaire de police très classe, très élégant à sa manière, très droit, je sais que je le



Thomas Ngijol (commissaire Zachary Billong), dans « Indomptables ». PAN DISTRIBUTION

connais. Je sais, sans doute, que c'est un peu mon père. Alors, évidemment, le film s'inscrit dans ma mémoire, il ne me quittera plus.

Jusqu'à décider de l'adapter au cinéma... Comment le déclenche-t-il venu ?

C'était pour moi la trame idéale pour évoquer, avec la pudeur nécessaire, des choses très intimes à travers une adaptation et un genre qui y sont a priori étrangers.

Le jeu consistait à se dire : « Imagine que papa était flic. » Ça le resituait tout de suite, avec le niveau de tension adéquat, dans la vie d'un homme qui, par nécessité, se faisait bouffer par l'extérieur et qui gérait comme il pouvait sa vie de famille. En fait, mon père était sociologue de formation, mais il a exercé un tas de métiers. Mes parents étaient speed, mais ils assuraient l'essentiel, dans le sens « on vous ramène à bouffer, alors faites ce que vous avez à faire ». L'affection, en un mot, n'était pas très présent : c'étaient des gens qui avaient appris à sur-

vivre mais pas à aimer. Ce qui n'empêche, je vais le dire comme c'est, que, moi, j'aime infiniment ce personnage du commissaire, avec sa droiture et son élégance, son sens de l'honneur, son pragmatisme très humain, tout ce côté assez typique des hommes d'Afrique de l'Ouest, qui sont l'image même de mon père.

Arnaud Desplechin, en 2019, s'était inspiré d'un autre documentaire policier de Mosco Levi Boucault pour mettre en fiction « Roubaix, une lumière ». Avez-vous été influencé par cette expérience ?

Pas vraiment, puisque je savais depuis longtemps que je ferai quelque chose avec ce film. La vraie coïncidence, c'est que nous avons le même producteur, Pascal Caucheteux, et que ce projet un peu étrange d'adapter un documentaire lui a tout de suite parlé. En ce sens le film d'Arnaud Desplechin a sans doute aidé à la fluidité du dialogue avec le producteur.

« C'était la trame idéale pour évoquer des choses très intimes, à travers une adaptation et un genre qui y sont étrangers »

Avec cette même question, passionnante, du passage du documentaire à la fiction, autour d'une histoire qui est censément la même...

Il y a évidemment le passage de la Côte d'Ivoire d'il y a trente ans au Cameroun d'aujourd'hui, aux rues de Yaoundé. Mais il y a, plus fondamentalement, un très bref moment, dans le film de Mosco, où l'on voit la famille du commissaire. Cette image a été, pour moi, déterminante, car c'est elle qui m'a donné envie de raconter la vie de

famille de ce personnage. Mon film développe énormément cette dimension et se situe, en quelque sorte, entre les deux fronts de l'enquête et de la vie de famille.

D'autres cinéastes afrodescendants français, Alain Gomis ou Mati Diop, par exemple, donnent à penser que le rapport au continent africain est, dans leur économie personnelle et artistique, une question importante. Cela traduit-il, selon vous, une réalité communément partagée ?

Oui, bien sûr. On vient tous de quelque part. On ne peut pas être construit si on ne sait pas d'où l'on vient. On peut évoluer dans la plus grande tranquillité de citoyen français et de respect de la République, mais ne pas oublier d'où l'on vient. L'histoire de mes propres enfants, elle n'a pas commencé à Paris 11^e. C'est pour cette raison que je ne voulais pas faire un film d'immigration. Je voulais repartir à la base, faire un film en Afrique à visée universelle.

Quel regard portez-vous sur la question de la représentation des afrodescendants dans le cinéma français ? Certains militent pour une politique de quotas, d'autres constatent que, depuis les années 2010, des réalisateurs et des acteurs y ont trouvé leur place, dans des registres esthétiques variés...

Moi, j'aime la méritocratie, j'aime le travail. Tu fais le job ou tu ne le fais pas. Donc, les quotas, ce n'est pas mon truc, je n'ai pas été éduqué comme ça. Penser qu'on va me placer quelque part pour mettre de la couleur, cela me met profondément mal à l'aise. Alors c'est vrai que le chemin est long. Mais je pense que les choses évoluent dans le bon sens. J'ai quatre enfants, et je peux vous dire que la nouvelle génération est, à cet égard, totalement émancipée des problématiques qui sont encore les nôtres. Elle va nous surprendre et faire beaucoup de bien, je pense, à la culture de notre pays. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR JACQUES MANDEBAUM

L'humanisme de combat d'un commissaire camerounais

Thomas Ngijol a mis beaucoup de sa propre histoire dans son polar, mélange de mélodrame familial et d'enquête procédurale

INDOMPTABLES



AYaoundé, au Cameroun, un officier de police vient d'être assassiné. Le commissaire Billong (Thomas Ngijol) mène l'enquête. L'identité de l'acteur pourrait orienter, dans l'esprit du spectateur, l'enquête du côté de la farce africaine. Il n'en sera rien. Billong et son interprète – c'est tout un – ont ici l'allure grave, la démarche souple, l'élégance assurée. Le genre de personnage qui rafle à peu près la mise de l'affection spectaculaire dès qu'on le voit. N'envoyons pas, cela dit, le spectateur sur une fausse piste. Le registre d'*Indomptables* n'est pas celui du coup de

feu ni du héros au charme viril, de l'abattage du film d'action ni de la tension du film à suspense.

Indomptables est néanmoins indubitablement un polar, et c'est précisément ce qu'on aime dans le genre, qu'il soit une forme infinité souple, adaptée à toutes les intensités, toutes les latitudes, toutes les variations. On trouve, ici, le mélange du mélodrame familial et de l'enquête procédurale. Son épicentre est le commissaire Billong, amené à œuvrer sur les deux fronts. En vertu d'une problématique et d'un positionnement qui se rejoignent : celui de la loi, qu'il représente, et du désordre, voire de la délinquance qui l'environne.

Du côté de la famille, où Billong fait régner, sans aménité mais

non sans bienveillance, l'ordre patriarchal, deux adolescents se sont déjà fait la malle. Une fille passionnée de sport, un fils aux franges de la délinquance. Du côté de la rue, où la misère fait prospérer le vol et le trafic de drogue, où les hôpitaux laissent sur le carreau les malades non solvables, où les faibles en sont amenés à se dévorer entre eux, il diligente dans la boue des mauvais quartiers, à coups de bluff et de chicotte (fouet africain), amené à œuvrer sur les deux fronts.

L'affaire avance entre collègues instables qui dépassent les limites et indicateurs cauteleux, camés, souvent incapables de prendre conscience de leur propre comportement, prompts à se dénoncer les uns les autres. Cette

vase morale, cette détresse humaine font aussi le prix de ce récit, qui fait de la confrontation à la trivialité l'une des conditions de sa mise en scène.

Fausses pistes

D'un terrain à l'autre, Zachary Billong incarne ainsi la cause d'un honneur et d'une intégrité compliqués à tenir. Sa femme, à la maison, l'engueule comme du poisson pourri quand elle estime qu'il en fait trop avec les enfants. Quant à l'enquête proprement dite, elle ne semble progresser qu'à grand-peine et à tâtons, altérée par les erreurs et les fausses pistes, la violence policière aveugle, cristallisées enfin au petit bonheur la chance. Dans cette grande

difficulté (la force et le charme du film tiennent entièrement sur ce contre), Billong émeut par son maintien et son stoïcisme, par son humanisme de combat, par ses défauts aussi, qui ne sont que l'autre face de sa vertu.

Thomas Ngijol signe ainsi, avec ce quatrième long-métrage, de loin le film le plus réussi et attachant de sa carrière, dans lequel il a mis, à l'évidence, beaucoup de sa propre histoire. Le paradoxe est qu'*Indomptables* est une adaptation d'un passionnant documentaire de 1999 signé Mosco Levi Boucault, intitulé *Un crime à Abidjan*. Ngijol en a conservé quelques grands moments, mais développé pour son propre compte toute la partie familiale. En 2019, avec

Roubaix, une lumière, Arnaud Desplechin, lui-même originaire de cette ville, avait également adapté un documentaire policier du même auteur, *Roubaix, commissariat central, affaires courantes* (2008), dont l'enquêteur charismatique offrait une sorte d'image paternelle rêvée. Divergeant dans leur parti pris de mise en scène, les deux réalisateurs, rasant avec le document, semblent ainsi partager le désir de fictionaliser leur enfance. ■

J.MA.
Film français, camerounais de Thomas Ngijol. Avec Thomas Ngijol, Danilo Melande, Bienvenue Mvoe, Thérèse Ngono (1h 21).

Le cours d'une vie ordinaire remonté à rebours

Mike Flanagan signe un conte philosophique qui nous promène dans une multitude de registres

LIFE OF CHUCK



En ces temps de dérèglement d'un cinéma américain frappé par une crise structurelle, la perte de repères va avec un délitement des normes, qui, logiquement, favorise l'apparition d'objets déviants, souvent aberrants (*Babylon*, de Damien Chazelle, ou *Amsterdam*, de David O. Russell, en 2022), accidentellement prodigieux (*Here*, de Robert Zemeckis, en 2024). Avec *Life of Chuck* surgit l'une de ces heureuses surprises qu'on n'attendait pas : sans doute l'œuvre la plus originale qu'Hollywood ait récemment produite.

Tiré d'une nouvelle de Stephen King (dans le recueil *Si ça saigne*, 2020), le film est signé Mike Flanagan, habitué des adaptations de l'écrivain maininois (*Jessie* en 2017, *Doctor Sleep* en 2019). Figure de la nouvelle vague horrifique, Flanagan circule librement entre cinéma et séries (dont les remarquables *The Haunting of Hill House* et *Sermons de minuit*). L'épouvante lui sert surtout de rampe d'accès vers le secret perdu de l'émotion, voie qu'il assume, quitte à s'éloigner du genre avec *Life of Chuck*.

Si le film ne relève pas, stricto sensu, du fantastique, il en garde la lumière onirique et les détours narratifs. L'argument est presque impossible à restituer, tant il repose sur une perspective en trompe-l'œil. Il s'agit ici de dresser la

biographie de l'homme ordinaire, en l'occurrence un certain Charles Krantz, dit « Chuck » (Tom Hiddleston), comptable sans qualité en costume-cravate, en trois moments distincts correspondant aux pics de son existence : l'enfance, l'âge adulte et, enfin, la vieillesse, mais dans un ordre inversé, du crépuscule vers l'origine.

Chuck surgit d'abord sous forme

de spectre publicitaire : son visage orne les affiches d'une banque locale dans une Amérique provinciale à la veille de l'effondrement, promesse dérisoire face à l'apocalypse à venir. On le retrouve ensuite en chair et en os, improvisant une danse en pleine rue, un jour où une batteuse s'est installée sur le chemin du bureau. Enfin viennent les régions de l'enfance, où le petit Chuck, élevé par ses grands-parents juifs (Mark Hamill et Mia Sara), découvre sa passion pour la danse de salon. Dans la maison familiale, une pièce du grenier est verrouillée, et derrière cette porte, git le secret de toute une vie.

Fiction généreuse

Dès sa première scène, *Life of Chuck* fait entendre un passage de Walt Whitman, extrait du *Chant de moi-même*, où résonne la strophe « *I contain multitudes* » (« je contiens des multitudes »), traduction de l'âme-monde américaine, ici mise en exergue. Multiples sont en effet les registres à travers lesquels le film nous promène, suivant ses trois chapitres. Au tableau

apocalyptique anticipant la fin de la civilisation américaine (l'hôpital ne fonctionne plus, les voitures s'arrêtent, les étoiles s'éteignent) succède ainsi un morceau de comédie musicale jubilatoire, récit d'apprentissage où se cristallise la sortie décisive de l'enfance. Ce faisant, Flanagan ouvre les portes d'une fiction généreuse, qui n'hésite pas à muer trois fois, comme pour contrecarrer la télogie des biographies traditionnelles.

Contre le cours ronronnant de celles-ci, *Life of Chuck* fait le pari du fragment, de l'épisode, de la rupture de ton. Au centre, le numéro musical intervient comme un élément d'enthousiasme, un pur morceau de bravoure (Chuck invite une passante à danser, le duo enflamme la foule), où les coulissemens de la caméra accompagnent l'exaltation des corps. La scène sert de pivot entre les deux autres volets comme de crête entre le désespoir eschatologique de l'un et la mélancolie originelle de l'autre. Dans ce nuancier de régimes émotionnels, qui pourrait dépareiller, ce qui as-

sure l'unité, c'est une mise en scène limpide, transparente, d'un classicisme discret, qui ne vole jamais la vedette aux personnages. La caméra les accompagne dans le doute, leur ouvre des espaces, exulte avec eux dans leurs joies passagères, toujours au bon endroit, nichée dans cet angle mort qui donne sur eux meilleure prise. « *I contain multitudes* », écrivait Whitman. Cette multitude, ce sera donc aussi celle de la vie dépeinte ici : non pas un destin saturé de sens, mais un parcours semé de gouffres, de récurrences secrètes, de virtualités inconscientes. C'est

Ce qui assure l'unité, c'est une mise en scène limpide, transparente, d'un classicisme discret

cela qui se reflète dans la forme d'ensemble, où le premier et le dernier volet se répondent, fonctionnant sur le motif du « film dans le film ». L'apocalypse inaugurale se recompose en miniature dans l'enfance de Chuck : on y retrouve les mêmes lieux, les mêmes objets, les mêmes visages, mais réordonnées, comme passés du symbolique au réel. D'une partie à l'autre, Mike Flanagan installe un réseau vertigineux de rimés visuelles et sonores, qui résonnent d'une beauté troublante en impliquant la mémoire parfois subliminale du spectateur.

Ce que le film donne alors à sentir, c'est ce tissu d'embranchements et d'infra-déterminismes qui forment une vie, ces forces inconscientes à l'œuvre qui nous engagent dans une voie (la comptabilité plutôt que la danse, la réalité plutôt que le rêve). On se croyait dans un biopic éclaté, et l'on atterrit dans un film-cerveau digne d'Alain Resnais (*Je t'aime, je t'aime*, 1968 ; *Mon oncle d'Amérique*, 1980), où chaque articulation

prend la forme d'une synapse. Outre qu'il respecte la lettre de Stephen King, le film, grâce à la voix off, entretient un rapport fort à l'écriture, et considère la fiction comme rêverie spéculative sur les confins de la réalité.

A l'arrivée, *Life of Chuck* est bien un conte philosophique, étrangement proche de ce qui animait certains auteurs des XVII^e-XVIII^e siècles : Calderon de la Barca racontant que *La vie est un songe*, Fontenelle s'entretenant sur la « pluralité des mondes », Voltaire imaginant, dans *Micromégas*, la rencontre du macrocosme et du microcosme... Entre la naissance et la mort d'un homme, c'est bien tout l'univers qui passe dans l'intervalle. Ou, peut-être, est-ce au centre de l'univers que l'on tombe sur cette chambre cadenassée, qui contient en creux toute l'étendue de la tristesse humaine. ■

MATHIEU MACHERET

Film américain de Mike Flanagan. Avec Tom Hiddleston, Chiwetel Ejiofor, Annalise Basso (1h 50).



Annalise Basso (Janice Halliday) et Tom Hiddleston (Charles Krantz, dit « Chuck »). 2024 DANCE ANYWAY

Une fable sociale indienne entre burlesque, horreur et fantastique

Le premier long-métrage de Karan Kandhari aborde le féminisme sur un mode inattendu avec une bande musicale somptueuse

SISTER MIDNIGHT



Que diriez-vous, pour varier les plaisirs, d'une comédie fantastico-féministe indienne pour le prochain week-end ? Celle-ci se déroule dans la plus grande ville du pays, Mumbai, par ailleurs centre de la florissante industrie cinématographique nationale connue sous le nom de Bollywood, à laquelle le présent film ne ressortit en rien. D'autant moins que l'auteur de ce singulier premier long-métrage, Karan Kandhari, est un interlope naviguant aussi bien dans les eaux de l'extraterritorialité – origine indienne, naissance au Koweït, formation et installation en Angleterre – que dans celles de l'humour burlesque.

Deux personnages principaux, disposés dans la grouillante multitude métropolitaine, peuplent silencieusement ce film jusque dans l'abyssale séparation physique et mentale de leur intemporelle communauté. Il s'agit d'un tandem conjugal fraîchement réuni, composé d'une jeune femme nommée Uma et d'un jeune homme nommé Gopal. On croit comprendre qu'il s'agit d'un

mariage arrangé par les familles depuis l'enfance des protagonistes. Autant dire un voyage vers l'inconnu.

C'est dans un train roulant dans la nuit que s'ouvre le film, sur l'extraordinaire *Moanin' at Midnight*, de Howlin' Wolf, en même temps que sur un lent travelling avant qui remonte les travées vert pomme d'un compartiment, avant qu'une coupure ne fixe le cadre sur une jeune femme de profil coiffée d'un sari rouge et d'une sorte de serrette dorée duquel s'égrenne sur son beau visage une pluie de perles nacrées. Ce plan emporte d'emblée une idée de la beauté rehaussée en même temps qu'emprisonnée par le rituel.

Folle liberté

L'opération de ce film consistera de ce fait en une libération. Quand elle le retrouve, dans un gourbi frôlé par le trafic urbain, rien ne se passe. L'homme l'ignore, ne lui parle pas, part au travail, s'enivre avec ses collègues. Pas un geste d'amour, pas l'ombre d'un désir. Elle comprend qu'elle va moisir ainsi jusqu'à la fin de sa vie. La situation s'aigrît. Des imprécations fusent. Tout n'est pas de la faute de Gopal, tout ectoplasmique qu'il

soit. Il émane d'Uma une étrangeté certaine. Il y a ici l'idée de pousser les curseurs de l'absurde. Voici deux êtres qui se retrouvent sans s'être choisis et qui ignorent quoi faire d'eux-mêmes dans leur rapport à l'autre. Aux confins de la frustration et de la folie, Uma, et le film avec elle, bascule soudain dans la nuit. Partie plaisante, foldingue. La femme, cheveux électriques et rouge à lèvres noir, s'y fait sorcière. Taxidermiste son homme, mange des oiseaux tout crus. Se déplace avec un troupeau de chèvres zombifiées.

On ne saurait trop louer la folle liberté et la drôlerie de ce film dans l'approche des genres, à la fois biologiques et esthétiques. Burlesque, fantastique, horreur, fable sociale. Bande musicale somptueuse (du blues à la soul cambodgienne). Trente-cinq millimètres. Frontalité appuyée des plans. Chutes brutales à tout bout de champ. Illuminations pop. Burlesque requalifié à l'aune de l'ensauvagement des femmes. Un bon coup de frais. ■

JACQUES MANDELBAUM

Film anglais et indien de Karan Kandhari. Avec Radhika Apte, Ashok Pathak, Chhaya Kadam (1h 50).

CINÉMA La Mostra de Venise décernera un Lion d'or à Kim Novak pour sa carrière

L'actrice américaine Kim Novak, 92 ans, recevra un Lion d'or pour l'ensemble de sa carrière lors du 82^e Festival international du film de Venise, qui se tiendra du 27 août au 6 septembre, ont annoncé, lundi 9 juin, les organisateurs. Kim Novak a tourné avec les plus grands cinéastes américains de son époque – Billy Wilder, Otto Preminger, Robert Aldrich ou George Sidney notamment –, mais son image est essentiellement liée à son rôle dans *Sœurs froides* (*Vertigo*, 1958), d'Alfred Hitchcock.

TÉLÉVISION La série britannique « Adolescence » pourra être diffusée en classe

La série britannique créée par Jack Thorne et Stephen Graham, *Adolescence*, qui traite des ravages sur les jeunes des contenus masculinistes des réseaux sociaux, va être proposée comme support pédagogique à partir de la classe de 4^e, a indiqué, dimanche 8 juin, la ministre de l'éducation, Elisabeth Borne. Interrogée sur LCI, elle a expliqué que le producteur de la série, diffusée en mars sur Netflix, a ouvert les droits et que le ministère allait « proposer cinq séquences pédagogiques » à partir de cette fiction. – (AFP)

Dans le désordre du deuil d'une adolescente

Luna Carmoon dépeint les traumas causés par une mère atteinte du syndrome de Diogène

CRASSE



Obsédés de la propétés abstenir. Le premier long-métrage de la Britannique Luna Carmoon, *Crasse*, porte bien son nom. Peude cinéastes depuis l'Américain John Waters ont réussi à rendre avec une telle force une odeur à l'écran, même si une version en odorama n'aurait fait que renforcer le malaise ressenti à suivre la crise existentielle que traverse Maria (impressionnante Saura Lightfoot-Leon), à l'été 1994 à Londres.

Le film s'ouvre dix ans plus tôt. La petite fille âgée de 7 ans vit alors avec sa mère Cynthia (Hayley Squires) qui fait de l'existence un jeu perpétuel ouvert à l'imagination au milieu de la tonne d'objets que cette victime du syndrome de Diogène entasse chez elle. Maria est partagée entre la honte et l'émerveillement d'un amour fusionnel. Jusqu'à ce que les services sociaux s'en mêlent. On la retrouve lycéenne hébergée chez Michelle (Samantha Spiro) dans un environnement normalisé. Quelque chose bascule quand lui sont livrées les cendres de sa mère. Avec *Crasse*, Luna Carmoon signe une œuvre jusqu'au-bou-

tiste qui plonge son héroïne dans les méandres du deuil, comme un gouffre dont on ne se relève jamais vraiment. La perte de sa mère réactive chez elle de profonds traumas – un trouble de l'attachement et la volonté de retrouver le goût de son enfance à jamais perdue. Le film ramène son héroïne à quelque chose d'animal, de viscéral. Il lui permet d'explorer les zones troubles de son identité, depuis l'alimentation jusqu'à sa sexualité, sans jamais chercher complètement à les justifier et à les lisser.

Du syndrome de Diogène, le film garde un sens profond du désordre. Dans sa manière de construire ses intrigues, de redéfinir la fonction des objets investis d'une charge symbolique, d'accueillir les affects, de brouiller un peu plus les frontières entre la réalité et ce monde imaginaire qui hante Maria. Ce dernier est construit par une mise en scène travaillée par des jeux de cadres et de lumière qui éloignent *Crasse* d'un simple naturalisme au profit d'un univers singulier plein de promesses. ■

BORIS BASTIDE

Film britannique de Luna Carmoon. Avec Saura Lightfoot-Leon, Hayley Squires, Joseph Quinn (2h 50).

■■■■■ À VOIR

Differenté

Film français de Lola Doillon (1h40).

A 35 ans, Katia (Jehnny Beth), documentaliste, comprend en travaillant sur un sujet sur l'autisme qu'elle est elle-même atteinte de ce trouble. Soudain, les difficultés rencontrées au quotidien depuis des années s'éclairent tandis que de nouvelles questions se posent sur la manière de mener son existence. Par moments un peu trop pavé de bonnes intentions, *Differenté* entend combler un manque de représentations autour d'un thème sensible. Heureusement, le film ne se résume pas à un simple discours. Attentive aux espaces et aux sons, Lola Doillon incarne ses problématiques dans des situations complexes où la singularité de Katia est mise à l'épreuve dans sa vie personnelle comme professionnelle. C'est surtout dans son versant amoureux que *Differenté* est le plus juste. ■ BO. B.

Les mots qu'elles eurent un jour

Documentaire français de Raphaël Pillois (1h24).

Les images muettes de ce groupe de femmes algériennes, tout juste libérées de prison, en France, en 1962, à la fin de la guerre d'Algérie, ont quelque chose d'envoutant dans le documentaire de Raphaël Pillois. Ce matériau d'archives provient d'un film tourné à l'époque par Yann Le Masson (1930-2012), cinéaste militant qui venait d'apprendre la libération de ces détenues politiques. Il avait pris sa caméra pour saisir ces premiers instants. Mais lorsque les bobines ont été retrouvées, des années plus tard, le son avait disparu. De quoi parlent ces femmes ? Le réalisateur cherche à les retrouver en Algérie. Certaines sont mortes, l'une d'elles a fait une carrière politique, d'autres sont rentrées dans le rang. Leurs frères d'armes ne leur ont pas réservé de place à leur retour au pays. *Les mots qu'elles eurent un jour* hésite entre film essai et documentaire classique. L'œuvre aurait sans doute gagné à travailler davantage l'ellipse et la fluidité, mais son empreinte reste forte. ■ CL. F.

Le Rendez-Vous de l'été

Film français de Valentine Cadic (1h17).

Actrice et cinéaste, Valentine Cadic aime travailler la fiction au milieu du réel, comme elle l'avait fait dans son court-métrage, *Omaha Beach* (2020). Il en est de même pour *Le Rendez-Vous de l'été*, son premier « long » : Blandine (Blandine Madec), trentenaire installée en Normandie, arrive à Paris pendant les Jeux olympiques de 2024. Mais rien ne se passe comme prévu. Et un souci de logement l'amène à passer quelques nuits chez sa demi-sœur (*India Hair*) qu'elle n'a pas vue depuis longtemps. Mais c'est surtout la candeur burlesque de ce personnage que la réalisatrice place au centre du film. Blandine, pianiste de profession, déjoue les moteurs du scénario, comme on arracherait des affiches publicitaires vendant le rêve d'une vie supposée parfaite. Il en résulte une œuvre légère comme l'air, qui peut sembler parfois flottante, mais la personnalité de Blandine nous accroche avec sa douce radicalité. ■ CL. F.

■■■■■ POURQUOI PAS

A New Old Play

Film hongkongais et français de Qiu Jiongjiong (3 heures).

Inspiré des souvenirs de son grand-père, clown et acteur d'opéra du Sichuan, le film de l'artiste Qiu Jiongjiong, Prix spécial du jury à Locarno, en 2021, brasse cinquante ans d'histoire chinoise au fil des pérégrinations d'une troupe de théâtre. Qiu Fu, vieil acteur visité par des divinités venues l'escorter dans le royaume des morts, se remémore cette vie itinérante, depuis son arrivée dans la troupe, orphelin, jusqu'à la Révolution culturelle, en passant par tous les orages du XX^e siècle. Cette fresque artistique de trois heures évite le vernis de la reconstitution en se déroulant comme sur des tréteaux, assumant artifices à vue, décors coulissants et fumées de théâtre. Cette frontalité reste toutefois plus un dispositif qu'une forme. Jiongjiong hésite entre puissances du faux (le jeu très stylisé des comédiens) et effets de réel (filmage flottant aux cadres incertains, litanie un peu rébarbative des psychodrames de coulisses). Le film gagne en intérêt à l'arrivée des communistes : l'art est alors sommé de démontrer son utilité sociale, tandis que la politique semble avoir capté toute forme de théâtralité (autocritique, déclarations, idéologie). ■ MA. MT

A Normal Family

Film sud-coréen de Hur Jin-ho (1h56).

Rien ne va plus dans la famille sud-coréenne. *A Normal Family* s'en veut ainsi le démontage en règle, sur la base du roman néerlandais *Le Dîner* (2009, traduit en France chez Belfond en 2011), d'Herman Koch. Deux frères, l'un avocat combinard, l'autre médecin intégrale, dînent régulièrement avec leurs épouses dans un restaurant chic de Séoul, pour discuter affaires de famille. Le récit met en regard ces deux foyers, l'un rupin, l'autre modeste, et toute la trame de jalouse et de ressentiment qui croît entre eux. Jusqu'au jour où une crise éclate : leurs enfants respectifs, adolescents à problèmes, auraient été surpris en train de tabasser un clochard à mort. Le film trouve d'abord le bon ton pour romancer avec élégance cette matière peu reluisante des petites haines recuites. Mais en prenant un virage moral – la défense du clan justifie-t-elle une entorse à la loi ? –, l'ensemble vire bientôt au feuilleton psychologique, soulevant à loisir le pour et le contre, le bien et le mal. Ce régime en mal de cruauté donne l'impression de tricoter du dialogue à n'en plus finir, tandis que le scénario empile les rebondissements verbaux et que la mise en scène joue les utilités. ■ MA. MT

D'Abdul à Leia

Documentaire belge, qatari, saoudien et allemand de Leila Albayaty (1h32).

Elle a longtemps été la fille rebelle. Celle qui a tourné le dos aux engagements politiques de son père, Abdul, militant dissident irakien contraint de s'exiler en France. Avec ce documentaire protéiforme, qui accorde une large place au chant, mêle entretiens familiaux, dessins, archives et scènes saisies sur le vif, l'artiste Leila Albayaty signe un film en forme de quête d'identité. Une œuvre de réconciliation avec la langue arabe et l'histoire de son pays d'origine, que son père a longtemps préféré tenir à distance, rendue plus urgente par un accident qui fit perdre à la réalisatrice une partie de sa mémoire. Fragmenté, *D'Abdul à Leia* a presque des airs de labyrinthe, où le spectateur avance toujours plus profond dans l'histoire dramatique d'un pays soumis aux guerres. Une violence aux répercussions intimes que Leila Albayaty entend aujourd'hui apaiser par la musique, la poésie, le cinéma, recréant du lien et de la vie pour pallier tout ce qui a été détruit. ■ BO. B.



Des élèves de l'école de création numérique Tumo Paris, intégrée au Forum des images, en juin 2024. BRUNO LEVESQUE/IP3 PRESS/MAXPPP

Le Forum des images en difficulté

L'institution parisienne va réduire de moitié le nombre de séances organisées par semaine et diminuer ses effectifs de plus de 20 %

Mbrasme au Forum des images à Paris. Claude Farge, directeur général de cette association, créée par la Ville de Paris en 1988, qui gère trois salles de cinéma dans le Forum des Halles, a annoncé, mercredi 4 juin, une salve de mesures d'économies. La programmation sera divisée par deux à partir de septembre et seules huit ou neuf séances par semaine seront conservées, contre 16 aujourd'hui. Si la direction a promis qu'en janvier 2026, la programmation reviendrait à 17 ou 18 séances par semaine, le personnel en doute.

Par ailleurs, M. Farge a confirmé la réduction de plus de 20 % des effectifs, qui proviendra du non-renouvellement des contrats de 25 stagiaires, apprentis et services civiques – ces derniers ne coûtent pourtant que 125 euros par mois à l'employeur.

Selon le délégué syndical SUD-Culture Solidaires Raphaël Henriet, membre du « collectif » composé des 42 salariés en CDI qui refusent que « ce lieu historique devienne un lieu sans âme », « l'objectif de la direction est de ne conserver que 85 CDI l'an prochain et six postes CDD pérennes », sur un total de 135 salariés. La Ville de Paris se félicite, pour sa part, qu'il n'y ait « aucun licenciement ».

1,2 million de déficit cumulé

Le « collectif » se bat contre la fonte « du budget de la programmation », critique « l'accélération des privatisations et des partenariats » et « la réduction des festivals emblématiques ». Pour ces salariés, « le projet de transformation, sous couvert de rentabilité », entame « la cohérence éditoriale des activités du Forum des images » et « dénaturer profondément son identité ». Ils accusent la direction de « sacrifier [leur] mission culturelle et éducative » au profit « d'une logique mercantile ».

Jusqu'à présent, un savant mélange d'événements produits par le Forum, comme les 40 films et 15 débats sur le génocide cambodgien, les rendez-vous destinés aux enfants (CinéKids, Tout'anim) ou les programmations réservées aux documentai-

res, joutait des manifestations organisées par des partenaires, comme l'actuelle reprise des films présentés à Cannes par la Quinzaine des cinéastes. Désormais, la privatisation de séances se généralisera, au profit de France Télévisions ou de Netflix, par exemple.

Pourquoi renoncer à sa propre programmation et adopter des mesures si extrêmes ? La direction accuse la Ville de Paris de raboter de 500 000 euros, depuis deux ans, sa subvention annuelle. Soit l'équivalent de 6 % du budget total du Forum en 2024, qui s'élevait à 8,39 millions d'euros, ou 6,6 % du budget 2025. La Ville assure, de son côté, que sa subvention est « stable », à 5,5 millions d'euros, en 2025. « La trésorerie a fondu », se défend Claude Farge, qui prévoit 1,2 million de déficit cumulé pour ces deux exercices.

Sur la carte de la cinéphilie parisienne, le Forum des images, qui se refuse à proposer des monographies de réalisateurs, sauf celles d'Oliver Stone, en 2018, ou de Paul Schrader, en 2020, a du mal à se singulariser, face à la Cinémathèque française et au Centre Pompidou. Le Forum des images est situé aussi à proximité du cinéma le plus fréquenté de France, l'UGC Cité Ciné Les Halles, sans jamais mener d'opération en commun.

Les missions d'éducation à l'image du Forum ont certes considérablement varié au fil des années. Lors du départ de l'emblématique directrice Laurence Herszberg, en 2018, partie planter le festival Séries Mania à Lille, l'institution culturelle parisienne a vu sa fréquentation plonger puisqu'un tiers des séances a alors été supprimé. La direction revendique 247 000 spectateurs en 2024 et une très bonne moyenne de 120 spectateurs par séance.

En 2018, pour des raisons politiques, la Mairie de Paris a imposé au Forum des images l'accès d'une école de création numérique gratuite pour les 12-18 ans, Tumo Paris. Emanation d'une maison mère située en Arménie, elle accueille 1 200 élèves par semaine, se réjouit la Ville de Paris, qui demande au Forum de se « tourner davantage vers les cultures populaires : BD, mangas, jeux vidéo, cinéma et séries ». La Ville précise que « ces secteurs nécessitent une organisation différente », dans le cadre d'un modèle économique fiable et acceptable. ■

De là à renoncer aux activités cinématographiques du Forum des images ? La direction de la Cinémathèque française aurait été approchée par deux fois, en vain, pour s'en saisir. Après avoir, peu confraternellement, attaqué la Cinémathèque française en janvier dans *Télérama*, le directeur de la programmation du Forum, Fabien Gaffez, dirigera le Plaza Centre Cinéma en septembre à Genève, en Suisse. Et sera remplacé en interne par Elise Tessarech, la directrice de l'éducation aux images et aux technologies créatives. ■

NICOLE VULSER

Le Monde | Ateliers

DE LA NAISSANCE À L'ÂGE ADULTE :

COMMENT AMÉLIORER SON SOMMEIL ?

avec Armelle Rancillac,
chercheuse en neurosciences

COURS EN LIGNE

À travers ce cours en ligne, Armelle Rancillac, chercheuse en neurosciences au Collège de France, vous aide à comprendre le fonctionnement du sommeil pour mettre en place de bonnes stratégies. Pourquoi se souvient-on de nos rêves ? Comment endormir son bébé ? Quel rôle joue la caféine ? La sieste est-elle vraiment efficace ? Découvrez les douze modules vidéos à regarder depuis chez vous.



ATELIERS.LEMONDE.FR

La direction accuse la Ville de Paris de raboter de 500 000 euros, depuis deux ans, sa subvention



L'«art de la touche» pictural de Bo Widerberg

Onze longs-métrages restaurés du réalisateur suédois, dont deux inédits, sont à découvrir en salle

RÉTROSPECTIVE

Je ne crois pas que les gens puissent se reconnaître dans les personnages de Bergman. Ils ne sont que des figures dans un théâtre mental.

Voilà comment, dans un essai-manifeste publié en 1962, à la veille de tourner son premier film Bo Widerberg (1930-1997) contestait l'hégémonie esthétique d'Ingmar Bergman (1918-2007), alors intouchable figure tutélaire du cinéma suédois. Moins que l'anti-Bergman, Bo Widerberg se voulait l'inventeur d'une autre voie, alors difficile à imposer : plus charnelle que cérébrale, plus sensible au collectif qu'au drame métaphysique, tourné vers le dehors plutôt que le dedans.

Widerberg renoue surtout un pacte singulier avec le réalisme social, les visages des classes populaires et des déclassés, avec l'ambition de tailler à chacun de ses sujets une forme sur mesure. Depuis plus de quinze ans, le distributeur Malavida œuvre sans relâche à la reconnaissance de son travail. Onze longs-métrages retrouvent le chemin des salles dans des versions restaurées, dont deux inédits, *L'Homme de Majorque* (1984) et *Le Chemin du serpent* (1986).

Du côté de la Nouvelle Vague

Ses modèles, Bo Widerberg est allé les chercher ailleurs, du côté du free cinema anglais, de l'indépendance intransigeante d'un John Cassavetes (1929-1989), surtout de la Nouvelle Vague française. Spontanéité, fraîcheur et coups d'éclat sont ainsi au programme de ses premiers longs-métrages en noir et blanc. *Le Péché suédois* (1963) brosse le portrait d'une jeune fille de son temps, qui choisit d'avoir un enfant seule (le titre original *Barnvagnen*, moins racoleur, signifie « landau »), dans une semi-improvisation où chaque prise s'arrache à un déséquilibre fécond.

Amour 65 (1965) verse également son tribut à la modernité européenne, avec son héros cinéaste en pleine déroute artistique et familiale, qui renvoie, réflexivement, l'image du film en train de se faire comme mise en crise. Dès la scène inaugurale, une



« Le Chemin du serpent » (1986), de Bo Widerberg. MALAVIDA

Spontanéité, fraîcheur, coups d'éclat sont au programme de ses premiers films en noir et blanc

actrice quitte le plateau en se déparant de ses artifices (faux cils, faux ongles, coques de soutien-gorge), comme le film se défait des mensonges du cinéma.

Le Quartier du corbeau (1964) ouvre une veine plus personnelle. Dans une cité ouvrière de Malmö, en 1936, où rivalisent culture syndicale et montée du nazisme, un jeune homme (Thommy

Berggren, acteur récurrent et alter ego du cinéaste) voudrait devenir écrivain, mais peine à s'arracher à son milieu. D'un réalisme aigu et sans concession, taillé dans un noir et blanc granitique, largement inspiré par les souvenirs de l'auteur natif d'un tel quartier, le film vise au cœur de la reproduction sociale. Il marque l'apparition du jeune héros « widerbergien » : un être en devenir, dévié de son destin social par sa rencontre avec l'art, sauvé par la beauté.

Un triplé magnifique

Au faîte de l'œuvre trône un triplé magnifique réalisé coup sur coup à la charnière des années 1970, par lequel Bo Widerberg forge une sensibilité nouvelle, qui coïncide avec l'irruption flamboyante de la couleur – et qui sera parfois dénoncée pour son formalisme.

Elvira Madigan (1967) suit un couple en dérive dans la Suède estivale de la fin du XIX^e siècle, un lieutenant, fils de la noblesse (Thommy Berggren) et une danseuse de cirque (Pia Degermark, prix d'interprétation à Cannes), qui iront au bout de la désocialisation. Le film ne retient que des élans et gestes amoureux, dans la gamme lumineuse d'une nature effervescente qui s'ouvre en ligne de fuite à la société. Style heurté, elliptique, caractéristique d'un Widerberg qui était aussi son propre monteur.

Adalen 31 (1969, Grand Prix spécial du jury à Cannes) pousse la picturalité à son paroxysme. Pour raconter les grèves ouvrières de 1931 et leur répression sanglante, Bo Widerberg manie la caméra comme d'un pinceau, brossant la situation suspendue – arrêt de la

production, infiltration des jeunes – dans un empâtement magnifique, usant du flou et des vibrations lumineuses comme un impressionniste.

Polar et comédie

Enfin, *Joe Hill* (1971, Prix du Jury à Cannes) ramasse toutes ces conquêtes pour les convertir en une contre-épopée américaine : celle, au début du XX^e siècle, d'un immigré suédois qui devient un pionnier nomade du syndicalisme industriel, brisé par l'intérêt capitaliste et la justice de classe. Ici encore, le cinéaste déploie son « art de la touche » : une suite d'instantanés vifs et saillants, en creux desquels s'inscrit toute une désillusion de l'Amérique.

Après ces sommets, la carrière du cinéaste, réputé difficile en plateau, devient plus circonstan-

Pour continuer à tourner, après 1971, le cinéaste se range dans le cadre de genres populaires, mais à sa sauce

cuelle, non moins émaillée de réussites. Bo Widerberg, pour continuer à tourner, se range dans le cadre de genres populaires, mais à sa sauce. Avec *Un flic sur le toit* (1976), il livre un polar ahurissant, une enquête arrachée à un petit matin blême de Stockholm, à la trivialité des services municipaux, pour virer en une époustouflante séquence d'action en apesanteur, où l'assaut d'un immeuble se déroule sur plusieurs plans.

Moins connu, *L'Homme de Majorque* poursuit sur un registre hivernal, avec un duo de flics s'attaquant aux réseaux de corruption politique. *Tom Foot* (1974), incursion dans la comédie, frise l'aberration : un gamin surdoué y intègre l'équipe nationale de football – mais tout le talent du cinéaste consiste à dépasser l'invisibilisation sur le flanc de la mélancolie.

Après un *Chemin du serpent* d'une noirceur littéraire, aux confins de l'allégorie, et une décence d'inactivité, Bo Widerberg clôt sa filmographie avec *La Beauté des choses* (1995, Ours d'argent à la Berlinale), sur la passion clandestine, pendant la guerre, entre une professeure de lycée et son élève. Plus qu'un geste érotico-transgressif, c'est toute une ouverture au monde qui se joue ici dans l'éducation sentimentale et sexuelle, contre la société corsetée et l'incertitude des temps. Au son résonné la voix poignante de la soprano Lesley Garrett chantant un air fameux du *Rinaldo*, de Haendel : « Laissez-moi pleurer sur mon sort cruel, et soupirer à la liberté. » C'est ce qui s'appelle avoir le dernier mot. ■

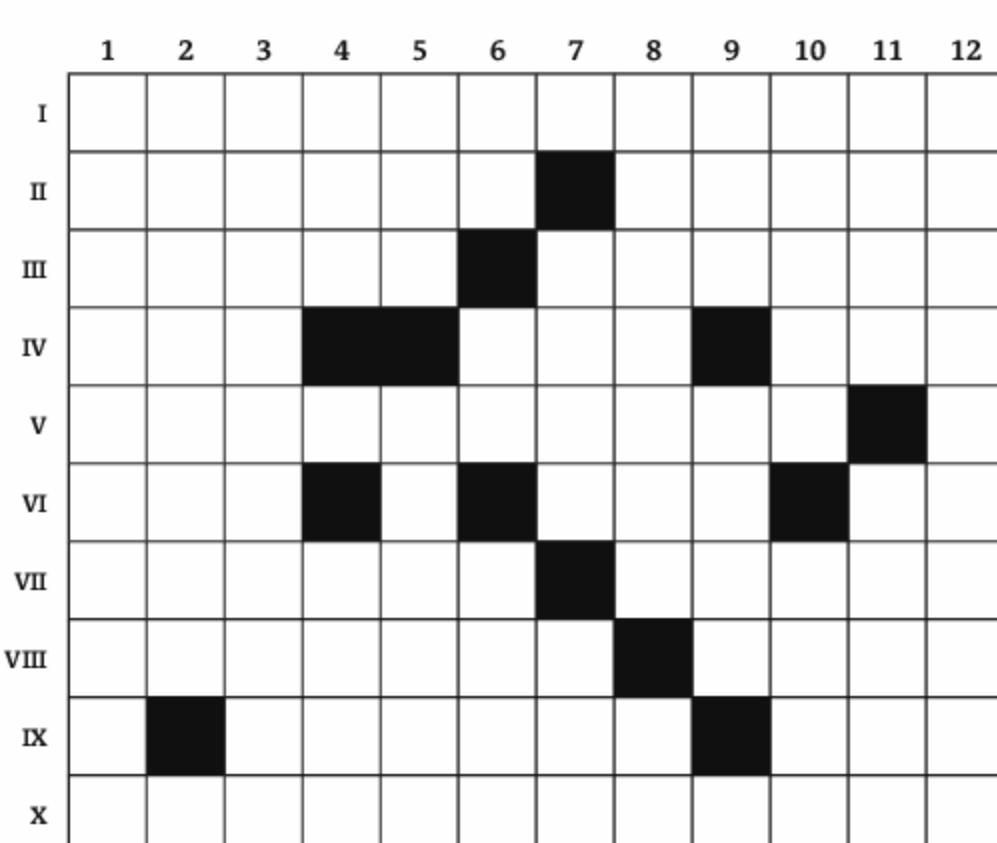
MATHIEU MACHERET

Bo Widerberg, l'essentiel, rétrospective en onze films.

MOTS CROISÉS

GRILLE N° 25 - 133
PAR PHILIPPE DUPUIS

Retrouvez l'ensemble de nos grilles sur jeux.lemonde.fr



SOLUTION DE LA GRILLE N° 25 - 132

HORIZONTALEMENT I. Stilligoutte. II. Cône. Millier. III. Ruerait. Tr. IV. Arrestations. V. TNT. Aa. Emiai. VI. Ciel. Taler. VII. Hq. Urina. Sue. VIII. Iule. Me. Rl. IX. Née. Informée. X. Grands angles.

VERTICAMENT 1. Scratching. 2. Tourniquer. 3. Inerte. Léa. 4. Léré. Lue. 5. Asa. Id. 6. Imitations. 7. Gita. An. Fa. 8. Ol. Télamon. 9. Ultime. Erg. 10. Tiroirs. Ml. 11. Te. Na. Urée. 12. Erysipèles.

HORIZONTALEMENT

I. Se lancer dans la couleur sans beaucoup de talent. II. Crêpinette régionale. De la race des bélants.

III. Pas simple à saisir. Peu approchables. IV. Bon pour accord. Satisfait de sa personne. Agréable à côtoyer.

V. Font éruptions et dérangent. VI. Du rouge dans le bassin. Sans débordement. Démonstratif. VII. En prennent connaissance. Ancien navire de commerce. VIII. Amant de Zerbinette chez Molière. Emplissent les feuilles. IX. Auront beaucoup de mal à suivre. Est passé de plein d'eau à trop de vin. X. Labourerons une quatrième fois.

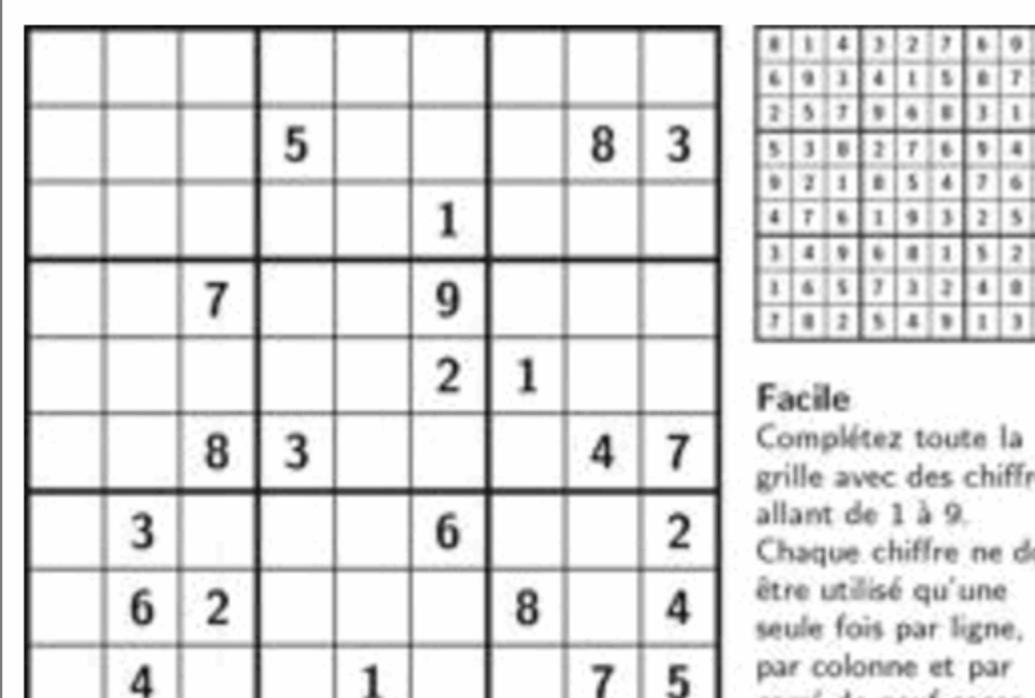
VERTICAMENT

1. Patauger, avec le tri devant, cela peut devenir déplacé. 2. A la tête ailleurs. 3. Pousserait au grattage. 4. Douillettement préparé. Son choc peut être traumatisant. 5. Entre sigma et epsilon. Réduire le sucre pour le cristalliser. 6. Dans le tutu. Sur la portée. Libre échange. 7. Pas toujours facile à digérer. Quart de tour. 8. Bien dans l'eau, elles n'ont pas envie de finir sur notre dos. Le strontium. 9. Invisibles et dangereux. D'un auxiliaire. 10. Lieux d'échanges à risque. Compositeur italien.

11. Travaille sur l'œil. Bel effet polyphonique. 12. Collantes, vitreuses et très parfumées.

SUDOKU

N°25-133



Réalisé par Yan Georget (<https://about.me/yangeorget>)

UN HORS-SÉRIE | Le Monde

EN QUÊTE DE SENS

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

ET SUR BOUTIQUE.LAVIE.FR

132 PAGES - 12,90 €

Le Monde

N°25

LA FABRIQUE

DE L'OPINION

Fait avec, je réponds complètement à l'enjeu de l'info

Le Monde est édité par la Société éditrice du « Monde » SA. Durée de la société : 99 ans à compter du 15 décembre 2000. Capital social : 124.610.348,70 €. Actionnaire principal : Le Monde Libre (SCS).

Rédaction 67-69, avenue Pierre-Mendès-France, 75013 Paris. Tél. : 01-57-28-20-00

Abonnements par téléphone au 03 28 25 71 (prix d'un appel local) du lundi au vendredi, de 9 heures à 19 heures, et le samedi, de 9 heures à 17 heures. Depuis l'étranger au : 00 33 3 28 25 71. Par courrier électronique : abojournalpaper@lemonde.fr. Tarif 1 an : France métropolitaine : 399 €

Courrier des lecteurs
Par courrier électronique : courrier-des-lecteurs@lemonde.fr

Internet : site d'information : www.lemonde.fr; Emploi : www.talents.fr

Collection : Le Monde sur CD-ROM : CEDROM-SNI 01-44-82-66-40

Le Monde sur microfilms : 03-88-04-28-60
La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des publications et agences de presse n° 0727 C 81975 ISSN 0395-2037



ACPM
PRINTED IN FRANCE
67-69, avenue Pierre-Mendès-France
75013 PARIS
Tél : 01-57-28-39-00
Fax : 01-57-28-39-26

L'imprimerie, 79, rue de Roissy, 75013 Paris
Mid-Print, Gallargues le Montueux

Origine du papier : UK, France.
Taux de fibres recyclées : 100 %. Ce journal est imprégné sur un papier issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées. Europhosphat : PIto = 0,0083 kg/tonne de papier

Sylvester Stewart dit «Sly Stone»

Musicien américain, légende du funk

There's a Riot Goin' On! («il y a une émeute en cours!»), Don't Call Me Nigger, Whitey («ne me traite pas de nègre, blanc-bec»), Stand! («lève-toi!»)... Autant de titres de chansons écrites par Sly Stone, qui résonnent encore avec l'actualité. Mais aussi Dance to the Music, Family Affair, Everyday People, des morceaux qui ont révolutionné la musique populaire en unifiant la soul, le blues, le funk, le rock et le psychédélisme.

Sly Stone, de son vrai nom Sylvester Stewart, a capté l'air du temps comme aucun autre dans les années 1960 et 1970, et a su fournir la bande-son idéale à sa génération qui hésitait, alors, entre radicalité et utopie hippie. Avec son audace, sa volonté de rester lui-même, en refusant de répondre aux assignations liées à sa couleur de peau ou à son sexe, Stone a ouvert la voie à Prince, Outkast et bien d'autres... Le chanteur et multi-instrumentiste est mort à 82 ans, a annoncé sa famille, lundi 9 juin, des suites de complications pulmonaires.

Après avoir longtemps abusé de drogues dures, l'artiste avait quitté la caravane dans laquelle il vivait à Los Angeles pour se rapprocher de ses trois enfants, décrocher complètement de la cocaïne et du crack. Il savourait sa victoire contre son ancien management et son avocat condamnés à lui payer 5 millions de dollars pour non-versement de droits d'auteur. Il venait de faire l'objet d'un documentaire, disponible sur Disney+, Sly Lives, réalisé par le batteur et producteur américain Questlove du groupe hip-hop The Roots, et s'appretait à publier, le 18 juillet, une réédition de ses premiers concerts en 1967 avec son groupe The Family Stone, *The First Family. Live at the Winchester Cathedral*.

Pour la fin des années 1960, alors que les cendres des émeutes raciales dans le quartier défavorisé de Watts, à Los Angeles (Californie), provoquées par des violences policières sur un automobiliste noir en août 1965, sont à peine refroidies, son groupe dénote. Il mélange les musiciens blancs et noirs, les filles et les garçons. Il est composé de son frère à la guitare, Freddie Stone, de sa sœur Rose Stone au chant et au piano, de Larry Graham à la basse, du batteur Greg Errico, de Cynthia Robinson à la trompette et de Jerry Martini au saxophone. Sly Stone, lui, est aux claviers et mène les harmonies vocales avec sa voix de basse.

C'est surtout le chef d'orchestre, le chef de chœurs et le principal auteur des chansons. Il a un vieux rêve, réunir toutes les musiques qu'il aime dans la sienne. Sylvester Stewart est DJ dans une radio de San Francisco et racontait lors d'une interview à la télé américaine : «J'aimais Bob Dylan, Ray Charles, Aretha Franklin, The Staple Singers et les Beatles... Ils devraient être rassemblés quelque part, et j'ai décidé, en faisant ma musique, que ce serait dans la mienne.» En parallèle de son travail à la radio, il produit des groupes de pop anglaise ou de R'n'B, écrit ses premières chansons, comme *C'mon and Swim* (1958), de Bobby Freeman, où il est créé sous son vrai nom Sylvester Stewart – il n'a que 19 ans.

Sly Stone est né au Texas, à Denton, le 15 mars 1943. Il n'a que 3 mois quand ses parents s'installent à Vallejo, en Californie, fuyant la ségrégation du sud des Etats-Unis à la recherche d'une meilleure vie sur la Côte ouest. «Mon père portait toujours une bible et un flingue, raconte Sly Stone dans le documentaire de Questlove. Il a été maltraité dans le Sud. Il disait : "Si je pouvais met-



A New York,
le 9 mars 1969.
MICHAEL OCHS ARCHIVES/
GETTY IMAGES

tre tous les Blancs sur un bateau et qu'il fallait juste une personne de plus pour qu'ils coulent, j'y serais allé moi-même." Je lui répondais : "Papa, ça ne sera pas toujours comme ça, je ne vais pas te laisser rester là-dessus." Alors, j'invoquais tous mes potes à la maison, qu'ils soient blancs ou noirs. »

À l'église, il joue de la guitare, de la basse, de la batterie, six à dix fois par semaine, jusqu'à quatre fois même le dimanche. C'est là qu'il apprend à diriger un groupe, un chœur, à trouver des harmonies. Ses parents lui font enregistrer en 1952 un disque de gospel avec son petit frère et ses deux sœurs, *On The Battlefield*, sous le nom de The Stewart Four.

Nous devons vivre ensemble En 1961, il est l'un des rares musiciens noirs dans un groupe de jeunes Blancs avec qui il passe des concours de chant. Après un passage par l'université, où un professeur de musique lui enseigne en six mois les rudiments de la composition, il monte son groupe qui se moque des codes segmentés de l'époque où une formation de musiciens noirs est censée faire du rythme and blues digne de la Motown.

Avec The Family Stone, il joue à la Winchester Cathedral, reprend les classiques de la soul ou du rock. Leur premier album sorti en 1967, *A Whole New Thing*, déjà très funk, est un flop. Leur manager conseille alors à Sly Stone d'enregistrer quelque chose de simple. Et ce sera, l'année suivante, l'énorme tube *Dance to the Music* avec ses harmonies vocales marmonnant la ligne de basse, le cri de la trompettiste Cynthia Robinson au public «Get Up and Dance to the Music», l'unique note jouée par le bassiste, la co-

15 MARS 1943 Naissance à Denton (Texas)

1967 Sortie du premier

album de Sly and

The Family Stone,

«A Whole New Thing»

1971 Sortie de l'album

«There's a Riot Goin' On»

1975 Le groupe

The Family Stone

se sépare

2007 Concert

à l'Olympia, à Paris,

l'une de ses dernières

apparitions en France

9 JUIN 2025 Mort

à Los Angeles (Californie)

lonne rythmique du batteur, presque celle des tubes de la Motown, mais sans l'être vraiment, la section de cuivres omniprésente et le tout orchestré par Sly Stone à l'orgue qui donne sa place à chaque instrument.

Il inclut déjà tout le monde. Invité sur tous les plateaux de télévision, il commence ses concerts par son mantra : «Ne détestez pas les Noirs. Ne détestez pas les Blancs. Si vous êtes mordu, détestez simplement la morsure.» Et le groupe de terminer sa performance explosive par un simple : «Merci de nous avoir laissés être nous-mêmes.» Si les musiciens goûtent au succès, sont invités dans tous les numéros de l'émission «Soul Train», le monde s'écroule autour d'eux.

En 1968, ils apprennent la mort de Martin Luther King, assassiné à Memphis (Tennessee) alors qu'ils sont en tournée à Detroit (Michigan), leur bus est arrêté par des tanks de la garde nationale qui font respecter le couvre-feu pour empêcher les émeutes. Dans le pays, des violences éclatent lors des manifestations contre la guerre au Vietnam. À Los Angeles, sur les campus universitaires, après les émeutes de Watts en 1965, un mouvement révolutionnaire noir, le Black Panther Party, commence à se faire un nom pour combattre les violences policières.

Les Américains se divisent, se renferment sur leurs communautés et Sly Stone va s'inspirer du climat ambiant pour écrire une de ses plus belles chansons, *Everyday People* : «Nous devons vivre ensemble. Je ne suis pas meilleur et toi non plus. Nous sommes les mêmes quoi que nous passions.» Il l'enchaîne avec *Stand!*, hymne pour le Black Panther Party, que le

mouvement aimerait que Sly Stone rejoigne, ce qu'il décline.

En août 1969, il fait décoller le public déjà bien perché de Woodstock avec son titre *I Want to Take You Higher*. Sly Stone devient alors une icône pour ceux qui ne veulent pas être rangés dans des cases. Il permet aux musiciens d'avoir l'audace d'être eux-mêmes. Les Temptations vont alors sortir leurs albums psychédéliques. George Clinton, coiffeur et auteur pour Motown, va s'inspirer du funk de Sly Stone pour monter ses groupes, Parliament et Funkadelic.

Caricature de lui-même

Début des années 1970, le succès aidant, l'argent coule à flots et Sly Stone déménage de la Bay Area dans une grande propriété de Bel Air. Le Tout-Los Angeles vient s'y droguer et lui, dans son studio, ralentit le tempo de ses musiques, mais aussi son rythme de travail. Il rate des concerts, arrive en retard, très en retard, obligeant les premières parties à jouer plus longtemps que prévu. Il met beaucoup plus de temps pour enregistrer de nouvelles chansons ce qui donnera l'idée à son manager de faire publier dans les journaux cette annonce un brin pompeuse avant la sortie de l'album, *There's a Riot Goin' On* (1971) :

«Deux ans et demi, ce n'est pas si long à attendre pour accueillir le travail d'un génie.»

Cet album, dont la pochette est un drapeau américain trouvé de cinquante-deux balles, est en effet une pièce maîtresse de son œuvre, avec notamment *Family Affair*, plus R'n'B, plus smooth, un des premiers tubes à utiliser une boîte à rythmes, mais aussi *Runnin' Away*, où il fait l'éloge de la fuite et s'interroge sur lui-même :

«Regarde comme tu te trompes», chante-t-il.

Il se sabote un peu plus, quand le bassiste Larry Graham quitte le groupe, même s'il est encore capable d'écrire de belles chansons comme *If You Want Me to Stay*. Au milieu des années 1970, il devient une caricature de lui-même, se marie sur la scène du Madison Square Garden, à New York, avec la jeune mère de son enfant, se contente de participer à des émissions de divertissement.

En cinq ans et autant d'albums, Sly Stone a révolutionné la musique, et l'industrie du disque. Tout le monde s'inspire de son éclectisme, de Funkadelic aux Jackson Five, de Janet Jackson aux Red Hot Chili Peppers, plus tard, mais lui ne sortira plus rien de bon. En 1975, il essaie de relancer sa carrière avec une série de concerts au Radio City Hall, à New York, avec son groupe, The Family Stone, mais le public ne répond pas présent. Le groupe se sépare.

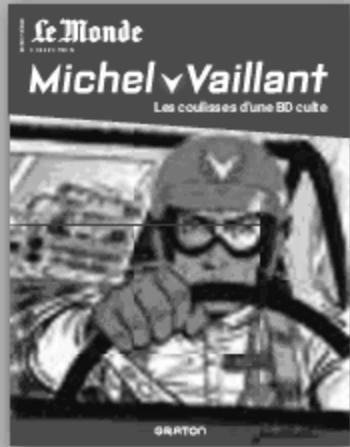
Il passe les années 1980 à être arrêté, envoyé en prison ou en cure de désintoxication, fait quelques tournées avec George Clinton, mais rien n'y fait : Sly Stone n'est plus que l'ombre de lui-même comme ce soir du 23 juillet 2007 où il joue à l'Olympia, à Paris. Une de ses dernières apparitions en France.

Dans les années 1990, les artistes hip-hop l'avaient pourtant redécouvert : les Jungle Brothers, les Beastie Boys, LL Cool J pour son tube *Mama Said Knock You Out* et, enfin, Arrested Development pour *People Everyday*. Son message d'unité est resté, mais la désillusion, la peur, semblent l'avoir consumé. Il disait pourtant : «Si tu as été mordu, hais la morsure.» ■

STÉPHANIE BINET



En kiosque



Hors-série



Hors-série



Hors-série



Cahier de vacances adultes



Cahier de vacances adultes

Nos services

Lecteurs

Abonnements

Sur abo.lemonde.fr

Par tél. au 03 28 25 71 71

(prix d'un appel local) du lundi au vendredi, de 9 heures à 19 heures, et le samedi, de 9 heures à 17 heures.

Le Carnet du Monde

carnet@mpublicite.fr

POUR DÉPOSER AU MONDE VOS DOCUMENTS CONFIDENTIELS
www.souscription.fr

Le Monde
Le Carnet

Vous pouvez nous faire parvenir vos textes soit par e-mail : carnet@mpublicite.fr (en précisant impérativement votre numéro de téléphone et votre éventuel numéro d'abonné ou de membre de la SDL)

soit sur le site : <https://carnet.lemonde.fr>

L'équipe du Carnet reviendra vers vous dans les meilleurs délais pour vous confirmer la parution.

carnet@mpublicite.fr
<https://carnet.lemonde.fr>

AU CARNET DU «MONDE»

Décès

Marine Ameye et François Alambret, ses enfants,
ont la tristesse de faire part du décès de

Louis ALAMBRET,

survenu le 5 juin 2025, à l'âge de quatre-vingt-dix ans.

Une cérémonie religieuse sera célébrée le 12 juin, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame d'Espérance, 47, rue de la Roquette, Paris 1^e.

L'inhumation aura lieu le lendemain au cimetière de Blonville-sur-Mer (Calvados).

marine_2a@yahoo.fr
falambret@gmail.com

Charles Bensadoun, son époux, Anne, sa fille, Zelda et Noa, ses petites-filles Et toute la famille Schoukroun, vous informez de la disparition de

Josette BENSADOUN,

à l'âge de quatre-vingt-treize ans.

L'enterrement a eu lieu le samedi 7 juin 2025, à 11 heures, au cimetière Saint-Lazare de Montpellier.

*Elle laisse un grand vide.***Michel ENOCK LEVI,**

mathématicien, directeur de recherche au CNRS, est décédé le 5 juin 2025 au petit matin, à l'âge de soixante-dix-huit ans.

Il a supporté pendant plusieurs années la férocité d'une longue maladie avec un courage et une dignité qui forçaient l'admiration.

Ses obsèques auront lieu le jeudi 12 juin, à 11 h 15, au cimetière du Montparnasse, 3, boulevard Edgar-Quinet, Paris 14^e.

Eliane Sokol, son épouse, Tessa Enock Levi et Rachid Messikh, sa fille et son gendre, Malek et Amir, ses petits-fils.

Denis GOEDEL, professeur des Universités, officier de l'ordre national du Mérite, officier de l'ordre des Palmes académiques, lauréat du prix parlementaire franco-allemand, ancien vice-président de l'université des sciences humaines de Strasbourg, directeur de l'IUFM d'Alsace (1991-2001), s'est éteint paisiblement le vendredi 6 juin 2025, dans sa quatre-vingt-huitième année.

Il laisse dans la peine Josée, son épouse depuis cinquante-six ans, Caroline et Pierre-Olivier, leurs enfants, leurs conjoints, Jean-Philippe et Pascale Ainsi que Maxence, Anna, Lila, Amaury et Lou-Anne, leurs petits-enfants.

Tous lui sont reconnaissants pour les repères qu'il leur a laissés pour avancer et tenter de construire un monde toujours plus juste.

Ils vous invitent à partager leur peine et leur espérance le samedi 14 juin, à 16 heures, en l'église Notre-Dame-de-la-Paix, à Illkirch-Graffenstaden.

Pas de fleurs, la famille préfère des dons pour la recherche contre le cancer du poumon.

Dijon. Paris. Glux-en-Glenne. Sabine Lefebvre, directrice Et l'équipe du laboratoire ARTEHIS, Archéologie, terre, histoire et sociétés (Dijon). Christophe Goddard, directeur Et l'équipe du laboratoire AOrOc, Archéologie d'Orient et d'Occident (Paris). Philippe Barral, président Et le conseil d'administration de l'Association française pour l'étude de l'âge du fer (Paris). Vincent Guichard, directeur général Et l'équipe de Bibracte EPCC (Glux-en-Glenne). Les partenaires du programme de recherche archéologique de Bibracte-Mont-Beuvray (Bourgogne), ont la tristesse de faire part de la disparition, survenue le 4 juin 2025, de leur collègue et ami Jean-Paul GUILLAUMET, directeur de recherche honoraire au CNRS, ancien chercheur d'AOrOc, ancien directeur d'ARTEHIS, ancien directeur de Bibracte et initiateur des recherches archéologiques sur le site du Mont-Beuvray.

La cérémonie funéraire aura lieu en l'église d'Ussy-sur-Marne (Seine-et-Marne), le vendredi 13 juin, à 11 h 30.

Pascale Haddad, son épouse, Raphaëlle et Paul, ses enfants, Lucien et Rita, son frère et sa sœur Ainsi que toute la famille, ont la tristesse de faire part du rappel à Dieu de

M. Bassam HADDAD, professeur agrégé et chef du service de gynécologie-obstétrique au Centre hospitalier intercommunal de Crétel,

à Massy, le mardi 3 juin 2025, à l'âge soixante-cinq ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 11 juin, à 14 heures, en l'église Saint-Julien-le-Pauvre, Paris 5^e, suivie de l'inhumation dans la sépulture de famille, à 16 h 30, au cimetière de Sceaux (Hauts-de-Seine).

Françoise Labro, son épouse, Valérie, Alexandra et Laetitia, Clarisse et Mark, Jean et Audrey, ses enfants et leurs conjoints, Joseph, Charlie, Eugénie et Blandine, ses petits-enfants, Claude et Martine Labro, son frère et sa belle-sœur, ont l'immense tristesse de faire part du décès de

Philippe LABRO, survenu le 4 juin 2025, à l'âge de quatre-vingt-huit ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 13 juin, à 10 h 30, en l'église Saint-Germain-des-Prés, Paris 6^e, suivie de l'inhumation, dans l'intimité familiale.

(Le Monde du 5 juin).

Ariane et Laurent Mainaud, sa fille et son gendre, Stéphane et Nathalie Lelong, son fils et sa belle-fille, Max et Bettie, ses petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

Daniel LELONG, chevalier de la Légion d'honneur, commandeur dans l'ordre des Arts et des Lettres.

L'inhumation aura lieu le samedi 14 juin 2025, à 11 heures, au cimetière de Prades (Ardèche).

(Le Monde du 10 juin).

Oscar et Eno, ses fils, Réjane Louin, sa compagne, Aminata et Camille, ses belles-filles, Jade, sa petite-fille, François et Françoise Lerch, Philippe Lerch, Catherine et Jean-Robert Hennequin, ses frères et sœur Ainsi que l'ensemble de sa famille, font part du décès de

Olivier LERCH,

survenu à Rennes, le mercredi 4 juin 2025, à l'âge de soixante-six ans.

La cérémonie est célébrée ce mercredi 11 juin, à 14 h 30, au crématorium de Vern-sur-Seiche (Ille-et-Vilaine).

Pas de fleurs, la famille préfère des dons pour la recherche contre le cancer du poumon.

Les fleurs pourront être remplacées par un don à Habitat et Humanisme.

Philippe lerch40@gmail.com

Dijon. Paris. Glux-en-Glenne. Anne-Sophie Sobek, Romain Léguiller et Henri Lanta, ont la tristesse d'annoncer le départ soudain de

Christiane LÉCUILLER, née RAVEUX,

survenu le 22 mai 2025, à Montélimar, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

66, rue de la Glacière, 75013 Paris.

Paris.

Son épouse, Ses enfants, Ses petits-enfants Et ses arrière-petits-enfants, Sa belle-fille,

ont la tristesse de faire part du décès de

M. Pierre MANDRIN, cinéaste et chercheur,

survenu le 2 juin 2025, à Paris, à l'âge de cent ans.

La cérémonie aura lieu ce 11 juin, à 12 h 30, au crématorium du cimetière du Père-Lachaise, Paris 20^e.

Jean-François et Christelle Meyer, Sophie Meyer, Gérard et Magali Meyer, ses enfants et leurs conjoints,

Alix, Melchior et Alicia Meyer, ses petits-enfants, leur mère et grand-mère, Mme Catherine Meyer-Parodi Et Mme Pierrette Funck-Brentano,

ont la profonde tristesse de faire part du décès de

M. Jacques MEYER, ESSEC 48,

capitaine de réserve (ABC), chevalier de la Légion d'honneur à titre militaire, croix de la Valeure militaire avec étoile d'argent,

survenu le 1^{er} juin 2025, à Paris, dans sa quatre-vingt-dix-neuvième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 13 juin, à 10 heures, en l'église Saint-Jacques-du-Haut-Pas, 252, rue Saint-Jacques, Paris 5^e.

Cette cérémonie sera suivie de son inhumation dans le cimetière de Vaucresson.

Montreuil. Aix-en-Provence. Paris.

Philippe MICHEL, architecte-éclairagiste,

s'en est allé brutalement le 6 juin 2025.

Sonia Ivanoff, Max, Lucas, Anna Michel, Nadia Michel, sa mère, Sa famille, Ses amis, Les Ateliers de l'Éclairage,

sont terrassés.

Retrouvons-nous le lundi 16 juin, à 15 h 30, en la salle de la Coupole, au crématorium du cimetière du Père-Lachaise, Paris 20^e.

Il nous manque terriblement.

François NAUDIN, ancien journaliste,

régent du Collège de l'Pataphysique, est mort le 26 mai 2025, à Paris, dans sa quatre-vingt-unième année.

168, rue Marcadet, 75018 Paris.

Son épouse, Ses cinq enfants et leurs conjoints, Ses quinze petits-enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

Jean-Jacques PAYAN, ancien élève

de l'ENS de la rue d'Ulm, agrégé de mathématiques, ancien président de l'université Joseph-Fourier à Grenoble, ancien directeur général des enseignements supérieurs et de la recherche, ancien directeur de la recherche de Renault, survenu le 5 juin 2025, à Seyssins, à l'âge de quatre-vingt-dix ans.

Les obsèques auront lieu le 13 juin, à 15 h 30, au funérarium de la Tronche (Isère).

Dons bienvenus au profit de la fondation des Diaconesses de Reuilly.

ghislaine.payan@orange.fr

Jean-Pierre et Muriel Salmona,

Thierry et Hélène Salmona,

ses enfants,

Laure, Isabelle, Juliette, Maud,

Rémy, Louise, Marianne, François et

Antoine,

ses petits-enfants

auxquels se joignent leurs conjoints,

Elias, Noam, Naim, Lila, Esther,

Joachim et Alexis,

ses arrière-petits-enfants,

ont la tristesse d'annoncer le décès de

Lydia SALMONA, née BÉHAR PARALI,

veuve de

Jacques SALMONA

(1923-2015),

survenu le 4 juin 2025,

à l'âge de cent un ans.

Les obsèques auront lieu au

cimetière parisien de Bagneux,

le vendredi 13 juin, à 14 h 30.

Ni fleurs ni couronnes.

Paris.

Mme Gorka Simac,

son épouse,

Mirna et Nicolas Kraft,

Tena et Laurent de Metz,

Davor et Marie

Simac,

ses enfants et leurs époux,

Bruna, Augustin, Karla, Paolina,

Vincent Duclert La focalisation sur l'occurrence d'un génocide à Gaza est contre-productive

Alors qu'Emmanuel Macron, interrogé sur la qualification des exactions à Gaza, le 21 mai, sur TF1, renvoyait à l'avis des historiens, le chercheur revient sur l'apport mutuel entre ces derniers et les juristes

Spécialiste des génocides, je suis fréquemment interrogé sur la réalité d'un génocide à Gaza. Sollicité sur cette même question lors de son entretien sur TF1, le mardi 13 mai, Emmanuel Macron a renvoyé vers les historiens, me citant pour le rapport de la commission de recherche sur les responsabilités de la France dans le génocide des Tutsi au Rwanda. Pourquoi cette séance accordée aux historiens pour une question qui mobilise d'abord le droit ?

La double identification du génocide et du crime qu'il définit est l'œuvre d'un juriste polonais, Raphael Lemkin, ancien procureur à Varsovie, dont la famille a été exterminée par les nazis. Réfugié aux Etats-Unis, il achève, en 1943, le livre qui définit le crime de génocide par l'étude du sort des juifs dans l'Europe occupée par les forces de l'Axe. Il se fonde aussi sur la connaissance de l'extermination des Arméniens par les Jeunes-Turcs unionistes dans l'Empire ottoman. Pour aboutir à cette qualification à la hauteur de l'entreprise génocidaire, Lemkin a travaillé comme historien. Le génocide tel que défini par la justice internationale en 1945 fait donc le lien avec l'histoire plus ancienne. Il y a un apport mutuel entre historiens et juristes, souvent décisif.

Plusieurs historiens, dont des Israéliens, ainsi que des juristes, ont conclu à l'existence d'un génocide commis par l'Etat d'Israël. La Cour internationale de justice (CJI) a averti, le 26 janvier 2024, d'un « risque réel et imminent [de] préjudice irrépa-

rable » au titre de l'incrimination de génocide. La Cour pénale internationale (CPI) poursuit, depuis le 21 novembre 2024, le premier ministre Benjamin Nétanyahou, son ancien ministre de la défense, Yoav Gallant, et le commandant du Hamas Mohammed Deif (décédé) pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité.

Evolution de l'usage

Ces décisions de justice sont totalement rejetées par les mis en cause qui dénoncent l'antisémitisme des juges. La CPI subit des attaques de la part du président Donald Trump tandis que l'Afrique du Sud, qui a porté le dossier de Gaza à la CJI, fait l'objet de représailles massives. On est très loin d'exemples comme celui de Zoran Djindjic, le premier ministre de Serbie qui a exécuté, en juin 2001, une décision du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie en faisant arrêter l'ex-président Slobodan Milosevic et en le transférant à La Haye afin qu'il soit jugé. Pour cet acte de courage et de respect de la justice, il a été assassiné deux ans plus tard.

En vingt-quatre ans, une évolution de l'usage du terme s'est faite, encore accentuée depuis la guerre contre Gaza. La proclamation publique d'un génocide se substitue à l'autorité d'une décision de justice dont le tort est d'intervenir après le crime : ainsi du Conseil de l'Europe, pour qui les actes israéliens « vont dans le sens d'un nettoyage ethnique et d'un génocide » ; ou de médias alertant sur « une guerre génocidaire » ; ou de cher-

cheurs établissant un « futuricide » contre les Gazaouis. Le but est de signifier l'extrême gravité des actes commis dans l'intention de détruire un groupe. Hors la protestation contre un génocide, rien ne semble désormais compter. Une telle proclamation justifiant alors les actions les plus radicales, et, parfois, une troublante délectation à accuser le peuple survivant de la Shoah d'une perpétration de génocide.

Le gouvernement israélien dénonce cette accusation avec la même radicalité : il argue du caractère antisémite de toute contestation de sa politique à Gaza, qui reviendrait même à s'associer au groupe terroriste responsable de l'attaque du 7-Octobre. Celle-ci a plongé les juifs et le monde dans l'effroi d'un retour de la Shoah. Elle justifie la guerre actuelle d'Israël contre Gaza. Jusqu'où ?

Pour les militants sincères qui tentent d'arracher les Palestiniens à une mort annoncée, l'objectif est d'user d'un moyen de dissuasion capable d'arrêter le gouvernement israélien. Le génocide étant tenu pour « le crime des crimes », sa proclamation doit contrecarrer une catastrophe en cours. Mais ce moyen a échoué, et a affaibli la portée de l'incrimination. Pour tenter de la rétablir, il faut revenir à l'histoire en repartant de la connaissance des génocides des Arméniens, des juifs et des Tutsi : comment ils ressortent de la justice pénale internationale, tant sur le plan de la répression que sur celui de la prévention, au regard de la convention de 1948 et du statut fondant la CPI. Et revenir au droit.

La focalisation sur l'occurrence d'un génocide – comme si les accusations de crime contre l'humanité et de crimes de guerre n'étaient pas assez graves – est contre-productive. Une mobilisation de l'opinion internationale sur ces crimes commis à Gaza ne serait pas moins puis-

ante. Les poursuites pour crime contre l'humanité contre Benjamin Nétanyahou ont eu un effet direct et plein d'enseignement : lorsque s'est matérialisée une menace de famine générale à Gaza résultant du blocus intégral imposé au territoire depuis le 2 mars, le risque de devoir répondre de ce crime l'a certainement conduit à annoncer, le 19 mai, vouloir suspendre ce blocus. Sur le plan pénal, ces crimes ont le même statut que le crime de génocide, mais pas la même portée symbolique. Ils sont effroyables et seront jugés, et leurs auteurs punis si reconnus coupables.

Blocus informationnel

Les historiens ne se substituent pas aux juges ni aux juristes. Pour juger si Israël se rend coupable d'un génocide, il faut décider, sur la base de la convention de 1948, si les actes de crime de guerre et de crime contre l'humanité sont commis dans l'*« intention de détruire, ou tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux »*. La réponse est indissociable

d'une politique de collecte systématique de données et de sources qu'Israël mais aussi le Hamas contrecurrent. Ce blocus informationnel risque d'être très incriminant pour leurs auteurs.

L'appel répété d'Emmanuel Macron à la naissance d'un Etat palestinien redonne sa place à l'action politique. Mais quelle réponse donner à son interjection : « Demandez aux historiens ! » Que peuvent les historiens ? Que doivent-ils à leurs contemporains hantés par la destruction de Gaza et de ses habitants ?

Documenter systématiquement les faits comme les historiens savent le faire, se rendre même sur le terrain comme récemment Jean-Pierre Filiu ? C'est la base. Aider la démocratie israélienne à sortir du piège mortel de l'universalisation et de la raison d'Etat ? Sans aucun doute. Réexaminer avec les juristes les critères du génocide et de l'*« intention de détruire »*, compte tenu du modèle de répétition et d'accumulation des actes de destruction commis en dépit de toutes les condamnations ? C'est une option. Serait-elle de nature à redonner à l'incrimination de génocide une portée qu'elle a perdue ? Les historiens travaillent sur la longue durée, mais ils peuvent y faire entrer le présent. Les historiens ne se substituent pas aux juges, mais les normes juridiques reposent aussi sur l'histoire qu'ils écrivent. Celle des génocides, malheureusement, n'est pas terminée. ■

Vincent Duclert est historien, chercheur à l'EHESS-Cespra, auteur de « Arménie. Un génocide et la justice », avec Thomas Hochmann et Raymond H. Kévorkian (Les Belles Lettres, 160 pages, 19 euros)

Alléger les heures de cours sans interroger le contenu ne bouleversera rien

Alors que va s'ouvrir une convention citoyenne sur les « temps de l'enfant », Prune Helfter-Noah, haut fonctionnaire, et Marie-Laure Viaud, universitaire, estiment que les méthodes pédagogiques doivent aussi être interrogées

LES PÉDAGOGIES ACTIVES DONNENT CONFIANCE À TOUS LES ENFANTS ET PRODUISENT UN CLIMAT PROPICE AUX APPRENTISSAGES

Le 2 mai, le président de la République a annoncé l'organisation d'une convention citoyenne sur « les temps de l'enfant », dont les 130 membres tirés au sort travailleront ensemble, de juin à novembre, sous l'égide du Conseil économique, social et environnemental. Dans sa note de saisine, le premier ministre a précisé que la convention ne se limitera pas aux rythmes scolaires, mais englobera également les temps périscolaires et extrascolaires, ainsi que l'impact croissant des outils numériques et technologiques

sur la vie quotidienne des jeunes. Le périmètre est donc relativement large. Toutefois, il manque sa cible en se focalisant exclusivement sur le mal-être lié à la surcharge des journées scolaires.

Bien entendu, l'organisation des temps de l'enfant a un impact sur la qualité de vie et les apprentissages. Sur ce point, les données sont connues : les élèves français subissent une charge quotidienne plus lourde que leurs voisins, non seulement en raison de vacances scolaires plus longues (16 semaines contre 13 en moyenne dans les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques, OCDE), mais aussi d'un nombre total d'heures de classe sur l'année plus élevé que la moyenne. Ainsi, à l'école primaire, les enfants français ont un volume de 860 heures d'instruction par an, alors que la moyenne européenne s'élève à 760 heures. Dans l'ensemble de l'OCDE, le temps d'instruction cumulé pour l'école primaire et le collège s'élève à 7 634 heures, contre 8 192 en France.

Rythmes biologiques

Les élèves français ne travaillent donc pas moins que leurs homologues étrangers, bien au contraire. Et la diminution de la durée des vacances estivales, comme telle semble être l'intention du président de la République, n'est pas une option réaliste sans une contrepartie indispensable : la réduction du volume ho-

raire quotidien de classe des élèves. Depuis longtemps, les rapports officiels sont formels : pour bien faire, il faudrait raccourcir les journées d'école. En 1947, déjà, le plan Langevin-Wallon recommandait le respect des rythmes biologiques des enfants avec des horaires suggérés de deux heures par jour pour les enfants de 7 à 9 ans, trois heures de 9 à 11 ans, quatre heures de 11 à 13 ans et cinq heures par jour pour les élèves de 13 à 15 ans. Dans son rapport sur les lycéens remis en 1983, l'historien Antoine Prost affirmait que dépasser quatre heures de cours par jour est « une escroquerie pratiquée par les adultes aux dépens de la majorité des élèves ».

Alléger cette charge ne bouleversera pas, toutefois, l'expérience des enfants si l'on refuse de s'interroger également sur ce qui est fait pendant les heures de classe. En d'autres termes, réfléchir au « combien » sans s'interroger sur le « comment » revient à s'arrêter au milieu du gué.

Les cours magistraux, une progression homogène pour tous les élèves, les travaux individuels, les notes et les devoirs à la maison restent la norme. Or, cette approche, particulièrement chronophage, a démontré son inefficacité de longue date et se révèle incapable de faire progresser tous les élèves. Quelques principes issus des pédagogies actives pourraient, au contraire, servir de guide pour repenser l'enseignement. Il ne s'agit pas d'utiliser les

méthodes dites « nouvelles » (dont le congrès fondateur remonte à 1921) comme un dogme, mais bien de réorganiser les enseignements à partir de pratiques qui ont fait leurs preuves.

Isolément des savoirs

L'accent mis sur l'autonomie des élèves, dès leur plus jeune âge, la motivation intrinsèque pour les apprentissages, la coopération et l'entraide entre enfants d'âges et de niveaux différents, sont communs aux théories développées par Maria Montessori (1870-1952), Ovide Decroly (1871-1932), Célestin (1896-1966) et Elise (1898-1983) Freinet, et Bernard Collot (né en 1954). Les pédagogies actives rompent également avec l'isolément artificiel des savoirs scolaires par rapport à la vie réelle et tâchent de réencastrer vie pratique, vie sociale et enseignement. Elles font prendre conscience aux enfants de leurs capacités, elles leur permettent d'éprouver leur libre arbitre, de se réaliser par l'exercice de leur volonté, et d'atteindre la joie de goûter le fruit de leurs efforts. En cela, ces pédagogies donnent confiance aux enfants, à tous les enfants, et produisent un climat serein propice aux apprentissages.

Il est aujourd'hui essentiel de former les enseignants aux pédagogies actives, afin de généraliser la diffusion, au sein de l'école publique, de ces méthodes souvent réservées aux élèves de certaines écoles privées, inaccessibles au plus grand nombre. Mais ce changement dans la culture pédagogique ne pourra se faire sans l'appropriation, par les citoyens, de ces méthodes qui ont fait leurs preuves depuis plus d'un siècle, en France et à l'étranger. Un premier pas pourrait consister à inscrire ces questionnements pédagogiques à l'ordre du jour de la convention citoyenne qui s'annonce.

Le premier ministre conclut sa note de saisine en rappelant que nos enfants représentent l'avenir du pays et que cette mission vise à redonner du sens à l'action publique en plaçant leur bien-être au cœur des préoccupations nationales. Si l'enjeu est vraiment le bien-être des enfants, alors il n'est pas possible de faire l'impossible sur les méthodes utilisées dans les écoles et sur les finalités qu'elles se donnent. ■

Prune Helfter-Noah est haut fonctionnaire et a publié « En finir avec l'école. Un projet de société émancipateur » (Le Hêtre Myriadis, 2023). **Marie-Laure Viaud** est maîtresse de conférences en sciences de l'éducation à l'université de Lille et l'autrice de « Changer l'école » (Nathan, 2023).

Michael Sandel

« L'université américaine doit résister à Trump et se remettre en question »

Le philosophe américain revient sur la stratégie adoptée par le président milliardaire à l'égard des facultés d'élite depuis son retour au pouvoir

ENTRETIEN

Michael Sandel est philosophe et professeur à l'université Harvard, dans l'Etat du Massachusetts. Dans son livre *La Tyrannie du mérite* (Albin Michel, 2021), écrit pendant le premier mandat de Donald Trump (2017-2021), il diagnostiquait une méritocratie malade, soumise aux lois du marché, aussi dommageable aux faux « gagnants » qu'elle produit qu'aux « perdants », qu'elle humilie en les rendant responsables de leurs échecs. Alors que le second mandat s'est ouvert dans un feu roulant d'attaques contre les universités d'élite, le philosophe analyse ce qui se joue autour de ces institutions, creusant sa critique des limites du libéralisme politique.

L'administration Trump n'en finit pas de s'en prendre aux universités, à commencer par Harvard, où vous enseignez. Pouvez-vous expliquer pourquoi les universités d'élite, qui ne concernent qu'une infime fraction de la population, représentent un tel enjeu dans le débat public américain ?

Les universités sont au cœur des luttes politiques. Ces dernières décennies, elles sont devenues les machines à trier d'une société méritocratique uniquement guidée par le marché. Elles servent principalement à se faire « un réseau » et à donner des diplômes. Les enjeux liés aux diplômes sont tels qu'une industrie entière a été créée pour préparer les élèves parfois dès l'enfance à cette compétition, moyenant des sommes énormes.

C'est dommageable à plusieurs titres. D'abord parce que les familles à faibles revenus ne peuvent même pas espérer participer à ce grand tournoi du « mérite », supposé être égalitaire mais qui ne fait que reproduire les priviléges. Ensuite parce que cela a un effet fâcheux sur les « gagnants » de ce système qui en viennent, de façon compréhensible, à développer un rapport purement instrumental à leur éducation. La fonction diplômante de l'université a supplanté

les valeurs intrinsèques que l'enseignement supérieur devrait poursuivre, à savoir cultiver chez les étudiants l'amour de l'apprentissage, la possibilité de réfléchir de manière critique à leurs objectifs, à leur vie.

Cela a aussi un effet politique : les universités, en particulier les universités d'élite, sont de plus en plus perçues comme un moyen d'obtenir des perspectives de carrière, et moins des institutions servant le bien public. En 2015 encore, démocrates comme républicains pensaient que les universités rendaient le pays meilleur. Mais, depuis 2016 et l'élection de Trump, leur confiance en l'enseignement supérieur a baissé. Et il y a une division partisane dans les réponses : les démocrates en ont une opinion plus favorable. Cela a rendu les universités politiquement vulnérables.

Ce n'est pourtant pas à l'inégalité de ce système que Trump s'en prend, mais à l'antisémitisme et au « wokisme » supposés de ces universités...

Il invoque en effet l'antisémitisme sur les campus pour justifier ces attaques. Il a aussi ajouté que les universités sont des avant-postes de l'idéologie « woke », du marxisme et de la « folie de gauche » en général. C'est évidemment absurde de prétendre que les universités sont des bastions du marxisme. Il est difficile de nier qu'il y a de l'antisémitisme dans certaines des manifestations pro-palestiniennes qui ont eu lieu sur les campus après le 7-Octobre, mais les républicains ont exploité la situation.

En ce qui concerne l'idéologie « woke », c'est plus compliqué. Ces dernières années, les universités d'élite ont adopté d'importantes mesures dans le cadre de programmes DEI [pour « diversité, égalité, inclusion », censés lutter contre les discriminations envers les minorités]. Elles ont embauché beaucoup de personnel administratif pour superviser ces politiques. Mais ces efforts n'ont pas réellement contribué à une plus grande justice raciale ou égalité des genres. Harvard et beaucoup d'universités avaient déjà abandonné certaines de ces pratiques. [En juin 2024, par exemple, Harvard a cessé d'exiger des professeurs candidats à la titularisation une déclaration de fidélité aux principes de DEI.] Et c'est tant mieux : il s'agissait d'un excès idéologique, intrusif, et de toute façon inefficace.

Mais Donald Trump s'en saisit pour confisquer 2,2 milliards de dollars [1,9 milliard d'euros] de fonds fédéraux destinés à la recherche scientifique. Laquelle n'a rien à voir avec le wokisme, mais concerne la recherche biomédicale, qui doit trouver des traitements contre le cancer, le diabète, la tuberculose, etc.

Vous semblez considérer que les reproches faits aux universités ne sont pas totalement illégitimes...



YANN LEGENDRE

Il faut résister à Trump, mais savoir aussi se remettre en question, ce qui n'est pas facile. Bien qu'il prétende lutter contre le wokisme, les mesures DEI et l'antisémitisme, Trump exige en réalité que son administration puisse avoir un droit de regard sur le recrutement des enseignants, les admissions étudiantes et les programmes académiques pour garantir la prépondérance des points de vue, ce qui est un test idéologique et une violation de la liberté académique. Harvard n'a eu d'autre choix que de résister [une plainte fédérale a été déposée en avril contre l'administration]. Plus récemment, le gouvernement a annoncé qu'il empêcherait Harvard d'inscrire des étudiants étrangers et que ceux déjà présents doivent partir.

Trump s'en prend aussi à des cabinets juridiques qu'il considère comme hostiles...

Trump veut exercer son pouvoir non seulement sur toutes les branches du gouvernement, ce qui est déjà un problème, mais aussi sur les institutions-clés de la société civile. C'est pourquoi il s'en prend aux grands cabinets d'avocats comme aux universités d'élite et aux médias. Il a même pris le contrôle du Kennedy Center for the Performing Arts, à Washington, une institution culturelle qui organise des spectacles théâtraux et musicaux. Il a limogé le conseil d'administration, placé ses proches, et s'est auto-proclamé président du conseil !

Quel est donc le but de telles manœuvres ?

La clé de son désir de contrôle, c'est la vengeance. Il l'a dit pendant la campagne : son deuxième mandat serait celui de la revanche. Mais sur quoi ? Sur ce qu'il perçoit comme l'hostilité de ces institutions – les médias, l'Etat de droit et les universités – envers sa politique. Ce qui rend Trump convaincant, c'est qu'il se sent lui-même méprisé. Il a toujours senti que les élites de New York, dont il cherchait l'approbation, le regardaient de haut. Les grandes banques refusaient de faire affaire avec lui ; Wall Street le voyait comme un promoteur immobilier grossier. Les doctorats honoris causa qui lui avaient été accordés lui ont été retirés après l'attaque du Capitole en 2021. Ce qui est authentique chez lui, c'est cette politique du ressentiment et de l'humiliation. La justification idéologique vient après coup.

PROPOS RECUEILLIS PAR VALENTINE FAURE

Nouveau hors-série

Face au retour en force du masculinisme, partout les femmes se mobilisent pour leurs droits. Et font entendre leurs voix.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX



Courrier
international

L'UE est-elle vraiment prête à des sanctions contre Nétanyahou ?

ANALYSE

POUR L'ALLEMAGNE,
LA HONGRIE,
L'AUTRICHE
OU LA RÉPUBLIQUE
TCHÈQUE,
UNE SUSPENSION
DES ACCORDS
AVEC ISRAËL
RELÈVE DU TABOU

Une situation « intolérable », des actes « odieux », une « catastrophe humanitaire inacceptable ». Plus d'un an et demi après la vague d'attaques du Hamas contre Israël, le 7 octobre 2023, qui avait fait quelque 1200 victimes israéliennes, la riposte et l'intensification des opérations militaires de l'Etat hébreu à Gaza, alors que le bilan de plus de 50 000 victimes palestiniennes ne cesse de progresser, déroutent les dirigeants européens. Depuis quelques semaines, les capitales européennes ont changé de ton vis-à-vis du gouvernement israélien, sous la pression notamment de leurs opinions publiques, indignées par l'anéantissement de zones d'habitation, l'attaque contre les membres du personnel humanitaire, les journalistes mais également le blocage, puis le déblocage au compte-gouttes et dans le chaos, de l'aide humanitaire à une population palestinienne affamée et forcée régulièrement de migrer d'une zone à l'autre.

Alors que le chancelier allemand, Friedrich Merz, « ne comprend franchement plus ce que l'armée israélienne est en train de faire dans la bande de Gaza », comme il l'a assuré le 26 mai, son ministre des affaires étrangères, Johann Wadephul, assurait le lendemain que l'Allemagne défend « partout le droit international humanitaire ». Une semaine plus tôt, les ministres des affaires étrangères du Vieux Continent, sur proposition des Pays-

Bas, ont majoritairement demandé aux institutions européennes de lancer un examen de l'accord d'association entre l'Union européenne (UE) et Israël, au regard de son article 2, qui précise que les parties à ce traité politico-commercial s'engagent à respecter les droits fondamentaux, et notamment les droits humains.

Si l'Irlande et l'Espagne avaient, dès février 2024, demandé cet examen, soutenu par Josep Borrell, alors chef de la diplomatie européenne, la Commission s'était murée dans le silence. Un an plus tard, la situation a changé, les Pays-Bas, proches d'Israël, ont convaincu les autres Etats, et Kaja Kallas, la successeure de Josep Borrell, a promis de présenter ce travail dès le 23 juin lors du prochain conseil des affaires étrangères européen, ainsi que « certaines options » pour la suite.

Pas de consensus

Depuis Singapour, le 30 mai, Emmanuel Macron rappelait que, « si l'il n'y a pas une réponse [des autorités israéliennes] à la hauteur de la situation humanitaire qui est apportée dans les prochaines heures et les prochains jours, bien évidemment qu'il faudra durcir la position collective » et « mettre un terme à des processus qui supposent le respect des droits de l'homme, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui, et appliquer des sanctions ».

Le président français, qui doit coprésider le 18 juin une conférence au siège de l'ONU à New York pour promouvoir la solution à deux Etats, entend faire monter la pression,

mais, avant d'évoquer des sanctions possibles, Kaja Kallas va devoir présenter son analyse sur le respect de l'accord d'association. La conclusion est déjà connue, conviennent tous les observateurs. Le fait qu'Israël ne respecte pas le droit humanitaire international à Gaza a été largement documenté par les agences des Nations unies ou les organisations non gouvernementales. A Bruxelles, on attend surtout les « options » proposées par l'ancienne première ministre estonienne.

Une fois présentée son analyse aux Vingt-Sept, Kaja Kallas est tenue d'évoquer le sujet avec les représentants israéliens au sein d'un conseil d'association. Ensuite, le sujet des « mesures appropriées » à prendre sera sur la table pour les Européens, toujours dans une procédure très « graduelle ». Si l'Union européenne peut aller jusqu'à suspendre cet accord signé en 1995 et effectif depuis 2000, c'est une solution en dernier ressort.

Aujourd'hui, cette suspension ne fait pas consensus et les Vingt-Sept ne soutiendront pas une telle décision. Même si la pression s'accroît, que la situation à Gaza se détériore encore davantage, pour certains pays, comme l'Allemagne, la Hongrie, l'Autriche ou la République tchèque, cela relève du tabou. Berlin, qui s'indigne de plus en plus de la situation, n'entend pas pour l'instant suspendre un accord censé organiser le dialogue politique avec le gouvernement israélien.

L'alternative pour Kaja Kallas est de proposer des mesures plus circonstanciées, en sus- penant des programmes de coopération

gérés par la Commission européenne, qui peuvent être modifiés par une « majorité qualifiée » des Etats, représentant 65 % de la population du continent. Les programmes les plus cités sont Horizon (recherche) ou Erasmus+ pour la mobilité des étudiants et chercheurs. L'accord « Ciel ouvert », qui libéralise le transport aérien, ou l'accord de libre-échange pourraient théoriquement être mis sur la sellette.

Mais Kaja Kallas devra convaincre Ursula von der Leyen, la présidente de la Commission, de faire rédiger et adopter une proposition législative en ce sens et de la présenter aux Etats. Ces derniers pourront la voter à la majorité qualifiée, ce que rien n'indique. Ursula von der Leyen reste pour l'instant réticente. Si les dirigeants européens, qui se réuniront le 26 juin, ne le demandent pas expressément à la Commission, juge-t-on à Bruxelles, il ne se passera rien.

Dès lors, d'autres mesures, plus symboliques, seront sans doute recherchées, comme l'arrêt de l'importation de produits issus des colonies de Cisjordanie ou l'embargo sur les exportations d'armes à Israël. Ces mesures ne relèvent pas de l'accord d'association, et, concernant les armes, sont à la main des seuls Etats. Elles enverraient néanmoins un signal politique plus clair en visant non pas à sanctionner la population israélienne, mais la politique du gouvernement de Benyamin Nétanyahou. ■

PHILIPPE JACQUÉ
(BUREAU EUROPÉEN, À BRUXELLES)



CHRONIQUE | PAR JULIEN BOUISSOU

La taxe de Trump qui inquiète les pays du Sud

Parmi toutes les initiatives prises récemment par Donald Trump, ce ne sont pas les droits de douane qui inquiètent le plus l'Inde, mais un nouvel impôt. Le projet de loi budgétaire du One Big Beautiful Bill Act (« grand et beau projet de loi »), qui a été adopté de justesse le 22 mai à la Chambre des représentants, prévoit l'introduction d'une taxe de 3,5 % sur les transferts d'argent envoyés par les migrants depuis les Etats-Unis. « Une idée qui n'est ni belle ni grande », s'étrangle le quotidien indien *Mint* dans son édition du 21 mai, qui appelle les Etats-Unis à y renoncer.

De fait, en 2024, l'Inde a reçu 137,7 milliards de dollars (120,4 milliards d'euros) de ses migrants partis travailler à l'étranger, soit l'équivalent de 3,5 % de son PIB, ce qui fait de lui le premier pays récipiendaire au monde. Or près du quart de cet argent provient des Etats-Unis, où travaillent de nombreux ingénieurs indiens.

Dans une étude publiée le 28 mai, le Center for Global Development (CGD), un think tank installé à Washington, a calculé que les plus touchés par cette nouvelle taxe seront le Mexique, avec des pertes évaluées à 2,6 milliards de dollars par an, suivi par d'autres pays à moyen revenu tels que le Vietnam, la Chine, l'Inde, ou encore ceux d'Amérique latine, d'où sont originaires de nombreux migrants installés aux Etats-Unis.

Cette nouvelle taxe – passée relativement inaperçue dans un texte de loi de plus de 1000 pages – aurait des conséquences dramatiques pour les pays pauvres, « bien pires que les coupes dans le budget américain de l'aide au développement », selon l'analyse du CGD. L'argent envoyé par les migrants est une source de revenus fiable, qui n'est pas soumise à la générosité – très aléatoire – des pays riches et qui sert d'amortisseur en cas de catastrophe naturelle ou de crise économique. Quand les investisseurs étrangers rapatrient leurs capitaux à

la moindre difficulté, les migrants, au contraire, envoient de l'argent. La Banque mondiale estime que ces transferts sont « une bouée de sauvetage essentielle pour les dépenses des ménages dans l'alimentation, la santé et l'éducation pendant les périodes de difficultés économiques ».

A l'heure où de nombreux Etats endettés doivent couper dans leurs dépenses de santé ou d'éducation, des millions de familles survivent grâce à ces fonds, de plus en plus importants. Selon les chiffres de la Banque mondiale, les transferts d'argent vers les pays à revenu faible ou intermédiaire ont atteint, en 2024, le chiffre record de 685 milliards de dollars, dépassant les montants cumulés des investissements étrangers et de l'aide étrangère.

« Inacceptable » pour le Mexique

Ils sont d'autant plus indispensables que les pays riches sabrent les uns après les autres dans leur budget d'aide au développement. « Pour de nombreux pays à revenu faible ou intermédiaire, l'impact de la taxe sur les transferts de fonds dépasse largement celui des coupes rendues publiques dans l'aide américaine », s'alarme le CGD.

Les pays vont-ils monter au créneau et demander à Washington l'annulation de cette taxe, comme ils l'ont fait pour défendre les intérêts de leurs entreprises face aux droits de douane de Donald Trump ? Seul le Mexique s'est ému de cette mesure, qualifiée d'« *inacceptable* » par sa présidente, Claudia Sheinbaum.

L'administration Trump assure que cette taxe dissuadera les migrants de venir travailler aux Etats-Unis, tout en finançant une partie des 150 milliards de dollars des nouvelles dépenses pour la sécurité des frontières. Non seulement elle ne devrait rapporter que 940 millions de dollars (selon les calculs du CGD), mais il est probable que les migrants envoient de l'argent par d'autres moyens.

Les ingénieurs indiens de la Silicon Valley utiliseront les cryptomonnaies, d'autres passeront par le *hawala*, un système de paiement, qui signifie « confiance » en hindi, où l'argent est versé, souvent en espèces, à un agent qui demande à un associé, issu de la même communauté ou de sa famille, sur un simple coup de fil, de payer le destinataire final. Autrement dit, l'argent risque de disparaître des radars des fiscs américains et indiens. ■

L'ARGENT ENVOYÉ PAR LES MIGRANTS EST UNE SOURCE DE REVENUS FIABLE, QUI N'EST PAS SOUMISE À LA GÉNÉROSITÉ ALÉATOIRE DES PAYS RICHES

INGRÉDIENTS ESSENTIELS DE LA PUISSANCE

LIVRE

Peu après son élection à la présidence des Etats-Unis, Donald Trump a estomaqué la communauté internationale en proclamant ses ambitions sur le Groenland. A ses yeux, l'ancienne colonie danoise ne représenterait pas seulement un enjeu géopolitique pour le contrôle de l'Arctique. Elle se distinguerait aussi par la richesse de son sous-sol : cuivre, zinc, nickel, or, uranium mais aussi terres rares y suscitent la convoitise des multinationales.

Que ce soit pour fabriquer des armes ou des pièces de monnaie, les métaux ont toujours été des ingrédients essentiels de la puissance. Mais pour contrôler leur accès aux minéraux, les Etats ont souvent dû se transformer en profondeur. Jusqu'à croire démesurément. Dans son livre *Des mines et des empires* (MultiMondes, 2024), publié d'abord au Canada puis en France, le professeur émérite à l'université du Québec à Montréal Michel Jébrak en trace l'histoire.

Le géologue s'est tourné vers les sciences sociales afin de dégager des invariants historiques. Certes l'Empire romain, qui s'est beaucoup construit sur le commerce du plomb et du fer, n'est pas le Ghana médiéval, empire de sel et d'or. Pourtant, depuis les pharaons d'Egypte, il y a plus de quatre mille cinq cents ans, jusqu'à l'empire informel des Etats-Unis, les « empires de métal » ont tous un même air de famille.

Conflits violents

On y retrouve, notamment, les mêmes centres commerciaux et urbains, où les consommateurs dictent leur loi à des « frontières extractives » plus ou moins lointaines. Au sein de ces dernières, des conflits violents opposent les pouvoirs locaux aux représentants de l'empire. Jadis de grands aristocrates, comme Jacob Fugger au XVI^e siècle, sous les Habsbourg, aujourd'hui ce sont des oligarques ou de grandes entreprises. La production de métaux y est rarement source de bonheur et de prospérité : inégalités sociales, racialisation des populations

autochtones et dégradations environnementales sont caractéristiques des régions minières.

Au cours des derniers siècles, l'évolution des techniques a transformé les empires de métal. De nombreuses substances essentielles nécessitent aujourd'hui des alliages de plus en plus complexes. Ce sont ces produits déjà transformés, plutôt que des métaux purs, qui structurent la nouvelle « géopolitique minérale ».

Il en résulte une importance stratégique accrue des chaînes de transformation. Là où les empires classiques cherchaient surtout à contrôler les lieux de production, l'impérialisme minier du XX^e siècle est devenu plus diffus, agissant beaucoup sur les prix internationaux et sur le marché des capitaux. Mais, depuis la crise financière de 2008 et la remise en cause générale du libre-échange, le contrôle des mines et l'extension territoriale sont à nouveau d'actualité. La ruée vers les terres rares, en exacerbant la concurrence sino-américaine, marque le retour des empires de métal. ■

JULIEN VINCENT

Les dockers pour la paix | ADRIA FRUITOS





FRANCE | CHRONIQUE
PAR FRANÇOISE FRESSOZ

Le PS au risque de ne plus vouloir gouverner

Les uns rient, les autres pleurent. Tandis que les adhérents du parti Les Républicains (LR) sont sortis galvanisés de leur congrès du 18 mai, ceux du Parti socialiste (PS) font grise mine à la veille du rendez-vous de Nancy prévu du 13 au 15 juin. Les premiers sont persuadés d'avoir trouvé en Bruno Retailleau celui qui remettra leur parti sur pied et les vengeront de l'élimination de François Fillon au premier tour de la présidentielle de 2017. Les seconds peuvent tout juste se vanter d'avoir échappé au scénario noir du précédent congrès en 2023, où les accusations de tricherie avaient fleuri.

Pour le reste, tous les signaux sont au rouge : le PS, naguère dominant à gauche, ne revendique plus que 39 000 adhérents ; son premier secrétaire, Olivier Faure, a été réélu par 50,9 % des 24 701 votants, jeudi 5 juin, pour un quatrième mandat sans perspective claire, car dans cette formation réduite à la portion congrue et désormais structurée en trois courants (Olivier Faure, Nicolas Mayer-Rossignol, Boris Vallaud), nul n'est assez fort pour imposer son leadership ou sa ligne.

Il y a un an, on ne donnait pas cher de LR, dont le président, Eric Ciotti, allait se précipiter dans les bras du Rassemblement national (RN), plongeant les héritiers du RPR dans un nouveau psychodrame. Il faut se souvenir de cette scène hallucinante d'un président désavoué par le bureau politique de son parti, mais refusant d'en rendre les clés et campant comme un forcené dans ses locaux. Par contraste, le PS, qui avait confié à Raphaël Glucksmann, son allié de Place publique, la conduite de la campagne des élections européennes était en passe de reprendre quelques couleurs (13,83 % des suffrages exprimés lors du scrutin du 9 juin 2024) après les lourds revers électoraux de 2017 (6,36 % à la présidentielle) et de 2022 (1,75 %).

La dissolution de juin 2024 a brisé net l'élan, propulsant les uns vers l'espérance, les autres dans le doute, alors que ces deux partis, qui ont longtemps incarné l'alternance, sont confrontés au même défi, celui de redéfinir un espace politique entre le macronisme et les extrêmes, qui les prennent en tenaille dans leur camp respectif.

Le thème de la trahison

La dynamique dont se prévaut Bruno Retailleau ne relève pas que d'une droitisation supposée du pays. En mai, selon le baromètre politique Ipsos-CESI Ecole d'ingénieurs pour *La Tribune Dimanche*, les deux principales préoccupations des Français portaient sur le pouvoir d'achat (48 % des personnes interrogées) et l'avenir du système social (39 %) devant la délinquance (36 %) et l'immigration (30 %). Si la gauche avait sur ces deux premiers sujets un porte-voix crédible, elle serait entendue.

Ancien villégiante, Bruno Retailleau n'innove pas en exacerbant les attentes d'ordre et d'autorité ni en jouant sur le rejet de l'immigration, de plus en plus prégnant à droite. Depuis la fin du quinquennat de Nicolas Sarkozy, tous les présidents de LR ont emprunté le même chemin au risque de renforcer l'avantage comparatif dont bénéficie le RN sur ce terrain.

Le principal atout sur lequel joue le ministre de l'intérieur tient à sa

LE PS, QUI FUT NAGUÈRE LE PARTI DOMINANT À GAUCHE, EST RÉDUIT À LA PORTION CONGRUE

personnalité. Celui qui a assuré pendant dix ans la présidence du groupe LR au Sénat est considéré comme sérieux, sincère, compétent. Son entrée dans le gouvernement de Michel Barnier en septembre 2024, son maintien dans celui de François Bayrou trois mois plus tard lui ont permis de bonifier l'expérience qu'il avait acquise lorsqu'il supervisait ou rédigeait des propositions de loi sur un large éventail de sujets. En ce sens, le choix de LR de participer à l'action gouvernementale s'est révélé positif, le soupçon d'une éventuelle compromission avec les macronistes étant contrebalancé par la menace d'une démission immédiate en cas de litige.

La droite aime gouverner, la gauche le redoute, c'est la grande différence. Le thème de la trahison a pesé sur tous les gouvernements conduits par des premiers ministres socialistes. Il a atteint son paroxysme sous le quinquennat de François Hollande avec une fronde dont l'épicentre s'est situé à l'intérieur du parti au moment où un tournant s'est opéré vers la politique de l'offre. Les socialistes ne s'en sont pas remis. Depuis huit ans, le PS ne s'est pas mis en situation de redevenir un parti de gouvernement, se privant, pour la première fois, d'exercer sérieusement le droit d'inventaire qui avait permis à ses dirigeants dans le passé de rebondir après chaque défaite.

De bonnes raisons ont conduit Olivier Faure à privilégier dans un premier temps l'alliance avec La France insoumise (LFI) : la volonté de sauver des circonscriptions, le désir de répondre aux aspirations unitaires de l'électorat de gauche, la nécessité de faire front commun contre l'extrême droite. Mais lorsque le temps de la discorde est arrivé, le parti a exposé toutes ses faiblesses. Non seulement il n'était plus l'astre dominant à gauche, mais il ne s'était pas donné les moyens de le redevenir.

Partout, la social-démocratie est en difficulté, notamment parce que l'Etat-providence est en crise et qu'il faut en redéfinir le contenu. A maintes reprises, Olivier Faure a appelé à dépasser le concept pour inventer un «socialisme écologique» capable de lier justices sociale et climatique. Encore eût-il fallu approfondir car, sur ce terrain, la concurrence est rude non seulement avec Jean-Luc Mélenchon, le leader de LFI, qui a mis en avant le concept de planification écologique, mais aussi avec Marine Tondelier, la secrétaire nationale des Ecologistes réélue à la tête de son parti mi-avril.

Le rapport au macronisme est une autre difficulté. La double rupture qui s'est produite à propos de la réforme des retraites et de la loi sur l'immigration ancre le PS dans l'opposition. L'option prise de ne pas censurer le gouvernement Bayrou sur les premières lois de finances montre cependant une volonté d'ouverture au moment où l'enjeu est de reconquérir l'électorat de gauche modérée. La difficulté de tenir les deux bouts tient au fait que le parti n'a pas de projet propre sur lequel arrimer ses exigences. Il peut se donner l'ambition de le construire, mais le tout risque de demeurer faible s'il ne parvient pas à répondre à deux questions : le PS veut-il encore gouverner, et si oui avec qui ? ■

LOS ANGELES : L'ESCALADE CALCULÉE DE DONALD TRUMP

ÉDITORIAL



ses engagements et à ceux du Parti républicain, le président des Etats-Unis revient sur des terrains familiers, la lutte contre l'immigration et le rétablissement de l'ordre, par la force si nécessaire, sur lesquels il estime avoir une majorité de ses concitoyens avec lui.

Le choix de la militarisation du maintien de l'ordre rappelle des velléités autoritaires dont Donald Trump n'avait guère fait mystère au cours de son premier mandat (2017-2021). Il avait alors été dissuadé d'opposer l'armée à des manifestants par les voix plus raisonnables qui l'entouraient et qu'il a pris soin d'écarté lors de son retour à la Maison Blanche. Mais l'escalade voulue par le président rend surtout un bien piètre service à la cause qu'il prétend défendre.

Le Parti démocrate a payé cher son inaction sur l'immigration, qui a puissamment contribué, avec les préoccupations liées au pouvoir d'achat, à la défaite de sa candidate à l'élection présidentielle, Kamala Harris. Pour autant, la tactique de la manière forte et des coups de menton ne devrait guère permettre aux Etats-Unis de parvenir à l'indispensable réforme migratoire qui fait défaut depuis des décennies.

La baisse des entrées irrégulières aux Etats-Unis, amorcée dans les derniers mois de la présidence de Joe Biden, a atteint, depuis le retour de Donald Trump à

la Maison Blanche, des plafonds jamais enregistrés depuis deux décennies. Ces résultats démontent la surenchère verbale dénonçant une «invasion». En revanche, le nombre des expulsions reste jusqu'à présent comparable avec celui de l'administration précédente, ce qui explique l'agressivité de la police de l'immigration, sommée de faire du chiffre.

Il y a un an, Donald Trump avait fait pression avec succès sur les républicains du Sénat pour bloquer un compromis trouvé avec leurs homologues démocrates. Il faisait pourtant la part belle aux mesures répressives en prévoyant ainsi le renforcement des moyens de la police des frontières, l'augmentation des capacités d'accueil des centres de rétention, l'accélération des procédures d'examen des demandes d'asile, ou encore des moyens accrus pour expulser les personnes déboutées de leur demande. Les démocrates avaient même renoncé à plaider en contrepartie en faveur de la régularisation des migrants arrivés illégalement sur le sol états-unien alors qu'ils étaient mineurs, et qui sont depuis parfaitement intégrés dans la société américaine.

Cette occasion a été manquée. Le dossier de l'immigration reste otage de postures qui empêchent de prendre sereinement la mesure de ce que celle-ci représente pour l'économie et la société américaine. ■



JUILLET 2025 11-12-13

COUTHURES-SUR-GARONNE

FESTIVAL INTERNATIONAL DE JOURNALISME

**PENSER. DÉBATTRE. CULTIVER. PARTAGER.
L'INFORMATION AU CŒUR DE LA SOCIÉTÉ**

**LA DROITE AIME
GOVERNER,
LA GAUCHE LE
REDOUTE, C'EST LA
GRANDE DIFFÉRENCE**

science & médecine

Le Monde



Dans ce tunnel de l'ancien accélérateur de particules HERA du centre allemand DESY, à Hambourg, les physiciens essaient maintenant de produire des axions, puis de les transformer en lumière. ULRICH PERREY/DPA/PICTURE-ALLIANCE/MAXPPP

La traque des **axions**, nouvelle coqueluche des physiciens

L'axion est une particule hypothétique, théorisée par des scientifiques dans les années 1970. Il pourrait néanmoins être la clé de la matière noire, l'un des plus grands mystères de l'astrophysique. Multipliant les expériences, des chercheurs européens s'emploient en ce moment même à le débusquer

DAVID LAROUSSE

HAMBURG (ALLEMAGNE)

ET GRENOBLE - envoyé spécial

La chasse est ouverte. Des centaines de «chercheurs-cueilleurs» du monde entier se lancent dans la traque d'une nouvelle particule invisible, ultralégère, au comportement déroutant, et encore jamais vue : l'axion. Il serait omniprésent autour et très loin de nous dans tout l'Univers. Une bouteille de 1 litre en contiendrait quelques milliards de milliards, soit dix mille fois moins que le nombre de molécules dans un même volume d'air.

Malgré cette (relative) petite densité, ses effets seraient très importants. A grande échelle, celle de l'Univers, l'union des axions fait la force. Cette

substance assurerait en effet la cohésion des galaxies, «tenant» par la gravité les étoiles en périphérie et les empêchant de filer. Autrement dit, l'axion pourrait constituer une part de la matière noire que les astronomes cherchent depuis des dizaines d'années, et qui représente tout de même un bon quart de tout l'Univers.

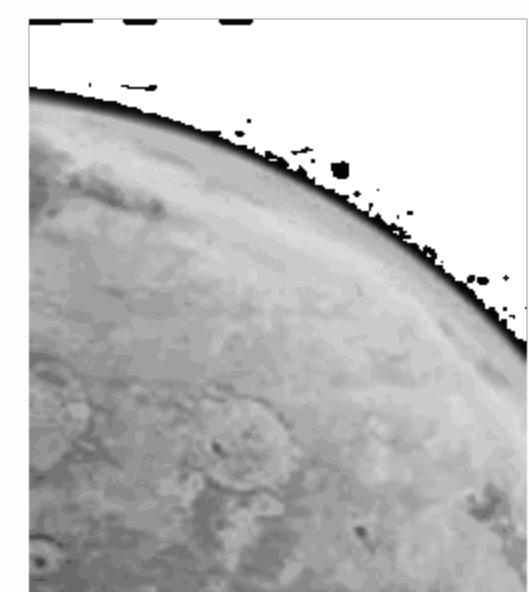
A l'opposé, aux très petites échelles, dans l'infinité petit, ce poids plume résoudrait une anomalie fondamentale du modèle qui décrit toutes les particules, sur laquelle nous reviendrons. L'axion a d'ailleurs été inventé par deux physiciens de Stanford (Californie) en 1977, Roberto Peccei et Helen Quinn, comme solution à ce problème. Quelques mois plus tard, le futur Nobel de physique Frank Wilczek lui donnait ce nom de marque de détergent.

→ LIRE LA SUITE PAGES 4-5

Le vent solaire aurait érodé l'atmosphère de Mars

L'analyse de neuf ans de données de la sonde Maven contribue à reconstituer l'histoire mouvementée de la Planète rouge

PAGE 2



Paléogénétique : aux origines de la lèpre en Amérique

L'histoire précolombienne de cette maladie a été explorée grâce à l'étude de plus de 800 échantillons d'ADN anciens et modernes

PAGE 2



Portrait
Jérémie Bouyer, entomologiste en lutte contre le chikungunya

Sa technique de l'insecte stérile renforcée combat les virus transmis par des moustiques «Aedes»

PAGE 8

Un voile se lève sur l'enfance de la Planète rouge

ESPACE - Une réanalyse des données de la sonde Maven a permis d'observer la façon dont le vent solaire a érodé l'atmosphère de Mars

Les spécialistes de la Planète rouge avaient théorisé l'existence du phénomène depuis plusieurs décennies. Autant dire que les conclusions de l'étude menée par Shannon Curry, chercheuse à l'université du Colorado, étaient très attendues. Après avoir accumulé et analysé plus de neuf ans de données collectées par la sonde Maven, qui orbite autour de Mars depuis 2014, elle et son équipe ont pour la première fois mis en évidence un processus d'échappement atmosphérique qu'on appelle le «*sputtering*» (ou «criblage», en français), lequel expliquerait comment Mars a perdu son atmosphère il y a de cela plusieurs milliards d'années.

L'étude, parue dans la revue *Science* le 29 mai, contribue à reconstituer un peu plus l'histoire mouvementée de la planète, et notamment sa jeunesse, qui intrigue toujours les scientifiques. Car Mars n'a pas toujours été la planète désertique, froide et rougeâtre que l'on connaît. L'étude de sa surface témoigne de la présence passée d'eau liquide, ce qui implique une température bien plus élevée que les -63 °C relevés en moyenne aujourd'hui, mais aussi une couche atmosphérique bien plus dense que l'actuelle, dont la pression est de seulement 0,6 % de celle de la Terre.

Comprendre comment cette atmosphère a disparu est l'une des principales préoccupations des spécialistes, qui ont théorisé plusieurs phénomènes d'*«échappement atmosphérique»* pour y répondre. Le criblage est celui qui pourrait avoir joué le plus grand rôle dans cette disparition.

« Comme un caillou dans un lac »

Concrètement, ce criblage est le produit de l'interaction de l'atmosphère martienne avec le vent solaire, ce flux de particules hautement énergétiques émis continuellement par le Soleil, et qui souffle sur tout le Système solaire. Composé de noyaux chargés et d'électrons, ce vent crée un champ électrique et magnétique. Lorsque celui-ci est dirigé vers Mars, les ions de la haute atmosphère martienne sont accélérés vers le sol de la planète, ce qui les fait retomber à une grande vitesse dans l'atmosphère. Quand l'un de ces ions accélérés percute un ou plusieurs atomes, il leur transfère une grande quantité d'énergie qui les éjecte de l'atmosphère. «*C'est vraiment comme quand je lance un caillou dans un lac et que mon caillou a tellement d'énergie qu'il éjecte de la matière*», décrypté François Leblanc, directeur de recherche CNRS au Laboratoire atmosphères, milieux et observations spatiales (Latmos) et co-auteur de l'étude. Certains de ces atomes percutés retombent, mais d'autres ont acquis une telle vitesse qu'ils s'échappent dans l'espace. Avec le temps, le vent solaire aurait ainsi «érodé» la majeure partie de l'atmosphère de la planète. «*Quatre-vingt-quinze pour cent de ce qu'il y avait initialement a disparu*», commente François Leblanc.

Pour mettre en évidence un tel phénomène, les scientifiques ont tenté d'observer la densité de certaines molécules dans l'atmosphère de Mars, et de la corrélérer avec des mesures du champ électrique du Soleil. Et pour être sûre de le détecter, l'équipe a choisi de mesurer la densité d'un gaz en



particulier: l'argon, qui a l'avantage d'être inerte, c'est-à-dire qu'il ne réagit avec quasiment aucun processus chimique.

Résultats? «*Là où il y a des précipitations d'ions, on observe une augmentation de la densité d'argon à haute altitude. Tandis que là où on n'a pas de précipitation de particules énergétiques, la densité est beaucoup plus faible*», explique François Leblanc. Or, «*le criblage est l'un des seuls mécanismes qui est vraiment capable d'éjecter des atomes neutres comme l'argon*», rapporte François Forget, directeur de recherche CNRS au Laboratoire de météorologie dynamique (LMD), qui n'a pas pris part à cette étude: «*La mesure est compliquée mais est assez convaincante. Même si c'est un phénomène subtil aujourd'hui sur Mars, il est censé avoir joué un rôle majeur, ce qui nous donne un bon indice sur ce qui a pu se passer autrefois.*»

De fait, si ce processus n'est plus très «efficace» aujourd'hui, ni même celui qui domine dans le faible échappement atmosphérique observé de nos jours, les données suggèrent qu'il a été bien plus violent. Car le Soleil, dans sa jeunesse, avait un rayonnement bien différent. «*En général, les étoiles comme le Soleil émettent, quand elles sont plus jeunes, beaucoup plus dans l'ultraviolet et perdent beaucoup plus de masse. Le vent solaire a donc été*

beaucoup plus intense, constate François Leblanc. Ce sont des ingrédients qui sont probablement à l'origine de l'érosion de l'atmosphère martienne.»

Des inconnues encore nombreuses

Si cette première observation constitue une étape importante, elle ne suffit pas pour autant à lever le voile sur cette époque mal comprise de l'histoire de notre planète voisine, tant les inconnues demeurent nombreuses.

A commencer par une question essentielle: à quoi ressemblait l'atmosphère martienne initialement? «*Certains pensent que Mars était chaude et humide de façon pérenne il y a quatre milliards d'années. Et d'autres, après de multiples simulations, concluent que les conditions d'effet de serre et de pression n'ont jamais été suffisamment fortes pour que l'eau y ait été présente sur une longue période. C'est un problème qui est toujours d'actualité*», analyse Francis Rocard, responsable du programme d'exploration scientifique du Système solaire au Centre national d'études spatiales (CNES) et spécialiste de Mars. «*C'est le paradoxe du Soleil jeune: le Soleil étant moins intense il y a quatre milliards d'années, cela complique beaucoup la démonstration que Mars a été chaude et humide*», poursuit le spécialiste. De fait, même en

supposant une épaisse atmosphère de dioxyde de carbone, qui a un effet de serre relativement important, les chercheurs peinent à expliquer comment les températures et la pression ont pu être suffisantes pour maintenir l'eau à l'état liquide.

Si l'on admet que Mars avait bien plus de CO₂ pendant son optimum climatique, dont on pense qu'il a pu durer un petit milliard d'années, la question est de savoir où est passé tout ce carbone. «*Sur Terre, il y a eu beaucoup de CO₂, mais 99,9 % de celui-ci a été dissous dans l'eau et a formé des roches calcaires. On s'est donc dit qu'il avait dû se passer la même chose sur Mars*», note François Forget. Mais l'examen de sa surface n'a révélé que d'infimes quantités de carbone, ce qui est loin d'être suffisant pour corroborer cette idée. Certains géologues postulent que ce carbone pourrait être séquestré à grande profondeur dans le sol de la planète, mais une telle hypothèse serait très difficile à confirmer. François Leblanc, lui, pense que les deux phénomènes ont très certainement tous deux contribué à la disparition de l'atmosphère martienne, mais dans une proportion très mal connue. «*Cette étude est un argument pour dire que, la séquestration n'a peut-être pas été le mécanisme principal et que tout s'est échappé.*» ■

GARY DAGORN

En Amérique, la lèpre était présente avant les colons européens

PALÉOGÉNÉTIQUE - Des traces anciennes d'un des bacilles responsables de la maladie ont été retrouvées en Argentine et au Canada

La lèpre était présente en Amérique avant l'arrivée des colons européens. C'est ce que montre une vaste enquête de la revue *Science*, publiée le 29 mai, à laquelle ont participé plus de 50 chercheurs entre la France, l'Amérique du Nord et l'Amérique du Sud. Elle apporte de nouveaux éclairages sur l'histoire précoloniale des maladies infectieuses sur ce continent, isolé du reste du monde pendant des milliers d'années.

Touchant 200 000 nouvelles personnes chaque année, la lèpre, qui se caractérise par des lésions cutanées et nerveuses, peut être induite par deux pathogènes. Le premier, *Mycobacterium leprae*, connu depuis le XIX^e siècle, a bel et bien été introduit par les colons européens en Amérique et reste responsable de la majorité des cas sur le continent. Mais c'est au second, *Mycobacterium lepromatosis*, découvert seulement en 2008, au Mexique, que s'intéresse l'étude.

Les scientifiques n'avaient séquencé jusqu'ici que dix génomes de cette espèce, chez des patients mexicains et chez des écureuils roux des îles Britanniques (Irlande, Angleterre, Ecosse), et donc identifié deux lignées. «*Il était donc impossible de savoir si le pathogène avait été importé des Amériques vers l'Europe ou l'inverse*», souligne Nicolas Rascovan, responsable de l'unité de paléogénétique microbienne à l'Institut Pasteur, qui a coordonné l'enquête.

Le scientifique fait une première découverte en 2017: dans une base de données d'ADN ancien, il identifie la signature génétique du bacille chez un individu ayant vécu dans l'actuel Canada il y a mille trois cents ans. «*C'était un point de départ assez significatif, parce que ça voulait dire que la lèpre était*

présente en Amérique avant l'arrivée des Européens, contrairement à ce que la communauté scientifique croyait, explique-t-il. Mais on manquait d'éléments de contexte.»

L'accord des autochtones

L'équipe s'attaque alors, à partir de 2020, à plus de 800 échantillons d'ADN anciens et modernes. Maria Lopolo, première auteure de l'article, qui était à l'époque doctante au sein du laboratoire, insiste pour étudier aussi des restes humains du sud du continent. «*Lorsqu'elle m'a montré ses résultats, j'ai d'abord pensé qu'elle s'était trompée quelque part. Mais elle avait eu raison: elle venait de trouver un cas de lèpre en Argentine, il y a environ neuf cents ans. Tout d'un coup, on découvrait que ce n'était pas juste un pathogène du nord, mais continental*», retrace le chercheur.

Les deux lignées – canadienne et argentine – auraient partagé un

ancêtre commun il y a deux mille ans, ce qui signifie que la dispersion de la bactérie aurait seulement pris quelques siècles. «*C'est très rapide pour un continent de 10 000 kilomètres de long*», pointe le scientifique. Au total, 26 ADN (3 anciens et 23 modernes) sur les quelque 800 étudiés comportaient le bacille de la lèpre et étaient exploitables. Ils ont permis d'identifier trois nouvelles lignées issues de l'espèce *Mycobacterium lepromatosis*, en plus des deux déjà connues.

«*Les travaux présentés dans cette étude sont remarquables*», loue Emmanuelle Cambau, chercheuse au Centre national de référence des mycobactéries et de la résistance des mycobactéries aux antituberculeux, également membre du groupe sur le contrôle de la lèpre au sein de l'Organisation mondiale de la santé. L'enquête ouvre, selon elle, des pistes de recherches

dans d'autres régions: «*Quelques cas de lèpre dus à Mycobacterium lepromatosis ont aussi été observés en Asie. Il reste à les étudier pour savoir à quelle branche elles appartiennent et identifier les ancêtres dont elles pourraient être issues.»*

Fait rare dans la recherche sur l'ADN ancien: les communautés autochtones concernées, en Argentine et au Canada, ont donné leur consentement pour l'étude des restes humains et ont validé la version finale de l'article. «*On est conscients que l'histoire de ces populations est terrible. Donc, c'est important pour nous de les faire participer à la construction d'un narratif respectueux et utile. On a des objectifs scientifiques mais aussi sociaux*», justifie Nicolas Rascovan.

Dans un vocal WhatsApp envoyé depuis Las Grutas, une ville de la côte Atlantique de l'Argentine, Fernando Ledesma, membre de la

communauté des Traun Kutral, se réjouit de l'interaction «très fluide» avec les scientifiques et du «va-et-vient de connaissances» qu'elle a permis. «*Il est indispensable qu'on nous consulte quand nos territoires et nos espaces sacrés sont concernés. Et que l'on cesse de nous voir à travers une vision dépassée de la science, comme si nous en étions prisonniers au lieu d'être partie prenante*», déclare-t-il.

Pour l'autochtone, la présence du microbe dans la totalité du continent résonne avec la philosophie de la communauté mapuche, dont font partie les Traun Kutral, selon laquelle l'ensemble du vivant est interconnecté: «*Ces similitudes entre tous les espaces territoriaux de la Mapu [la terre] ne nous surprennent pas tant que ça, cela nous semble même logique*», conclut-il, avant de nous saluer dans sa langue natale. ■

SAMIA HANACHI

Le succès de SUSANhub, oasis des chercheurs américains

RECHERCHE - Crée au Canada, la plateforme collaborative est consacrée aux travaux sur le développement durable, particulièrement visés par l'administration Trump

MONTRÉAL - correspondance

En lançant sa plateforme en décembre 2024, un projet qu'il mène à temps perdu, Juan Serpa, professeur agrégé à la faculté de gestion Desautels de l'université McGill, espérait bien quelques retours, mais ne s'attendait pas à se lever chaque matin avec une boîte e-mail pleine à craquer. «Je reçois entre 150 et 200 courriels à ce sujet chaque jour et on compte déjà 38 000 utilisateurs chaque semaine», s'étonne-t-il.

L'objectif de son réseau, le Sustainability Academic Network ou SUSANhub, est d'offrir une plate-forme commune à tous les chercheurs qui œuvrent sur le développement durable, afin qu'ils puissent faire connaître et imbriquer leurs travaux. «Les chrétiens ont leur application de rencontre, mais les environnementalistes n'avaient pas de lieu commun pour échanger! On veut être le Tinder des chercheurs», dit Juan Serpa en souriant.

Pour ce faire, grâce à l'intelligence artificielle, il a ciblé soixante thèmes liés au développement durable, ce qui lui a permis d'identifier plus de 50 000 chercheurs, qui ont tous reçu un courriel annonçant la naissance de ce réseau, avec un lien pour créer leur profil.

Disparition de données

Depuis, plus de 400 000 articles ont été classés sur SUSANhub, qui compte aussi près de 5 000 jeux de données. «L'idée, c'est que les universitaires n'aient plus à vadrouiller à travers le Web pour trouver ce dont ils ont besoin. Le savoir est très fragmenté en développement durable. Or, il nécessite la collaboration de tout le monde. On ratisse large, de l'expert en énergie solaire au spécialiste des insectes, pour qu'ils soient apparisés facilement, s'ils ont des projets compatibles», explique le fondateur du site.

Le succès de SUSANhub s'explique également par la crise que vivent les scientifiques chez le vo-



Juan Serpa, fondateur du Sustainability Academic Network, à Montréal (Canada), le 30 avril. CHRISTINE MUSCHI/ABACA

sin américain. Le président des Etats-Unis, Donald Trump, mène une croisade anti-science, supprimant emplois et financements. Les chercheurs doivent aussi affronter la censure: ceux qui travaillent sur les questions climatiques ne peuvent plus utiliser certains mots, comme «justice environnementale», dans leurs projets, au risque de perdre leurs bourses. De plus, des données publiques sur le climat disparaissent, notamment celles concernant les effets des changements climatiques sur l'agriculture.

Face à la crainte de voir des ressources cruciales effacées, des universitaires américains — qui représentent désormais 70 % des usagers de SUSANhub — ont vu dans ce réseau une oasis d'espoir.

«Des chercheurs qui en ont besoin sauvegardent eux-mêmes leurs travaux sur des serveurs personnels, puis viennent publier leurs liens chez nous. Comme on n'hé-

berge pas directement de données, on est moins à risque d'être attaqués», assure Juan Serpa.

Inquiétude

Eric Nost, professeur associé de géographie à l'université de Guelph (Canada), qui participe à un projet international de surveillance pour vérifier ce qui est supprimé ou modifié dans les données publiques américaines, se dit heureux de retrouver «toutes ces informations au même endroit». Pour lui, il est essentiel d'afficher au grand jour ce que tente de faire disparaître Donald Trump: «Les données permettent au public de comprendre le climat, les coûts du changement climatique... Leur suppression est une forme de vol au public.»

Des chercheurs, inquiets, demandent parfois à Juan Serpa de supprimer leur profil sur SUSANhub moins d'une journée après l'avoir créé, par peur d'être ciblés

par l'administration américaine. «Plusieurs ont déjà perdu une partie du financement pour leurs projets, se sentent déjà en situation précaire, alors ils sont stressés. Je reçois aussi des e-mails de chercheurs qui prennent contact avec moi pour savoir s'il est possible de venir travailler au Canada.»

Juan Serpa ambitionne désormais de réunir un million de membres sur SUSANhub, pour que chaque spécialiste trouve facilement des ressources adaptées à ses besoins. «Il faut voir le changement climatique comme une chaîne de phénomènes. Par exemple, au Canada, à cause du réchauffement climatique, il y a plus de dendroctones du pin dans les forêts. Ces insectes ravageurs font mourir les arbres, qui deviennent plus secs, ce qui crée plus d'incendies. Avec toutes les données qu'on référence, on s'assure de ne manquer aucune pièce du puzzle climatique.» ■

ELIOTT DUMOULIN

Les articles médicaux sous surveillance

ÉTHIQUE - Une initiative de lutte antifraude vient d'être lancée aux Etats-Unis

Une nouvelle initiative a été lancée le 1^{er} juin aux Etats-Unis pour débarrasser la recherche médicale d'articles jugés de mauvaises qualités, voire frauduleux. En identifiant des publications douteuses, The Medical Evidence Project veut éviter que des guides de bonnes pratiques, des autorisations de traitements, etc., soient influencés par une littérature scientifique défaillante. Il s'agit aussi d'agir plus vite en faveur de ce «nettoyage» que les maisons d'édition ou les universités employant des auteurs suspects.

Le projet est hébergé par l'association Center for Scientific Integrity (CSI), déjà connue pour soutenir le média spécialisé *Retraction Watch* ainsi que la base de données du même nom qui recense les articles rétractés. Le CSI a également financé deux bourses pour des spécialistes de la traque à la mauvaise science. Le budget, de

900 000 dollars (790 000 euros) sur deux ans, est apporté par l'association Open Philanthropy, qui a récemment annoncé cofinancer le projet canadien LoiZéro de développement d'«intelligences artificielles sécuritaires».

A la tête de l'initiative, le chercheur australien James Heathers, dont les travaux ont conduit à la rétraction de plusieurs articles. Il s'était notamment intéressé au Français Nicolas Guéguen, qui a dû retirer au moins neuf de ses articles. L'éditeur Elsevier a aussi expurgé 500 articles d'un coup en 2022, après une enquête de l'Australien et de ses collègues.

Deux études indépendantes, en mars et avril, ont confirmé que les études rétractées peuvent biaiser les résultats des méta-analyses (articles synthétisant un ensemble de publications sur un sujet). Enlever les articles rétractés peut amoindrir le niveau de preuve en faveur d'un traitement.

Le communiqué annonçant le projet cite aussi deux exemples, portant sur des bêtabloquants et des traitements contre l'ostéoporose. Dans ces deux cas, les pratiques médicales reposaient sur des articles qui se sont révélés frauduleux.

«Plus de contrôles qualité»

Pour ce nettoyage de la littérature, la petite équipe du Medical Evidence Project fera appel à des spécialistes des manipulations de figures, de statistiques ou du repérage d'auteurs suspects, mais aussi à des outils automatiques identifiant des signaux d'alerte.

Des start-up comme Signals, RedacTek, ou des logiciels académiques comme le Problematic Paper Screener de Guillaume Cabanac, à l'université de Toulouse-III, proposent déjà ces services. Le projet international INSPECT-SR, dont de premiers résultats ont été mis en ligne en janvier, a aussi

proposé une liste de plus de 70 tests à effectuer afin de détecter une étude non fiable, comme l'accessibilité des données, la présence d'articles rétractés dans les références, l'utilisation des bonnes méthodes statistiques... Mais les auteurs mettent bien sûr en garde contre les faux positifs.

Pour Ivan Oransky, directeur du CSI, interviewé par la revue *Nature*, «le centre accompagne le mouvement des détectives de la science en les soutenant dans un travail qui normalement se fait sur une base bénévole». Florian Naudet (université de Rennes), coauteur de l'étude INSPECT-SR, espère collaborer à cette «initiative intéressante». «La solution ne se limite pas à repérer sur des détectives, précise-t-il. Il faut construire un écosystème de recherche avec plus de contrôles qualité pour prévenir la publication d'études problématiques.» ■

DAVID LAROUSSERIE

TÉLESCOPE

ASTRONOMIE

Une potentielle nouvelle planète naine pourrait contredire l'existence de la «planète X»

Une équipe d'étudiants de l'université de Princeton (Etats-Unis) a mis en évidence, dans un préprint l'existence d'un nouvel objet transneptunien (OTN), des corps situés au-delà de Neptune et qui décrivent une orbite très allongée autour du Soleil. Le dénommé 2017 OF201, dont on estime le diamètre à 700 kilomètres, est l'un des plus lointains jamais découverts, s'éloignant au maximum à 1632 unités astronomiques de notre étoile, soit autant de fois la distance entre la Terre et le Soleil. Surtout, l'orientation de son orbite est, selon les auteurs, difficile à concilier avec celle de la fameuse planète X, un corps hypothétique qui expliquerait le regroupement des orbites des précédents OTN identifiés jusque-là, et dont les paramètres orbitaux ont été recalculés dans une étude parue en janvier dans *The Astrophysical Journal*. » *Sihao et al., «arXiv», 21 mai*

MÉDECINE

Varier la consommation de flavonoïdes réduirait le risque de maladie

Une vaste étude menée par une équipe de la Queen's University Belfast (Royaume-Uni), de l'Edith Cowan University à Perth (Australie) et de l'université de Vienne a montré que des apports plus élevés en flavonoïdes ont été associés à un risque plus faible de mortalité de toutes causes et de maladies chroniques. Les flavonoïdes sont des composés bioactifs présents dans certains fruits, légumes, noix, légumineuses, boissons, comme le thé, chocolat noir, etc. Les chercheurs ont analysé plus de 120 000 adultes de la cohorte UK Biobank pendant plus de dix ans et mis en évidence que les personnes ayant la plus grande diversité de flavonoïdes — en moyenne entre 9 et 10 types différents par jour — présentaient un risque réduit de pathologies comme le diabète de type 2, les cancers ou les maladies cardio-vasculaires. Ces résultats renforcent l'idée qu'un régime alimentaire varié peut améliorer la santé sur le long terme. » *Kühn & Cassidy et al., «Nature food», 2 juin*

ARCHÉOLOGIE

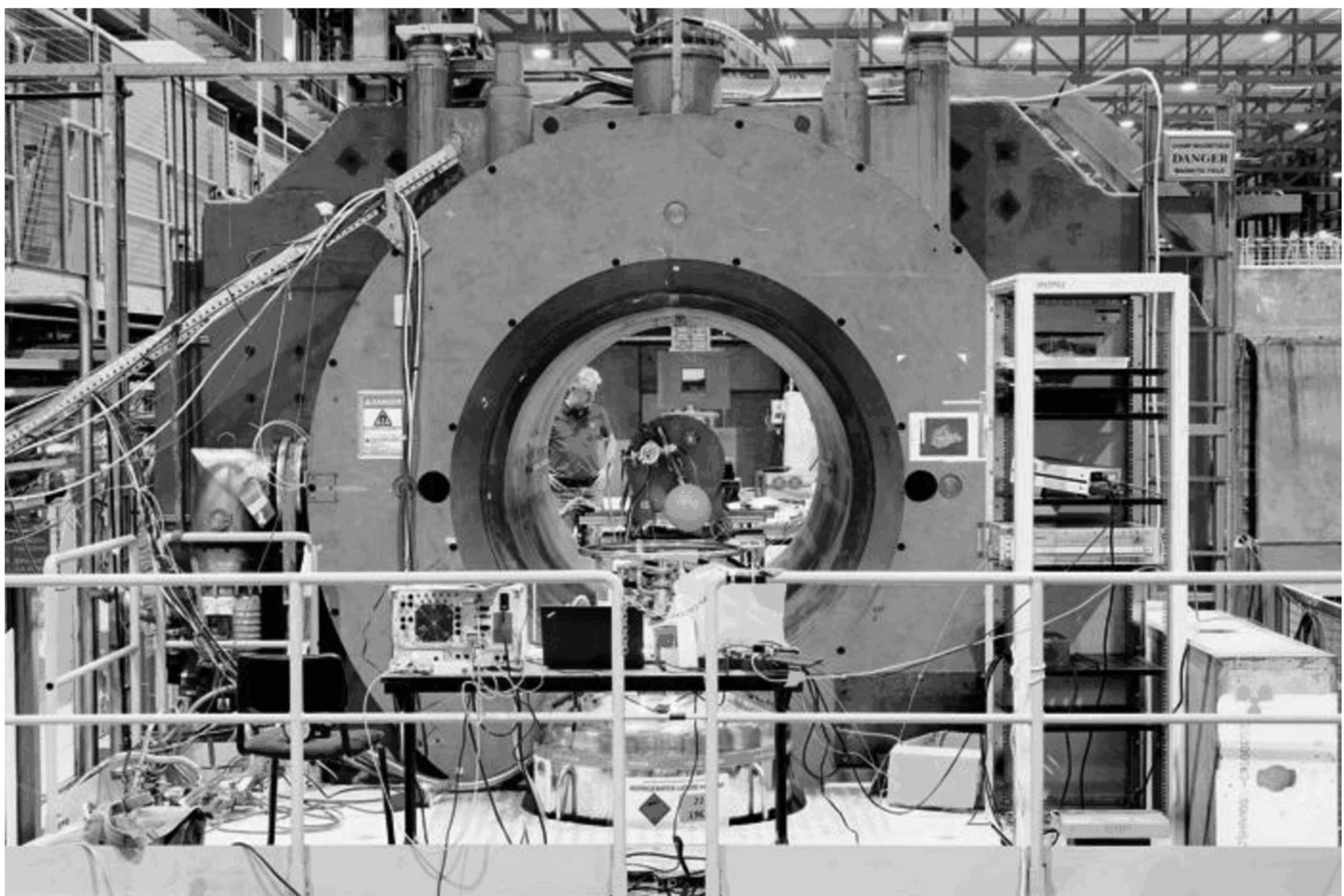
Deux espèces d'hominidés ont coexisté en Afrique

Il y a deux millions d'années C'est par l'étude de fragment osseux vieux de 2,2 millions d'années, deux mandibules et un maxillaire de nourrissons exhumés en Éthiopie et en Afrique du Sud, que des chercheurs ont mis en lumière la grande complexité et la diversité des branches de l'évolution au sein du genre *Homo*. La mâchoire de la basse vallée éthiopienne de l'Omo, attribuée à *Homo habilis*, est très différente de celle des enfants humains actuels. Celle provenant du site sud-africain de Kromdraai, attribuée à *Homo erectus*, est plus proche d'*Homo sapiens*. Pour José Braga (CNRS, université de Toulouse), premier auteur de cette recherche, l'étude des dents chez de très jeunes sujets permet d'attester que cette diversité chez les premiers *Homo* s'explique par la coexistence d'espèces distinctes, et non par une simple adaptation à des environnements différents. » *Braga et al., «Nature Communications», 3 juin*

44 %

C'est la part des démences survenant chez des personnes de 80 ans attribuables à la présence de facteurs de risque vasculaires entre 55 et 64 ans. Ces résultats sont issus d'une vaste étude prospective américaine, publiée dans *JAMA Neurology*, le 2 juin. Elle a inclus plus de 12 000 participants, suivis parfois pendant plus de trente ans. L'un des objectifs était de mesurer le poids des facteurs de risque modifiables dans les maladies neurodégénératives, selon leur présence à des âges plus ou moins tardifs. Lorsqu'un diabète, une hypertension artérielle ou un tabagisme est retrouvé entre 45 et 54 ans, près de 22 % des syndromes démentiels à 80 ans lui sont attribuables. Cette proportion augmente avec l'âge de mesure des facteurs de risque. Résultats qui confirment l'importance de les détecter et de les traiter tout au long de la vie. En revanche, le poids de ces paramètres s'est révélé beaucoup plus modeste chez les personnes déclarant un syndrome démentiel après 80 ans.

L'aimant de 1,6 tesla
du CERN, en Suisse, qui
servira à l'expérience
Madmax de recherche
d'axions. MARINA CAZZA
ET MICHAEL STRUIK/CERN



► SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE

Dans la grande famille des particules hypothétiques nées des cerveaux créatifs des physiciens, l'axion est ce qu'on appelle un « Wisp », qui veut dire « frêle » et est aussi un acronyme, *Weakly Interactive Slender Particle* (« particule maigre interagissant faiblement »). Il pèserait moins qu'un neutrino, pourtant réputé pour être particulièrement léger. Et des millions voire des milliards de fois moins qu'un électron.

Cela le distingue des amours précédentes des physiciens, les « Wimps » – pour « mauviettes », et *Weakly Interactive Massive Particle* (« particule massive interagissant faiblement ») –, qui pèseraient, elles, mille fois plus qu'un électron.

« L'intérêt pour les Wimps est en baisse car on n'en a toujours pas trouvé. Et celui pour les axions reprend depuis quelques années », affirme Pierre Sikivie, de l'université de Floride, qui a imaginé, en 1983, le principe des détecteurs à axions, qu'il a mis en pratique quelques années plus tard dans l'expérience pionnière ADMX, toujours en fonctionnement. « Pendant longtemps, l'axion était le vilain petit canard de la physique des particules, et maintenant il est très à la mode. C'est une hypothèse assez simple, et en plus il a des points communs avec le boson de Higgs découvert en 2012 », complète Christopher Smith, chercheur au CNRS, au Laboratoire de physique subatomique et de cosmologie de Grenoble.

« Après vingt ans de recherche au CERN [Centre européen pour la recherche nucléaire] sur l'accélérateur LHC [Large Hadron Collider, accélérateur géant de particules], nous avions besoin de nouveaux défis », explique Fabrice Hubaut, du Centre de physique des particules de Marseille, chasseur d'axions (expérience Madmax). « Et c'est une recherche totalement différente avec de plus petites équipes, sans gros équipements », complète son collègue Pascal Pralavorio. « Nous allons sonder de nouveaux paramètres pour ces particules. En plus, la Terre pourrait être une région dense en axions, augmentant nos chances », explique Thierry Grenet, chercheur au CNRS, à l'Institut Néel de Grenoble (expérience GrAHal).

L'haloscope Madmax

Alors les projets fleurissent pour saisir la trace d'un axion, impliquant moins d'une centaine de chercheurs et parfois seulement trois ou quatre. Le physicien australien Ciaran O'Hare recense sur une carte, régulièrement mise à jour, plus d'une trentaine d'expériences, majoritairement en Europe. Et particulièrement en Allemagne, à Hambourg. « Peu avant la fin des expériences sur l'accélérateur de particules de DESY [le centre allemand de physique des particules], en 2007, j'ai proposé de faire du laboratoire un carrefour pour cette nouvelle recherche. Il y avait notamment des équipements que nous pouvions recycler comme des aimants puissants, des cavités résonnantes pour micro-ondes, des grands halls... », se souvient Andreas Ringwald,

Dans l'antre des chasseurs d'axions, sur la piste de la matière noire

théoricien émérite au DESY. *J'ai contaminé tout le monde avec les axions.* »

Le premier site « contaminé » a été baptisé « Madmax » et se trouve temporairement à Hambourg. L'expérience est nichée dans un double bunker qui abritait un vieux cyclotron. Une première enceinte en épais murs de béton protège des rayonnements extérieurs. Une seconde fait office de cage de Faraday, faite d'une « peau » de cuivre tissée glissée dans les parois. « Le téléphone portable ne passe pas évidemment. Il nous faut une pièce « silencieuse » pour nous connecter à l'Univers », s'amuse Erika Garutti, professeure à l'université de Hambourg, en faisant la visite et le lien entre les axions et leur rôle dans la cuisine cosmique.

Le principe de Madmax est commun aux autres « haloscopes », le nom donné par Pierre Sikivie à ces « filets ». Les chercheurs espèrent voir la métamorphose du frêle axion en micro-onde sous l'effet d'un puissant champ magnétique. « On peut voir un champ magnétique comme un tas de photons. Quand un axion tape dessus, il émet un autre photon sous forme de micro-onde », vulgarise Christopher Smith. Plus le champ est fort, plus il y a d'axions dans le volume aimanté et plus il y a de chance que la particule se transforme en micro-onde. Comme si votre four se mettait soudain à fonctionner à l'approche d'un aimant... Certes, pas de quoi faire bouillir de l'eau car les puissances en jeu sont de l'ordre du milliardième de milliardième de milliardième de watt. Mais suffisant pour échauffer les détecteurs sensibles de Madmax et compagnie.

Ce dernier est en cours d'assemblage. Une énorme « bouteille » allongée en acier de 4,3 tonnes, pour 4,2 mètres de long et 1,2 mètre de diamètre est installée dans la cage de Faraday. Elle contiendra les axions et les éventuelles micro-ondes qui feront des allers-retours, ce qui amplifiera le signal près d'un million de fois. Une « tour » de 3 mètres de haut lui est ajoutée pour la refroidir vers les -269 °C, soit presque la température de l'espace intersidéral. Ce refroidissement sert à éliminer les rayonnements micro-ondes parasites inévitables quand des pièces sont chaudes. Un physicien passe avec une autre belle

pièce, faite d'acier brillant et en forme de trompette. C'est l'antenne micro-ondes qui espère détecter le signal de l'axion. Puis une autre pièce arrive : un énorme disque de presque 1 mètre de diamètre qui servira à réfléchir les micro-ondes pour les faire sortir de la bouteille vers l'antenne.

Enfin, un support en bois, provisoire, attend de recevoir le « secret » de Madmax, qui va permettre aux physiciens de résoudre un dilemme expérimental. Ceux-ci ciblent les axions les plus lourds, donc capables de se transformer en micro-ondes de haute fréquence, car la fréquence est proportionnelle à la masse. Qui dit haute fréquence dit petite cavité résonnante pour les amplifier. Mais qui dit petite cavité dit aussi petit volume, donc peu d'axions, donc peu de signal... L'idée est donc d'utiliser un sandwich de plusieurs grands disques, en saphir, séparés de quelques centimètres seulement. Cela forme plusieurs petites cavités, mais couplées entre elles, ce qui permet l'amplification. Les disques, jusqu'à 80, devraient plus tard faire 1 mètre de diamètre, mais pour l'instant les essais ont lieu avec de plus petits – 10, 20 voire 30 centimètres.

« Contamination allemande »

Et ce n'est pas tout. La pièce maîtresse manque encore, un champ magnétique de 1,6 tesla (comme dans une IRM) dans un premier temps, puis de 10 teslas. Il attend pour le moment sur le campus du CERN, en Suisse, après avoir été récupéré sur un ancien accélérateur, et c'est Madmax qui le rejoindra l'an prochain.

Mitoyenne de Madmax, Brass, une autre expérience dans une autre cage de Faraday, adopte une

stratégie différente : sonder une large plage de masse plutôt qu'une pesée précise. Ici pas de cavité résonnante. A la place, un mur métallique de 2 mètres de haut environ, recouvert d'aimants. Ceux-ci créent un champ rasant qui, en se couplant aux hypothétiques axions, force en retour le métal à émettre un champ électromagnétique de fréquence moins précise. « On y va d'abord franchement pour explorer une large bande de fréquence. Et après on fera de la précision », résume Laurent Chevalier, du Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives, qui développe à Saclay (Essonne), avec Pierre Brun, un concurrent de Brass, baptisé « DAWA ».

En franchissant la lourde porte pour sortir de la cage de Faraday, soudain le temps s'accélère. Marios Maroudas, jeune et enthousiaste postdoctorant au DESY, nous guide dans des couloirs, franchit de nouvelles portes pour faire découvrir une autre expérience, puis deux, puis trois, puis on s'y perd. Toutes tiennent sur une table, voire dans la main, car elles sont souvent à l'état de prototype. Dans l'une d'entre elles, une mince fibre optique frôle des aimants. Dans une autre, un vieux résonateur à l'acier noir est recyclé pour entendre vibrer les axions. Dans une autre encore, un montage électrique permettrait de détecter non pas la résonance d'une onde, mais sa variation dans le temps. « On a plein d'idées à tester, c'est fun ! », déclare avec enthousiasme Marios Maroudas. « C'est une situation gagnant-gagnant, les jeunes apprennent des choses, on développe des technologies, on fait des articles... », complète Erika Garutti.

La « contamination » allemande s'étend plus loin encore. A quelques kilomètres de là, toujours sur le campus, d'autres détecteurs d'axions sont en chantier dans ce qui était l'ancien accélérateur de protons et d'électrons de DESY, HERA, long de 6,3 kilomètres. Dans une des cavernes, ce n'est pas un haloscope mais un télescope qui est en cours d'assemblage. C'est-à-dire un instrument en forme de grande lunette qui pointe en permanence vers le Soleil... mais à 25 mètres sous Terre. Le Soleil, source intense de champ magnétique, mais aussi de lumière, est, en théorie, un excellent chaudron pour produire des axions en surplus qui peuvent traverser l'atmosphère pour

« L'AXION A LONGTEMPS ÉTÉ LE VILAIN PETIT CANARD DE LA PHYSIQUE DES PARTICULES »

CHRISTOPHER SMITH
CHERCHEUR CNRS AU LABORATOIRE
DE PHYSIQUE SUBATOMIQUE
ET DE COSMOLOGIE DE GRENOBLE



En haut à gauche, l'ingénieur Pierre Perrier, de l'Institut Néel, à Grenoble, y prépare des dispositifs ultrafroids destinés à observer la transformation des axions en micro-ondes, pour l'expérience GrAHal, en présence de forts champs magnétiques. THIERRY GRENET

Ci-dessus, l'aimant du Laboratoire national des champs magnétiques intenses, à Grenoble, qui accueillera ces dispositifs. LNCMI-CNRS

Ci-contre, l'imposant dispositif Madmax, développé à Hambourg, en Allemagne, pour chercher des axions de masses plus élevées que ceux ciblés par GrAHal. UNIVERSITY OF HAMBURG

être retransformés en lumière sous l'effet du champ magnétique présent dans la lunette. Au CERN, CAST a été précurseur, sans que sa sensibilité permette de sonder les axions les plus légers. BabyIAO a l'intention de lui succéder. Long de 20 mètres, avec un champ magnétique de 2 teslas et près de 50 tonnes, il devrait être construit l'an prochain et livrer ses premières mesures en 2030.

Plus au nord de l'ancien collisionneur, une autre expérience est plus avancée. Elle représente la troisième famille des détecteurs, les « passe-murailles ». Abritée dans un modeste préfabriqué, ALPS ne paie pas de mine. Jusqu'à ce qu'Aaron Spector, responsable de l'expérience au DESY, pousse une porte adjacente qui ouvre sur un long tunnel occupé sur plus de 100 mètres par l'un des deux bras de l'expérience. L'autre bras, à l'opposé, est jumeau du premier. A l'intérieur du tunnel de 5 mètres de diamètre, des cylindres récemment repeints couleur crème sont des vestiges de l'ancien accélérateur. Ils contiennent des aimants de plus de 5 teslas. Le cœur a été élargi afin de maximiser le volume et la quantité d'axions produits. Car ce premier bras est une pouponnière à axions. A l'extrémité la plus éloignée du préfabriqué central, un laser infrarouge est envoyé dans les cylindres pour de multiples allers-retours et des interactions avec le champ magnétique.

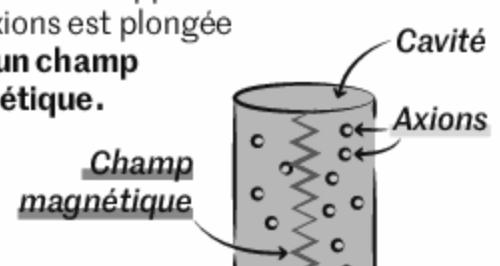
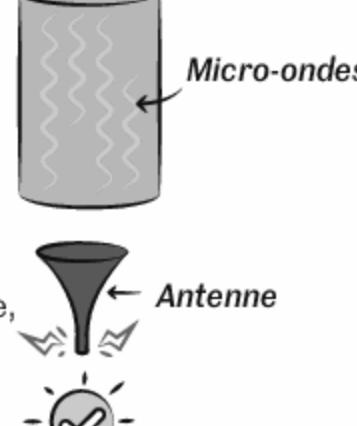
Cela crée des axions qui filent tout droit vers le préfabriqué central, le traversent, franchissent aussi un mur qui sépare le second bras et ses longs aimants. Dans cette seconde partie se passe l'exact inverse de ce qui s'est déroulé dans la première : sous l'effet du champ magnétique intense, l'axion redevient lumière infrarouge ! L'expérience est dite « passe-muraille » car, s'il n'y avait pas d'axion, la lumière émise dans un bras ne serait pas visible dans l'autre. Mais pour la lumière, comme pour les micro-ondes, l'effet est infime. Les axions ne vont pas éclairer le tunnel... En revanche, dans une phase de test, l'équipe a constaté la grande sensibilité de leur instrument. A la lumière comme aux vibrations du sol. « On a pu mesurer le rythme des spectateurs bondissant au concert de Taylor Swift, qui jouait à Hambourg à quelques kilomètres du laboratoire ! », dit en souriant Aaron Spector. Dans quelques mois, ils feront l'expérience avec les deux bras.

La quête du GrAHal

L'Allemagne n'est pas le seul terrain de chasse. A 1000 kilomètres de là, à Grenoble, on cherche aussi le GrAHal, du nom de l'haloscope développé à l'Institut Néel. Les Français, alliés à des Sud-Coréens principalement, visent des axions plus légers qu'en Allemagne. Petite masse, donc petite fréquence de résonance, donc « grande » cavité. C'est plus simple à fabriquer a priori. La difficulté est plutôt de pouvoir modifier cette fréquence de résonance, à la manière d'un tuner radio, pour balayer la plus grande plage de masses possible. En théorie, il faudrait changer la taille de la cavité, ce qui est impossible. Chaque expérience a sa méthode. Madmax utilise des disques internes qui se déplacent. D'autres ajoutent des

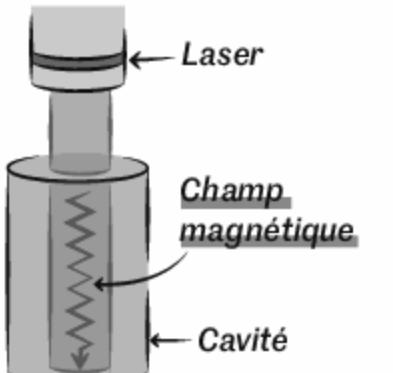
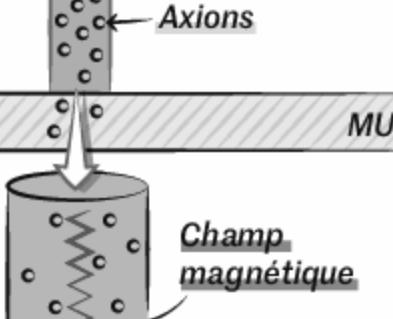
L'art et la manière de saisir les axions

Haloscope

1. Une cavité supposée contenir des axions est plongée dans un champ magnétique.
2. Sous l'effet de ce champ magnétique, les axions se transforment en micro-ondes.
3. Si une antenne capte une micro-onde, c'est la preuve de la présence d'axions.


Infographie : Le Monde,
Victoria Denys, David Larousserie

Le « passe-muraille »

1. Dans une cavité, un puissant laser éclaire un champ magnétique.
2. L'interaction entre le champ magnétique et la lumière du laser est supposée créer des axions.
3. Contrairement au laser, les potentiels axions traversent le mur jusqu'à une nouvelle cavité et un autre champ magnétique.
4. Si une faible lumière de même couleur que celle du laser apparaît, c'est la preuve de l'interaction des axions avec ce deuxième champ magnétique, donc de leur existence.


qui immobilise le bateau : une sorte d'ancre. Et ce serait l'axion.

Cette proposition de 1977 continue de stimuler les physiciens. Christopher Smith réfléchit à introduire l'axion dans d'autres mystères de la physique, comme la masse du neutrino ou la disparition de l'antimatière aux origines de l'Univers.

Pierre Sikivie aussi bouillonnera. Il est même ravi que GrAHal vise sa cible préférée, un axion plutôt léger. Lui qui, en 1983, a contribué à populariser cette particule comme candidate pour la matière noire, a trouvé qu'il pourrait résoudre un autre mystère de l'Univers. Les observations lointaines du télescope spatial James-Webb, en fonctionnement depuis 2022, semblent montrer que les galaxies apparaissent plus tôt que prévu dans l'histoire du cosmos. En cause, probablement, des trous noirs supermassifs, de plusieurs millions de fois la masse du Soleil, mais dont l'origine aussi précoce reste incomprise. Pierre Sikivie a échafaudé, depuis 2009, une explication. Les axions pourraient en fait se condenser, s'effondrer et créer ces trous noirs. Par « condensation », le physicien fait référence au concept d'Einstein et Bose élaboré il y a un siècle : la soudaine précipitation de particules dans un seul et même état, comme une armée au garde-à-vous. Ces condensats ont été observés sur Terre dans des atomes extrêmement froids, mais le théoricien a calculé que les axions, s'ils sont « légers », pourraient eux aussi condenser et créer les conditions propices à l'apparition des trous noirs supermassifs. Reste à mettre la main sur ces fameux axions. ■

DAVID LAROUSSERIE

DÉTECTOR AUSSI UN UNIVERS PARALLÈLE

L'avantage des détecteurs à axions est qu'ils peuvent aussi servir d'autres objectifs, tout aussi remarquables que d'attraper cette particule invisible, candidate au titre de matière noire de l'Univers. Ces instruments pourraient ainsi tester l'hypothèse de l'existence d'un monde parallèle au nôtre, le « secteur sombre », peuplé de particules sans lien ou presque avec nos électrons, protons et photons... Ou encore nous éclairer sur ce qu'il s'est passé très peu de temps après le Big Bang, avant la première lumière de l'Univers. L'information viendrait des ondes gravitationnelles, ces infimes mouvements de l'espace-temps qui, en caressant les détecteurs, trahiraient la présence d'objets exotiques dans l'Univers.

Commençons par la plongée dans le secteur sombre, concept désignant tout ce qui n'est pas standard, c'est-à-dire décrit par le modèle actuel de physique des particules. Dans ce monde invisible, il y aurait des électrons sombres, des protons sombres, des atomes sombres et même des photons sombres. Les théoriciens imaginent que ces photons, qui chez nous n'ont pas de masse, pourraient être un peu bedonnants dans leur version obscure. L'effet de ce monde parallèle sur le nôtre serait gravitationnel, c'est-à-dire que la masse de ces particules agirait comme la matière noire qui assure la cohésion des galaxies.

Mais il pourrait y avoir d'autres couplages subtils entre les deux mondes, comme la métamorphose d'un photon sombre en un photon classique qui, lui, serait visible. Or, les haloscopes construits pour les axions sont justement très sensibles aux faibles rayonnements radio, portés par des photons. Et pour la chasse aux photons sombres, pas besoin de champ magnétique. Il suffit donc d'attendre qu'au sein des cavités résonnantes contenant les axions un photon sombre daigne se transformer en micro-onde.

L'espace-temps, comme le veau en gelée

Aussi incroyable que cela puisse paraître, cette attente a déjà commencé. « Je souviens que l'expérience Madmax a déjà guetté cet effet à Noël 2023 », indique Andreas Ringwald du laboratoire DESY à Hambourg (Allemagne) et membre de cette collaboration. Aucun cadeau surprise n'avait alors été livré. Cependant, Madmax, en cours de développement, est encore loin d'avoir atteint le maximum de sa sensibilité. Au minimum, ces expériences écarteront des modèles ou mettront des limites aux masses des particules sombres et aux paramètres contrôlant leurs interactions avec nous.

Autre bonus que les chasseurs d'axions vont aussi traquer, des vibrations de l'espace-temps. Ce dernier, dans lequel nous évoluons, est comme le veau en gelée. Si on secoue le plat, il vibre. Et selon la théorie de la relativité d'Einstein, de grosses masses en mouvement peuvent mettre en branle notre gelée cosmique. Sur Terre, l'effet de ces ondes gravitationnelles n'est qu'une caresse causant des déplacements infimes, qui ont pourtant été détectés pour la première fois en 2015. Le « fautif » était une paire de trous noirs de plusieurs dizaines de fois la masse du Soleil qui tournaient en spirale l'un autour de l'autre et ont fini par s'engloutir en un nouveau trou noir.

Mais les théoriciens voudraient détecter d'autres ondes gravitationnelles, à fréquence plus rapide, causée par des objets « exotiques ». Ils songent à « la soupe chaude » après le Big Bang, dont les soubresauts généreraient ces ondes. Ou bien à des trous noirs primordiaux plus légers qu'un Soleil, peu standards là encore, dans la mesure où les trous noirs sont souvent le résultat d'effondrement d'étoiles. « Les ondes gravitationnelles dites « à haute fréquence » nous viendraient d'une époque très ancienne, et pourraient être notre seul moyen de savoir ce qui s'est réellement passé aux premiers instants de l'Univers, après le Big Bang », estime Sebastian Ellis, physicien à l'université de Genève.

Quel rapport avec les détecteurs d'axions ? Eh bien les équations de l'électromagnétisme dépendent en fait de la géométrie de l'espace-temps. Si une onde gravitationnelle passe, elle déforme l'espace-temps, si bien qu'un champ magnétique, comme celui présent dans un haloscope, s'en trouve perturbé au point d'émettre un rayonnement vibrant à la même fréquence que l'onde gravitationnelle originelle. Pile dans la gamme amplifiée par les cavités des détecteurs à axions, qui se voient donc capables d'observer l'Univers lointain.

Malheureusement, les calculs théoriques laissent peu d'espoir à court terme. Les sources ne seront sans doute pas assez intenses pour que les détecteurs y soient sensibles... « Mais c'est un domaine en pleine expansion qui a ressurgi il y a moins de dix ans. Et les expérimentateurs ont beaucoup d'idées pour améliorer les détecteurs », selon Valérie Domcke, physicienne théoricienne au CERN.

Axions, photons sombres ou ondes gravitationnelles... Une cerise finira bien par tomber sur le gâteau. ■

D. L.

L'EXPOSITION

L'art magique des maîtres bronziers

Le Musée d'archéologie nationale propose une plongée dans le monde des premiers métallurgistes

L'or était trop rare, trop précieux, le cuivre trop mou. Le bronze a fourni la solution aux premiers métallurgistes, inventeurs de l'alliage. Ils l'ont d'abord produit en mêlant cuivre et arsenic, il y a 5500 ans en Orient. Puis, quelque 300 ans plus tard, dans ce qui est aujourd'hui l'Iran, ils ont troqué l'arsenic pour l'étain, moins毒ique, plus commode d'emploi. Ces innovateurs géniaux et méconnus ont ouvert la voie à ce que l'archéologue danoise Helle Vandkilde a nommé la «bronzing», lorsque, à partir de 2300 avant J.-C., l'Europe s'empare à son tour de cette technologie qui conduit à une reconstitution profonde des rapports commerciaux et culturels.

C'est à cette révolution sur le territoire français que le Musée d'archéologie nationale (MAN) de Saint-Germain-en-Laye (Yvelines) consacre une exposition intitulée «Les Maîtres du feu» à l'occasion des Journées européennes de l'archéologie. «Le bronze est un peu le pétrole de l'époque, disait avec raison l'archéologue Kristian Kristiansen», rappelle Rolande Simon-Millot, conservatrice générale au MAN et commissaire de l'exposition. Poli, il a presque l'éclat de l'or, mais présente une dureté sans pareil pour forger outils, vaisselle, instruments de musique, harnachements équestres, parures et bijoux.

Liquide quand on le chauffe, «le bronze prend la forme qu'on lui demande d'épouser», s'émerveille Rolande Simon-Millot. «Il y a un côté prométhéen, à travers la capacité à produire une matière qui n'existe pas dans la nature», poursuit-elle. Comment les premiers métallurgistes ont-ils assuré cette transmutation par l'alliage? Eux qui n'avaient pas encore d'écriture, comment ont-ils transmis leurs recettes? «C'était forcément une pratique un peu magique!»

«Sacrifice à des forces tutélaires»
 Au fil des âges – bronze ancien (2300 à 1600 av. J.-C.); moyen (jusqu'en 1350 av. J.-C.); final (800 av. J.-C.) –, le bronze se fait moins rare. Lingots, haches, parfois bracelets, sont fabriqués en grandes séries, par des techniques de moulage. La standardisation déjà observée dans certains objets en pierre taillée prend une nouvelle dimension. Les haches de bronze n'ont plus rien d'élitaire. Elles sont déposées en masse dans les champs, parfois après avoir été systématiquement ébréchées, ou jetées à la rivière. L'essentiel des 754 objets de l'exposition, et de ceux qui sont parvenus jusqu'à nous, provient de tels dépôts, dont la signification demeure mystérieuse.

«Ce ne sont pas des cachettes oubliées, explique Rolande Simon-Millot. Il peut y avoir une dimension politique, de contrôle d'une forme de rareté. On peut faire des hypothèses sur des systèmes de don et de contre-don. Mais cela peut correspondre aussi à une forme de sacrifice à des forces tutélaires.» L'écrin de ces pièces exposées, les salles voûtées et la chapelle du château de Saint-Germain-en-Laye, est à la hauteur de ces chefs-d'œuvre. ■

H. M.

«Les Maîtres du feu», à partir du 13 juin, Musée d'archéologie nationale, Saint-Germain-en-Laye (Yvelines).

L'AGENDA

A 3 kilomètres au sud d'Auxerre, au lieu-dit Sainte-Nitasse, une équipe de l'Institut national de recherches archéologiques préventives met au jour une villa gallo-romaine. Ce chantier en cours de fouilles, et de nombreux autres, seront ouvert au public à l'occasion des Journées européennes de l'archéologie, du 13 au 15 juin. L'occasion aussi de découvrir des expositions, des ateliers, des conférences. Ces Journées s'inscrivent dans un contexte particulier: le 12 juin, des archéologues prévoient de manifester à Paris pour s'opposer à une baisse de moyens et à un projet de loi menaçant la politique d'archéologie préventive. ▶ Programme et réservations sur Journees-archeologie.eu

Le prince celte de Lavau, à la frontière de deux mondes

RÉCIT - Au printemps 2015 était mise au jour, dans l'Aube, une tombe à char contenant des objets exceptionnels. Les chercheurs ont révélé, le 5 juin, les résultats de dix ans d'investigations sur ce défunt prestigieux ayant vécu il y a 2500 ans

C'est le genre de découverte qui peut remplir une vie d'archéologue, et même plusieurs. Au printemps 2015, en bordure d'un rond-point de la ville de Lavau (Aube), les équipes de l'Institut national de recherches archéologiques préventives (Inrap) ont mis au jour une tombe celte exceptionnelle. Datant du milieu du V^e siècle avant J.-C., elle était la pièce maîtresse d'un vaste site funéraire occupé dès le XII^e siècle avant l'ère chrétienne. Après une décennie d'investigations, les chercheurs de l'Inrap et ceux du Centre de recherche et de restauration des musées de France (C2RMF) ont présenté à Paris, jeudi 5 juin, les résultats de leurs travaux sur cette découverte majeure.

«Ces dix ans sont vite passés, mais c'était le temps nécessaire pour apprêcher un tel site», indique Bastien Dubuis, le responsable scientifique de la fouille de l'Inrap, qui prépare une thèse sur le sujet. Pour lui, les funérailles dont les vestiges nous sont parvenus étaient «dignes d'un roi», peut-être le dernier de sa lignée, puisque à ce jour, on n'a pas trouvé d'équivalent plus récent d'une telle sépulture monumentale.

Partons donc de ce «défunt particulier», comme le désigne l'anthropologue Valérie Delattre (Inrap), qui avertit d'emblée: «Je ne peux vous donner son identité.» Mais ses dents et ses ossements ont parlé, ainsi que son ADN. Les cernes de croissance du cément dentaire indiquent qu'il avait une trentaine d'années au moment du décès. La qualité de sa denture – exempte de caries – «totaleme atypique», laisse penser qu'il a bénéficié d'une alimentation privilégiée durant toute sa vie. Un léger enfouissement du crâne et une clavicule mal réparée pourraient avoir résulté d'une chute de cheval. Mais ne peuvent être à l'origine du décès, laquelle reste inconnue.

L'ADN du «prince de Lavau» le décrit comme ayant le cheveu raide, la peau mate. Mais il ne permet pas de déceler une parenté biologique avec sa presque contemporaine et voisine, la «Dame de Vix», qui elle aussi avait bénéficié de funérailles prestigieuses, une vingtaine d'années auparavant. La génétique ne permet pas non plus d'être assuré qu'il descendait d'individus – un père et sa fille – qui reposaient

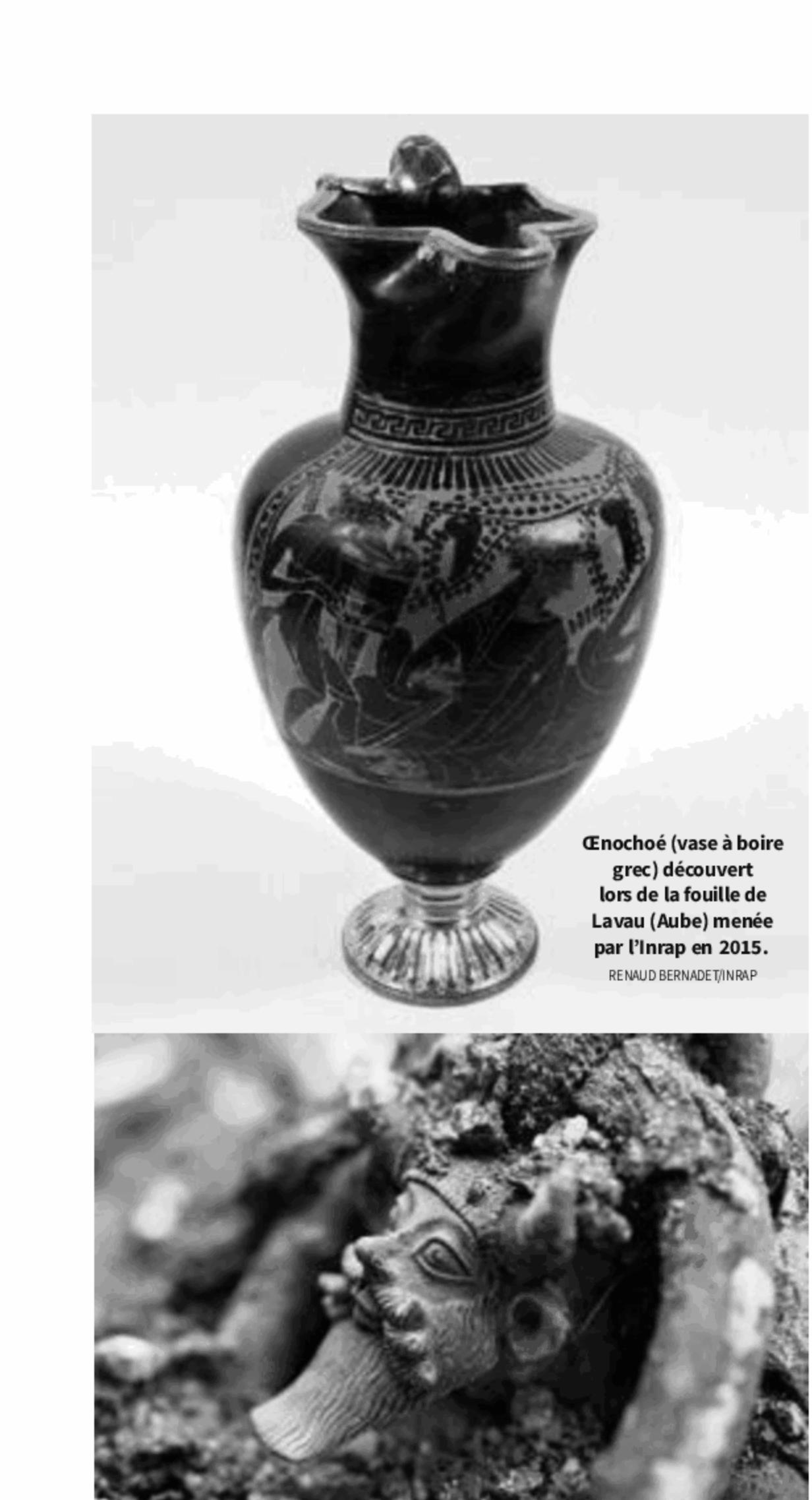
dans la nécropole de Lavau depuis plusieurs générations, et dont le profil évoque une origine transalpine. Doit-on à cette ascendance putative un tropisme pour le monde méditerranéen, qui transparaît dans les objets ayant accompagné le prince de Lavau dans sa tombe? Nous y reviendrons.

L'enquête anthropologique s'est concentrée sur un point énigmatique. Le char à deux roues sur lequel le défunt reposait s'est affaissé en grand désordre, tandis que le cadavre semblait être resté dans une position immuable. L'explication pourrait être que celui-ci a été préparé pour «neutraliser les affres de la décomposition», avance Valérie Delattre. L'analyse des graines et pollens montre en effet qu'il reposait sur un matelas de céréales et un bouquet de plantes aromatiques «odorantes, insecticides et fongicides». Autre indice parlant: il a été impossible de retrouver dans la tombe des traces de coprostérol, un marqueur biologique des excréments. «Cela signifie qu'il n'y avait plus d'intestin», résume la chercheuse. L'éviscération, c'est le b.a.-ba pour éviter les explosions diverses et les désagréments des jus de décomposition le jour des funérailles. »

Syncretisme local

Celles-ci ont donc pu se tenir à distance du décès, le temps de prévenir et de rassembler une population qu'on imagine nombreuse, si l'on considère que le vaste chaudron de bronze retrouvé dans la tombe a servi à des libations lors de l'événement. Il avait en tout cas été «rempli de vin rouge», estime la chimiste Agnès Lattuati-Derieux (C2RMF), qui a analysé les dépôts organiques qu'il recevait. Même chose pour une bouteille de céramique et un vase à boire grec, l'enochoé.

«Le prince de Lavau pratiquait-il le symposium gréco-étrusque?», s'interroge Emilie Millet, responsable à l'Inrap de l'étude de ce mobilier. Cette forme de banquet ritualisé aurait-elle percolé de Méditerranée jusqu'au monde celte, en une forme de syncretisme local? Si le vase à boire où apparaît le dieu Dionysos est assurément de facture hellénistique, il a été «customisé», indique le géologue Yvan Coquinot (C2RMF): son pied de céramique a été remplacé par un socle circulaire en or et argent, sa



Enoché (vase à boire grec) découvert lors de la fouille de Lavau (Aube) menée par l'Inrap en 2015.
RENAUD BERNADET/INRAP

Tête du dieu fluvial grec Achéloos, détail d'un chaudron découvert à Lavau (Aube) en 2015. DENIS GLIKSMAN/INRAP

levre recouverte d'un feston d'or, et son anse dotée d'un décor d'or et d'argent aux motifs céltiques. De même, les petites têtes cornues à triples moustaches qui ornent les anses du chaudron d'origine grecque, italique ou étrusque sont celles du dieu celte Achéloos. Lequel, relève Emilie Millet, a bien des affinités avec Dyonisos.

Les formidables objets en or, bracelets, passoires et un torque (collier), aux fines dédications, reprennent aussi une symbolique partagée entre les mondes méditerranéen et celte. La facture de ces objets hybrides, «présentant une mixité culturelle», pourrait selon elle être le fruit d'un «artisanat de cour», dans lequel des maîtres métallurgistes répondraient à des commandes princières.

Pour le président de l'Inrap, Dominique Garcia, la présence dans cette région d'un tel patrimoine métissé n'est pas totalement une surprise. «C'est un moment de l'histoire de l'humanité où deux mondes s'affrontent. Les ressources

sont chez les Barbares – céréales, esclaves, étain, ambre – et sont consommées par les Méditerranéens, dit-il. Une «économie-monde» se met en place. Lavau se trouve alors dans la région de contact entre ce monde méditerranéen et le reste de l'Europe.»

C'est la nature des zones de friction de faire des étincelles. Celle-ci a donc vu naître un mobilier d'exception, dont la finesse d'exécution continue à fasciner les experts chargés de la restauration. Pour l'heure, il se trouve au Louvre. Non pas dans le musée, mais dans les laboratoires du C2RMF, où l'on prépare activement sa présentation au Musée d'art moderne de Troyes, en janvier 2026. Patience! ■

HERVÉ MORIN

A l'occasion des Journées européennes de l'archéologie, Arte diffusera, samedi 14 juin à 22 h 20, le documentaire «Enquête sur la tombe du dernier prince celte», de Marion Marot.

L'ÉNIGME MATHS – N°62

Chaque semaine, le mathématicien Mickaël Launay vous soumet un problème. A vous de jouer!

ASSOCIATIVITÉ

Certaines opérations mathématiques sont appelées associatives. Ceci signifie que, face à un enchaînement de plusieurs de ces opérations, le résultat sera le même quel que soit l'endroit où vous commencerez le calcul. L'addition est associative : $3 + 2 + 1 = 6$, que vous décidiez de faire d'abord $3 + 2$ ou $2 + 1$. Autrement dit, le résultat ne dépend pas d'un éventuel choix de parenthésage. $(3 + 2) + 1 = 3 + (2 + 1) = 6$. Il n'en va pas de même de la soustraction. $(3 - 2) - 1 = 0$, tandis que $3 - (2 - 1) = 2$! Ainsi, si vous donnez rendez-vous à « quatre heures moins quart et quatre minutes » précises, vous ne risquez pas de vous manquer : tout le monde y sera

à 4 h 19. Tandis que, si vous le fixez à « quatre heures moins le quart moins quatre minutes », certains risquent d'arriver à 3 h 41 et d'autres à 3 h 49.

► **Le calcul 3 - 2 - 1 peut donner deux résultats différents. Combien de résultats différents pouvez-vous obtenir en faisant 4 - 3 - 2 - 1 ?**
Et 5 - 4 - 3 - 2 - 1 ?
 ► **Inversement, pouvez-vous trouver une telle soustraction de plusieurs termes dont le résultat pourra être soit 1, soit 2, soit 3 (et seulement ces trois nombres) selon le parenthésage ?**

INDICE
 tnemevitagn emèxuid el te tnemevitisop épmon suojuot ares erbmon reimerp el, egaséhtnerap el tios euq leuQ

SOLUTION DE L'ÉNIGME N° 61

Aux rotations et symétries près, il n'existe qu'une façon de remplir le carré. Comme souvent, avec ce type d'énigme, il est possible de parvenir à la solution par essais et tâtonnements. Voici toutefois un raisonnement direct permettant d'aboutir à la solution. Notons S la somme commune que l'on obtient si on additionne quatre cases en carré et notons C le nombre de la case centrale. Si on additionne les cases du grand carré, celle du carré en diagonale et la case centrale, on obtient $S + S + C = 2S + C$. Or cette somme est également la somme de tous les nombres de la grille, c'est-à-dire la somme de tous les nombres de 1 à 9.

ce qui vaut 45. On a donc une première équation : $2S + C = 45$. Additionnons maintenant les quatre petits carrés, on trouve $4 \times S$. Mais en décontignant cette addition, on réalise qu'on a compté une fois chaque case du grand carré, deux fois chaque case du carré en diagonale et la case centrale, on obtient $S + S + C = 2S + 4 \times C$, d'où on déduit une deuxième équation : $S = 4 \times C$. En résolvant ces deux équations, on trouve $C = 5$ et $S = 20$. Cherchons maintenant à placer le 9. Quel que soit son emplacement, il y aura au moins un petit carré qui contient le 5 et le 9. Pour faire une somme de 20,

il manque donc 6 dans ce petit carré, ce qui ne peut s'obtenir que par 2 et 4. Comme il n'y a qu'une façon de compléter le carré avec 9 et 5, le 9 est forcément dans un coin de la grille (sans cela il aurait deux carrés communs avec le 5). A rotation et symétrie près, on peut donc placer le 9, le 2 et le 4. Les autres cases se déduisent de proche en proche en complétant les carrés.





CARTE BLANCHE

L'amour du foot, une histoire d'évolution ?

Par SYLVIE CHOKRON

A chaque grand tournoi de football qui voit une équipe française arriver en finale, les rues s'enflamme. Pourquoi le football rassemble-t-il autant de fans et suscite-t-il un tel engagement de la part de ceux-ci ? Il est en effet rare d'entendre scander le nom d'un champion de tennis français à 3 heures du matin pendant le tournoi de Roland-Garros !

Pour Matt Butler, du King's College de Londres, et ses collègues, si le football est le sport le plus populaire au monde, et si, dans toutes les cultures, les supporters sont prêts à investir des ressources considérables pour suivre et soutenir leur équipe, cela suggère qu'il existe des universaux psychologiques sous-jacents liés à l'évolution de l'espèce.

En tout premier lieu, on associe souvent le plaisir à l'activation du circuit cérébral de la récompense et à la libération de dopamine, mais on oublie parfois que cette hormone est également libérée lorsque nous faisons des prédictions. Le fait qu'il puisse y avoir plus ou moins de buts marqués par chaque équipe et que ceux-ci surviennent de manière sporadique au cours du match expliquerait, d'une part, la motivation des spectateurs et, d'autre part, la tension émotionnelle et la décharge de dopamine à chaque but marqué.

Mais ce n'est pas tout. Il y aurait chez les supporters de foot un attrait pour tout le rituel avant, pendant et après le match, qui serait hérité de la toute petite enfance. Les auteurs soutiennent en effet que, très jeune, l'enfant va s'identifier à son parent (souvent le fils à son père, bien que cela soit en train d'évoluer) et supporter la même équipe, se mettre dans le même état que lui, et donc être conditionné à se comporter d'une certaine façon. D'après Matt Butler et ses collègues, ce rituel libérerait des endorphines (véritable antidouleur naturel) réduisant l'anxiété et facilitant la cohésion du groupe. Les effets seraient tels que les auteurs n'hésitent pas à discuter le fait que le football pourrait constituer une prescription « sociale » et non médicale, et donc représenter un véritable outil à la disposition des psychiatres !

Activation de l'amygdale

Dans une approche évolutionniste très similaire, Menelaos Apostolou et Maria Athanasiou, de l'université de Nicosie, à Chypre, ont étudié la popularité de 34 sports. Ils suggèrent que les joueurs de football pourraient être les sportifs qui véhiculent le plus grand nombre d'attributs adaptatifs comme l'esprit d'équipe, l'agressivité, la vitesse, la dextérité, l'expertise, l'endurance ainsi que la force physique et mentale. Autant de caractères qui ont été privilégiés au cours de l'évolution pour assurer la survie de l'espèce.

Isabel Duarte et ses collègues de l'université portugaise de Coimbra n'hésitent pas, quant à eux, à qualifier de « tribal » le lien qui unit les supporters de football à leur équipe. Ces auteurs ont étudié les bases cérébrales de cette forme d'amour qui implique à la fois le sentiment d'appartenance à un groupe et la rivalité envers les équipes adverses. Pour ce faire, 56 participants ont été soumis au visionnage de moments de victoire et de défaite de l'équipe qu'ils soutenaient, d'une équipe rivale ou d'une équipe neutre pendant que l'on enregistrait leur activité cérébrale en IRM fonctionnelle. En cas de victoire de leur équipe, les supporters activaient de manière significative leur amygdale cérébrale (impliquée dans la perception et le ressenti des émotions) ainsi que le circuit de la récompense, et cette activation était corrélée avec leur niveau d'engouement.

Ces données laissent penser que ce type d'amour, non romantique, reflète un état spécifique d'excitation et de motivation, à même de doper les plus fanatiques des supporters, mais également de leur faire commettre parfois l'irréparable. ■

La couverture vaccinale contre les papillomavirus n'est pas satisfaisante

TRIBUNE - Une équipe multidisciplinaire recommande d'activer en France les leviers propices à la vaccination contre les HPV, responsables de nombreux cancers

Les papillomavirus humains (HPV) sont des virus dont les premières traces sur Terre remontent à l'homme de Neandertal. La quasi-totalité d'entre nous a déjà croisé leur chemin, et nos enfants les rencontreront sans nul doute au cours de leur vie. Or, ces virus sont directement responsables, en France, de 6 400 nouveaux cas de cancers ano-génitaux et ORL par an. Leur éradication permettrait donc de supprimer 100 % des cancers du col de l'utérus, plus de 90 % des cancers de l'anus et plus de 40 % des cancers de l'oropharynx, sans oublier une partie non négligeable des cancers de la vulve, du vagin et du pénis.

Dès lors, comment ne pas soutenir le déploiement de la vaccination contre ces virus ? Ces vaccins existent, et, en particulier contre les cancers du col de l'utérus, ils ont une efficacité qui atteint pratiquement 100 % quand les jeunes filles sont vaccinées avant l'âge de 17 ans et qui avoisine les 60 % quand elles le sont entre 17 et 30 ans.

En France, les recommandations ciblaient jusqu'à aujourd'hui les jeunes filles et jeunes garçons de 11 à 14 ans, avec un rattrapage possible jusqu'à 19 ans révolus (la limite est de 26 ans pour les hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes). De nombreux pays européens, ainsi que l'Australie, pionnière dans cette vaccination, ont, quant à eux, déjà opté pour un délai de rattrapage vaccinal étendu à toute leur population, compte tenu des données d'efficacité sur l'incidence du cancer du col de l'utérus, même en cas de vaccination plus tardive.

En novembre 2024, la Haute Autorité de santé (HAS) publiait une note de cadre concernant une réflexion autour de cet allongement du délai de rattrapage vaccinal conduite par la commission technique des vaccinations (CTV). La CTV vient de publier ses recommandations en faveur de l'élargissement du délai de rattrapage vaccinal anti-HPV à toutes et tous jusqu'à 26 ans. Cette victoire est à célébrer.

S'il faudra encore attendre quelques mois (dans le meilleur des cas) avant de voir le remboursement effectif des doses vaccinales pour les 20-26 ans, réjouissons-nous de la possibilité de protéger efficacement tous nos jeunes passés au travers de la vaccination. Il nous faut maintenant organiser au mieux ce rattrapage, cibler notamment les moments les plus opportuns à sa promotion. Parmi eux, la Journée défense et citoyenneté peut être une occasion et pourrait alors devenir la « Journée défense, citoyenneté et prévention »... Mais n'oublions pas que le rattrapage n'aurait pas lieu d'exister si nous arrivions à vacciner correctement nos enfants.

Cette dynamique positive atteste une prise de conscience plus générale des pouvoirs publics de l'importance de « prévenir plutôt que guérir ». L'intérêt d'une telle stratégie n'est plus à prouver : le coût de prise en charge globale d'un patient atteint de cancer sera in fine beaucoup plus élevé pour la société que celui d'un schéma vaccinal complet par le vaccin contre les HPV.

Depuis quelques années, des frémissements positifs sont ressentis en

IL NOUS FAUT ORGANISER AU MIEUX LE RATTRAPAGE VACCINAL, CIBLER NOTAMMENT LES MOMENTS LES PLUS OPPORTUNS À SA PROMOTION

France, et ce notamment grâce à la prise de position des gouvernements successifs en faveur de la vaccination en général et de la vaccination contre les HPV en particulier. Depuis août 2023, la politique de renforcement des acteurs vaccinaux déjà épisodiquement utilisée pendant la pandémie de Covid-19 a été pérennisée et étendue. Ainsi, les professionnels pharmaciens, sages-femmes et infirmiers sont habilités à prescrire et à administrer les vaccins chez les personnes de 11 ans et plus, facilitant ainsi l'accès à la vaccination.

La corrélation positive entre vaccination en milieu scolaire et taux de couverture vaccinale, en particulier concernant le vaccin anti-HPV, est démontrée. Les pays ayant adopté ce type de stratégie affichent des taux de couverture frôlant les 90 %. En cohérence avec ces données, le président de la République, Emmanuel Macron, s'est déclaré, en février 2023, favorable à la vaccination contre les HPV en milieu

scolaire chez tous les élèves en classe de 5^e. Cette déclaration a été suivie de faits, et, depuis septembre 2023, à quelques exceptions près, tous les collèges français proposent cette vaccination.

Cependant, malgré ces leviers propices à la vaccination anti-HPV en France, qui ont permis d'atteindre aujourd'hui une couverture vaccinale chez les jeunes filles et les jeunes garçons de 15 ans, respectivement de l'ordre de 58 % et de 36 %, nous sommes malheureusement encore loin des 80 % de couverture vaccinale visés par l'Institut national du cancer (INCa) dans le plan Cancer 2030 ou des 90 % recommandés pour les jeunes filles par l'Organisation mondiale de la santé pour envisager une éradication du cancer du col de l'utérus. C'est un objectif atteignable. A ce jour, une telle éradication est prévue en Suède en 2027, en Australie en 2035 et au Danemark avant 2040. En France, il n'y a désormais plus aucun obstacle institutionnel empêchant d'en faire autant. Alors, qu'attendons-nous ? ■

Tous les signataires, dont les trois premiers suivent, font partie de l'équipe multidisciplinaire HPV-AP-HP. Centre-Université Paris Cité/Inserm : **Pr Hélène Péré**, virologue ; **Dr David Veyer**, virologue ; **Pr Anne-Sophie Bats**, gynécologue ; Retrouvez la liste complète des signataires sur Lemonde.fr. Les éventuels liens d'intérêts de ces personnes sont consultables sur Transparence.gouv.fr.

Le supplément « Science & médecine » publie chaque semaine une tribune libre. Si vous souhaitez soumettre un texte, prière de l'adresser à sciences@lemonde.fr

DU CAOUTCHOUC INUSABLE OU PRESQUE

Une équipe scientifique de Harvard a imaginé une méthode de traitement du caoutchouc le rendant dix fois plus résistant aux fissures.

Fabrication du nouveau matériau, appelé « tanglemer »

Une structure du latex naturel inattendue

Les scientifiques ont découvert que les chaînes polymères du latex* portent à leurs extrémités des composants non caoutchoutés qui, une fois séchés, peuvent, tel des ponts naturels (« Green Strength »), relier des chaînes entre elles.

Nanoparticules de latex naturel

« Green Strength »

Un mélange doux

Contrairement à la vulcanisation (soufre + latex + chaleur) qui raccourcit et fragilise les chaînes, les scientifiques ont mélangé sans chaleur un agent de réticulation, le peroxyde de dicumyle (DP), au latex.

Agent de réticulation

Séchage

Le mélange a été séché à température ambiante pour former un film.

Film de latex

Pressage

Le tanglemer obtenu est un **enchevêtrement dense de chaînes plus longues et résistantes**.

Long brin de polymère

Utilisation potentielle sur un pneu

Caoutchouc naturel ordinaire

Un **brin de polymère court** à l'extrémité de la fissure dissipe l'énergie de cette dernière sur une courte distance. La cristallisation naturelle « auto-réparatrice » (●), qui renforce localement le matériau, s'étend sur un petit volume.

Fissure

Film de latex

* de l'arbre Hevea brasiliensis

Tanglemer de caoutchouc naturel

Un **long brin de polymère** à l'extrémité de la fissure aide à dissiper largement l'énergie de cette dernière. La cristallisation « auto-réparatrice » (●) s'étend plus massivement.

Infographie : Le Monde • Source : Nature Sustainability

Les pneus automobiles, dont l'usure rejette chaque année dans l'environnement 6 millions de tonnes de particules, sont la deuxième source mondiale de microplastiques primaires après les fibres textiles issues de la

pétrochimie. Pour transformer le caoutchouc naturel, visqueux, en un matériau solide, des scientifiques de la John Paulson School of Engineering and Applied Sciences de l'université Harvard ont imaginé une méthode

sans soufre ni chaleur intense, tel le procédé de vulcanisation inventé au XIX^e siècle. Cette nouvelle approche, qui préserve les longues chaînes polymériques de la sève d'hévéa au lieu de les fragmenter, rend le matériau final,

appelé « Tanglemer », dix fois plus résistant aux fissures. La recherche, encore au stade de preuve de concept, a été largement saluée dès sa publication dans *Nature Sustainability*. ■

LAURE BELOT



Jérémie Bouyer lors d'un lâcher de moustiques, à Saint-Joseph, dans le sud de l'île de La Réunion, en mai 2021. PIERRE MARCHAL

Contre le chikungunya, Jérémie Bouyer, « boosteur » de moustiques stériles

PORTRAIT - A La Réunion, l'entomologiste teste l'ajout d'un biocide sur les insectes rendus infertiles. Un espoir dans la lutte contre les viroses transmises par les piqûres d'« Aedes »

SAINTE-DENIS (LA RÉUNION) - correspondant

Il parle avec la vitesse et l'agilité de ses drones lâchant des moustiques mâles stériles. Avec, aussi, la fougue d'un chercheur qui rit de lui-même avouant sans fausse modestie avoir « une idée de brevet par mois ». Vétérinaire, entomologiste au Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (Cirad) de La Réunion, Jérémie Bouyer n'a aucune peine à partager son enthousiasme, même en décrivant dans les moindres détails les enjeux scientifiques de « la phase préopératoire » de son projet OpTIS. TIS pour « technique de l'insecte stérile ». Reconnu par ses pairs comme un spécialiste mondial de ce moyen de lutte contre la mouche tsé-tsé en Afrique et les moustiques, ce natif de Lens (Pas-de-Calais), âgé de 47 ans, a mis au point une version qualifiée de « boostée » ou « renforcée » visant à prévenir les épidémies de chikungunya et de dengue. Convaincu qu'elle constitue « une stratégie de rupture ».

De quoi susciter un espoir à La Réunion, frappée par une épidémie de chikungunya, maladie transmise par les moustiques du genre *Aedes*, qui connaît toutefois, depuis la semaine du 21 avril, une nette phase de décroissance. Selon l'agence régionale de santé de La Réunion, 195 800 personnes (21,7 % des Réunionnais) ont consulté un médecin, depuis le début de l'année, pour des symptômes compatibles avec le virus, qui cause de fortes fièvres et de vives douleurs articulaires. Au moins 20 décès lui sont attribués. Lors de la grande épidémie de 2005-2006, 34 % de la population avait été touchée, avec 267 décès estimés.

Une nouvelle expérimentation en juillet
L'innovation de Jérémie Bouyer part de la TIS classique avec des moustiques mâles élevés à grande échelle et rendus stériles par un passage aux rayons X, avant d'être lâchés dans la nature. Ce qui revient à diminuer drastiquement leur population et à réduire le risque d'épidémie. Face aux craintes suscitées dans la population, les scientifiques rappellent toujours que les moustiques mâles sont inoffensifs pour les humains, car seules les femelles piquent pour se nourrir de sang et de protéines, qui aident à la maturation de leurs œufs.

La forme plus poussée de TIS, développée au sein du programme OpTIS mené conjointement avec l'Institut de recherche et développement (IRD), consiste à appliquer une petite dose d'un biocide, le pyriproxifène, sur les mâles stériles qui vont contaminer les femelles et les gîtes larvaires. Il ne tue pas les insectes, mais empêche les larves de se transformer en adultes.

Selon le chercheur du Cirad, la TIS « renforcée » est plus efficace que la TIS classique, qui nécessite des lâchers de moustiques en très grande quantité et sur des zones très vastes. En 2021, trois essais ont déjà été menés avec des

lâchers au sol et par drones de moustiques *Aedes aegypti* à La Réunion, et des *Aedes albopictus* (appelés communément « moustiques tigres ») sur deux sites en Espagne. La densité des moustiques adultes a chuté de 91 % à La Réunion et de 98 % en Espagne par rapport à un site témoin situé à proximité où aucun moustique n'a été lâché, explique l'étude publiée en mai dans *Scientific Reports*. Une nouvelle expérimentation sera lancée en juillet à La Réunion.

Le scientifique, attaché à l'océan Indien pour avoir vécu à l'île Maurice de ses 8 ans à ses 14 ans, confie avoir commencé à développer ce projet après une vingtaine de piqûres de moustiques en quelques minutes à Montpellier en 2013. « Je me suis dit que je pouvais lutter contre ce moustique dans mon propre pays », raconte l'entomologiste, qui avait, à l'époque, effectué une grande partie de sa carrière sur le continent africain.

C'est au Sénégal, dans le cadre de son stage de fin d'études de l'Ecole nationale vétérinaire de Maisons-Alfort (Val-de-Marne), où il a choisi une spécialisation en pathologie tropicale, qu'il met au point son premier piège à moustiques. Dans la région du Ferlo, dans le nord-est du pays, il est accueilli par une équipe du Cirad travaillant sur la fièvre de la vallée du Rift transmise par les moustiques. « Mon encadrant a considéré que j'avais un potentiel pour les insectes », dit, en souriant, le chercheur.

Il s'agit en premier lieu d'une passion transmise par son grand-père, entomologiste amateur. Un directeur d'école, récompensé de la Légion d'honneur pour avoir développé une méthode de lecture pour les enfants en difficulté par le biais de l'étude des insectes. « Il m'a légué plusieurs centaines de boîtes d'insectes », confie, ému, Jérémie Bouyer. Dans les différents pays où ses parents professeurs sont en poste ou en vacances en France métropolitaine, il en capture et les identifie. « J'ai fait ma propre collection. Cela me passionnait, mais je ne pensais pas pouvoir travailler dessus », raconte celui qui avoue avoir choisi les études de vétérinaire parce que « c'était la voie royale pour la recherche en biologie ».

En 2001, le Cirad lui propose son premier poste d'entomologiste avant qu'il n'ait bouclé sa thèse. Il part sept ans au Burkina Faso. Jérémie Bouyer commence alors à travailler sur la TIS. Il est ensuite affecté pendant sept autres années au Sénégal pour développer également cette technique contre la mouche tsé-tsé. A la demande de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), qui possède un département sur l'utilisation pacifique de l'atome, dont une unité de recherche sur la TIS, Jérémie Bouyer passe ensuite deux ans en Ethiopie pour le même type de projet.

Nommé à Vienne, en Autriche, pendant sept ans, au siège de l'AIEA, ce lauréat de plusieurs prix internationaux décide de prendre une année de congé sabbatique pour venir à

La Réunion développer son projet de TIS boostée, avant de rejoindre le Cirad en 2023. Il fonde, en parallèle, sa start-up, MoSiTouch, et négocie actuellement des contrats de collaboration avec l'IRD et le Cirad. Son ambition est de monter un projet sur trois ans en créant à La Réunion une usine capable de produire plus de 2 millions de moustiques par semaine pour traiter entre 2 000 et 6 000 hectares. Le coût du projet est, pour l'instant, estimé à 2,5 millions d'euros. Les moustiques ne seront pas lâchés sur toute l'île, mais dans les zones identifiées à risque.

Défiance envers la vaccination

A La Réunion, son projet d'usine est soutenu par plusieurs élus. Parce que la lutte antivectorielle classique (insecticides, élimination des eaux stagnantes...) coûte cher et qu'elle n'a pas empêché le retour du chikungunya. Il existe, en outre, une grande défiance à l'encontre de la vaccination, et plus particulièrement du vaccin IXCHIQ, qui a provoqué le décès d'un homme de 84 ans et deux hospitalisations de personnes âgées. « Il est certain que d'autres épidémies reviendront », alerte Eric Ferrère, maire des Avirons et vice-président du conseil départemental, convaincu de l'efficacité de la TIS « boostée ». Nous sommes en guerre. Il faut sortir les armes. Pour l'instant, nous sommes sans solutions. » Avec d'autres élus de la droite locale, l'élu a demandé à Emmanuel Macron, lors de sa visite à La Réunion le 22 avril, d'investir dans « la généralisation immédiate de la TIS ». En rappelant que les dégâts de l'épidémie en cours sont encore inconnus, et que celle de 2005-2006 avait coûté des dizaines de millions d'euros.

Si son usine voit le jour, Jérémie Bouyer entend toutefois « garder un pied au Cirad » pour continuer ses recherches. « Je ne suis pas satisfait d'avoir mis un larvicide sur les mâles stériles, explique-t-il. Ce n'est pas tout à fait vert, même si le biocide est utilisé à une dose 6 000 fois inférieure aux doses agricoles. » L'entomologiste espère le remplacer d'ici dix ans par un virus naturel du moustique, un densovirus sans danger pour les vertébrés et les autres insectes, qui « possède une efficacité 10 fois supérieure et qui reste plusieurs années dans les gîtes larvaires ». En attendant, l'utilisation du biocide, assure-t-il, est « bien plus propre » que de pulvériser un insecticide comme la deltaméthrine actuellement utilisée dans les opérations de démoustication. « C'est peu efficace et cela tue des reptiles et des poissons », déplore Jérémie Bouyer.

« Mon but est de rendre opérationnelle cette stratégie scientifique pour avoir un impact sur la santé humaine, insiste le scientifique. Quand je vais mourir, je veux pouvoir me dire : "J'ai servi à ça." A Dakar, sur 1 000 kilomètres carrés autour de la ville, il n'y a plus de mouches tsé-tsé. C'est un résultat concret pour la population. » ■

JÉRÔME TALPIN



LA VIE CACHÉE DES PLANTES

Le subtil SOS du maïs attaqué

Juin. « Voici donc les longs jours... », note Victor Hugo. Il semble que tout rit, et que les arbres verts/Sont joyeux d'être ensemble et se disent des vers. » C'est début juin, aussi, qu'ont lieu les derniers semis de maïs, dans l'hémisphère Nord. Et leurs plants, à défaut de se murmurer des vers, utilisent de savants et subtils signaux pour communiquer. Surtout quand il s'agit d'alerter leurs voisins d'un danger imminent : une attaque par des ravageurs.

Une étude, publiée en ligne le 1^{er} mai dans la revue *Nature Plants*, dévoile l'improbable chaîne de transmission de ces messages d'alarme, aussi stridents que silencieux. Ils mobilisent, en effet, une succession de composés volatils, de molécules solubles qui circulent dans la plante et de changements drastiques dans la composition microbienne du sol. L'alerte, au final, déclenche une contre-offensive bénéfique à la communauté de cette poacée (graminée).

Originaire du Mexique central, le maïs est une plante exceptionnelle par sa plasticité et sa variabilité génétique, d'où son adaptabilité à une grande diversité de milieux. Mais ses ennemis sont légion... telle la chenille légionnaire d'automne (*Spodoptera frugiperda*). Ce fléau rampant se nourrit de plus de 350 espèces de plantes.

Une équipe internationale a voulu comprendre comment le maïs se défend face à cette chenille d'une extrême voracité (les plus âgées sont cannibales). Et voici comment sont relayés ses SOS, reconstitués à l'aide d'expériences en laboratoire ou de plein champs, sur quatre sites à travers la Chine.



« *Spodoptera frugiperda* » sur une feuille de maïs. NATTHAWUT NGOENSANTHIA/ALAMY/HEMIS

Attaqué, le plant de maïs émet des composés organiques volatils (COV) à l'odeur semblable à celle de l'herbe coupée – le délicieux parfum de gazon tondu, à base d'hexénal, au fond, n'est rien d'autre que le cri de détresse de l'herbe agressée... Dans le champ de maïs, ces composés volatils sont perçus par les plantes voisines. « Un fait bien connu », commente Louis-Victor Méteignier, chercheur à l'Inrae de Montpellier. La suite est plus étonnante. « Les plants de maïs qui captent ces COV, bien qu'encore non agressés, vont modifier leurs sécrétions racinaires », raconte le chercheur. Leurs racines libèrent alors des jasmonates, hormones végétales connues pour contrôler le développement des plantes et leur réponse aux stress.

Liberés par ces racines, les jasmonates modifient drastiquement la composition du microbiote du sol, qui s'enrichit alors en trois espèces de bactéries. Celles-ci favorisent la croissance et la défense du maïs, réduisant les dommages foliaires causés par la chenille herbivore dans le champ. « Les rétroactions plantes-sols induites par ces COV améliorent les performances et le rendement du maïs », résument les auteurs.

« Exposer des plantes cultivées à des doses de COV purifiés pourrait être une approche intéressante pour l'agro-écologie », estime Louis-Victor Méteignier. Les COV, en effet, ont une capacité de diffusion bien plus faible que les produits phytosanitaires – même s'il reste du travail avant de mettre au point des systèmes de délivrance efficaces.

Cette étude, par ailleurs, valide une pratique agricole traditionnelle, la rotation des cultures. Selon l'espèce végétale cultivée au préalable, en effet, le sol peut devenir « suppressif » : il protégera la culture suivante contre diverses maladies ou ravageurs. C'est parce qu'il abrite des micro-organismes protecteurs induits par la première culture, suggère ce travail. « Au fond, c'est une forme de collaboration à travers l'arbre de la vie », conclut le chercheur montpelliérain. De quoi méditer sur ce mot hugolien : « La fraternité n'est qu'une idée humaine, la solidarité est une idée universelle » (*Proses philosophiques*, 1860-1865). ■

FLORENCE ROSIER